

## L'armée chinoise poursuit une répression sanglante à Pékin sous le harcèlement de la population

### Une porte qui se referme

Jamais la canonnade n'avait fait rage dans Pékin depuis l'expédition occidentale contre les Boxers en 1900. Certes, tous les régimes qui se sont succédé en Chine avaient tiré sur leurs opposants — les étudiants ayant payé le plus lourd tribut — mais, même au cours de la révolution culturelle, le Grand Timonier n'avait pas eu recours aux armes lourdes dans sa capitale. C'est paradoxalement l'homme de la décentralisation, de la réforme et de l'ouverture, M. Deng Xiaoping, qui aura franchi ce pas supplémentaire dans la répression.

Sanglante manière de fêter dix années de réformes et quarante ans de république « populaire » que de tirer sur une foule désarmée. La langue de plomb des communiqués officiels reprend cette légendaire révolutionnaire que l'on croyait passée de mode depuis la révolution culturelle. Le régime est revenu à son point de départ. Ayant perdu sa feuille de vigne moderniste — qui n'était pour lui qu'un moyen et non une fin — il est désormais nu. Nu et bien malade de s'avoir trouvé de salut que dans la force la plus brutale.

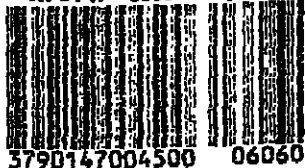
Har réformiste, aujourd'hui vieillit autoritaire sanguinaire. M. Deng a montré à ceux qui en avaient douté que la maintenance de l'ordre primait sur tous les autres objectifs et que la porte entrouverte pouvait aussi bien se refermer. Pendant une décennie, pour des raisons diplomatiques, politiques et commerciales, bien des Occidentaux ont pris pour argent comptant le mythe de l'irréversibilité des réformes chinoises, refusant de voir les signes de durcissement qui se multipliaient.

Ces illusions ont été balayées par les sables de l'armée. Croire que la Chine abandonnait le socialisme pour se tourner vers la démocratie et le capitalisme afin de mieux l'opposer à l'URSS apparaît désormais comme une vue de l'esprit. Réviser d'un marché chinois capable d'absorber les surplus de toutes nos industries et de faire fructifier nos investissements, également.

La réaction pour la moins prudente de Washington et de Tokyo s'explique sans doute par l'espoir que les dirigeants chinois ne se tourneront pas vers Moscou et s'arrêteront en chemin, conscients des dégâts déjà causés. Est-ce encore possible ? Comment convaincre une population traumatisée d'aider un régime à développer son économie alors qu'il lui tire dessus ? Comment convaincre ces Chinois d'outre-mer et de Hongkong, qui vivent à l'unisson le drame de leurs compatriotes et dont l'argent représentait plus des trois quarts de l'aide étrangère, de soutenir encore Pékin ?

Isolés, les dirigeants chinois risquent de se durcir et de se refermer plus encore. Mais tout n'est pas joué : le régime est tellement divisé qu'on ne peut exclure qu'il explose demain en rivalités intestines. Il faudra, de toute manière, des années pour rétablir la confiance, tant en Chine qu'à l'étranger.

M 0147 - 0905 - 4,50 F



3790147004500 06060

Deux jours après l'intervention de l'armée dans Pékin, les affrontements se poursuivaient, lundi 5 juin, entre manifestants et soldats, tandis que certaines informations faisaient état de premiers incidents entre unités militaires. Les étudiants, retranchés dans leurs campus, s'attendaient à une attaque des forces de l'ordre. L'agitation s'est étendue à plusieurs villes de province.

En l'absence de bilan précis, il semble que le nombre des morts dépasse le millier.

La violence de la répression d'une foule désarmée a suscité la réprobation dans le monde entier, sauf à Berlin-Est. Pour sa part, M. François Mitterrand a déclaré qu'un régime qui, pour survivre, tire sur sa jeunesse « n'a pas d'avenir ».

### Un pouvoir disloqué

PÉKIN  
de notre correspondant

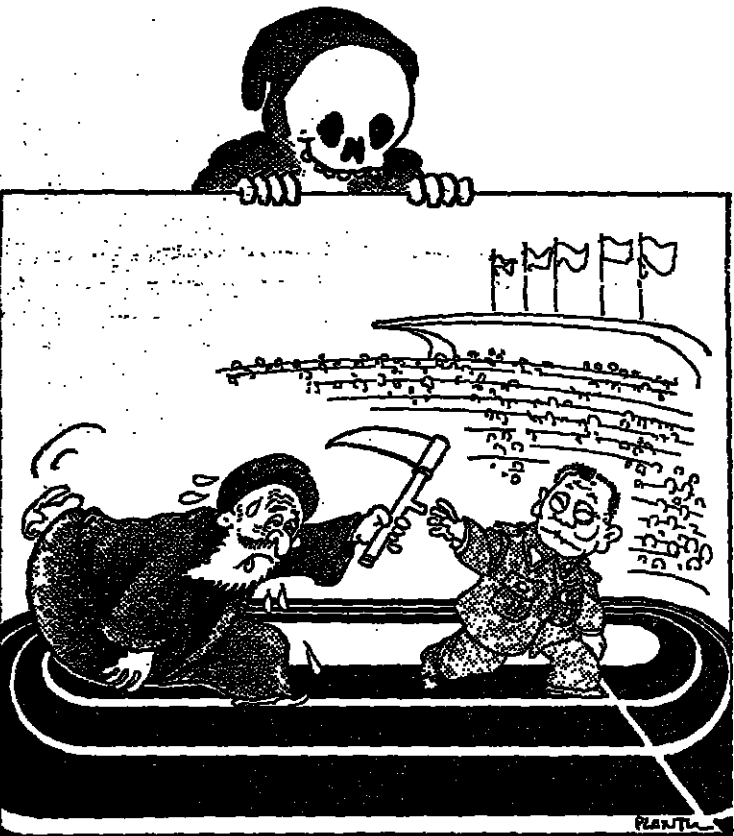
Deux jours après l'entrée de trois corps d'armée à Pékin, où des scènes d'une violence inouïe se sont déroulées au cours du week-end, aucune issue n'est plus en vue. La situation est bien loin d'être stabilisée sur le terrain, et reste totalement confuse sur le

plan politique. Un pouvoir sans visage, avare de sa parole, fait semblant de régner sur le pays le plus peuplé du monde au nom d'une politique de reprise en main décrétée par M. Deng Xiaoping il y a plus de cinq semaines, afin de mater un « complot contre-révolutionnaire et réactionnaire » fomenté dans le but de « renverser le système socialiste ».

Officiellement, l'Etat existe toujours : le président de l'Assemblée nationale populaire, M. Wan Li, et le premier ministre, M. Li Peng, auraient envoyé des messages de félicitations au nouveau chef du gouvernement japonais, selon le bulletin d'informations de la radio diffusé lundi matin. Une déclaration du chef de la municipalité de Pékin, M. Chen Xitong, a également été citée, dans laquelle il insiste sur la nécessité de se livrer à cette opération en raison de la gravité de la situation.

FRANCIS DERON

(Lire la suite page 3.)



- Khomeiny, Savonarole de l'Islam.
- Dix ans de révolution islamique.
- Ali Khamenei, un « martyr vivant ».
- L'Occident espère un retour de Téhéran dans la communauté internationale.

(Lire pages 6 à 9)

### Un entretien avec M. Roger Fauroux

L'Etat doit soutenir l'effort du secteur public, affirme M. Roger Fauroux, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde. Le ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire déclare qu'il serait « désastreux pour la France de laisser les grandes entreprises nationales se marginaliser, faute de capitaux propres ». Il n'y aura pas de « valse de présidents » à la tête des entreprises nationalisées, affirme-t-il, déclarant même cette expression périmée.

Le ministre entend accorder la plus grande liberté d'action aux entreprises qui sont, pour lui, le fer de lance du développement. Il faut penser aux entreprises et non aux secteurs ou filières, insiste-t-il, en opposition avec les tendances antérieures. M. Fauroux se prononce également pour l'accueil des investisseurs étrangers et pour la poursuite de la collaboration franco-allemande dans le nucléaire civil.

(Lire page 26)

### L'HERMÈS Editeur

13, rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46-34-05-25

l'éditeur juridique depuis bientôt 20 ans

préparations aux B.T.S.  
100 publications :

manuels, outils de...  
annales thématiques : énoncés et corrigés.  
droit, économie, gestion,  
comptabilité, langues des affaires

Catalogue et spécimen sur simple demande écrite

Diffusion exclusive :

MEDILIS SA, 9, rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46-34-07-70

EDILIS SARL, 29, rue Garibaldi TUNIS Tél. 353795

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 600 m ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 11 kr ; Espagne, 160 pes ; Grèce, 60 p ; Irlande, 90 p ; Italie, 1 800 L ; Libye, 0,400 DA ; Luxembourg, 30 f ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 1,80 L ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.

### La logique du despotisme

par ANDRÉ FONTAINE

COMMUNISTES ou pas, chinois ou pas, on ne compte pas les gouvernements qui ont fait tirer sur une foule désarmée. Mais, à Pékin, à la différence de Budapest 1956 ou de Prague 1968, nul pouvoir étranger ne s'en est mêlé : les étudiants et le peuple de la capitale ont été massacrés par une armée qui, jusque dans son nom, « armée populaire de libération », se prétend leur émanation. Et, surtout, la démonstration était trop pacifique, elle coïncidait trop avec les printemps de Moscou, de Budapest et de Varsovie pour ne pas nourrir dans le monde un immense espoir.

On se prenait à croire que rien ne pourrait désormais arrêter, deux cents ans après la prise de la Bastille, le déferlement de la liberté. Ceux qui avaient voulu voir dans la révo-

lution culturelle, monument d'abrutissement et d'asservissement, le nec plus ultra de l'émancipation de l'homme n'étaient pas les derniers à célébrer une explosion qui annulait, en quelque sorte, leurs illusions. D'où le parallèle si souvent évoqué, ces derniers temps, entre le mai de Paris et celui de Pékin. Les masses, sans un geste de violence, allaient convaincre le pouvoir de se réformer.

Deng, hélas ! n'est pas de Gaulle. Plus les despotes vieillissent, moins, d'une manière générale, ils supportent la contestation. Surtout lorsque celle-ci s'accompagne d'une humiliation durement subie sous les yeux de ce Gorbatchev qu'on se flattait d'avoir amené à Canossa.

(Lire la suite page 4.)

- Le récit d'une nuit de massacre.
- Les réactions en France et à l'étranger : M. George Bush déplore le recours à la force ; silence embarrassé à Moscou ; Tokyo se dit préoccupé.
- Panique à la Bourse de Hongkong.

(Lire pages 2 à 4)

### Ali Khamenei, nouveau guide de la révolution iranienne

## L'incertaine succession de l'imam Khomeiny

Sans attendre les réformes constitutionnelles, dont la mise en chantier avait été ordonnée par l'imam Khomeiny avant sa mort, l'Assemblée des experts a désigné, dimanche 4 juin, M. Ali Khamenei, le chef de l'Etat, pour succéder au Guide de la révolution, mort samedi à minuit, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, des suites de l'opération qu'il avait subie le 23 mai.

Ce choix, anticonstitutionnel, apparemment imposé par la nécessité de resserrer les rangs au sein du sérail islamique, pourrait ne constituer qu'une étape de transition dans la guerre de succession entre le président du Parlement, M. Hachemi Rafсандjani, et M. Ahmed Khomeiny, le fils de l'imam défunt.

L'imam Khomeiny n'aura en définitive survécu que dix mois au « poison » qu'il avait absorbé en juillet 1988 en acceptant la résolution 598 des Nations unies, qui mit fin à la guerre du Golfe. Certains affirment même qu'ayant accepté le cessez-le-feu avec l'Irak, il était désormais mort politiquement. Une chose est sûre : la fin de son beau rêve, qui était, depuis près de huit ans, de vaincre militairement le régime de Saddam Hussein, l'avait beaucoup affecté sur le double plan moral et physique.

En janvier 1988, répondant à une requête des grands ayatollahs Golpysgani et Najafi-Marachi, qui lui proposaient leurs services « en vue de négocier une paix honorable », il avait affirmé, sur un ton jugé sarcastique : « Priez pour que Khomeiny meure ». Cela signifiait que, tant qu'il serait en vie, il ne ferait pas la

paix avec l'Irak, à moins de l'avoir battu sur le terrain.

Il est maintenant certain que l'échec de son armée a pesé lourdement sur le moral de l'imam et contribué à miner davantage un état de santé déclinant. Depuis le cessez-le-feu, l'imam s'était enfoncé dans sa tour d'ivoire et semblait boudier ceux qui l'avaient poussé à accepter une paix que, dans son for intérieur, il jugeait déshonorante. Au début du mois saint de Moharram de 1988, il s'était abstenu d'adresser son message traditionnel aux fidèles.

Durant les fêtes marquant le dixième anniversaire de la révolution en février 1989, il avait fait sombre figure et il était demeuré étrangement à l'écart des festivités qui célébraient pourtant son retour triomphal en Iran.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 8.)

### Union soviétique

- Huit cents morts dans un accident ferroviaire
- Affrontements inter-ethniques en Ouzbékistan

PAGE 10

### Les élections en Pologne

Selon les premiers résultats, victoire de l'opposition

PAGE 10

### Les Français et l'Europe

Un sondage de la SOFRES pour « le Monde »

PAGE 14

### Réunion de la Société des lecteurs du « Monde »

PAGE 23

« Voyages en littérature » : les questions du concours page 15

Ce numéro contient le supplément « le Monde économie », folioté I à IV et placé en encart entre les pages 16 et 17.

Le sommaire complet se trouve page 34

مكة امه العرب

# La répression du mouvement

## Le récit d'une nuit de massacre « Ils ont tiré sur tout ce qui bougeait »

PEKIN  
de notre correspondant

L'horreur complète. Un déferlement de violence militaire comme destiné, à chaque étape d'un scénario machiavélique, à dramatiser encore la situation, à ressusciter cette peur du civil, face à la force brutale, dont la disparition avait permis à l'agitation de se développer.

Dès l'après-midi du samedi 3 juin, la tension est montée vivement sur la place Tiananmen et dans tout le centre de la ville, après l'essai infructueux d'intervention militaire, la nuit précédente (le Monde daté 4-5 juin). La police fit mine de reprendre aux manifestants l'autocar d'armes et de fournitures que les pauvres petits militaires avaient abandonné en pleine ville. On s'aperçut plus tard que ce qui voulait passer pour un échec des policiers était nécessaire à la suite du scénario : il restait à l'armée à récupérer son bien légitime.

L'arrivée de milliers de soldats casqués peu après dans le centre-ville permit de compléter le dispositif théâtral. Comme il fallait s'y attendre, les soldats ont été contraints par les manifestants, comme au cours de la visite de M. Gorbatchev, de s'asseoir en tailleur et de chanter des chansons patriotiques. Le dernier choc de cette révolution nocturne dans le sang. A l'intérieur du Palais du peuple, se sont réfugiés des milliers de soldats. Qui commencent, alors, à démolir les structures de l'énorme bâtisse de style stalinien, à l'aide de barres de fer, pour en extraire les pierres et en bombarder les militaires ? Nul ne le saura sans doute jamais. Mais le peuple's power chinois, la stratégie de la non-violence des étudiants, est mort à cet instant-là. Il serait surprenant que les ouvriers insurgés, qui avaient compris la force du mouvement pacifiste étudiant et s'efforçaient d'en imiter l'humour et la gentillesse insolente, se soient livrés à un tel acte suicidaire.

### Un blindé fou

Car en grande banlieue, le drame se prépare. Depuis le début de l'après-midi, l'insurrection jusqu'alors pacifique du peuple de Pékin s'est armée d'instruments dérisoires face à ce qui s'est passé aux portes de la ville : gourdin et barres de fer pour résister à des centaines de blindés et de camions. L'armée commence à avancer en rangs serrés de militaires casqués, apparemment non armés. Mais la population sait que la force militaire est décidée à se déployer en grand, et violemment. D'autant qu'au journal télévisé du soir, le quartier général de la loi martiale a annoncé son arrivée imminente en recommandant aux Pékinois de rester chez eux, sachant parfaitement que cela suffirait à les jeter dans la rue.

Plusieurs dizaines de soldats sont venus agresser violemment par la foule rendue furieuse. On leur confisque un garrot de fer utilisé par la police pour tenir les suspects par le cou lors des interpellations, on s'indigne, et on en malmenait un bon nombre, contraints de défilier, en haillons,

comme les vaincus d'une guerre qui reste pourtant à livrer : la vraie bataille de Pékin a commencé, à la stupefaction, bientôt suivie de terreur, de tous les Pékinois pour qui l'« armée du peuple » ne pouvait se permettre de tirer sur le peuple.

Le premier affrontement sérieux a lieu à Muxudi, un faubourg situé à une demi-douzaine de kilomètres à l'ouest de la place Tiananmen. Des tirs à l'arme automatique sont rapportés par des témoins, mais on hésite encore à croire à l'incroyable : ce n'est pas au fusil d'assaut que l'armée va s'imposer, c'est à la mitrailleuse lourde. « Fascistes ! », crie la foule en direction des soldats, mais à l'intention, surtout, de leurs chefs. La troupe répond par des tirs nourris, y compris en direction des immeubles bordant l'avenue, vers les fenêtres où sont agglutinés curieux et sympathisants des insurgés. Bilan : au moins soixante morts et cent quatre-vingt blessés amenés à l'hôpital voisin en tricycle, et même sur des porte-bagages de vélos. La rumeur court qu'à Haidian, les étudiants ont submergé une cinquantaine de camions de militaires, les immobilisant.

Vingt minutes après minuit, l'armée donne à la population de Pékin la répartition de son défi des semaines passées. Un transport de troupes blindées fonce à toute allure le long de l'avenue Chung'an, d'ouest en est, à travers la foule, sans se soucier des barrages faits de glissières de circulation en travers de la route. « N'ayez pas peur ! », lancent des Pékinois aux étrangers. Mais tout le monde a peur, évidemment. Car on sait que la troupe répond à ce cortège incessant de motards formés par les entrepreneurs privés, qui avaient, pendant toute la période d'agitation active face à la loi martiale inappliquée, marqué le territoire insurgé d'une porte à une autre de la ville. Le sang, maintenant, va couler pour faire expier l'effrontement. En quantité.

Une bonne centaine de camions débarquent de l'ouest. Un nombre indéterminé de l'est. Les rafales d'armes automatiques légères et lourdes résonnent. On en entend au centre, bien sûr, mais aussi aux trois points cardinaux, à la notable exception des quartiers où vivent diplomates et journalistes. Le blindé fou s'y heurte même à un camion de soldats, le prenant pour un véhicule insurgé du fait que des étudiants se sont perchés dessus. Les soldats — une unité d'un petit millier d'hommes — refusent en conséquence d'avancer.

Il est 1 heure du matin, la mêlée fait rage. Charges, poussées, et, en face, tentatives désespérées de faire encore une fois appel aux sentiments humains de l'Armée populaire de libération (APL), que Mao Zedong voulait « comme un poisson dans l'eau » au sein du peuple. Les vélos, toutes sonnettes tintantes, face aux troupes. Les gens qui se précipitent, désarmés, le torse en avant, avant d'être éparpillés sous les tirs en direction des blindés. A la violence répond la violence. Un blindé brûlera à quelques mètres du portrait de Mao. Les soldats lynchés par la foule aux cris de « Chiens de fascistes ! », ou plusieurs brûlés vifs.

« Vous vous rendez compte ? Même dans les pays fascistes les militaires tirent en l'air pour disperser la foule avant de charger », nous dit, les larmes aux yeux, un professeur fraîchement revenu des

Etats-Unis. Sa femme approuve, mais les voix se baissent bientôt quand un policier en civil s'approche, l'air faussement badaud. « Faut-il que nous réussissions encore une fois à nous terroriser », dit une autre dame qui, comme le couple, est descendue de chez elle exprès pour tenter encore une fois d'impressionner les militaires. « Ces soldats, ils viennent pour la première fois à Pékin. Ils ne savent rien de ce qui s'y passe, ce sont des illettrés recrutés dans les coins les plus pauvres, des montagnards... On ne leur a rien dit d'intelligent... », dira, plus tard, quelqu'un.

### La brutalité du 27<sup>e</sup> corps d'armée

A 2 h 20 dimanche, l'APL — du moins, son 27<sup>e</sup> corps d'armée, déterminé à frapper très fort, — pénètre sur la place Tiananmen. Les témoins qui ont observé toute la scène depuis

restes de la « chienlit » bon enfant qui s'est tenue depuis le 15 avril. Mais d'autres fumées aussi sont visibles : celles des véhicules de l'armée auxquels « on » a mis le feu.

Un pied de l'Hôtel de Pékin, un petit manège meurtrier oppose encore plusieurs heures manifestants et soldats. L'armée barre l'accès à la place. Les Pékinois s'avancent lentement dans sa direction. Une rafale de mitrailleuse lourde laisse quelques morts sur le macadam. La foule se retire, paniquée. Le calme se restaure. La manifestation recommence à avancer. Nouvelle rafale. Nouveaux morts. Une trentaine peut-être en deux ou trois heures.

Toute la journée de dimanche, les tirs sporadiques d'armes automatiques résonneront dans la ville. Les étrangers tentent des « sorties » en ville. L'ampleur de la bataille est criante. Mais quelle bataille, au juste ? Des plaques de sang coagulé

toute activité liée à la situation intérieure. Il n'est plus question que des pertes infligées aux militaires — plus de cent morts — par ces insurgés qu'on ne savait décidément pas si puissants. On consent à dire qu'il y a eu, chez les civils, « des victimes, et même des morts » dans la répression de cette agitation « contre-révolutionnaire », mais pas combien. La foule des Pékinois « a apporté volontairement sa coopération » à une opération présentée comme visant à « protéger les fruits de la révolution et de la réforme » en frappant des voleurs d'armes, des « malfaits et brigands », des personnes décidées à « renverser le système socialiste et la direction du Parti communiste ». Aucun visage ne se montre à la télévision : les communiqués sont lus en voix off, l'écran occupé simplement du titre de l'annonce en chinois.

Dimanche soir, une nouvelle menace apparaît, toujours inscrite dans la machine infernale de ce sce-

laient en milieu de journée, dimanche, pour tenter d'identifier le cadavre d'un parent manquant. « Ils sont devenus fous. Ils tirent sur tout ce qui bouge », déclare un médecin, affolé. Opinion que partage un douanier avertissant un voyageur à son arrivée à l'aéroport, toujours ouvert malgré le bain de sang du centre-ville : « N'allez pas là-bas, ils tirent dans tous les sens ».

### Un silence pesant

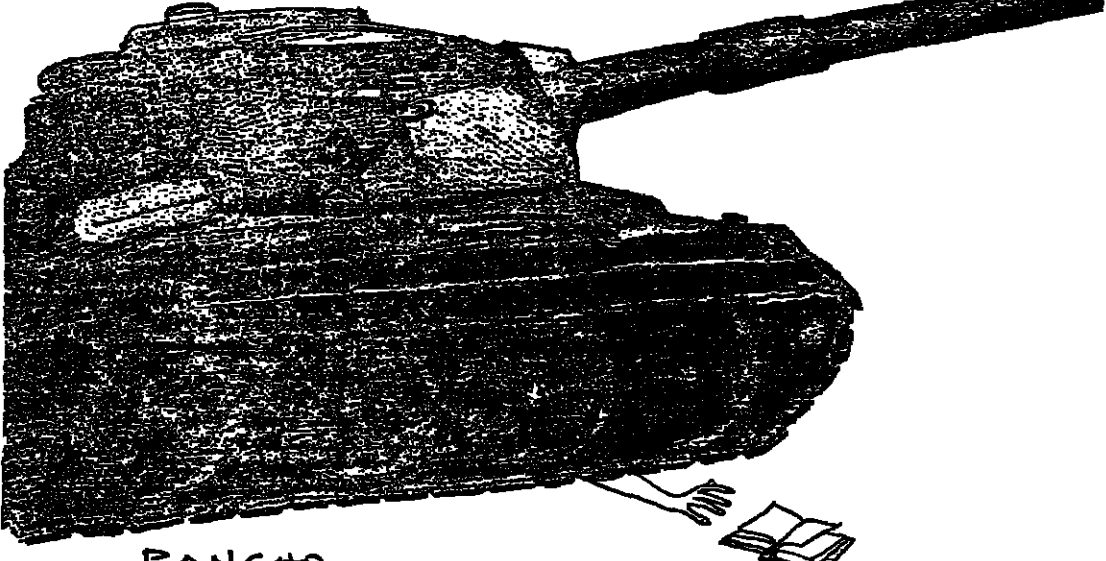
Des étudiants ont dit vouloir quitter leur campus, se réfugier dans la clandestinité, opter désormais pour la « lutte armée ». L'un des leaders du mouvement, le Ouïgour Wuor Kaixi, aurait été vu dans un hôpital. Certaines ambassades étrangères, dont celle de France, sont parvenues à évacuer, avant la tombée de la nuit, dimanche soir, une partie de leurs étudiants des campus universitaires. Au pied de la principale résidence pour diplomates et étrangers de Pékin, une douzaine de camions de l'armée ont pris un moment position en début de soirée, dimanche, avant de se retirer quelques heures plus tard. Le fusil d'assaut était bien en évidence, prêt à servir.

Ce n'était pas seulement pour nous protéger. La disposition de cet effectif faisait que, s'il fallait tirer, les fenêtres des étrangers auraient été dans la ligne de mire. Le message est limpide : pas question de donner refuge à des étudiants qui voudraient trouver asile auprès de la communauté étrangère. Il n'y aura pas, ici, de solidarité internationale possible, face au drame de ces dizaines de milliers d'intellectuels, contestataires ou pauvres pions broyés sur l'échiquier de la politique chinoise qui avaient en la mauvaise idée de penser librement sans même chercher à renverser le régime.

Un silence pesant s'était abattu au milieu de la nuit de dimanche à lundi sur la ville, occasionnellement trouée d'un tir de fusil d'assaut, avant qu'à minuit vingt-cinq, ne retentisse à nouveau, se dirigeant vers Tiananmen depuis les faubourgs de l'est, le grondement de dizaines de blindés. Au passage, devant la résidence des étrangers, tel ou tel soldat jugeait opportun de tirer un coup de feu symbolique, claquant dans le silence. Puis, une heure et demi plus tard, le même scénario. Jamais le balaiement incessant des ambulances, lors de la grève de la faim des étudiants, ou les autres bruits de cette révolution de cinquante jours qui s'est achevée ce week-end dans le sang, n'avaient été oppressants à ce point.

Qu'importe, ont eu l'air de dire, par voie de télévision, les militaires qui se sont lancés dans cette opération d'un autre âge. La vue la plus significative du bref reportage télévisé diffusé dimanche soir sur l'état de la place Tiananmen était la chute de la statue de la statue de la Liberté que les étudiants des Beaux-Arts avaient érigée face au portrait de Mao, pauvre symbole triomphalement abattu par une force armée assoiffée de vengeance. La chute à laquelle on vient d'assister est plus vertigineuse que ce dérisoire symbole ne le suggère : sans sans national, la Chine a fait un nouveau plongeon dans le régime d'une soldatesque à la mentalité préhistorique.

FRANÇOIS DERON.



l'Hôtel de Pékin, où sont pratiquement consignés les étrangers, sont formés : on verra quatre chars, au petit matin, écartés tout ce qui s'y trouve, les tentes des étudiants qui sont parvenus à s'enfuir, paniqués, à l'arrivée de la troupe, toutes grenades lacrymogènes déployées, mais aussi, semble-t-il, les tentes encore occupées.

Pendant plusieurs heures, on entend dans tout Pékin des tirs qui semblent nettement être ceux d'armes lourdes, peut-être du canon. On se pose des questions. Y a-t-il des combats entre unités militaires pour qu'on en vienne à user de telles armes ? Le gros de la troupe, qui n'est visiblement pas mêlé à cette opération menée par trois corps d'armée seulement — le 27<sup>e</sup>, le 39<sup>e</sup> et le 65<sup>e</sup>, les deux derniers semblant nettement plus modérés que le premier, — est-il en train de réagir à ce qui, décidément, ne peut que se qualifier de putsch ? L'impossibilité physique de parcourir la cité permet toutes les hypothèses.

A 5 heures, le grondement caractéristique des blindés à chenilles émettent l'obscurité feutrée précédant l'aube, au terme de la nuit la plus longue jamais vécue par la capitale de l'ex-Empire du Milieu. Le coup d'Etat sous prétexte d'opération de police a — pour le moment — réussi.

An. matin, une épaisse fumée noire s'élève de la place Tiananmen : l'armée a entrepris de brûler les

sur la chaussée, des voies jonchées de briques permettent de deviner ce qui s'est passé là. Mais on dénombre aussi une centaine de carcasses de véhicules militaires brûlés, pratiquement à tous les carrefours, ce qui ne cadre pas avec l'atmosphère générale du soulèvement.

### « Malfaits et brigands »

A Muxudi, où l'affrontement a commencé, ce sont, bizarrement, pas moins de quarante-à-cinquante transports de troupes qui sont calés. Ils semblent s'être tous télécommandés en série devant un barrage d'autobus. Se peut-il qu'une insurrection aussi improvisée que celle de Pékin ait réussi à infliger tant de pertes à une armée aussi bien préparée que celle qui campait aux portes de la ville depuis deux semaines ? Le civil qui mit le feu, devant un diplomate occidental, en fin d'après-midi, dimanche, à l'aide de torches et d'essence, à un de ces blindés curieusement abandonnés par tous ses occupants, agissait-il vraiment pour le mouvement contestataire ?

On avait encore plus de mal à le croire à voir le ton des rares communiqués diffusés dès l'aube dimanche par la radio et la télévision, en l'absence d'émissions de l'agence Chine nouvelle, dont les services rédactionnels semblent avoir été pris par la troupe au point de cesser

nario à la réalisation duquel participent involontairement, peut-être même inconsciemment, les insurgés. Des renforts militaires pénètrent dans le périmètre intérieur de la ville, en direction des campus universitaires. Motif, lu entre les lignes des communiqués officiels : des soldats auraient été « kidnappés ». Une autochenille blindée, au moins, l'a effectivement été : les étudiants de l'université de Pékin s'en sont emparés, l'ont amenée chez eux, dans le nord-ouest. Les insurgés sont sommés, par la radio, de restituer le matériel.

Toute la journée, des témoignages dramatiques, partiels mais tous concordants, nous parviennent sur l'ampleur du traumatisme causé par cette « libération » de Pékin en forme de boucherie. Les hôpitaux refusent de soigner les blessés légers. Les médecins de l'un d'eux auraient fait savoir à des envoyés du *Quotidien du peuple* qu'ils n'accepteraient de leur parler que si le journal publiait un compte rendu factuel et objectif du drame.

Des étudiants brandissent les cadavres de leurs condisciples tués par l'armée devant des camions de militaires. « Eil pour eil, dent pour dent », « Vengeons le sang par le sang », proclament des grandes affiches sur les campus du nord-ouest. Des chapelles ardentes ont été vues par des témoins occidentaux. Dans la morgue d'un hôpital, les sens défi-

## L'ordre de faire intervenir la troupe émanait de la commission militaire du PCC

L'ordre de faire intervenir la troupe contre la population de Pékin a été donné par la Commission militaire centrale du PCC, qui est présidée par M. Deng Xiaoping, a indiqué lundi 5 juin un communiqué de l'Armée populaire de libération (APL), diffusé à intervalles réguliers par la radio et la télévision.

Radio-Pékin a, pour sa part, diffusé lundi à l'aube le communiqué du comité central du PCC et du gouvernement justifiant la répression par la menace d'une « effusion de sang plus importante » et évoquant le risque d'une « guerre ».

« Si nous n'avions pas entrepris cette action, le chaos n'aurait pas cessé et des incidents plus nombreux et plus sanglants auraient eu lieu. (...) Nous avons déjà acquis la première victoire en mettant fin au chaos, mais (...) l'agitation contre-révolutionnaire n'a, de toute évidence, pas encore pris fin. Il est clair qu'une minorité d'éléments séditionnaires n'est pas prête à abandonner. »

Le communiqué a appelé tous les citoyens chinois et les membres du PCC à la « vigilance », à l'unité et à un « combat vigoureux » face aux « éléments contre-révolutionnaires » menés par une « petite minorité de gens » qui veulent « depuis longtemps obtenir une libéralisation démocratique ». Ce sont des « conspirateurs politiques » parmi lesquels on

trouve des « voyous, tout ce qui reste de la Bande des quatre » (les partisans de Mao Zedong et de sa venue Jiang Qing). « Leur but était de nier la direction du parti et le système socialiste, et ils voulaient l'effondrement de la République populaire de Chine. »

« Pour faire face à cette grave situation, les troupes de l'Armée populaire de libération ont pris, dans le cadre de la loi martiale, les mesures décisives » et ont tout fait « pour éviter un bain de sang. Mais un très petit nombre de bandits ont fait la sourde oreille et organisé de furieuses attaques contre les troupes de la loi martiale. C'est dans ces circonstances qu'il y a eu quelques victimes, ce que nous n'avions vraiment pas voulu croire. »

Pour sa part, l'état-major de l'armée a diffusé lundi un communiqué à l'intention de ses troupes, affirmant que la « victoire initiale » obtenue serait suivie d'une longue lutte contre les « bas-fonds de la société ». « Vous avez versé votre sang pour protéger le parti et le peuple, pour rétablir la place Tiananmen dans son état initial et pour protéger les réformes des dix dernières années. Cependant, cette lutte sera longue et complexe. Rétablir la place Tiananmen n'a été qu'une victoire initiale. Ce sera plus difficile à l'avenir, mais la bataille contre le libéralisme bourgeois doit être menée jusqu'à son terme. » — (AFP, Reuters.)

## Sept semaines de manifestations pacifiques

Le massacre perpétré à Pékin depuis la nuit du samedi 3 au dimanche 4 juin par plusieurs unités de l'armée chinoise a fait suite à sept semaines de manifestations pacifiques dont voici un rappel :

17 avril : Début des manifestations étudiantes sur la place Tiananmen, deux jours après la mort de Hu Yaobang, ancien secrétaire général du PCC.

27 avril : Un demi-million de personnes se rassemblent sur la place pour la plus importante manifestation depuis la révolution culturelle.

13 mai : Début de la grève de la faim des étudiants pour demander l'ouverture d'un dialogue avec les autorités.

15-18 mai : Visite à Pékin du numéro un soviétique, M. Gorbatchev, alors que les étudiants campent sur la place Tiananmen.

17 mai : Plus d'un million de manifestants envahissent le centre de Pékin. La vague de contestation gagne les villes de province, notamment Shanghai.

18 mai : Echec d'une tentative de dialogue entre le premier ministre, M. Li Peng, et les étudiants.

Deuxième manifestation de plus d'un million de personnes à Pékin.

19 mai : M. Li Peng fait appel à l'armée. La population bloque les camions militaires à la périphérie de la capitale.

20 mai : La loi martiale est décrétée à Pékin.

21 mai : plus d'un million de Pékinois envahissent les rues de la capitale.

24 mai : repli des troupes dans la grande banlieue de la capitale.

25 mai : l'armée affirme son soutien au premier ministre. Première apparition publique à la télévision de M. Li Peng depuis la loi martiale. Le secrétaire général du PCC, M. Zhao Ziyang, paraît avoir été mis à l'écart.

29 mai : les étudiants érigent une statue de la liberté sur la place Tiananmen.

31 mai : premières maigres manifestations favorables au régime dans les environs de Pékin.

Nuit du 2 au 3 juin : nouvel échec d'une tentative de l'armée de reprendre le contrôle de Pékin pacifiquement.

Nuit du 3 au 4 juin : intervention militaire de la troupe, qui ouvre le feu sur les étudiants et la foule.

## LA GRANDE EAU D'HERMÈS.



Créée en 1949, rééditée en 1987, son flacon cristal est gravé, à vous le désirez, de vos initiales. Aujourd'hui, l'Eau d'Hermès est aussi vendue en vaporisateur de voyage 100 ml. Prix conseillé : 340 F.

HERMÈS  
PARFUMS



Les réactions à travers le monde

M. George Bush « déplore » le recours à la force

WASHINGTON  
de notre correspondant

Premier chef d'Etat à réagir aux manifestations de Pékin, le président Bush est aussi l'un de ceux que la répression en Chine place dans la position la plus inconfortable : il est impossible à un président américain d'assister sans réagir, au moins verbalement, à l'écrasement de manifestants qui se réclament de la liberté et de la démocratie, il doit aussi éviter de compromettre l'un des grands acquis de la politique étrangère américaine depuis vingt ans, la restauration de bonnes relations avec la Chine communiste.

Dès samedi 3 juin en milieu de journée, M. Bush faisait diffuser, depuis sa résidence familiale de Kennebunkport, un communiqué au ton très ferme, mais qui évitait de couper les ponts avec les autorités de Pékin (quelles qu'elles soient, car il semble que l'administration ne soit guère plus éclairée que le reste du monde sur les rapports de forces au sein de la hiérarchie chinoise).

« Je déplore profondément la décision d'utiliser la force contre des manifestants pacifiques, ainsi que les pertes en vies humaines », déclarait M. Bush. « Nous avons appelé et continuons d'appeler à la non-violence, à la retenue et au dialogue. Il est tragique qu'une autre vie ait été égarée », poursuivait le président américain, avant d'appeler les dirigeants chinois à « revenir à des moyens non violents ».

Le communiqué de M. Bush mentionne tout aussi clairement l'autre « volet » des préoccupations américaines : après avoir souligné que les Etats-Unis et la Chine avaient depuis vingt ans fait « beaucoup d'efforts » pour établir des « relations constructives », M. Bush souhaite que Pékin « se remette rapidement sur la voie des réformes politiques et économiques », de

manière que les relations entre les deux pays « puissent continuer à se développer ».

M. Bush a utilisé un langage beaucoup plus ferme que son secrétaire d'Etat James Baker qui, quelques heures plus tôt il est vrai, usait encore du conditionnel et déclarait qu'il « serait regrettable que l'armée du peuple soit utilisée contre le peuple ». Il est d'ailleurs évident que — différence de fonctions mise à part — c'est le président américain qui est personnellement le plus affecté par la tragédie chinoise. De son séjour à Pékin, où il représentait les Etats-Unis, il a gardé de bonnes relations avec les dirigeants chinois, y compris avec plusieurs des membres de l'équipe actuellement au pouvoir — et aussi bien ces relations que son intérêt pour les affaires chinoises constituaient précisément l'un de ses atouts en matière de politique étrangère.

La fermeté des congressistes

M. Bush avait d'ailleurs décidé, dès le tout début de son mandat, en février, de profiter de son voyage au Japon, à l'occasion des obsèques de l'empereur Hirohito, pour se rendre à Pékin — alors qu'il n'avait pas de rencontrer M. Gorbatchev de sitôt. Cette visite n'avait d'ailleurs pas été un grand succès, les autorités chinoises ayant à l'époque choisi de montrer à M. Bush les limites de ce qu'elles estimaient tolérable — en empêchant un défilé connu de se rendre à une réception à laquelle le président américain l'avait convié.

An-déjà de l'intérêt personnel que présente la Chine pour M. Bush, certains congressistes démentent : parce que Pékin fait office de contrepoint naturel à l'URSS dans les relations internationales, et parce que le sort fait aux droits de l'homme y a été suivi avec beaucoup

moins d'attention et d'intérêt qu'en URSS. Washington a le plus souvent manifesté une assez grande « indulgence » à l'égard de la Chine — n'exprimant sa réprobation, par exemple à propos de la répression au Tibet, qu'avec retenue et prudence.

La prudence est toujours de mise, mais l'ampleur des événements en Chine, auxquels les médias américains ont donné une résonance considérable, imposait cette fois une réponse rapide. Celle qu'a apportée M. Bush ne satisfait pourtant pas un certain nombre de congressistes qui réclament plus de fermeté.

Les appels en ce sens viennent aussi bien de républicains ultra-conservateurs, comme le sénateur Jesse Helms, que de démocrates, comme le représentant Stephen Solarz. Un rappel en « consultation » de l'ambassadeur des Etats-Unis à Pékin, un gel des échanges militaires avec la Chine et des sanctions économiques, tels sont les « gestes » réclamés par ceux qui reprochent à M. Bush de trop attendre et d'être trop prudent. Pour sa part, l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger — qui contribue grandement à la reprise des relations entre la Chine mandarine et Washington — est tout à fait hostile à des sanctions économiques.

Dans les principales villes américaines, des manifestations rassemblant parfois des milliers de personnes, essentiellement des étudiants chinois ou d'origine chinoise, se sont déroulées samedi et dimanche. A Washington, deux mille personnes — certaines en larmes — ont défilé devant l'ambassade de Chine en portant des pancartes : « Cessez de tuer ! », « Punissez les assassins ! », « A bas Li Peng ! ». De son côté, la Voix de l'Amérique a porté à dix heures par jour la durée de ses émissions en direction de la Chine.

JAN KRAUZE.

« Un régime qui fait tirer sur sa jeunesse n'a pas d'avenir », déclare M. Mitterrand

« Un régime qui, pour survivre, en est réduit à faire tirer sur la jeunesse n'a pas d'avenir », a dit M. François Mitterrand dans une déclaration rendue publique par l'Elysée dimanche 4 juin au soir. « L'usage de la force ne résout rien. Je souhaite que les dirigeants chinois recherchent enfin par le dialogue une solution à la crise que traverse la Chine et répondent ainsi aux aspirations de leur peuple ».

La France est « consternée » par la répression contre les manifestants de Pékin, a déclaré, de son côté, à Paris, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères. « On a utilisé la force brutale pour arrêter ou freiner la poussée grandissante des idéaux

de liberté », a-t-il ajouté. « C'est une action qui va à l'encontre de la marche de l'histoire. Nous avons suivi avec sympathie le mouvement de la Chine pour une plus grande liberté. Cela nous amène à condamner l'usage de la violence par les autorités chinoises, et surtout à souhaiter que celles-ci abandonnent cette voie sans issue et retrouvent le chemin du dialogue avec leur propre peuple ».

M. Dumas a précisé que les ministres des affaires étrangères de la CEE allaient « examiner de façon approfondie » la situation en Chine lors de leur prochaine réunion. Interrogé sur la possibilité de sanctions économiques des Douze contre la Chine, il a estimé qu'il était « vain aujourd'hui d'anticiper les conclusions » auxquelles ceux-ci parviendront.

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, a exprimé sa « tristesse » et son « indignation », tandis que M. Georges Marchais a fait part de « la consternation et l'indignation » des communistes français. « L'expérience du socialisme dans le monde et en Chine même, durant les années noires de la révolution culturelle, a prouvé que ce n'est pas par la violence armée qu'on supprime les problèmes », a-t-il dit. Quant à M<sup>me</sup> Simone Veil, elle a déclaré que les pays européens devaient menacer le gouvernement de Pékin d'une « interruption des relations commerciales s'il n'y a pas cessation de cette violence et s'il n'y a pas une recherche pour entendre l'appel de la population chinoise ».

Devant l'ambassade de Chine à Paris

L'angoisse et la haine

Xu s'est habillée aux couleurs du deuil. Le poing levé, le mégaphone dans l'autre main, elle crie de toutes ses forces des slogans que ses compatriotes reprennent en chœur. En chinois d'abord, puis en français : « Deng Xiaoping, assassin ! Li Peng, assassin ! ». En Chine, M<sup>me</sup> Xu était médecin militaire. Elle avait sa carte du parti. « Maintenant, le communisme, c'est fini, lâche-t-elle, rien que des mensonges... ».

Dimanche après-midi, ils étaient quelques trois mille — Chinois et Français confondus — à exprimer leur haine et leur tristesse. Calmement, ils sont descendus de l'esplanade du Trocadéro à l'ambassade de Chine, avenue George-V à Paris. Ils se sont ceint le front de banderoles blanches et brandissent des chrysanthèmes. Certains ont improvisé des banderoles : quelques signes dessinés en hâte, peinture noire sur un bout de drap blanc — les couleurs de la mort, toujours. Leurs messages sont laconiques : « tristesse », « nous nous vengerons ».

L'angoisse domine. Parmi les manifestants, nombreux sont ceux qui ont des parents et des amis à Pékin. « Mes parents habitent à peine à 200 mètres de la place Tiananmen. Je n'ai aucune nouvelle... L'ambassade ne donne pas d'informations et je ne peux pas joindre Pékin par téléphone, tout est coupé ! ». Blême, l'étudiant regarde encore et encore les premières photos publiées dans la presse dimanche matin. Un de ses camarades avoue lui aussi son angoisse : son frère fait partie des dirigeants du mouvement étudiant à Pékin. Il est sans nouvelles de lui depuis un mois.

Arrivée devant l'ambassade, la foule s'assoit et attend. On discute,

on commente les dernières informations. La radio annonce plusieurs milliers de victimes et des dizaines de milliers de blessés. « Victimes ? » « Oui, ça veut dire les morts... » Les yeux se baissent, les lèvres sont pincées. Le haut-parleur vient d'annoncer que la police brûlait les corps place Tiananmen. « Li Peng, salaud ! », entend-on dans les rangs. La communauté chinoise de France serre les dents. Conspue l'armée et ses dirigeants. Traite Deng de « fou » et de « dictateur ».

Une seule question : « Les vieillards doivent partir. Quand le comprendront-ils ? »

« L'Humanité » : « Pourquoi tout ce sang innocent ? »

« Aux nouvelles en provenance de Pékin, chaque jour nous tremblons, écartelés entre l'espoir et l'angoisse », écrit Claude Cabanes dans son éditorial de l'Humanité. L'organe du PCF, qui titre sur « la consternation et l'indignation » exprimées par M. Marchais, se demande : « Pourquoi tout ce sang innocent dans les rues ? Ces heures d'horreur à Pékin sont d'autant plus accablantes que les manifestants ne se sont jamais départis de leur attitude paisible : ils n'avaient pour toute arme que leurs espoirs et leur nombre. Des militants du PCC les accompagnaient souvent bras dessus, bras dessous. On chantait même l'Internationale en brandissant des drapeaux rouges... Le monde en avait le souffle coupé. (...) Nos larmes n'en sont que plus amères... Nous ne les mèlerons pourtant jamais à celles de quelques crocodiles professionnels qui n'aiment la République populaire de Chine que dans le malheur ».

Un pouvoir disloqué

(Suite de la première page.)

Quarante-huit heures après l'entrée de l'armée dans Pékin, aucun dirigeant ne s'est cependant montré à la télévision, qui contrôle pourtant la troupe. Le *Quotidien du peuple* ne parvient plus à ses lecteurs et l'agence Chine nouvelle a cessé d'émettre lundi à 10 h 56 locale.

Les noms de M<sup>me</sup> Yang Shang-kun, le chef de l'Etat, et Li Peng ont été occasionnellement cités dans les communiqués plutôt rares émis sur les ondes nationales par le « commandement des forces d'application de la loi militaire ». Celui de M. Deng n'a plus été entendu depuis vendredi dernier. Lundi matin, un communiqué lu en voix off à la télévision au nom du comité central du Parti communiste et du gouvernement a appelé ses cadres et les travailleurs à assurer la production et à se rallier au pouvoir afin de rétablir « le fonctionnement normal de la société ».

Une grève générale non déclarée semblait en passe de s'instaurer, les fonctionnaires demandant à rentrer chez eux pour assurer la sécurité de leurs familles. Certaines représentations commerciales prenaient des dispositions pour l'annulation de leurs représentations. Car, quoi qu'en dise la télévision, il apparaît clairement que le pouvoir militaire ne contrôlait pas vraiment la situation, et que de nouvelles violences étaient en train de se préparer en milieu de journée.

Pont-étroit des milliers de morts

Des renforts de blindés sont arrivés pendant la nuit de dimanche à lundi, environ soixante-quinze véhicules. Ils se sont postés sur la place Tiananmen puis, lundi à midi, ont commencé à manœuvrer en direction des manifestants qui continuaient de se rassembler. On assiste à des actes d'héroïsme suicidaire dignes des plus grandes tragédies de ce pays. Ainsi, un homme seul à bicyclette s'est interposé devant la colonne de ces chars devant les yeux sidérés des étrangers qui observaient la scène depuis l'Hotel de Pékin, en bordure de la grande place centrale. Le char a fait mine de le contourner ; le cycliste s'est déplacé pour rester sur sa route. Le char, canon qu'il était, n'a pas pu passer — pour combien de temps encore le seront-ils ? — s'est arrêté. L'homme a grimpé dessus, a tenté de parlementer avec les hommes enfermés dedans. Le char a continué à avan-

cer, « son » civil toujours accroché au canon.

Ailleurs, plus tôt lundi matin, une cinquantaine de manifestants étaient rassemblés devant un blindé, scandant : « Ils n'osent pas, ils n'osent pas » — tirer, évidemment. « Ils » ont osé, et là encore, il y a eu des cadavres. Des Chinois nous ont demandé : « Qu'est-ce qu'il peut y avoir dans la tête de ces hommes qui ouvrent le feu systématiquement sur une foule désarmée ? ». La peur, sans doute, d'être lynchés ou brûlés vifs, à présent qu'ils ont été mis dans cette situation dramatique par la dislocation du pouvoir politique.

Des hélicoptères font la ronde au-dessus de la ville. Des dizaines de camions transportant des renforts de troupes ont pénétré en milieu de journée, tirant en l'air à l'arme légère, sous les yeux des diplomates, dans l'est de la ville, pour dégager des barricades. Vers 13 heures, un gigantesque rassemblement accompagné de très d'artillerie lourde a eu cours au pied de l'immeuble de la CITIC, symbole de l'ouverture économique de la Chine, puis, plus récemment, de son début d'ouverture politique. La population s'agaille à leur arrivée mais on doute qu'elle n'ait pas l'intention de revenir : elle l'a déjà fait plusieurs fois.

On n'est même plus sûr de la fiabilité des mouvements de troupes qui se prolongent. Car on doute de la fidélité des soldats à ce pouvoir qui n'a pas hésité, pour faire cesser une agitation estudiantine, à encourager la tension afin de permettre la répression. La population est écoeuvrée par le massacre de la nuit du 3 juin. Une speakerine de la télévision pleurait, lundi, en énonçant la

seule information, désolée dans la situation présente, qu'on lui ait imposé, le reste étant lu sans images : il s'agissait d'un cyclone dans la province du Guangdong.

Le bilan des victimes ne sera jamais connu. On parle de plusieurs milliers de morts, d'une dizaine de milliers de blessés. Le pouvoir dit qu'il y a eu « quelques » morts, qu'il aurait sûrement pas pu voir. En revanche, il assure que plus de mille soldats sont morts dans l'intervention samedi. Les hôpitaux refusent de traiter les blessés légers. « Même les Japonais ne nous ont pas fait cela », dit quelqu'un, oubliant un peu l'histoire, les massacres de la seconde guerre mondiale en particulier. Un autre déclare préférer la période du Kuomintang à ce qui se passe, laissant de côté, lui aussi, l'écrasement de la révolution de 1925-1927, la boucherie ordonnée par Tchang Kai-chek à Shanghai.

« Une première victoire contre le chaos »

La hiérarchisation de l'horreur n'est pas de mise. Pour la première fois, des soldats de l'armée populaire de libération ont ouvert le feu sans discrimination contre la population chinoise. L'effet de cette mesure est d'avoir, selon les autorités, « ramené une première victoire pour arrêter le chaos. Mais les troubles contre-révolutionnaires n'ont visiblement pas été totalement apaisés. Une toute petite poignée d'éléments émeutiers sont visiblement prêts à ne pas se soumettre ». En conséquence de quoi la force armée se dit prête, elle, à combattre ces éléments « jusqu'au bout ».

La population a été poussée à l'insurrection. Mais on s'interroge

encore sur le sens des destructions de matériel militaire vus depuis samedi. Les militaires ont abandonné des engins blindés sans démonter ou détruire les armes lourdes qui s'y trouvaient. Conséquence : la foule s'en est emparée. Tout semble indiquer une volonté nette d'aggraver la situation de manière à provoquer au monde une version des événements justifiant l'intervention massive, brutale, de la troupe.

Au monde, et, bien sûr, au reste du pays. Car il crève les yeux que jamais le PCC dans son ensemble ni, d'ailleurs, le reste de l'armée, ces trois millions de soldats qui vivent grâce à la persistance soigneusement entretenue d'un mythe, celui de l'armée du peuple, ne peuvent céder à ce putsch sanglant. On l'a vu au sein même de certaines des unités chargées de violer ainsi Pékin. Certaines ont refusé d'avancer avant d'avoir reçu la confirmation d'ordres, qui a tardé. Des soldats isolés se sont ralliés à l'insurrection — faute de quoi ils auraient sans doute été lynchés.

La tradition des seigneurs de la guerre

Que va-t-il se passer dans l'avenir immédiat ? C'est la grande question, à présent que le pouvoir pékinois s'est replongé avec violence dans la tradition des seigneurs de la guerre. Les militaires anonymes feignent d'occuper le terrain idéologique. Leur communiqué au nom du comité central et du gouvernement dénonce parmi les agitateurs des « vestiges de la bande des quatre » de triste renom maoïste, et assure qu'il était nécessaire de procéder de la sorte, faute de quoi « les fruits de dix ans de réforme auraient été anéantis d'un seul coup ». Cette assertion vise à priver les adversaires de ce coup de force de toute excuse politique pour tenter un rassemblement autour d'éléments opposés à ces trois corps d'armée qui occupent la capitale de l'ancien Empire du Milieu. L'agitation provinciale, sur laquelle très peu d'informations circulent à Pékin, laisse entendre que le terrain est favorable à une telle initiative dans plusieurs villes industrielles. La question est de savoir si des dirigeants de l'ancienne direction politique ont pu s'y réfugier. Mais même dans cette hypothèse, trop d'incertitudes — en particulier celle dans laquelle on se trouve sur l'état physique de M. Deng Xiaoping — demeurent, qui les empêcheraient d'agir pour l'instant.

F. D.

Manifestations monstres à Shanghai et dans d'autres villes de province

A l'annonce de l'intervention de l'armée à Pékin, des manifestations de protestation ont eu lieu dimanche 4 juin dans plusieurs villes de province, en particulier à Changsha, Wuhan, Canton, Xian, Tianjin, Dingtiao et Nankin, rassemblant des centaines de milliers de personnes et bloquant la circulation, tandis que des pancartes rouges portaient le mot « sang » faisaient leur apparition.

A Shanghai, malgré de fortes pluies, des étudiants ont bloqué plusieurs grandes artères autour du centre-ville, dont le célèbre boulevard du Bund, avec des barricades et des autobus, tandis que les

conducteurs d'autobus se mettaient en grève. Ces derniers portaient des inscriptions proclamant : « Pékin est devenu une mer de sang » ou « Le sang du peuple ». Des affiches faisant état des événements de la nuit sanglante de Pékin ont été collées sur les murs, tandis que la télévision officielle avertissait les « contre-révolutionnaires » qu'ils seraient tenus pour responsables de leurs actes. A l'université de Tongji, des pancartes proclamaient : « Ils ne peuvent pas les tuer tous, les étudiants et le peuple (...). Remersons Li Peng », le premier ministre chinois. — (AFP, UPI.)

François WEYERGANS



Je suis écrivain

roman

Partis découvrir le Japon, un romancier et son personnage écrivent ensemble le livre le plus « kiki-mio mio » de l'année ! Caché derrière eux, François Weyergans fait rire et réfléchir. Résultat : un livre à lire tout de suite.

GALLIMARD

مكتبة المصطفى

# La répression du mouvement populaire à Pékin

Les réactions à travers le monde

## Moscou : le silence embarrassé du pouvoir

Le réformateur radical Boris Eltsine a qualifié lundi matin 5 juin de « crime contre le peuple » l'intervention de l'armée chinoise à Pékin, qu'il a comparée à celle des militaires soviétiques à Tbilissi le 9 avril.

Les représentants officiels du pouvoir, en revanche, s'étaient jusqu'à lundi après-midi abstenus de tout commentaire.

MOSCOU

de notre correspondant

Pas de commentaire autorisé de l'agence Tass, une grande discrétion de la télévision, et pas d'articles de fond non plus dans la presse. Le moins qu'on puisse dire est que la sanglante répression de Pékin embarrasse les dirigeants soviétiques ; qu'ils se décident à dire ce qu'ils ne disent pas, ils ont quelque chose à y perdre.

Condamner cette répression sanglante, ne serait-ce que nettement

marquer ses distances, ce serait en effet risquer de défaire en un communiqué quatre ans de patient travail grâce auquel M. Gorbatchev a pu, le mois dernier, réconcilier l'URSS et la Chine après trente années de brouille armée. Car, lorsque les Etats-Unis, la France ou la Grande-Bretagne s'élèvent contre les massacres de la place Tiananmen, ce n'est rien de plus pour Pékin qu'un problème diplomatique et éventuellement économique.

On y peut compter le résoudre avec le temps et tabler pour cela sur le réalisme des Etats. Venues de Moscou, les mêmes critiques seraient, en revanche, très probablement reçues comme une tentative d'en revenir aux temps où le Kremlin jouait les grands frères autoritaires et prétendait dicter sa conduite à l'ensemble du monde communiste.

De cela, on ne veut plus à Pékin, et, confronté de toute manière à une irréversible diversité, M. Gorbatchev s'est toujours attaché, pour sa part, à ne pas donner prise, en ce domaine, aux reproches de nostalgie.

A priori, toute déclaration fracassante est donc à exclure, mais faire mine d'approuver, concéder même qu'il n'y aurait malheureusement pas eu d'autres solutions, poserait au moins autant de problèmes. Ce serait d'abord se ranger aux côtés d'un gouvernement très largement réprouvé depuis dimanche matin et jeter donc une ombre sur la nouvelle image internationale que l'URSS a mis quatre ans aussi à acquérir.

Plus grave, en approuvant, fût-ce du bout des lèvres, le Kremlin donnerait inévitablement le sentiment que cette réconciliation qu'il avait voulue, celle des deux grands du monde communiste engagés sur la même voie des réformes, recrée en fait la pire des solidarités d'appareils. Les conséquences en seraient déplorables - et cela non seulement sur l'arène internationale mais en URSS aussi.

L'image

de M. Gorbatchev

Il y a désormais un Parlement avec une commission des affaires étrangères, une opinion publique qui pèse de plus en plus, des émissions télévisées en direct, en un mot un monde politique qui admettrait très mal d'entendre approuver la sanglante intervention d'une armée communiste contre un mouvement populaire pacifique en faveur de la démocratie.

Bien des Soviétiques y verraient une menace implicite contre leur propre processus de démocratisation et l'image de M. Gorbatchev en pâtirait également en Pologne et en Hongrie.

De quelque manière que l'on retourne la question, le silence paraît la moins mauvaise des solutions à un problème qui n'en a pas de bonne. Et, dans ce silence, le ton des articles factuels de la presse est néanmoins notable. La brève dépêche de Tass que la Pravda se contente, lundi matin, de publier en page intérieure décrit ainsi, avant de citer les déclarations officielles chinoises, des soldats qui « ouvrent la feu sans sommation », une « petite fille de sept ans tuée par balle », et des « foules emplissant les rues » de Pékin.

Ce n'est pas l'armée du peuple terrassant la contre-révolution, et les *Isyevians* ne citent de leur côté les explications officielles chinoises que « selon » et « d' » en croire ». De ces expressions qui signifient implicitement qu'il ne faut rien en croire. En quelques lignes, le quotidien du gouvernement ajoutait dimanche soir que l'agence (américaine) UPI faisait état de 200 à 600 morts et que « d'autres sources » chiffreraient à plus de deux mille le nombre des victimes.

BERNARD GUETTA.

## « Profonde préoccupation » à Tokyo, état d'alerte à Taïwan manifestations à Hongkong et à Macao

TOKYO

de notre correspondant

Le ministère des affaires japonaises a exprimé, dimanche 4 juin, sa « profonde préoccupation » à la suite de l'intervention de l'armée contre les manifestants. « L'intervention de l'armée peut avoir des conséquences graves sur la situation en Chine qui s'est stabilisée à la suite de la normalisation des rapports sino-soviétiques », poursuit le communiqué des affaires étrangères. « Un recours à la force armée, qui ne peut manquer d'ébranler la confiance de la communauté internationale en la Chine, est significatif de l'intensité de la lutte pour le pouvoir entre les dirigeants de Pékin », commente, pour sa part, une source diplomatique japonaise qui s'attend à une détérioration des relations économiques avec la Chine.

Jusqu'à présent très réservé dans ses commentaires sur la situation en Chine, afin de ne pas provoquer une réaction de Pékin, le ministère des

affaires étrangères est sorti prudemment de son attentisme, sans toutefois aller, comme l'ont fait certains, jusqu'à condamner implicitement l'action des autorités chinoises. Une réserve qui était au demeurant encouragée par certains spécialistes de la Chine, comme le professeur Shinkichi Eto, qui écrivait récemment à la suite des prises de position de MM. Bush et Mitterrand que le gouvernement japonais devait s'abstenir d'intervenir et de prétendre savoir de quel côté était la justice. Le parti communiste japonais a pour sa part publié dimanche un communiqué dans lequel il dénonce la suppression par la force du mouvement démocratique en Chine.

Pour les observateurs japonais de la Chine, tout va se jouer dans les prochaines quarante-huit heures. Pour la majorité, tout dépendra de la réaction des ouvriers : s'ils se mettent en grève, l'épreuve de force va s'aggraver et s'étendre progressivement à tout le pays.

Tandis qu'à Taïwan ont eu lieu des manifestations et que les forces

armées ont été placées en état d'alerte, à Hongkong où ces dernières semaines la population avait fortement réagi à l'imposition de la loi martiale à Pékin, près de deux cent mille personnes ont manifesté jusqu'à une heure avancée de la nuit pour dénoncer les massacres perpétrés par l'armée chinoise. Une grève générale est prévue pour mercredi.

Le quotidien procommuniste de Hongkong, *Wen Wei Po*, titrait dimanche « Une immense tragédie » et critiquait vivement dans un éditorial le recours des dirigeants de Pékin à la violence. Tous les quotidiens procommunistes de la colonie ont adopté la même position. A Macao, la petite enclave portugaise qui doit être restituée à la Chine deux ans après Hongkong (c'est-à-dire en 1999), les autorités n'ont pas réagi mais plus de dix mille personnes ont manifesté devant les bâtiments de l'agence Chine nouvelle, de facto la représentation « officielle » de Pékin dans le territoire.

Ph. P.

## Dans les autres capitales

A Varsovie, la télévision a interrompu dimanche ses programmes pour diffuser un reportage de son envoyé spécial à Pékin. « J'ai vu de mes propres yeux des soldats qui tiraient dans le dos d'étudiants en fuite. Ils tiraient à l'aveuglette et sans avoir été provoqués ». « Des chars se sont jetés à grande vitesse sur les tenues dressées par les étudiants du mouvement pour la démocratie », a-t-il ajouté. La population condamnait le premier ministre Li Peng, la foule demande vengeance.

A Bonn, le gouvernement ouest-allemand a « déploré profondément le recours à la violence qui a provoqué des morts ». Dans un communiqué, le ministère des affaires étrangères a appelé la direction chinoise à rechercher des solutions pacifiques et politiques au conflit et à revenir à sa politique, uniformément saluée, de réforme et d'ouverture. Le porte-parole pour les affaires étrangères de la coalition gouvernementale au Bundestag, déclaré qu'il faudrait « réfléchir à nos relations avec la Chine » si le processus de réformes dans ce pays était menacé.

A La Haye, le gouvernement néerlandais s'est déclaré profondément choqué par le recours à la violence et a demandé la consultation des douze membres de la CEE. Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernández Ordóñez, qui se trouvait à Pékin dimanche, a exprimé son « sentiment de désolation » face à la répression sanglante. « Je rejette cette répression et j'espère que la situation pourra retourner à la normale en Chine sans qu'il y ait un retour en arrière sur la politique d'ouverture suivie par le régime chinois depuis dix ans ».

A Stockholm, son homologue suédois, M. Sten Andersson, a également condamné l'intervention meurtrière de l'armée : « Les événements de samedi soir à Pékin sont extraordinairement tragiques. L'emploi de la force militaire doit être condamné. Nous avions espéré que le progrès économique permettrait de satisfaire les aspirations à plus de démocratie et de liberté. Mais un mouvement populaire s'est heurté à une violence impitoyable ». Plusieurs centaines d'étudiants chinois ont manifesté devant l'ambassade chinoise à Stockholm. Deux cents autres ont défilé devant le palais des Nations unies à Genève pour dénoncer les « autorités fascistes » et protester contre « le massacre d'étudiants et de citoyens innocents ».

A Ottawa, le chef de la diplomatie canadienne, M. Joe Clark, a condamné la répression « absurde » et exprimé son « horreur devant la violence insensée ». Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a, quant à lui, annulé la visite qu'il devait faire en Chine en octobre prochain.

L'organisation humanitaire Amnesty International a adressé dimanche un message à M. Li Peng pour protester contre « l'usage indiscriminé de la force contre les manifestants » à Pékin. Elle s'est déclarée « profondément alarmée » par le nombre des victimes et a appelé le gouvernement chinois à « prendre toutes les mesures possibles pour empêcher d'autres morts ».

## Dans la presse londonienne

### Renégocier l'avenir de Hongkong

La presse britannique, après avoir condamné la répression à Pékin - « un bond géant en arrière », selon le *Financial Times* du lundi 5 juin, - prend très au sérieux le « message de la place Tiananmen » (le *Times*), estime que « leur mort (celle des manifestants) ne doit pas avoir été vaine » (l'*Independent*) et s'interroge sur l'avenir de la colonie britannique de Hongkong, qui doit être restituée à la Chine en 1997.

« Pour le gouvernement britannique », écrit l'*Independent*, les événements du week-end ont finalement détruit cette idée usée jusqu'à la corde selon laquelle on pouvait remettre avec confiance l'avenir de Hongkong entre les mains de ceux qui sont au pouvoir à Pékin. C'était déjà audacieux et au bord de la folie que de croire qu'un accord conclu en 1984 avec un gouvernement chinois apparemment raisonnable pouvait garantir la liberté des cinq millions de Hongkongais après 1997.

« La communauté internationale devrait exprimer son inquiétude après la Grande-Bretagne sur Hong-

kong. Londres a depuis longtemps une vision optimiste de la Chine, cherchant à prendre en compte ses revendications sur Hongkong au nom de l'intérêt des bonnes relations avec Pékin, écrit le *Financial Times* dans son éditorial. L'accord de 1984 était fondé sur la bonne foi du gouvernement chinois qui garantissait l'intégrité intérieure de Hongkong pour au moins cinquante ans. Que vaut désormais cette bonne foi ?

Quant au *Times*, il estime que Londres « doit annoncer son intention de réviser l'accord de 1984 et la suspension immédiate - en vertu de la volonté des citoyens les plus éminents de Hongkong - de toute négociation sur la loi fondamentale qui doit régir la colonie après 1997. (...) Le gouvernement de Hongkong doit agir rapidement pour doter Hongkong de ses propres institutions démocratiques. Le ministère de l'Intérieur devrait réviser d'urgence sa politique sur l'autorisation des ressortissants de Hongkong à résider dans notre pays ».

### Panique à la Bourse de la colonie britannique

Les massacres de Pékin ont provoqué de vives réactions à Hongkong, lundi 5 juin. Un vent de panique a soufflé sur la Bourse, entraînant en fin de matinée un plongeon de 581,77 points de l'indice Hang Seng. Cette chute de plus de 22 % est la plus importante survenue depuis le krach d'octobre 1987.

Dans le même temps, de nombreux habitants de la colonie britannique se sont rendus auprès des agences bancaires chinoises pour retirer de l'argent, en guise de protestation contre l'intervention sanglante des forces armées.

Un tract anonyme distribué au cours de la manifestation, réunissant dimanche près de 500 000 personnes, avait appelé au boycott des treize filiales de la Banque de Chine. De longues queues étaient alors observées devant les portes des agences, après que les distributeurs automatiques de la plupart de ces établissements eurent été vidés.

Sans pouvoir donner de chiffres,

un responsable de la banque a reconnu n'avoir jamais assisté à des mouvements aussi importants depuis son arrivée à Hongkong, voici dix ans. Un autre a déclaré que les retraits effectués lundi matin étaient supérieurs de 30 % à ceux enregistrés habituellement tout en ajoutant que la banque disposait de réserves suffisantes pour couvrir les retraits.

La Bourse de Hongkong n'est pas la seule à avoir réagi violemment à la répression contre les étudiants. Celle de Taïpeh a perdu 455,44 points (soit 5 %), enregistrant ainsi la baisse la plus importante depuis vingt-six ans. A Singapour, l'indice Straits Times se dépréciait de 25,71 points (2 %) lundi en fin de matinée dans un marché agité. Tokyo n'a pas non plus été épargné par les derniers événements. La place nipponne a connu une nouvelle séance de baisse, l'indice Nikkei perdant 210,34 yens (0,6 %).

## EN BREF

● **AFGHANISTAN** : roquettes sur Kaboul. - Après une semaine de trêve, la capitale afghane a subi, du jeudi 1<sup>er</sup> juin au dimanche 4 juin, plusieurs salves de roquettes, faisant dix-sept morts. D'autre part, la résistance a affirmé avoir abattu un Mig-21 et trois hélicoptères au nord de Kaboul. - (AFP, Reuters.)

● **PAKISTAN** : M<sup>re</sup> Bhutto à Washington. - Le premier ministre pakistanais est attendu, lundi 5 juin, aux Etats-Unis pour une visite officielle de cinq jours. M<sup>re</sup> Benazir Bhutto sera reçue mardi à la Maison Blanche par le président Bush. - (AFP.)

● **MADAGASCAR** : le parti AREMA en progrès. - L'AREMA (Avant-garde de la révolution malgache), le principal parti gouvernemental, comptera 120 députés sur les 137 de l'Assemblée nationale populaire (ANP), selon les résultats préliminaires des élections législa-

tives du 28 mai. L'AREMA enregistre un gain de cinq sièges par rapport au scrutin de 1983. Très loin derrière arrivent le MFM (Mouvement pour le pouvoir prolétarien, passé de l'extrême gauche à une libéralisme déclaré), avec 7 sièges (3 de plus qu'en 1983) et le parti Vony (Elan populaire pour l'unité nationale, modéré), avec 4 députés (moins 3 sièges), puis l'AKPM-KDRSM, avec 2 sièges (contre 9 en 1983) et le MONIMA (nationaliste) avec 1 siège. - (AFP.)

● **GRANDE-BRETAGNE** : l'ambassade soviétique proteste contre la pose de micros. - L'ambassadeur d'URSS à Londres, M. Leonid Zamiatine, a été reçu à son demande samedi 3 juin au Foreign Office pour protester contre la pose par les services spéciaux britanniques de micros dans les locaux de la représentation commerciale soviétique et au domicile de plusieurs diplomates. - (AFP.)

## La logique du despotisme

(Suite de la première page.)

Et c'est ainsi que le foudre s'est abattu sur cette jeunesse qui ne demandait au fond aux dirigeants que de mettre leurs actes en conformité avec les belles paroles de l'évangile selon saint Marx.

A voir, cependant, le soutien que les manifestants ont reçu de la part du peuple, comme l'audace des étudiants qui se sont lancés à l'assaut des chars, il est clair que la répression ne peut qu'exacerber la colère populaire. Or on n'a jamais gouverné durablement sans un minimum d'assentiment des gouvernés.

Occupé par une catastrophe qu'il n'a pas hésité à attribuer à la « négligence » soviétique et par le rebondissement, cette fois en Ouzbékistan, du problème des nationalistes, Gorbatchev n'a pas soufflé mot, au moment où ces lignes sont écrites, de la tragédie chinoise. Mais ailleurs, de George Bush à Georges Marchais, pour une fois d'accord, tout le monde a réagi avec les mêmes mots d'indignation et de condamnation. Personne ne songe à chercher des excuses aux responsables de la tuerie. Pour la terre entière, c'est un jour de deuil.

Ainsi Deng a-t-il perdu en une seconde le crédit que lui avait valu sa politique de libéralisation économique. Comment n'a-t-il pas compris que l'ouverture sur l'extérieur, sans laquelle la modernisation s'est faite impossible, postulait un minimum de libéralisation politique ? Mis à même de comparer leur sort à celui des étrangers et de leurs cousins de Singapour ou de Taïwan, comment les Chinois

n'auraient-ils pas réclamé le changement ?

Les vainqueurs de l'heure parviendront peut-être à faire taire un moment leurs compatriotes. Pas plus que Jaruzelski après la proclamation de l'état de guerre, ils n'arriveront à recréer chez eux le minimum de motivation sans quoi toute économie est vouée au marasme. Le jour finira bien par venir où, comme Jaruzelski et Gorbatchev, les dirigeants chinois comprendront qu'il leur faut composer avec la liberté.

Le risque est grand que la lutte pour le pouvoir ne débouche, en attendant, sur la guerre civile ou sur l'anarchie : la Chine est familière de l'une et de l'autre. Ce serait pour elle un fantastique retour en arrière. Mais pas seulement pour elle. Un habitant de cette planète sur cinq est chinois, et la décomposition de l'empire du Milieu ne manquerait pas d'affecter lourdement la paix et le développement du monde. Il est vrai qu'il y a toujours eu quelque part sur la Terre un « homme malade », mais celui-là est décidément par trop grand.

François Mitterrand n'a pas craint, l'autre jour, de soulever publiquement l'épineuse question de l'assistance aux peuples que le comportement de leurs gouvernements met en danger. Il pensait visiblement à la Roumanie. Mais le cas de la Chine n'est-il pas devenu subitement plus dramatique encore ? Divers gouvernements occidentaux, dont ceux des Etats-Unis et de la France, ont fort bien su obtenir de la Pologne, en contrepartie de leurs crédits, une bonne dose de démocratisation. Est-il inconcevable qu'on en fasse autant avec la Chine ?

ANDRÉ FONTAINE.

● **La RDA condamne la « révolte contre-révolutionnaire »**. - Le quotidien du Parti communiste est-allemand SED, *Neues Deutschland*, a qualifié, lundi 5 juin, les événements en Chine de « révolte contre-révolutionnaire ». Le journal écrit qu'« un grand nombre de personnes, méconnaissant la véritable situation, avaient tenté d'empêcher les soldats de faire leur devoir ». Il y a eu des morts et des blessés, mais le nombre des victimes n'est pas connu, selon *Neues Deutschland*. Le journal ne fait pas état de victimes parmi les manifestants. En revanche, il rapporte qu'un grand nombre de soldats ont été blessés et tués, se référant à des informations de la télévision chinoise. « Les révoltés avaient l'intention de renverser l'ordre socialiste », affirme *Neues Deutschland*. - (AFP.)

● **La Commission européenne annule une rencontre avec des dirigeants chinois**. - La Commission européenne, l'exécutif de la CEE, a annoncé, lundi 5 juin, qu'elle annulait une rencontre commerciale de haut niveau avec des dirigeants chinois qui devait se tenir lundi 5 et mardi 6 juin à Bruxelles. Se déclarant « consternée et choquée » par des événements au cours desquels, souligne-t-elle, « plus d'un millier de civils non armés ont été abattus dans les rues de Pékin », la Commission européenne indique qu'elle demande à « être informée de la manière la plus exacte des événements qui vont suivre ». - (AFP.)

**LAQUA**  
philosophes

Où sont les philosophes aujourd'hui en France, que regardent-ils et en quoi répondent-ils à nos interrogations, à nos problèmes collectifs et individuels ?

Un numéro exceptionnel avec H. Gouhier, E. Levinas, J.T. Dessanti, P. Ricoeur, Y. Belaval, J. Habermas, J. Derrida, R. Thom, C. Lefort, J.L. Nancy, F. Jacques...

256 pages, 85 F.  
En librairie.

**LE JOURNAL des ELECTIONS N°8**  
Juin - Juillet 1989

**CHINE**  
**POLOGNE**  
**EUROPE**  
**IRAN**  
**ARGENTINE**

E. Davignon,  
Wang Jiarong, A. Michalik,  
C. Bakhtiar, J. Kis, G. Mink,  
P. Moreau-Delafarges, R. Cayrol,  
H. Wallace...

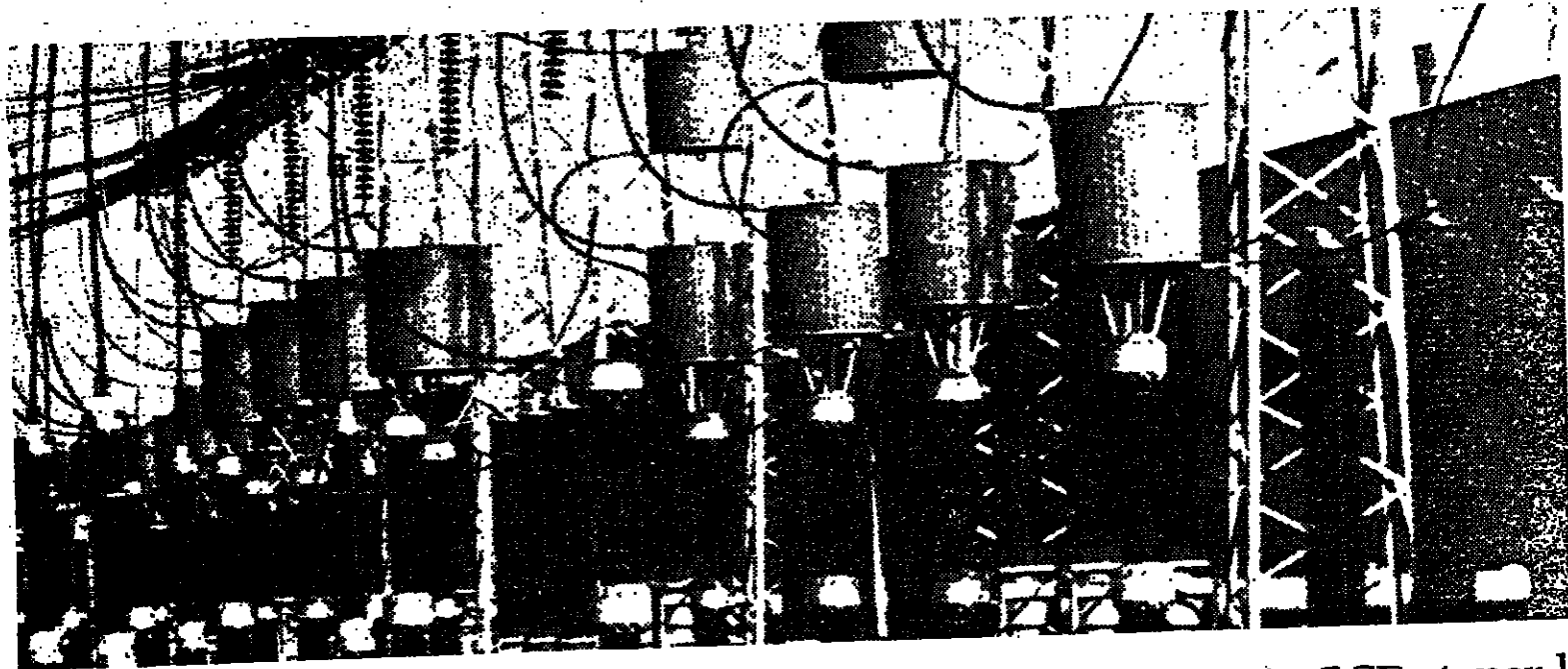
Vente en kiosque

**SC-PO** 50 % de reçus  
en classe prépe annuelle.  
**CEPES**

préparations d'été et par correspondance  
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 ou 47.45.05.18



# "NOTRE MARQUE N'EST NULLE PART, ET POURTANT NOTRE ÉNERGIE PROFITE AU MONDE ENTIER."



Nous déployons beaucoup d'énergie pour faire de CGE l'un des premiers groupes industriels mondiaux dans le domaine de l'énergie et des transports.

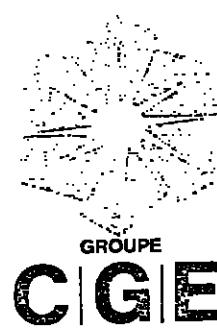
Décembre 1988, un accord a été conclu avec le groupe anglais General Electric Company. Il a donné naissance à la nouvelle société GEC ALSTHOM.

Avec un chiffre d'affaires de 43 milliards de Francs et un effectif de 85 000 personnes, GEC ALSTHOM sera la première entreprise mondiale dans les domaines de la production

d'énergie et du transport ferroviaire.

Cet accord renforce la position internationale de CGE en matière d'énergie.

Si nous déployons tant d'énergie c'est pour assurer l'avenir de CGE et, par là même, celui de l'industrie française et européenne.



**Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous sommes là.**

HDM

مكتبة الأمن الأول

# L'Iran après la mort de l'imam Khomeiny

## Savonarole de l'islam

Peu de dirigeants politiques ou spirituels auront été aussi vite connus du monde entier. Qui ne peut aujourd'hui mettre un son sur ce visage à la Grèce, avec sa barbe blanche, son regard de mystique parcourant sous des sourcils broussaillés aussi noirs que son turban ? L'imam Khomeiny, chef suprême des musulmans chiites, aura été un révolutionnaire surgi du Moyen Âge. Secret, peu loquace - sauf quand il haranguait la foule d'un ton monocorde, mais dans une langue simple et efficace, d'une force de caractère peu commune, d'une obstination qui effrayait et fascinait ses proches, ce religieux fut aussi un redoutable « animal politique ».

Au début de sa vie, il aura réussi à mobiliser un peuple aux mains nues pour renverser les Pahlavi, dynastie de fraîche date, mais qui tentait de s'appuyer sur une tradition monarchique vieille de deux mille cinq cents ans, et humilier la puissante Amérique qui les soutenait et s'en servait pour assurer sa domination sur le Golfe, région stratégique s'il en fut.

Le patriarcat de Qom - une des deux villes saintes de l'Iran - s'est toujours inspiré de Dieu. Il fondait son action sur l'interprétation - pas toujours orthodoxe - qu'il donnait des préceptes du Coran, n'hésitant pas, au besoin, à battre en brèche la pratique politique et diplomatique en usage dans le monde moderne. Ce rôle messianique, qui a intrigué puis inquiété l'Occident, lui a cependant valu une audience considérable dans le peuple iranien et dans une grande partie des masses arabes et musulmanes, qu'il venait de humiliations subies au cours d'une histoire coloniale encore récente.

Il faisait également trembler la plupart de leurs dirigeants : dénonçant chez eux l'absence de vertu - au sens latin du terme - il leur reprochait de se préoccuper plus de leurs intérêts que des besoins fondamentaux de leur peuple et de manquer de rigueur face aux « impérialismes de l'Est et de l'Ouest » et au sionisme, « instrument des grandes puissances et bourreau du peuple palestinien ».

### Un professeur vénéral

Dans le monde islamique déchiré entre la soif d'un retour aux sources et les exigences de la modernité, il aura été un mélange de Savonarole et de Saint-Just. Comme l'austère et impitoyable prédicateur florentin, qui voulait réformer les mœurs par la modification du costume, la suppression des jeux et des fêtes profanes, la lutte contre l'usure et la luxure, Khomeiny était également hostile aux arts ; ainsi avait-il condamné la musique, coupable, selon lui, d'amollir les citoyens, alors que les chants patriotiques et religieux avaient été l'âme de l'insurrection contre le chah. Comme Saint-Just, il croyait à la vertu purificatrice du sang versé, mais, contrairement à lui, sa pensée sociale, loin d'innover pour l'avenir,

s'est attachée à appliquer les principes qui régissaient la société arabe du septième siècle.

Né en 1900 dans la province de Khomein, Ruhollah - c'est son prénom, qui signifie « esprit de Dieu » - appartenait à une famille de religieux : son grand-père, son père et son frère aîné étaient des ayatollahs, et cet environnement l'a marqué sur le triple plan politique, religieux et social. Il n'avait que quelques mois quand son père, Mostafa Mousavi, fut assassiné par des hommes de main d'un féodal, pour avoir participé à la lutte contre le régime impérial.

Il fut élevé par sa tante paternelle, qui pourvut avec acharnement l'assassin jusqu'à ce qu'il fût exécuté. Cette forte femme lui aura appris que le pouvoir est le résultat d'un rapport de forces et que les principes de l'islam seront appliqués sur terre, non par des discours, mais en pourchassant implacablement les mécréants qui s'y opposent.

Une jeunesse est également marquée par le mouvement populaire, qui impose à Mozzafar ed Din chah la Constitution de 1906 abolissant le pouvoir absolu, et par l'action du plus vénéral des ulémas de l'époque, le « grand ayatollah », contre la mainmise étrangère, principalement britannique, et le régime impitoyablement modernisateur de Reza Khan, qui fonde, en 1925, la dynastie des Pahlavi, après avoir renversé celle des Qadjars.

Ruhollah, qui a perdu sa tante à l'âge de quinze ans, poursuit ses études avant d'enseigner, douze ans plus tard, à Qom. Il devient rapidement un des professeurs les plus en vue de la faculté de théologie et ses cours sont particulièrement fréquentés. Selon ses disciples, la vénération dont il est l'objet ne tient pas seulement à sa science, mais aussi à sa « dimension morale ». Partisan du « djihad », dont le sens premier - avant celui de guerre sainte - est la lutte avec soi-même pour devenir meilleur, il s'impose une stricte discipline quotidienne, même une vie ascétique, se contentant souvent d'un bol de soupe avec du pain trempé, ne dort que cinq à six heures, a une intense activité spirituelle et consacre une partie de la nuit à la lecture et à la méditation du Coran.

Il ne sépare pas religion et politique, conformément à la tradition du chiisme qui, dès l'origine, a posé le problème du pouvoir et est fondé sur deux piliers : l'imamat (action de l'imam) et la justice. Selon la formule du célèbre orateur Henry Corbin, « le Coran est l'imam muet, alors que l'imam est le Coran parlant », ce qui signifie que le religieux, chéïte, coordonnateur de la communauté, doit y faire régner la justice et défendre l'opprimé contre l'oppression, fût-il monarchie, Etat étranger ou simple particulier, tout en interprétant les textes sacrés pour les adapter aux exigences de son temps.

L'imam Khomeiny a amplement rempli la première mission ; il a moins bien réussi dans la seconde,

une fois le pays libéré de la tutelle du chah et des Etats-Unis : en dehors de quelques passages concernant principalement l'économie, la Constitution qu'il fait adopter le 2 décembre 1979 prend bien des libertés avec les droits démocratiques des citoyens et des minorités ethniques et religieuses. Ce texte républicain, en réalité, le conservatisme du « clergé » chiite, victime de pesanteurs sociologiques résultant de plus de cinq siècles de décadence dans le monde islamique. En revanche, comme les principaux leaders du tiers-monde, il a bien vu la façon de mener le combat contre l'« impérialisme » au nom de l'indépendance nationale.

### Une obsession de l'indépendance

Tout au long de sa vie, trois thèmes ont dominé ses interventions : la liberté, l'indépendance, le refus de la domination étrangère. Le pays est en danger, expliquait-il, parce que le chah représente le « mal absolu » et qu'il est l'« instrument des puissances dominantes » (étrangères). C'est la raison pour laquelle il suit avec intérêt mais scepticisme la nationalisation du pétrole par Khomeiny en 1951. Le renversement du « vieux lion » par la C.I.A., en 1953, ne le surprend pas et explique qu'il s'oppose au mot d'ordre lancé entre 1959 et 1962 par le Front national, principal parti d'opposition : « Qui aux réformes, non au despotisme ! ». « Les réformes, rétorquait-il, sont impossibles sans indépendance et celle-ci sera un leurre tant que la dynastie régnera ».

L'imam Khomeiny, qui avait critiqué Reza chah jusqu'à ce qu'il abdiquât sous la pression des Alliés en 1941, même ensuite contre son fils, Mohamed Reza, un combat sans merci. Ses vives critiques contre le régime dans les domaines politique, économique, social et culturel suscitent la colère du monarque, qui le fait arrêter le 3 juin 1963, provoquant du même coup d'imposantes manifestations de protestation. Elles seront brisées dans le sang par le général Oveissy, surnommé depuis le « boucher de Téhéran » : il avait donné l'ordre de tirer sur la foule, faisant, selon l'opposition, quelque dix mille morts.

Transféré de la caserne d'Ichraabad, près de Téhéran, dans une résidence surveillée de Chemiran, quartier nord de la capitale, Khomeiny repart à l'attaque dès sa libération en 1964. « Comment voulez-vous moderniser l'Iran si vous faites emprisonner et tuer les intellectuels ? Vous voulez faire des Iraniens des instruments dociles et passifs au service du pouvoir et de vos maîtres étrangers, alors que la véritable modernisation est de former des hommes qui aient le droit de choisir et de critiquer, des combattants qui sachent résister à la domination étrangère, à l'injustice et au village » lance-t-il. Pour un « discours de Qom » resté célèbre, que les laïcs de gauche ne manqueraient pas de lui rappeler quand ils seront les victimes des comités Khomeiny sous la révolution islamique triomphante.

A l'époque, cette philippique l'envoie en exil en Turquie. Les dirigeants d'Ankara, effrayés par les manifestations organisées contre eux dans le monde par les étudiants iraniens, obtiennent qu'il gagne la ville sainte de Najaf, en Irak, où avait vécu sa famille. Il y restera jusqu'à ce que Bagdad s'inquiète à son tour des conséquences que ses appels au renversement de la monarchie pourraient avoir sur ses rapports avec Téhéran et même sur les chiites irakiens - plus de 50 % de la population - qui supportent mal l'autoritarisme répressif du Baas au pouvoir. Les chefs d'Etat musulmans de la région ne souhaitent pas recevoir cet encombrant personnage et font la sourde oreille à ses sollicitations, de sorte qu'il finit par se réfugier à Neauphle-le-Château le 5 octobre 1978, après que le gouvernement français eut discrètement obtenu le feu vert du chah, qui ne soupçonnait pas que son adversaire saurait utiliser avec un art consommé les mass media.

Jusqu'à là, Khomeiny a beaucoup écrit. On citera, entre autres, les « Clés de la spiritualité », le « Déchiffrement des idéologies au pouvoir », « Essai sur le vouloir et la décision », le « Plus Grand Combat ou la Lutte contre les faiblesses de soi-même », « L'Etat injuste et Pour un gouvernement islamique » (1), dans lequel il expose sa philosophie politique. Dénonçant le despotisme, le colonialisme et les gouvernements à sa solde, il écrit : « Chaque fois qu'est apparue un homme de grande envergure, on bien ils l'ont tué, ou emprisonné ou exilé, ou ils l'ont entiché de l'accusation de faire de la politique ! Eh bien, politique, le Prophète l'était ! Ne vous laissez pas abuser

par les fausses propagandes qui veulent nous exclure de la politique et des affaires ayant trait à la société et nous empêcher de combattre les Etats traités et leurs politiques anti-populaires et anti-islamiques. Ils veulent agir comme ils l'entendent sans que personne leur barre la route ».

### L'ultime contact de Neauphle

Sous le pontonnier de son modeste pavillon de banlieue, l'exilé entame la phase active et publique de son action politique. Avec une énergie qu'on ne soupçonnait pas, il engage l'ultime combat contre Mohamed Reza Pahlavi, dont il sortira vainqueur. Alors que toute la classe politique y compris M. Mehdi Bazargan, son futur premier ministre - l'exhorte à ménager la puissance américaine et à rechercher un compromis qui permettrait au souverain de régner sans gouverner ou même d'abdiquer en faveur de son fils, il maintient son mot d'ordre : « Il faut



renverser la monarchie ». Un mot d'ordre répété par les télévisions et les radios du monde entier et par les cassettes introduites en Iran et écoutées religieusement par tout un peuple.

Il orchestre à distance les immenses défilés politico-religieux du grand défilé chiite de l'Achour, en décembre 1978, qui démolissent le Palais. Il anime les grèves qui paralysent le pays et s'empare l'assise du pouvoir. Tout va alors très vite. A l'exception de M. Chapour Bakhtiar, successeur du général Ashari, premier ministre, qui a démissionné le 31 décembre, les hommes politiques qui se rendent à Téhéran après avoir fait acte d'allégeance ; ce sera même le cas du président du Conseil de régence nommé par le souverain.

Le mardi 16 janvier 1979, le chah et la chahbanou quittent le pays. Khomeiny a mis fin au règne des Pahlavi, mais la monarchie n'est pas abolie pour autant. S'appuyant sur l'armée, M. Bakhtiar s'oppose au retour de l'imam. Devant la montée des périls, il s'écroule à son tour. Le 1<sup>er</sup> février 1979, Khomeiny fait une entrée triomphale à Téhéran, où il est accueilli par plus de quatre millions de personnes, un des plus grands défilés humains de l'histoire.

Plébiscite de cette façon, il somme le premier ministre du chah de se retirer et, le 5 février, nomme un gouvernement présidé par M. Bazargan. Dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10, les djavdars (les « immortels » de la garde impériale), qui vont « donner une leçon » aux bombarfars (militaires de l'armée de l'air), partisans de Khomeiny, ne se rendent pas compte qu'ils ont déclenché une insurrection populaire qui durera trois jours, « les trois glorieuses ». Elle prendra fin le 12 février au soir avec l'effondrement de l'armée et de la monarchie. Celle-ci sera officiellement abolie par le référendum des 30 et 31 mars, qui proclame l'instauration de la République islamique. Dès le début de la campagne électorale, le climat intérieur s'était cependant détérioré. A l'unanimité, qui avait prévalu pendant la phase constante de la révolution, avait succédé une période de désenchantement et de division, dont la multiplication des centres de décision était grandement responsable.

Les comités Khomeiny n'ont cessé de défier le gouvernement Bazargan, que le patriarche de Qom n'hésitait pas à critiquer ou à dénoncer jusqu'au jour où il accepta sa démission, le 6 novembre 1979, estimant qu'il était trop formaliste et pas assez révolutionnaire. L'imam, qui avait si souvent réclamé le respect des droits de l'homme quand il était en exil, a laissé faire les tribunaux révolutionnaires, qui ont procédé à des jugements sommaires en ne laissant guère aux accusés la possibilité de se défendre ; que le chah ait fait de très nombreuses victimes

ne justifiait en rien les exécutions, dans de telles conditions, effectuées par le pouvoir religieux.

L'imam, qui avait affirmé en France que le gouvernement islamique garantirait la liberté de pensée et d'expression, n'a pas élevé la voix quand les comités, affirmant agir en son nom, ont fermé des journaux jugés « mal-pensants », attaqué les partis de gauche, boycotté les intellectuels laïcs, frappé les femmes qui manifestaient pour défendre leurs droits. Alors qu'il avait souligné les principes égalitaires de l'islam, il a eu recours à la force contre les minorités ethniques, notamment kurdes et arabes, qui réclamaient l'autonomie. Il explique alors que « la révolution n'avait pas pour but le renversement du régime monarchique, mais celui de poser les fondements d'une République d'inspiration divine ».

### La haine de Washington

C'est dans ce contexte que les étudiants islamiques ont occupé l'ambassade des Etats-Unis et pris en otages les diplomates pour obtenir l'extradition du chah, qui se faisait soigner à Washington. L'imam s'est-il inspiré cette action ou l'a-t-il simplement « convertie » en voyant le parti qu'il pouvait en tirer ? On l'ignore. Il n'en demeure pas moins que cette initiative, sans précédent dans les annales diplomatiques, était une ultime tentative pour faire l'unanimité du peuple dans la haine de Washington.

Cette prise d'otages change le cours de la révolution : le régime se radicalise tandis que s'impose le « khomeinisme », version iranienne du fondamentalisme musulman. A l'instigation et sous l'impulsion de Khomeiny, les étudiants se multiplient dans le pays que quadrillent les « komitè » (comités) des pascadars ou gardiens de la révolution. L'imam Khomeiny proclame le pouvoir du « velayat faghhih » (gouvernement du jurisconsulte) - et devient le « guide suprême » de la révolution islamique. Nouveau chah ? C'est peu dire ! Il concentre entre ses mains le pouvoir spirituel qui lui donne prise sur le temporel.

Il soutient la candidature à la présidence d'Abolhasan Banisadr qui est élu triomphalement le 15 janvier 1980. Mais l'ayatollah Beheshti, chef du Parti de la République islamique et président du Parlement, que l'imam a désigné d'être candidat, joue les étudiants islamiques et la radicalisation politique contre le président élu, qui finira par être destitué en juin 1981. Ironie du sort, il regagnera clandestinement la France où il avait été un des proches collaborateurs de l'imam Khomeiny en exil.

Avec une indéfinissable habileté, le régime khomeiniste diminue de la scène, les uns après les autres, les mouvements et les partis rivaux en commençant par les milieux faibles : organisations universitaires laïques, unions professionnelles démocratiques, Ligue des droits de l'homme, Front national. Comme d'autres révolutions, celle-ci va ainsi connaître sa phase de terreur.

La parti Toudch (communiste) réussit à survivre momentanément en soutenant la « ligne de l'imam » mais s'échappera pas à la répression. Avant d'être écorchés à leur tour, les mouvements issus de la gauche, principalement les Moudjahidin Khalk de Massoud Radjavi, se montrent particulièrement actifs. Le 28 juin 1981, ils provoquent une hécatombe parmi les religieux : une explosion au siège du PRI fait plus de 100 morts dont l'ayatollah Beheshti, considéré comme le numéro deux du régime. Puis, le 30 août, c'est le nouveau président de la République, Mohamed Ali Radjaf, et son premier ministre, Mohamed Bahonar, qui sont assassinés.

Ce coup de sort semble laisser l'imam Khomeiny impassible : ce sont des épreuves qui n'ont pas sa conviction qu'il est l'instrument de Dieu sur terre. Comment n'en serait-il pas persuadé ? N'est-il pas toujours sorti vainqueur - contre l'avis de tous - dans son combat du Bien contre le Mal ? En effet, le chah est parti, la dynastie des Pahlavi est tombée, les 40 000 conseillers américains ont plié bagage, l'opération de Tabas menée par les Etats-Unis pour déviter leurs otages a été un lamentable fiasco, les complots organisés au sein de l'armée par Chapour Bakhtiar et le général Oveissy ont pitoyablement déjoué.

Le « guide suprême » fait donc procéder à de nouvelles élections. Le 2 septembre 1981, l'ayatollah Khomeiny est élu. Pour la première fois dans son histoire, l'Iran a des religieux à tous les postes-clés de l'Etat : le président de la République, le premier ministre, le président du Parlement, en la personne de Hashemi Rafsanjani, sont des membres du clergé de même que

plusieurs ministres et des responsables d'importantes organismes.

En politique étrangère, le ton s'est progressivement durci à partir de novembre 1979. La radio répète les anathèmes lancés par l'imam Khomeiny et par les mollahs contre les régimes musulmans « corrompus et traités à l'islam », notamment les Etats du Golfe. Fure, les réseaux clandestins organisés par le « guide » pendant son exil à Najaf se sont ramifiés et ont pris de l'extension. Ils sont relayés en Irak par le mouvement fondamentaliste Al Daawa dont l'ayatollah Mohamed Baker Sadr, d'origine iranienne, serait le fondateur.

Le 1<sup>er</sup> avril 1980, un attentat est organisé à Bagdad contre M. Tarek Aziz, un chrétien, membre influent du conseil de commandement de la révolution du Parti Baas et proche collaborateur du président Saddam Hussein. Ce dernier réagit en faisant exécuter l'ayatollah Mohamed Baker Sadr, neveu de l'imam Mousa Sadr lequel était devenu le chef de la communauté chiite libanaise avant de disparaître en Libye en 1978 ; les Irakiens d'origine iranienne sont également expulsés sans ménagement. L'imam Khomeiny dénonce le « Petit Satan » et appelle les Irakiens à « renverser Saddam et son gouvernement illégitime, le Baas et toute sa clique diabolique ».

### La guerre avec l'Irak

Dès lors, les deux pays sont engagés dans l'engrenage fatal qui les conduira à la guerre. Persuadé d'être à la fois la cible d'une conspiration internationale et le protégé de Dieu, Khomeiny est d'autant plus tenté d'exporter la révolution islamique que la situation intérieure se dégrade. Se sentant provoqué, Bagdad va à l'attaque.

En donnant l'ordre aux troupes irakiennes de pénétrer au Koweït (Arabistan) le 22 septembre 1980, le président Saddam Hussein espérait provoquer la chute du régime khomeiniste. Il le sauve ! La bataille de Khomanchahr devient le Valmy de l'imam et l'aiguillon du puissant et profond nationalisme persan : même les adversaires de Khomeiny serrent les rangs autour de lui pour défendre la patrie. Les hostilités occultent le grand projet de nouvelle société islamique promise pendant la révolution mais que les religieux sont incapables de mettre en œuvre. De même, les défaillances dans le domaine économique sont mises sur le compte de la guerre.

La reconquête du Koweït, amorcée en septembre 1981, s'achève victorieusement en juin 1982. Le président Saddam Hussein propose, une fois de plus, l'arrêt des hostilités et suggère de lutter contre « l'ennemi commun sioniste ». Dédaigné, Khomeiny répond par cet ordre : « Le chemin de Jérusalem passe par Bagdad ! En avant vers Bagdad ! ». Et il lance des vagues humaines à l'assaut des défenses irakiennes. Mais les « miracles de la foi » ne se produisent plus : bien que les de la guerre, les Irakiens, qui se battent à un contre trois, résistent ; les appels lancés par Khomeiny aux chiites irakiens pour qu'ils renversent le Baas restent sans écho.

Six ans plus tard, en juillet 1988, l'Iran accepte enfin le cessez-le-feu, une épreuve assez dure pour que l'imam compare cette acceptation à un « poison » qu'il est obligé de boire.

Mais le conflit aura tout de même fait, en huit ans, un million de morts et des dégâts évalués à quelque 450 milliards de dollars.

La guerre du Golfe aura été à la fois l'illustration et le symbole des déchirements du monde islamique en opposant le Baas panarabe, moderniste, laïcisé et socialisant, et le khomeinisme panislamique.

Finalement Khomeiny aura été un homme de rejet plus que de projet. Il aura été aussi l'homme de la revanche. Revanche des religieux, dont il a restauré la puissance abolie par la dynastie moderniste des Pahlavi, même si leur modernisme fut perçu comme un viol culturel. Revanche des chiites, minoritaires en islam, sur les sunnites qui les ont toujours méprisés. Revanche des Perses sur les Arabes qui, en les convertissant à l'islam leur imposèrent, un temps, l'usage de la langue arabe.

Mais s'il a rendu le pouvoir au clergé chiite, ce fut un pouvoir plus soutenu que réhabilité, un passé révoqué que d'inviter l'avenir pour permettre aux musulmans d'être au diapason du monde. En ce sens, l'imam Khomeiny, inspirateur d'une des plus puissantes révolutions du vingtième siècle, aura contribué à faire rentrer l'Iran - et peut-être l'islam - à reculons dans le vingt-et unième siècle.

PAUL BALTA.

(1) Editions Fayard, Paris 1979.

**voiture 205 Green**  
en livraison immédiate\*  
avec l'intérieur en CUIR  
**GRATUIT**  
**NEUBAUER**

**NEUBAUER**  
PEUGEOT

\* en fonction des options choisies.

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34



# "NOTRE MARQUE N'EST NULLE PART, ET POURTANT NOUS FAISONS BEAUCOUP PARLER."



Nous sommes les n°1 de la communication en Europe et grâce à nous des millions de personnes communiquent tous les jours. Depuis la reprise il y a deux ans, des activités de télécommunications du géant américain ITT, ALCATEL connaît une croissance continue. En 1988, son bénéfice net s'est encore accru de 22 % et représente 5,8 % de son chiffre d'affaires.

Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous multiplions les moyens de communiquer dans le monde entier.

1988 : les systèmes de communication numérique publique ALCATEL montent en puissance en Allemagne Fédérale, en Belgique, en Espagne et dans beaucoup d'autres pays. 1988 encore : de fortes progressions en télécommunications spatiales, en radiomobilité.

Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous transmettons des milliards d'informations à chaque seconde.

ALCATEL est le leader mondial dans le

domaine des câbles où elle a renforcé sa position en 1988 en faisant notamment l'acquisition de l'activité câble aux USA d'Ericsson et de celle du groupe italien Marconi.

Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous augmentons chaque jour notre avance technologique dans le

domaine de la communication.

Les laboratoires de Marcoussis et nos centres de recherches répartis en Europe ont généré en 1988 de nouvelles découvertes, de nouveaux records permettant de transmettre davantage d'information, toujours plus vite, toujours plus loin.



GROUPE  
**CIE**

**Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous sommes là.**

ملکة امنه الأصل

# L'Iran après la mort

## La nomination de M. Ali Khamenei pourrait n'être que temporaire

La plus grande incertitude persiste sur la date des obsèques de l'imam Khomeiny, décédé dans la soirée du samedi 3 juin à l'issue d'une brève agonie. Conformément à la tradition islamique, elles devaient se dérouler dimanche. Elles ont été ajournées à lundi. Selon l'agence IRNA, le corps de l'imam sera exposé sur un site spécial au nord de Téhéran, et des « prières d'inhumation » seront organisées mardi.

Lundi huit personnes ont été tuées et plus de cinq cents autres blessées au cours de bousculades qui se sont produites pendant les cérémonies de la prière à la mémoire de l'imam.

L'état de santé du Guide de la révolution avait commencé à se détériorer samedi à 8 h 30 (heure locale). Des soins lui ont été aussitôt prodigués, et une légère amélioration s'est produite vers 11 heures. Selon le journal *Risaleh*, il était encore en relative bonne santé en début d'après-midi, quand il a eu une crise cardiaque. « Une demi-heure plus tard, tout espoir était perdu ». Les médecins ont ranimé l'imam Khomeiny, et il a repris connaissance, mais il n'a pas réussi à parler aux dignitaires venus à son chevet. « De temps à autre, il ouvrait les yeux et murmurait des prières », écrit le journal, qui précise que, vendredi, alors que ses proches se réjouissaient de l'amélioration de son état de santé, l'imam leur avait prédit : « Je vais mourir ».

### « Il est monté au ciel »

La nouvelle du décès de l'imam a été rendue publique dimanche tôt dans la matinée sur les ondes de Radio-Téhéran, en ces termes : « L'esprit supérieur du chef des musulmans et des hommes libres à travers le monde, Son Excellence l'imam Khomeiny, est monté au ciel et son cœur débordant d'amour pour Dieu et l'humanité oppressée a cessé de battre. Mais des cœurs emplit d'amour pour Khomeiny battraient toujours et le soleil de la direction de l'imam brillera sur l'univers et les hommes, plus lumineux que jamais (...) ».

Depuis l'opération qu'il avait subi le 23 mai pour arrêter une hémorragie de l'appareil digestif, les autorités avaient multiplié les communiqués rassurants, mais les caméras de la télévision montraient un Khomeiny essouffé et cadavérique. Les bulletins médicaux qui se sont succédé n'ont jamais précisé la nature du mal dont il était atteint, apparemment un cancer des intestins.

Dès la nouvelle officielle du décès, les autorités religieuses ont décrété un deuil de quarante jours et la fermeture des bureaux et des commerces pendant cinq jours. Malgré les appels des autorités à ne pas se rendre au nord de la capitale, où résidait l'imam, des milliers de fidèles ont marché vers le quartier du Jamaran, géant des policiers chargés d'en protéger les accès. La circulation dans les rues de la capitale est devenue encore plus chaotique et dense qu'à l'ordinaire, notamment près du Bazar de Téhéran, complètement paralysé.

Les mosquées, qui dès le matin, avaient tendu leurs façades de banderoles noires, appelaient par haut-parleurs la population de chaque quartier à s'apprêter à rendre un dernier hommage au disparu. Tous les magasins des quartiers du centre-ville ont baissé leurs rideaux en

signe de deuil, et chaque commerçant a placé devant sa porte un portrait du Guide de la révolution, souvent orné de bouquets de fleurs.

La télévision iranienne a par ailleurs montré le fils de l'imam Khomeiny, Ahmed, au côté de son père. Il a affirmé qu'il était trop « triste et exténué » pour tenir son précédent engagement de rendre public le testament politique de son père. Mais ce document, qui contient notamment les recommandations de Khomeiny pour le gouvernement du pays, a été lu lors d'une session extraordinaire

des forces armées iraniennes, les gardiens de la révolution et le corps des volontaires (*Basidji*) ont de leur côté apporté leur soutien officiel à M. Rafsanjani, président du Parlement iranien et commandant en chef par intérim des forces armées, et l'ont assuré qu'ils étaient « prêts à défendre, sous son commandement, les valeurs de la République islamique ».

Le choix par l'Assemblée des experts de l'hodjatolislam Ali Khamenei comme successeur de l'imam, rendu public dimanche soir (voir ci-contre), pourrait n'être qu'une

### Lamentations à Baalbeck

Beirut. — Plus de trente mille personnes ont manifesté dimanche 4 juin à Baalbeck, localité située à 83 kilomètres au nord-est de Beyrouth et quadrillée par l'armée syrienne, à l'appel du Hezbollah pro-iranien en signe de deuil après la mort de l'imam Khomeiny. Conduits par des dirigeants du Hezbollah, notamment cheikh Abbas Moussaoui et Mohammad Yazbeck, et des gardiens de la révolution iraniens, les manifestants arboraient des portraits géants de l'imam, décorés de tissu noir, et scandaient des slogans d'adieu à ses préceptes révolutionnaires.

Le cortège a parcouru pendant trois heures les rues de Baalbeck au milieu des lamentations et des cris de femmes en tchador noir. Des manifestants, qui se tapaient sur la poitrine, ont perdu connaissance. Etouffant des sanglots, cheikh Moussaoui a harangué une foule en délire qui entrecoupait son discours des cris de « Allah Akbar » (« Dieu est grand ») et de « Labaki Khomeiny » (« Nous sommes tes hommes, ô Khomeiny »).

De son côté, le guide spirituel des intégristes libanais pro-iraniens, cheikh Mohammad Hussein Fadellah, a déclaré que la mort de l'imam Khomeiny était « la plus dure et la plus douloureuse des calamités qui frappe les musulmans fidèles à sa direction ».

Parallèlement, le chef du gouvernement à majorité musulmane, appuyé par la Syrie, M. Selim Hoss, a décrété un deuil officiel de trois jours. — (AFP.)

### Appel à la vigilance

Les chefs des trois pouvoirs — exécutif, législatif et judiciaire — ont publié dimanche un communiqué par lequel ils appellent chacun des Iraniens à la vigilance « afin de prévenir tout complot qui l'ennemi ne manquera pas d'ourdir contre eux ». L'ex-successeur désigné de l'imam, l'ayatollah Montazeri, a appelé pour sa part les Iraniens à défendre la révolution islamique et ses acquis « comme aux premiers jours du triomphe de cette révolution », et à « coopérer, en préservant leur unité, avec l'armée, les forces de l'ordre, les gardes-frontières, afin de maintenir le calme et de protéger les frontières ».

## Une opposition divisée

« Cinquante millions d'Iraniens : cinquante millions de chefs ». Cette boutade, qui circule à Téhéran depuis le début de la révolution islamique, reflète bien l'état de l'opposition iranienne en exil, tout aussi divisée, sinon plus, que le régime lui-même. Une différence toutefois : si les dirigeants iraniens ont pu, et peuvent encore — passer, entre eux, des alliances tactiques et mettre une sourdine provisoire à leurs divergences, les opposants n'ont jamais su passer outre leurs divisions.

De son côté, M. Bani Sadr a exclu toute coopération avec les opposants qu'il estime au service de l'étranger, à savoir les Moudjahidines et les monarchistes. En outre, si MM. Bakhtiar et Bani Sadr, opposés

en politique, se sont constamment rejoints pour prédire, depuis des années, une fin imminente du régime islamique, ils ont une analyse diamétralement opposée quant à l'avenir. M. Bakhtiar a ainsi déclaré qu'il n'avait aucune appréhension et qu'il ne craignait pas, en particulier, une « libération » de son pays. En revanche, pour M. Bani Sadr, une telle « libération » est loin d'être à exclure, et « tout est possible ». Il a, à ce propos, lancé un appel à l'armée pour qu'elle ne « se mêle pas aux luttes internes pour le pouvoir ».

Tandis que, en Europe ou aux Etats-Unis, l'opposition adoptait — au-delà de l'expression de son soulagement — une attitude d'expectative, faisant dépendre d'éventuelles « initiatives » de l'évolution de la situation à Téhéran, à Bagdad, les Moudjahidines de M. Massoud Radjavi ont annoncé la « mobilisation » de leurs troupes. Ces dernières (l'armée de libération nationale iranienne — ALNI) avaient, en août 1988, lancé une offensive à partir de leurs bases iraniennes et pénétré profondément en territoire iranien

avant de devoir battre en retraite après avoir subi de lourdes pertes. Dimanche, M. Radjavi a, depuis Bagdad où il réside, appelé ses compatriotes « à faire face, par tous les moyens disponibles, à ce qui reste du régime iranien pour que l'ALNI puisse abattre le régime des tueurs à Téhéran ».

### Mobilisation et expectative

Quant au fils de l'ex-chah, Reza Pahlavi, qui réside lui, aux Etats-Unis, il prévoit « une période d'incertitude, de désordres et de lutte entre factions » ainsi qu'une dégradation de la situation en Iran. Se présentant comme l'opposition en exil par excellence, la M.M. Bani Sadr ou Bakhtiar — qui ont joué, par le passé, un rôle dirigeant, ont perdu de leur influence à l'extérieur du pays. D'autre part, et bien qu'elle s'en défende, la communauté la plus structurée de l'opposition, l'organisation des Moudjahidines du peuple, doit compter avec un lourd handicap. Les forces de M. Radjavi dépendent en effet étroitement de l'asile et de l'aide que leur octroie l'Irak.

## « Un martyr vivant »

éléments les plus radicaux du Parti républicain islamique, M. Ali Khamenei a évolué sensiblement vers des positions conservatrices aussi bien dans le domaine politi-



que que dans le domaine économique. Soucieux de demeurer au-dessus de la mêlée, il n'a jamais pris position contre les excès commis par les religieux, et s'est rapproché des déçus extrêmes islamiques du Majlis.

### Un fidèle inconditionnel de l'imam

Rédu en août 1985 à la tête de l'Etat pour un deuxième mandat de quatre ans et appuyé par les bazaris, qui ne supportent aucune forme de dirigisme économique, M. Khamenei s'efforce en vain d'obtenir le remplacement du

premier ministre, M. Mir Hossein Mousavi, considéré comme l'un des chefs de file des radicaux de la ligne de l'imam. Il aurait préféré un premier ministre moins rigide mais fut contraint de recourir à M. Mousavi dans ses fonctions à la suite d'une intervention personnelle de Khomeiny, qui fit savoir qu'il n'était pas « sage » de changer de premier ministre en temps de guerre.

En maktabi inconditionnellement fidèle à l'imam, M. Khamenei s'incline en affirmant, à plusieurs reprises, que « la nation iranienne ne pouvait tolérer aucune opposition au guide de la révolution » et que « voter contre Mousavi c'était voter contre Khomeiny ». Cette qualité du pouvoir contribue à renforcer son immobilisme.

Contraint d'accepter un premier ministre dont il n'approuvait pas les orientations, le président devint finalement une « poignée », éternellement dévoué aux ordres de l'imam. Il fut le plus prompt à reprendre à son compte l'appel au meurtre lancé contre Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*. Au début d'avril, il affirma même que cette sentence de mort était « permanente et inconditionnelle ». Le choix d'Ali Khamenei comme nouveau guide de la révolution risque avant tout de renforcer le caractère rétrograde et conservateur du régime au pouvoir à Téhéran.

J. G.

### Le réquisitoire contre Montazeri

Dans un mémorandum de 110 pages rendu public le 17 mai, Ahmed Khomeiny explique les raisons qui, selon lui, ont poussé l'imam à destituer son digne. Dans ce document touffu qui constitue un véritable réquisitoire contre l'ayatollah Montazeri, ce dernier est présenté comme un adversaire déclaré du régime islamique. Il est accusé d'« avoir pris ses distances à l'égard de l'imam », d'« avoir déparé toutes les limites dans sa critique du régime », et d'« être devenu plus irresponsable et violent dans sa dénonciation du pouvoir que les « libéraux » et les « hypocrites » (les Moudjahidines du peuple).

Fait à petit, admettent-ils, Ahmed, vous êtes devenu le porte-parole des contre-révolutionnaires et des forces qui s'opposent à la République islamique. Votre maison est devenue le refuge de tous les comploteurs. C'est votre gendre [Hadi Hachemi, le frère de Mehdi Hachemi exécuté en 1987] après avoir dénoncé le scapulaire de l'Iranganisme qui est à l'origine de cette politique qui consiste à préparer une alliance entre vous, les libéraux et les moudjahidines pour éliminer les fidèles de l'imam.

L'objectif de ce réquisitoire, rendu public cinq jours avant la fin de mai, le successeur désigné de l'imam gardait toute sa popularité du fait qu'il représentait la seule alternative « démocratique » au régime islamique auquel il souhaitait imprimer un cours plus libéral.

Le patriarche de Qom avait en effet été le premier à comprendre que la République islamique avait besoin d'améliorer son image et de se transformer en une société islamique plus ouverte qui donnerait une place aux « modérés » tels que M. Bazarou et ses amis — dans le cadre d'une opposition légale. Il serait cependant prématuré de penser que l'ayatollah Montazeri a été entièrement neutralisé. Il

demeure toujours aussi combatif et courageux et a adressé la semaine dernière une lettre à l'imam dans laquelle il défendait les membres de son entourage actuellement en prison, dénonçant Ahmed Khomeiny, qu'il qualifiait de « personnage irrégulier », et invitait l'imam à prendre des mesures en vue de « mettre fin aux ingérences de son fils Ahmed et de ses amis dans les affaires de l'Etat ».

L'ayatollah Montazeri ne nourrit aucune illusion sur la récupérabilité de sa réputation et savait parfaitement qu'il n'avait plus aucune chance de succéder à l'imam. Il se contentait tout simplement de rappeler aux Iraniens et à leurs dirigeants l'existence du « courant libéral dont il était devenu le parrain ».

Depuis la destitution de l'ayatollah Montazeri, la course pour le pouvoir opposait surtout l'hodjatolislam Rafsanjani, qui jouit de l'appui du clergé traditionnel, soutenu par une partie du bazar, au fils de l'imam, appuyé par les « radicaux » du régime — ceux qu'on appelle à Téhéran la « bande des cinq », — lesquels, pour différentes raisons, doivent tout à Ahmed Khomeiny. Il s'agit de Mir Hossein Mousavi, le premier ministre, de Ali Akbar Mohtashemi, le ministre de l'intérieur, de Mehdi Karubi, le vice-président du Majlis, de Mousavi Khomeini, le procureur général, et de Mohamed Jamarani, le président des Combattants religieux, une création d'Achmed Khomeiny.

### Le « clan Ahmed »

La « bande des cinq » pourrait également s'appeler le « clan Ahmed ». Elle constitue en effet une coalition étroite dont l'unique objectif pour l'instant est de préserver les intérêts du fils de Khomeiny, en limitant les pouvoirs de Hachemi Rafsanjani. Ce dernier, malgré l'impair qu'il a commis en menaçant de tuer des Occidentaux en riposte à la répression dans les territoires occupés par Israël, est le mieux placé pour devenir le 18 août le prochain président de la République islamique, un président qui, contrairement à ce qui était le cas sous la présidence de M. Ali Khamenei, ne se contenterait pas d'inaugurer les chrysanthèmes.

La commission de vingt membres chargée par Khomeiny le 24 avril d'élaborer la Constitution vient, la semaine dernière, de renforcer les forces de M. Rafsanjani, jusqu'à présent seul candidat, en avisant le projet d'un président fort, de style américain, qui n'aurait pas de comptes à rendre au Parlement. Il ne pouvait en être autrement, puisque la majorité de ses membres appartenait au clan des religieux conservateurs qui appuient la candidature de M. Rafsanjani, véritable bénéficiaire de la disgrâce de l'ayatollah Montazeri.

Tout ce qui pouvait espérer M. Ali Khomeiny et ses amis était de contrebalancer le pouvoir du nouveau président de la République par un conseil de tutelle de trois ou cinq membres en l'absence d'un religieux charismatique capable d'empêcher l'imam Khomeiny. Cet organisme aurait dû être désigné par l'Assemblée des experts convoquée dimanche pour « décider de la question de la direction du pays ». Un conseil de tutelle, en l'absence d'un chef religieux, n'est pas un concept qui a été inventé par Ahmed Khomeiny le jour même où il a été élu à la présidence de la République.

La décision prise par l'Assemblée des experts est surprenante. En violation de l'article 107 de la Constitution prévoyant que le nouveau guide religieux doit « être un « homme de lettres », c'est-à-dire posséder de hautes qualifications religieuses, ces experts ont désigné l'hodjatolislam Ali Khamenei, un personnage fait pourvue de tout caractère, comme successeur de l'imam. Cette nomination a apparemment pour but d'éviter les querelles de factions, notamment entre le clan Rafsanjani et la « bande des cinq ».

Cette décision, qui constitue vraisemblablement un compromis anticonstitutionnel, a cependant l'avantage de mettre d'accord — momentanément — M. Rafsanjani et M. Ahmed Khomeiny. Elle représente tous les deux aspects des pressions sur le nouveau guide de la révolution. Elle somme cependant le gles du sacro-saint concept du « velayat faqih » (le règne du juriste religieux), qui confère un droit de regard sur les affaires temporelles et spirituelles à l'imam, le guide religieux de l'oumma (la communauté).

Le nouvel imam n'est en effet pas une source d'imitation — il a le titre d'hodjatolislam, peu prisé en matière religieuse, ne possède pas les mêmes qualités que l'imam — et « n'est pas universellement reconnu et respecté ». Avec la disparition de l'imam Khomeiny, l'Iran a donc aussi abandonné un concept qui, de toute manière, avait été l'une des raisons de l'échec de la révolution de 1979.

JEAN GUYRAS.

1988  
12 mois d'actualité  
un art d'historien  
**Larousse**  
et  
**Le Monde**  
signent  
le JOURNAL DE L'ANNÉE



# de l'imam Khomeiny

## L'Occident espère un retour de Téhéran dans la communauté internationale

La mort, samedi 3 juin, de l'imam Khomeiny a été accueillie avec soulagement par l'Irak, son principal ennemi, et avec prudence par les pays occidentaux, qui ont souligné que la disparition du symbole de la révolution islamique ouvre la voie à une normalisation des relations entre Téhéran et la communauté internationale.

Les États-Unis ont exprimé, dimanche, l'espoir que l'Iran « décide d'adopter un rôle responsable » dans le monde, selon les termes d'un bref communiqué de la Maison Blanche publié à Kennedysport (Massachusetts), où le président américain George Bush passait le week-end. Lui faisant écho, M. Roland Dumas, après avoir qualifié la décès de l'imam Khomeiny d'« événement important », a souligné que l'Iran puisse regagner « la place à laquelle il a droit dans la communauté internationale ». La France souhaite que la contribution de cette grande nation soit l'Iran à la vie internationale se fasse constructive, pacifique et conforme aux normes qui régissent les relations entre les nations », a ajouté le ministre des affaires étrangères lors d'une conférence de presse.

Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernández Ordóñez, président en exercice de la CEE, a estimé lors de la même conférence de presse, donnée à l'issue du sixième séminaire ministériel franco-espagnol, qu'il était « trop tôt » pour prévoir les conséquences de la mort du Guide de la révolution iranienne, dont il a cependant souligné qu'il avait été une débouchée pour l'Iran sur « une étape

de normalisation et de dialogue dans les relations internationales, et notamment avec les pays occidentaux ».

À Londres, le Foreign Office a refusé de commenter la mort de l'imam Khomeiny, survenue près de trois mois après la rupture des relations diplomatiques entre la Grande-Bretagne et l'Iran, à la suite de l'affaire Rushdie. Aucune réaction n'avait été enregistrée, dimanche, auprès des deux autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU : l'URSS, ébranlée par une catastrophe ferroviaire, et la

Chine, sous le choc des massacres de Pékin.

Dans le monde arabe, la circonspection est de règle. Cinq des six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont, pour leur part, adressé dimanche des messages de condoléances au président Ali Khamenei, désigné à la succession de l'imam. Saïde, l'Arabie saoudite, dont les relations avec Téhéran sont rompues depuis avril 1988, n'est absente. Par ailleurs, si la Syrie, principal allié de l'Iran, a décrié un décès de sept jours, la mort du principal ennemi de l'Irak a été accueillie avec « soulagement et satisfaction » par la population de Bagdad.

Le Pakistan, pays où ont eu lieu les manifestations les plus violentes contre Salman Rushdie et ses Versets sataniques, a annoncé un deuil national de dix jours.

Quant au pape, en tournée dans les pays nordiques, il a ainsi réagi : « Devant la mort de l'ayatollah Khomeiny, dirigeant politique et religieux de son pays, il faut se pencher avec un grand respect et une réflexion profonde sur ce qu'il a fait, dans son pays et dans une partie importante du monde. » (AFP.)

### A la réunion de l'OPEP : comme si de rien n'était...

VIENNE  
de notre envoyée spéciale

Calm et sérénité. La mort de l'imam Khomeiny n'a, certes, pas empêché les onze pays de l'OPEP réunis à Vienne pour leur conférence ordinaire. Mais la nouvelle, arrivée très tôt dimanche 4 juin, n'a pas provoqué la tempête qu'on aurait pu attendre, s'agissant d'un groupe de pays affectés depuis dix ans par la révolution iranienne, puis la guerre du Golfe.

Le décès du guide de la révolution n'a pas entraîné le report de la conférence qui doit officiellement ouvrir ses travaux lundi 5 juin. La délégation iranienne a assisté au cours d'une conférence de presse dimanche qu'elle

a reçu instruction de rester pour aboutir à un accord dont dépend l'évolution des prix du pétrole dans les six mois à venir.

« L'ensemble des participants a été réparti, mais le gouvernement n'a demandé de rester », a assuré le ministre iranien du pétrole, M. Gholamreza Agazadeh, ajoutant qu'en raison des circonstances, il espérait que la conférence se terminerait plus vite que prévu.

Il apparaît clairement à travers l'attitude de la délégation iranienne, étonnamment détachée et même souriante, en dépit d'une nuit blanche, que le gouvernement de Téhéran est décidé à montrer que tout continue comme avant. « Les autorités veulent prouver ainsi qu'elles tiennent la situation en main, que tout est

normal », explique un expert d'origine iranienne. « Je ne veux pas forcer la situation en Iran et l'OPEP », assure, de son côté, M. Agazadeh, avant d'exposer, comme si de rien n'était, sa position au sein du cartel et ses prévisions sur la demande pétrolière au second semestre.

De fait, passé le choc initial, les débats internes de l'organisation reprennent vite leur cours presque sans changement. Il est vrai que, pour la première fois depuis des années, si l'Iran et l'Irak ne sont au cœur des disputes opposant les onze pays pour le partage du gâteau, c'est-à-dire le plafond de production à adopter pour le second semestre compte tenu de la demande de pétrole prévue.

VÉRONIQUE MAURIS.

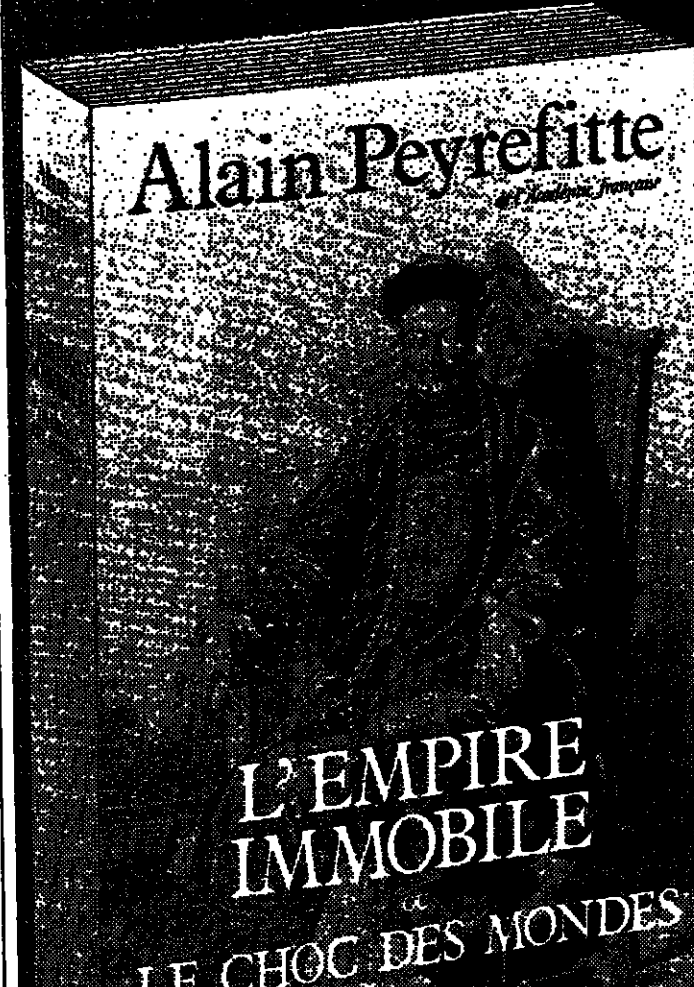
## Dix ans de révolution islamique

- 1979**
  - Le 16 janvier, après des mois de manifestations et de répression, le chah Mohamed Reza Pahlavi et l'impératrice Farah Diba quittent Téhéran pour Le Caire, tandis que l'imam Khomeiny dirige la révolution depuis Naezshab-e-Chahm.
  - Le 1<sup>er</sup> février, l'imam Khomeiny regagne l'Iran après un exil de quinze ans, qu'il a passé pour l'essentiel en Irak. Il est accueilli à Téhéran dans la liesse générale. Deux jours plus tard, le dernier gouvernement impérial — conduit par M. Chapour Bakhtiar — tombe. C'est de M. Mohdi Bazargan, nommé auparavant par l'imam, prend le contrôle du pays.
  - Le 1<sup>er</sup> avril, la République islamique est proclamée.
  - Le 4 novembre, des « étudiants islamiques » envahissent l'ambassade des États-Unis à Téhéran et prennent en otage cinquante-deux Américains qu'ils détiendront pendant 444 jours. Cette action, qui entraîne la démission de M. Bazargan, marque une radicalisation spectaculaire du régime.
- 1980**
  - Le 25 janvier, M. Abolhasan Bani Sadr est élu à la présidence de la République avec 75 % des voix.
  - Le 22 septembre, l'armée iranienne déclenche la guerre du Golfe en pénétrant en territoire irakien.
- 1981**
  - Le 18 juin, M. Bani Sadr, en lutte à l'hostilité de nombreux dirigeants religieux radicaux, est révoqué de son poste de chef des forces armées. Peu après, il s'enfuit du pays en compagnie du chef des Moudjahidines du peuple, M. Massoud Radjavi.
  - Le 28 juin, plus de cent-cinq hauts responsables d'Iran sont tués dans un attentat au siège du parti de la République islamique.
  - Le 30 août, un deuxième attentat tue le président Mohamed
- 1982**
  - Ali Radjavi ainsi que le premier ministre Mohamed Javad Bahonar.
  - Le 2 octobre, l'holocauste d'Ali Khamenei est élu à la présidence de la République.
- 1983**
  - En mai, l'armée iranienne reprend l'offensive et chasse les Irakiens de la ville de Khorramchahr ainsi que d'autres portions du territoire iranien. En juillet, les forces iraniennes pénètrent en Iran.
- 1985**
  - En février, les principaux dirigeants du Toudah (parti communiste) sont arrêtés. Dix-huit diplomates soviétiques seront expulsés.
  - Le 16 août, M. Khamenei est réélu à la présidence de la République.
  - Le 22 novembre, l'ayatollah Hossein Ali Montazeri est désigné comme le successeur de l'imam Khomeiny.
- 1986**
  - En novembre, le scandale de l'irangate éclate avec les révélations, notamment par l'holocauste d'Hamid Reza Radjavi, président du parlement iranien, sur la vente — secrète — d'armes par les États-Unis à l'Iran, dans l'espoir de faire libérer les otages américains en Liban.
- 1987**
  - Le 29 juillet, le Conseil de sécurité de l'ONU demande l'arrêt immédiat des combats entre l'Iran et l'Irak. Bagdad accepte mais l'Iran tergiverse, exigeant, comme préalable à tout cessez-le-feu, que l'Irak soit reconnu comme l'agresseur.
  - Le 31 juillet, des émeutes à La Mecque font plus de quatre cents morts, pour la plupart des pèlerins iraniens. Ces incidents provoquent la rupture des relations avec le Royaume d'Arabie saoudite, tandis que les relations avec le Koweït s'enveniment au point où les Iraniens tirent, en octobre, des missiles contre des pétroliers dans les eaux koweïtiennes.
- 1988**
  - Le 14 février, l'imam Khomeiny appelle au meurtre de l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie pour avoir écrit les Versets sataniques, considérés comme blasphématoires pour l'Islam.
  - Le 27 mars, l'imam Khomeiny écarte l'ayatollah Montazeri de sa succession, après que celui-ci ait pris position contre la violence de la répression engagée par le régime contre l'opposition. Moins d'un mois plus tard, une commission est chargée de réformer la Constitution pour redéfinir les attributions du président de la République et les modalités de la succession de l'imam.
  - Le 23 avril, l'imam Khomeiny subit une opération à la suite d'une hémorragie de l'appareil digestif.
  - Le 3 juin, mort de l'imam Khomeiny.

# Alain PEYREFITTE

## L'EMPIRE IMMOBILE

### ou LE CHOC DES MONDES



576 pages  
dont 16 en couleurs  
140 F

Un grand  
récit historique  
au cœur de  
l'actualité  
FAYARD

EBEL  
Les Horlogers de l'Élégance

DISCOVERY  
Acier et cuir 18 ct, étanche 300 m.

Barrier et Fils  
Horloger-Joaillier depuis 1901  
26, rue Franklin - 75008 Paris - Tél. : 01.47.03.03.29

### ISRAËL Quatre morts dont un soldat israélien

An cours de la quatrième tentative d'infiltration d'un commando palestinien en une semaine, un soldat israélien a été tué, dimanche 4 juin à la frontière nord du pays, ainsi que les trois membres du commando, qui appartenaient à l'un des groupes de l'Olp, le FIDP de M. Nayef Hawatmeh. Selon les autorités israéliennes, ils préparaient une attaque contre le kibboutz Migdal-Am en bordure de la frontière.

Le week-end a également été marqué par un incident à l'extrême sud du pays, lorsqu'une vedette des gardes-côtes égyptiens a ouvert le feu, samedi, sur une barque de pêcheurs israéliens dans le golfe d'Akaba, tuant le propriétaire de l'embarcation.

Dans les territoires occupés, les affrontements ont fait deux morts et une dizaine de blessés du côté palestinien, et une grève générale paralysait largement observée. En Cisjordanie, le maire d'Ariel a dû abandonner son projet de faire porter des badges avec la mention « travailleur étranger » aux Palestiniens occupant un emploi dans cette implantation israélienne. — (Corresp.)

مكتبة الأصيل

## Europe

### POLOGNE : les élections parlementaires

## Selon les premiers résultats, l'opposition a remporté un large succès

Les premiers résultats des élections parlementaires du dimanche 4 juin, en Pologne, indiquent un succès éclatant de Solidarité à Varsovie et dans sa région.

Solidarité a annoncé, lundi à la mi-journée, l'élection de son premier candidat, Jacek Kuron, qui a recueilli 66,6 % des voix, selon les

résultats communiqués à l'issue du dépouillement, dans sa circonscription à Varsovie, par les sympathisants du syndicat.

Aucun résultat officiel n'avait encore été diffusé, mais l'état-major du mouvement de Lech Wałęsa paraissait sûr de la victoire de

plusieurs personnalités de premier plan (dont MM. Bronisław Geremek, Adam Michnik, Andrzej Wajda et Janusz Onyszkiewicz).

Tous les candidats de Solidarité, à Varsovie, arrivent largement en tête dès le premier tour. Au Sénat, où le scrutin était totalement ouvert, Solidarité revendiquait plus de 70 % des

voix à Varsovie. Alors que le dépouillement se poursuivait, la liste de 35 personnalités du régime qui devaient réunir 50 % des suffrages pour être élus dès le premier tour, sans possibilité de second tour, semble avoir été massivement battue par la population.

### Dans l'isoloir, il n'est pas interdit de copier sur le voisin

VARSOVIE  
de notre envoyée spéciale

Il y a eu des scènes cocasses, émouvantes et réconfortantes. Il y a eu les paysans qui se mettaient à cinq dans l'isoloir pour essayer de régler une fois pour toutes le problème de ces sacrées listes sur lesquelles il fallait rayer un nombre incalculable de noms. Il y a eu cette dame au bord des larmes s'apercevant qu'elle s'était trompée et qu'elle ne pouvait plus recommencer. Il y a eu ce scrutateur de Solidarité rurale qui, à distance raisonnable du président de la commission électorale de son bureau de vote, surveillait sur un ton de conspiration : « De toute façon, les rouges vont encore s'en sortir. » Il y a eu surtout tous ces gens endimanchés, tranquilles et souriants, qui, parfois un peu intimidés, ont eu pour la première fois l'air de s'acquiescer avec plaisir de leur devoir d'électeur. Le plus sérieusement du monde, sans agressivité ni rancœur et, en général, dans la bonne humeur, la Pologne a voté dimanche 4 juin au premier tour d'élections parlementaires qui, pour n'être pas vraiment démocratiques, étaient néanmoins les plus libres que le pays ait connues depuis 1947.

Le premier électeur du village de Wolke-Duże, à une cinquantaine de kilomètres de Varsovie, se présente à 6 h 30 à l'unique bureau de vote du village (818 inscrits), installé dans la remise des pompes. Il vient de traire ses vaches et allait livrer son lait. La présidente de la commission électorale du bureau de vote, Mme Wiesława Pienkowska, qui a mis une petite blouse en lamé noir

pour l'occasion, ne lui fait pas l'affront de lui demander sa carte d'identité. A la campagne, ça ne se fait pas. On connaît son monde. Mme Pienkowska est entourée de deux membres de Solidarité rurale, deux paysans au visage tanné par le soleil sous leurs cheveux blancs, en costume et cravate, qui participent au dépouillement le soir à partir de 22 heures.

Tout se passe sans histoires jusqu'au moment où l'autocar s'arrête et déverse une douzaine de villageois qui, de retour de la messe dans la commune voisine, débloquent dans le bureau de vote. Mme Pienkowska leur tend les six bulletins de vote qu'ils vont devoir examiner attentivement et sur lesquels, explique-t-elle, ils devront rayer les noms des candidats dont ils ne veulent pas. Stupéfiés dans le groupe d'électeurs, une dame d'une soixantaine d'années se prend la tête dans les mains avant de prendre le parti d'en rire.

On s'en sortira en s'y mettant à plusieurs : les deux isoloirs (où une main attentionnée a accroché des décorations de Noël) sont pris d'assaut, et l'on s'attache à importer ou pour remplir ensemble les bulletins. Un vieux monsieur sort la tête du rideau : « Et pour le Sénat, je fais comment ? » « L'arrive ! », crie un autre en le rejoignant. Déhors, une jeune fille de famille a pris appui sur le siège d'une mobylette pour rayer les noms de ses bulletins et de ceux de sa femme, qui s'occupe de enfants un peu plus loin. Il suit soigneusement les instructions de Solidarité affichées à l'extérieur du bureau de vote. Mais lorsqu'il en arrive à la « liste nationale », liste

de trente-cinq hauts dignitaires du pays qui se présentent sans concurrence pour trente-cinq sièges de députés, l'homme ne sait plus quoi faire. Solidarité n'a pas donné d'instructions claires pour cette liste nationale, dont on peut, si l'on en veut beaucoup au pouvoir, rayer la totalité des trente-cinq noms, ou bien, si l'on veut distinguer les bons des mauvais, rayer les noms des plus conservateurs. Chacun de ces trente-cinq candidats sera élu s'il remporte au moins 50 % des voix au premier tour et éliminé s'il obtient moins.

#### Lech Wałęsa et la liste nationale

Craignant peut-être qu'un raz de marée anticoncommuniste n'élimine tous ses partisans de la table ronde, parmi lesquels des dirigeants réformateurs comme MM. Ciosek ou Czerw, Lech Wałęsa a pris samedi soir une initiative très diversement appréciée au sein de Solidarité : il est intervenu au journal télévisé pour indiquer qu'il voterait personnellement pour la liste nationale, à l'exception d'un seul nom qu'il se ferait un plaisir de rayer (vraisemblablement M. Mirowski, le président des syndicats officiels, qui a tout fait pour torpiller la table ronde). Cette prise de position, de nouveau répétée dimanche matin, toujours à la télévision, a quelque peu semé la confusion, et le jeune père de famille de Wolke-Duże est resté longtemps perplexé avant d'aller déposer ses bulletins - et ceux de sa femme - dans l'urne, en laissant intacte la liste nationale car, dit-il, « je ne connais rien à la politique ».

Les mêmes scènes se répètent dans d'autres circonscriptions de la campagne, comme celle de Parysów, où l'on vient voter en carrosse tiré par un cheval. « De toute façon, c'est Moscou qui continuera à décider », affirme, péremptoire, un vieux paysan convaincu que les résultats vont être truqués. Peu de responsables de l'opposition, en fait, s'inquiètent des possibilités de fraude, car leurs gens sont là dans pratiquement tous les bureaux de vote. Dans le bureau n° 2 de Garwolin, petite ville de la région de Varsovie, les scrutateurs de Solidarité ne craignent pas la fraude, mais bien la marge d'erreur : tel électeur ne sait pas lire, l'autre n'a pas apporté ses lunettes, un autre encore n'a pas compris... Dans un isoloir, une vieille dame reste assise près de dix minutes avant de sortir très fière en déclarant qu'elle a « fait ce qu'il fallait faire ».

Symbole du caractère démocratique du scrutin : les isoloirs - dont les modèles très variés vont du paravent d'hôpital emprunté au dispensaire du coin à la vraie cabine de bois à lourdes tentures - vont en réalité être assez vite abandonnés dans la journée soit pour éviter de faire la queue, soit parce qu'on ne s'en sort pas sans demander conseil à son voisin. On s'assoit pour cela à une petite table d'écolier. Ça ressemble à un examen de passage de la démocratie dans lequel on aurait le droit de copier.

À Varsovie, sous des orages diluviens, on arrive en général mieux préparé, avec en poche les bonnes vieilles « antistèches » distribuées par Solidarité. Au cas où on les

aurait oubliées, les militants sont là, à l'extérieur, pour en donner d'autres. Le parti aussi a, au dernier moment, lancé de petits tracts avec les noms de ses candidats à conserver sur les listes des bulletins de vote, où ne figurent pas les étiquettes politiques.

#### Rivalités au sein de l'opposition

À Garwolin, la sortie de la messe est très animée par un groupe de jeunes étudiants qui font campagne jusqu'au dernier moment pour un candidat indépendant, Marian Filka. Personnalité locale très populaire, Filka, qui se définit comme « candidat catholique de droite », est un ancien membre de Solidarité interné sous l'état de siège et qui risque bien d'être élu à la place de son concurrent officiel du syndicat. Ce genre de candidature pourrait mettre en difficulté plusieurs membres du mouvement de Lech Wałęsa, en particulier dans les circonscriptions rurales, où la notoriété locale joue un grand rôle, surtout si elle est appuyée par le curé.

Une autre initiative de dernière heure, émanant cette fois du cardinal Glemp, a choqué plus d'un responsable de Solidarité : le primate de Pologne a reçu samedi, à la veille du scrutin, en donnant à la rencontre toute la publicité nécessaire, deux candidats concurrents de deux témoins de Solidarité : l'avocat catholique Sławomir Nowicki, qui se présente à Varsovie contre Jacek Kuron, et Kazimierz Switon, fondateur des premiers syndicats libres, qui se présente en Silésie contre Adam Michnik.

La télévision nationale a largement couvert les élections à sa manière, comme elle a couvert toute la campagne, c'est-à-dire en accordant une place considérable aux candidats du pouvoir. On y a vu le général Jaruzelski voter en compagnie de sa femme et se prêtant de très bonne grâce aux questions des journalistes, auxquels il a tenu un discours tout à fait conciliant, dans le ton de la journée. On y a vu aussi Lech Wałęsa - il n'est pas candidat au Parlement pas plus que le général Jaruzelski - voter en famille à Gdansk, car son fils aîné Bogdan, qui n'a pas le même emboîtement mais cherche désespérément à se faire la même monnaie, a pu, à dix-neuf ans, exercer son droit de vote pour la première fois. Le président de Solidarité a ensuite sacrifié au rituel en se faisant applaudir devant la paroisse Sainte-Brigitte par plus de deux mille sympathisants - tandis qu'une cinquantaine de radicaux manifestaient contre les élections.

À minuit passé, les autorités avançaient un taux de participation officiel de 62,11 %, soit beaucoup moins que les 80 % prévus par les sondages. Ce chiffre a provoqué un certain flottement au quartier général de Solidarité, vite dissipé par le professeur Geremek : 60 % à 70 %, a-t-il dit, c'est beaucoup mieux que les 90 % de toutes ces années... Au petit matin, alors que certains bureaux de vote de Varsovie terminaient leur dépouillement, le moral est remonté en flèche avec les premiers résultats très favorables à Solidarité.

SYLVIE KAUFFMANN.

### UNION SOVIÉTIQUE

## Huit cents personnes auraient péri dans la catastrophe ferroviaire des monts Oural

Voitures renversées et calcinées, traverses arrachées, squelettes d'arbres noircis par les flammes à plusieurs centaines de mètres à la ronde : les images diffusées dimanche 4 juin, par la télévision soviétique, que sur les lieux de l'épouvantable explosion qui a littéralement englouti deux trains entiers de passagers, samedi soir, parlent d'elles-mêmes. Aucun bilan définitif n'était encore connu lundi matin, mais sur les mille trois cents passagers environ que transportaient les voitures, cinq cent quatre-vingt seulement avaient été retrouvés vivants, samedi, et certains sont morts depuis, de leurs blessures. Un des deux trains transportait des enfants qui partaient pour une colonie de vacances au bord de la mer Noire.

Due à l'explosion d'une nappe de gaz le long d'un gazoduc, la catastrophe s'est produite dans une petite vallée sur la voie transsibérienne au pied des montagnes de l'Oural.

Selon les Izvestia, les habitants de la région avaient prévenu les responsables du gazoduc d'une forte odeur de gaz quatre heures avant l'explosion. Au lieu d'envoyer une inspection ceux-ci auraient augmenté la pression pour garder le niveau du débit, aggravant ainsi la fuite. La vallée se serait littéralement remplie de gaz.

La journée de lundi a été déclarée journée de deuil national en URSS. Les drapeaux ont été mis en berne et les spectacles annulés. M. Mikhaïl Gorbatchev, qui a passé la journée de dimanche sur les lieux avec son premier ministre, M. Nikolai Rykov, et plusieurs autres membres du bureau politique du Parti communiste, a ouvert, lundi à 10 heures comme prévu, la séance du Congrès du peuple pour faire le récit de ce qu'il avait vu et poser à nouveau la question des responsabilités. Après avoir fait approuver une résolution appelant au calme les populations du Nagorny Karabakh et du Fergana où de graves troubles ont eu lieu ce week-end (voir ci-contre), il a suspendu pour la journée les travaux du Congrès.

Le numéro un soviétique, qui a également visité les hôpitaux de la région pour voir les blessés et les familles des victimes, a une nouvelle fois mis en cause dimanche à la télévision le manque « d'ordre et de discipline » dans tous les domaines de la vie. « Une fois de plus, il semble que cela aurait pu être évité... Ces catastrophes nous poursuivent », a-t-il dit. Il a annoncé qu'une commission d'enquête gouvernementale, à laquelle participerait le KGB, serait chargée d'examiner les raisons de l'explosion. M. Gorbatchev a rappelé qu'il avait évoqué

publiquement le problème de l'irresponsabilité dans son discours inaugural à l'ouverture des travaux du Congrès du peuple le 31 mai. Il y avait notamment souligné que c'était la violation des règles de sécurité qui était responsable de catastrophes comme celle de Tcherepov.

Le souffle de l'explosion a été d'une telle violence que, à 12 kilomètres de là, à Acha, les vitres des maisons ont été brisées. Une douzaine de voitures sur les quarante d'exploisifs en pleine gare, à Arzamass, à 500 kilomètres de Moscou.

Le souffle de l'explosion a été d'une telle violence que, à 12 kilomètres de là, à Acha, les vitres des maisons ont été brisées. Une douzaine de voitures sur les quarante d'exploisifs en pleine gare, à Arzamass, à 500 kilomètres de Moscou.

Le souffle de l'explosion a été d'une telle violence que, à 12 kilomètres de là, à Acha, les vitres des maisons ont été brisées. Une douzaine de voitures sur les quarante d'exploisifs en pleine gare, à Arzamass, à 500 kilomètres de Moscou.

Le souffle de l'explosion a été d'une telle violence que, à 12 kilomètres de là, à Acha, les vitres des maisons ont été brisées. Une douzaine de voitures sur les quarante d'exploisifs en pleine gare, à Arzamass, à 500 kilomètres de Moscou.

Le souffle de l'explosion a été d'une telle violence que, à 12 kilomètres de là, à Acha, les vitres des maisons ont été brisées. Une douzaine de voitures sur les quarante d'exploisifs en pleine gare, à Arzamass, à 500 kilomètres de Moscou.

Le souffle de l'explosion a été d'une telle violence que, à 12 kilomètres de là, à Acha, les vitres des maisons ont été brisées. Une douzaine de voitures sur les quarante d'exploisifs en pleine gare, à Arzamass, à 500 kilomètres de Moscou.

Le souffle de l'explosion a été d'une telle violence que, à 12 kilomètres de là, à Acha, les vitres des maisons ont été brisées. Une douzaine de voitures sur les quarante d'exploisifs en pleine gare, à Arzamass, à 500 kilomètres de Moscou.

Le souffle de l'explosion a été d'une telle violence que, à 12 kilomètres de là, à Acha, les vitres des maisons ont été brisées. Une douzaine de voitures sur les quarante d'exploisifs en pleine gare, à Arzamass, à 500 kilomètres de Moscou.

## Des affrontements inter-ethniques ont fait plusieurs morts en Ouzbékistan

MOSCOU  
de notre correspondant

Après l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie un nouveau point chaud vient de s'ajouter à la carte des tensions soviétiques - la région de Fergana, en République d'Ouzbékistan. Des troubles inter-ethniques y ont en effet éclaté, samedi 3 juin, entre les Ouzbeks et les Turcs Mékhkents, un peuple déplacé du Caucase sous Staline et qui vit, comme les Tatars de Crimée, retrouvé sur son territoire d'origine.

Violents, les affrontements ont duré encore dimanche, et un couvre-feu a été instauré dans la région après que « des groupes armés de hoodlums, écrit l'agence Tass, se furent attaqués aux forces de l'ordre et leur eurent opposé une résistance ». Il y a « des morts », indique sans plus de précision l'agence qui fait également état de « nombreux cas d'attaques contre des personnes, d'incendies de maisons et de véhicules et de mises à sac de plusieurs bâtiments publics ».

Avant donc de faits concrets, l'agence officielle est en revanche extrêmement précise sur un point politiquement explosif : il n'a pas été fait appel à l'armée puisque le rétablissement de l'ordre, indiquent les dépêches, a été confié à la milice et aux troupes d'intervention du ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire aux brigades anti-émeutes.

Le recours à l'armée pour disperser les manifestants nationalistes géorgiens de Tbilissi s'était soldé, le 9 avril, dernier, par vingt morts, et cette affaire pèse quotidiennement sur les débats du Congrès des députés du peuple où le commandant de la région militaire de Transcaucasie, le général Rodionov, a été violemment mis en cause. Ces polémiques ont suscité à leur tour une visible exaspération des militaires, et une nouvelle intervention de l'armée dans des troubles intérieurs aurait certainement été très mal accueillie à l'heure des massacres de Pétin.

Parallèlement, la tension croît à nouveau dans le Haut-Karabakh, où la majorité arménienne de cette région autonome d'Azerbaïdjan reproche au Congrès de ne pas prendre en considération sa revendication de rattachement à l'Arménie. Relancées depuis un mois, les grèves se déroulent et manifestations et meetings se sont multipliés depuis le 30 mai à Stepanakert, la capitale régionale. « Un climat psychologi-

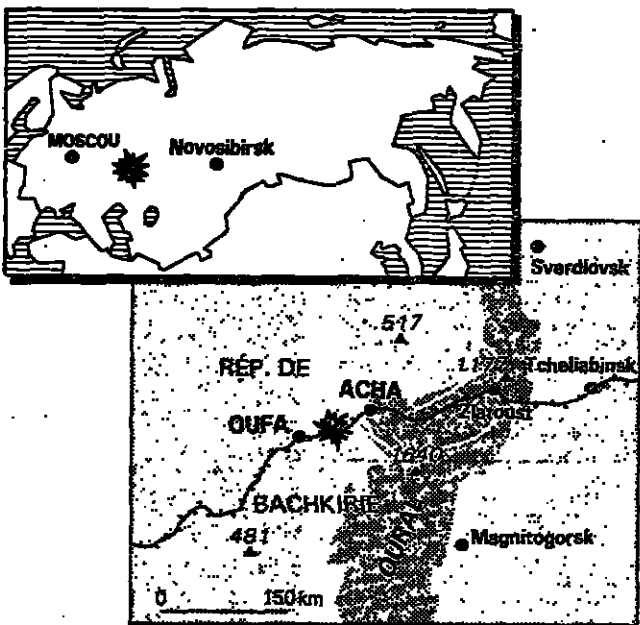
que et moral malsain et des déclarations inconsidérées des deux parties, y compris dans la presse, développent méfiance et dissension entre Azeris et Arméniens », indique à ce propos l'agence Tass en annonçant que « des mesures ont été prises pour préserver l'ordre ».

#### L'élection de M. Primakov

La situation, en clair, est redevenue inquiétante dans le Caucase et, pour M. Gorbatchev, la seule bonne nouvelle du week-end aura été la satisfaction suscitée par l'élection, samedi, de M. Evgeni Primakov à la tête de la Chambre de l'Union du

les nominations non seulement du ministre de la Défense, mais aussi du comité pour la sécurité d'Etat. C'est la première fois que le KGB, la police service de renseignements et police politique, sera soumis à un contrôle autre que celui (tout relatif d'ailleurs) du bureau politique du parti. Ce changement est d'autant plus notable qu'en le faisant dépendre du même comité parlementaire de l'Arménie et non pas de celui sur la législation, la légalité, la loi et l'ordre, on a volontairement mis l'accent plus sur ses fonctions extérieures qu'intérieures.

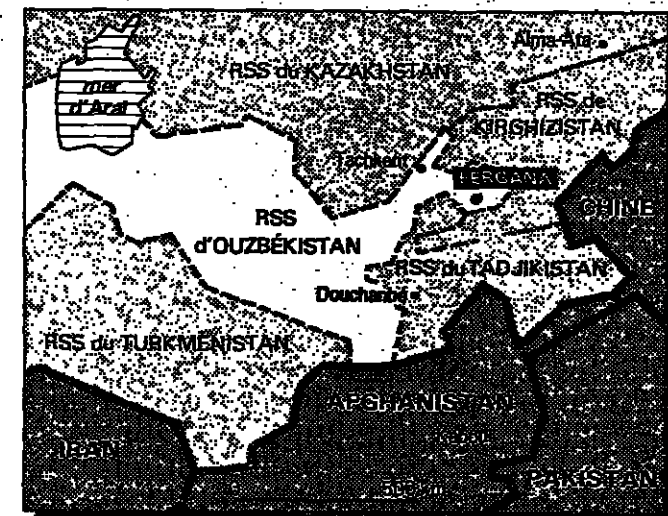
Cette fin de l'autonomie de fait dont ils bénéficiaient jusqu'à présent avait été acceptée à l'avance il y a un



noyau en 1986 ou de l'ampleur du bilan du tremblement de terre en Arménie, en décembre dernier.

#### « Tragique coïncidence »

La catastrophe de samedi s'est produite à 23 h 14 dans la région de Kouibichev, entre les villes d'Acha et d'Oufa. Selon l'agence Tass, la fuite de gaz à l'origine de l'explosion s'est produite dans une conduite de gaz liquidé construite le long de la voie ferrée. La nappe de gaz accumulée a explosé au moment où les deux trains de passagers se croisaient. Par une « tragique coïncidence », comme le rapporte Tass, ou en raison du croisement des deux trains, personne ne pourra vraisemblablement jamais le dire. L'absence de surveillance est d'autant plus étonnante que cette ligne, qui rejoint les deux parties orientale et occidentale de l'URSS, est extrêmement fréquentée. L'année dernière déjà quatre-vingt-trois personnes avaient été tuées et sept cents blessés par l'explosion d'un train chargé



Soviet suprême. Directeur de l'un des principaux laboratoires d'idées de la perestroïka, l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales, M. Primakov est un effet très généralement estimé dans les milieux réformateurs pour son ouverture d'esprit. « Partisan convaincu des compromis », s'est-il dit devant la Chambre, il est aussi membre du comité central, et son élection, acquiescée à l'unanimité par les trois assemblées, s'est ainsi faite sans réelle contestation.

mois par les dirigeants du KGB (le Monde du 9 mai).

B. G.

« URSS : publication d'une œuvre de Soljenitsyne. - L'hebdomadaire soviétique Ogoniok a commencé samedi 3 juin la publication sous forme de feuilleton de la Maison de Miroslava, un des premiers romans d'Alexandre Soljenitsyne. Cette œuvre avait été brièvement diffusée en URSS en 1963. Mais c'est la première fois qu'un roman du Prix Nobel de Littérature est publié en Union soviétique depuis qu'il a été expulsé de son pays et déchu de sa citoyenneté, en 1974. Vendredi, un député avait demandé au Congrès des députés que le citoyenneté soviétique soit rendue à Soljenitsyne. (AFP.)



Après l'adoption du projet de loi sur l'immigration à l'Assemblée nationale

## L'opposition UDF-RPR a déposé une motion de censure

An théâtre, on appelle communément cela un « four ». Il était 2 h 30, dimanche 4 juin. M. Pascal Clément, premier rôle de l'UDF, était solennellement monté à la tribune de l'hémicycle pour jouer l'épilogue d'une pièce dont chacun s'accordait à trouver qu'elle n'avait que trop duré. Pressé par le président de séance, il venait de déclamer à la hâte les sept raisons pour lesquelles son groupe ne voterait pas le projet de loi Joxe. « C'est pour cela... » poursuivait-il. Ridesan. Officiellement, on ne connaît jamais la suite. Nul bulletin du Journal officiel n'en rendra compte. M. Michel Coffeaux, président socialiste de séance, venait de couper le micro de l'orateur, les secrétaires de séance avaient levé leur plume. Faiblement, on entendait pourtant M. Clément saluer sa tirade : « C'est pour cela donc que l'UDF dépose une motion de censure du gouvernement ».

L'examen du projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France s'achève donc comme il avait commencé : en triste bouffonnerie. Escamotée, cette annonce du dépôt d'une motion de censure, l'une des prérogatives parlementaires les plus solennelles prévues par la Constitution. Escamotée, ce débat qui en dépit de six jours et autant de nuits de séance, et des efforts appréciables de quelques députés, ne contribuait pas — c'est une honte — à la revalorisation de l'image du Parlement, pourtant tellement souhaitée par ses représentants.

On a le sentiment d'avoir entendu au cours de cette discussion plus de rappels au règlement de l'Assemblée nationale que de considérations sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Le groupe socialiste, qui avait obtenu du gouvernement, en amont de la présentation du texte devant l'Assemblée, les modifications qu'il souhaitait, avait décidé de ne déposer aucun amendement et paraissait curieusement plus spectateur — en comités très restreints — qu'acteur. Les députés communistes n'intervenaient dans le débat que furtivement, pour défendre leurs amendements, et jetaient un regard silencieusement réprobateur sur cette « mascarade ».

### Images sans paroles

L'opposition s'était partagée les rôles : à MM. Robert Pasquand (RPR, Seine-Saint-Denis), Gérard Langlet (UDF, Meuse), Alain Lamassouire (UDF, Pyrénées-Atlantiques), il revenait de débâter, sérieusement, au fond. M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui avait épinglé symboliquement une petite tortue au revers de son veston, et M. Jacques Toubon (RPR, Paris), qui avait offert la tortue, se chargeaient de la mise en musique et des effets de scène. Quant à M. Bernard Fossé, président du groupe RPR, on lui avait dévolu le rôle de premier figurant, intervenant de temps à autre dans l'hémicycle pour applaudir ses collègues, ponctuer leurs interventions d'effusions et tonitruantes « très bien ! très bien ! » ou réclamer le « quorum » (la vérification avant un vote que la majorité absolue des députés se trouve dans l'hémicycle du Palais-Bourbon).

Intervenant également dans la discussion, par ordre d'entrée en scène, M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure), qui, soucieux de ne pas perdre complètement son samedi, avait profité de cette séance pour faire

A la majorité de deux cent soixante-dix voix contre deux cent soixante-dix, les députés ont adopté, après six jours de débats, tard dans la nuit du samedi 3 au dimanche 4 juin, le projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France, présenté par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. Selon la procédure du vote bloqué, demandée par M. Joxe (article 44-3 de la Constitution), les députés se sont prononcés par un seul vote sur l'ensemble du texte, en ne retenant que les amendements acceptés par le gouvernement. Ainsi, à l'exception de quelques amendements formels du rapporteur du projet, M. Michel Sachod (PS, Dordogne), au nom de la commission des lois, du gouvernement ou du groupe communiste, le projet de loi de M. Joxe a été adopté sans modification.

Seuls les socialistes ont voté pour, les communistes se sont abstenus. Comme il l'avait annoncé en début de semaine, le groupe UDF a pris l'initiative du dépôt d'une motion de censure sur ce texte (article 49-2 de la Constitution), cosignée par le RPR. Les centristes, eux aussi opposés au projet de loi, devraient voter cette motion de censure, qui pourrait être discutée mercredi 7 juin.

visiter l'Assemblée à une délégation de maires de son canton, M. Nicole Catela (RPR, Paris) et M. Henri Cas (RPR, Yvelines).

Des longues heures de débat de samedi, il ne restera ainsi que quelques images, parfois surréalistes, presque sans paroles. L'attitude de commandeur dans laquelle était figé M. Jean-Jacques Hyest (UDF, Seine-et-Marne), visage fermé, allure stricte, seul de son groupe et isolé, sans doute à dessin, du reste de l'hémicycle. Le monologue de près de trois heures, de M. Mazeaud, gribé par les exclamations sincèrement admiratives de ses collègues du RPR et désireux de relever le défi d'obstruction masaration qu'il s'était lui-même lancé, en défendant ses deux cent cinquante amendements, précédemment « réservés » à la demande du gouvernement. D'une voix assurée et forte, qui ne faiblissait vers minuit, il dispensa à

l'Assemblée épuisée la lecture de l'ensemble des conclusions du rapport de la commission des sages sur le code de la nationalité, qu'il souhaitait voir introduites dans le texte.

Image symboliques encore de M. Joxe, enfermé dans un mutisme volontairement discourtis pendant le one-man-show de M. Mazeaud ; plantant ostensiblement les documents relatifs au projet de loi qui jouaient son rôle de « garde » du RPR prêt la parole sur ses amendements ; dominant congé, au même moment et toujours aussi ostensiblement, aux membres de son cabinet assis derrière lui depuis l'ouverture des débats ; portant une attention soudaine mais soutenue, à son courrier et étudiant, crayon à la main, un vaste plan d'architecture déplié sur son pupitre.

Personnellement partisan de l'application de l'article 49-3 pour couper court à l'obstruction, M. Joxe s'était finalement rallié à l'avis du premier ministre et du président de la République, qui souhai-

taient relever le gant de la « guerre d'usure » que leur déclarait l'opposition. Et il ne serait pas dit que dans le rôle du « plus patient que moi... », le ministre de l'Intérieur était mauvais acteur.

Images toujours de quelques rares députés socialistes, acharnés à la lecture de leurs quotidiens, de la première à la dernière page ; de M. Julien Dray (PS, Essonne), tournant à lui tout seul, aux yeux de l'opposition, tout ce qu'il y avait de constatable dans ce projet de loi, qui semblait toujours tragiquement hésiter entre l'engagement soyaient à un ex-numéro deux de SOS-Racisme et l'obédience de rigueur d'un « député de base » envers « son » ministre de l'Intérieur et son groupe.

### « Une loi de revanche »

Vint l'heure du dénouement. Au nom des centristes, M. Hyest expliqua le vote « contre » de son groupe sur un projet de loi qui « risque bien d'être l'un de ces nombreux textes qui entraînent les peuples sans rien régler ». Découvrant un débat « truqué » par « les contours et les détours d'une pensée élyséenne qui a pour caractéristique (...) de cacher sous des apparences de hauteur de vue et de générosité sa vraie nature de tactique politique ». M. Hyest accusa le gouvernement de porter une « lourde responsabilité » dans le « climat de surenchère » qui a entouré le débat sur ce texte.

Le même reproche fut adressé au ministre de l'Intérieur par M. Pascal Clément, porte-parole de l'UDF : « Vous avez de la même ficelle avant les élections européennes qu'avant les élections municipales. Votre objectif n'est pas de favoriser l'insertion des immigrés mais d'opposer deux Frances : celle du peuple de gauche et celle, sans doute, d'un peuple de droite, réactionnaire, égoïste et sans générosité ». L'abrogation partielle de la « loi Pasqua », « est selon M. Clément, « purement idéologique » et « on peut se demander si ce n'est pas la loi de revanche d'Harlem Désir — le plus écroulé de tous les Français dans cette affaire — ou la loi de revanche du président de la République ».

Intervenant au nom du RPR, M. Mazeaud reprocha au ministre de l'Intérieur de s'être conduit, pendant cette discussion à l'Assemblée, comme l'ancien président du groupe socialiste qu'il fut. « Ce projet, dit-il, M. Mazeaud, ne résoudra pas davantage l'immigration clandestine qu'il ne facilitera l'insertion des étrangers. Et je suis convaincu que vous nous avez proposé des dispositions dont vous direz un jour qu'elles vous ont été imposées ».

Justifiant l'abstention de son groupe, M. Jean-Louis Debré (PS, Seine-Saint-Denis) estima que ce texte allait dans le bon sens, en limitant, certes timidement, les « procédures d'exception » à l'égard des étrangers. « Le débat suscité par la droite ne nous a pas paru exempt de la volonté de réviser les voix du Front national. Cette dimension politicienne ne semble pas déplaire au groupe socialiste et au gouvernement, à l'heure d'une campagne européenne où les différences entre les programmes des uns et des autres restent imperceptibles ».

Dernière image. A 3 heures, une fois la séance levée, chacun arborait dans les couloirs du Palais-Bourbon la mine réjouie et sereine de celui qui a la conviction d'avoir gagné. La même, étrangement, que celle que l'on affecte lors des soirées électorales, à l'issue d'un scrutin.

PASCAL ROBERT-DIARD.

## Le texte de la motion

La motion de censure déposée par MM. Gaudin et Pons indique notamment :

« Le texte présenté par le gouvernement sur les conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France s'abreuve gravement la politique humanitaire, courageuse et réaliste menée dans notre pays depuis 1986 sous l'impulsion du précédent gouvernement et de sa majorité en matière de contrôle de l'immigration et d'insertion de la population immigrée (...).

« Certaines mesures du texte sont inconstitutionnelles, juridiquement dangereuses et risquent d'aboutir à la paralysie des administrations ou des juridictions concernées et donc à l'inefficacité des mesures proposées.

« Au-delà même du dispositif juridique, l'effet d'annonce de ce texte provoquera une incitation à l'immigration clandestine hypothéquante par là l'indispensable effort de solidarité et d'intégration envers les personnes concernées et tout particulièrement nos compatriotes jeunes immigrés de la deuxième génération.

« Aucune véritable concertation et discussion n'a pu avoir lieu en commission des lois et notamment le dépôt précipité du projet et le refus d'examiner les amendements de fond de l'opposition ont conduit à un examen superficiel d'un dossier aussi important, et le vote bloqué sur l'ensemble des amendements en

commission est entaché d'inconstitutionnalité au regard des obligations du règlement de notre Assemblée.

« Le texte ne propose en fait aucune mesure efficace pour lutter notamment contre une nouvelle forme d'immigration économique, sous prétexte d'aide politique dont les demandes avoisinent les cinquante mille aujourd'hui ; ces demandes ne sont traitées qu'au bout de quatre ou cinq ans ; si environ 75 % de celles-ci sont finalement rejetées, il est notoire que ces candidats à l'immigration finiront par obtenir un titre de séjour durable avec les nouvelles mesures proposées par le gouvernement.

« Le gouvernement ne propose pas de législation durable dans la perspective de l'ouverture des frontières européennes en 1993. Aucune volonté politique gouvernementale n'est apparue pour traiter le problème de l'immigration avec l'ensemble de nos partenaires européens.

« Le texte ne traite pas les questions fondamentales de l'accès à la nationalité, de l'intégration et de la formation des étrangers déjà résidents, mais obéit à des impératifs idéologiques dictés par des considérations politiciennes intervenant, contrairement à la tradition républicaine, pendant que se déroule une campagne électorale nationale. »

## L'éventuelle amnistie des délits politico-financiers suscite de fortes réserves parmi les députés

Si la moralisation de la vie politique est une tâche ardue, ses prémisses ne sont pas simples. La confirmation, samedi 3 juin, de l'intention des socialistes de profiter de la discussion, lundi 5 juin, du projet de loi portant amnistie à la Guadeloupe pour essayer d'y introduire le vote d'un amendement amnistiant les délits relatifs au financement des partis et des campagnes électorales (le Monde daté 4-5 juin) a provoqué des réactions hostiles qui n'ont pas épargné les rangs socialistes.

« Si certains veulent y adjoindre [au projet initial d'amnistie] une disposition sur les fausses factures, si certains collègues, certains membres du gouvernement et certains dirigeants du Parti socialiste ne veulent pas voir juger un certain nombre d'infractions, ils trouveront l'opposition tout entière dressée devant eux pour les empêcher de faire ce mauvais coup », a affirmé, samedi 3 juin, M. Jacques Toubon (RPR), au cours d'un rappel au règlement lors de la discussion du projet de loi sur l'immigration.

Au cours du « Grand Jury-RIT- le Monde », dimanche, M. Toubon a précisé : « Peu-être pourra-t-on amnistier dans une loi sur le financement des partis politiques qui sera examinée dans quelques temps. A ce moment-là, si on veut mettre les compteurs à zéro, on pourra le faire. Mais, encore une fois, le Parlement n'a pas à prendre la place des juges. M. Rocard demande (...) à M. Joxe de préparer une loi sur le financement des partis politiques et sur la moralisation. Le même jour on apprend que ces amis socialistes, et M. Mauroy en tête, veulent effacer les turpitudes de leurs copains. Il y a des limites à l'impudence ! »

Tout en reconnaissant que les procédés actuels de financement des partis politiques posent « incontestablement (...) un problème réel », M. Pierre Méhaignerie estime dans un entretien publié par le Quotidien de Paris de lundi que « de là à mettre ce dossier sur le tapis à quelques jours des élections européennes, il y a de quoi être surpris et choqué ».

« Lorsque j'étais ministre des transports, de l'équipement et du logement sous le gouvernement de Jacques Chirac, indique encore le président du CDS, j'avais constaté que les pratiques illégales avec les partis étaient fréquentes dans les entreprises. J'ai immédiatement prévenu le premier ministre. Il avait alors agi en limitant les dépenses des campagnes. » A la lumière de son expérience, M. Méhaignerie affirme encore que « les entreprises de bâtiment, de travaux publics en ont assez d'être mêlées à ces affaires ».

Interrogé sur les solutions qu'il conviendrait d'adopter, M. Méhaignerie affirme qu'il faut « prendre des mesures globales sur le sujet. Taper vite et fort (...) Pour mettre un terme à ces malversations, il faut appliquer trois règles : imposer une véritable transparence du financement lors des campagnes, limiter de manière précise les dépenses publiques et enfin instaurer à l'encontre des fraudeurs une responsabilité

non seulement financière mais aussi pénale ».

M. Pierre Guindon, membre du secrétariat national du PS, a déclaré, lundi 5 juin : « Chacun sait que le financement de l'ensemble des partis politiques est assuré dans des conditions qui ne sont pas saines (...). C'est vrai aussi pour le PS. La différence, c'est que nous, nous le disons, et nous disons que ça ne doit ni ne peut durer. » M. Guindon a ajouté que le Parti socialiste « tenait à poser ce problème en toute clarté devant l'opinion publique et souhaite qu'il y soit répondu le plus rapidement possible. » « Cela dépend en grande partie du gouvernement », a-t-il souligné, en précisant qu'il appartient au gouvernement de « se prononcer sur les délais qui lui paraissent convenables ».

Sachant qu'il convient, à un moment donné, de tirer un trait sur le passé », M. Guindon a indiqué : « Ce peut être aujourd'hui, dans les jours qui viennent, ou bien plus tard. Ce n'est pas l'essentiel (...). Notre but est que, à l'avenir, on n'ait plus besoin de faire une amnistie chaque année. »

# Robert MERLE



« Un roman stupéfiant qui colle pourtant à la réalité... Robert Merle, avec habileté, humour, mais aussi une certaine tristesse, nous tisse le canevas d'une autre civilisation, celle qui vient d'entrer en communication avec le monde animal. Et ce dernier a beaucoup de choses à nous apprendre. »

Daniel Yonnet "Ouest-France"

# Robert Merle

## Le propre de l'homme

roman

Editions de Fallois  
PARIS

« Il ne s'agit pas d'une « science-fiction », mais d'un beau roman à l'échelle humaine. »

Yves Salgues "Jours de France"

مكتبة الامن

# Politique

Devant les parlementaires RPR

## M. Jacques Chirac refuse l'idée d'un parti unique de l'opposition

M. Jacques Chirac, président du RPR, va se réinvestir dans la vie politique et dans celle du mouvement : telle est l'annonce faite par M. Juppé, secrétaire général du RPR, après la réunion, à huis clos, samedi 3 juin à Port-Marty, des parlementaires de ce parti. M. Juppé a ajouté qu'il était « nécessaire pour le mouvement de se rassembler autour de Jacques Chirac, fédérateur de toutes les sensibilités ». Il a affirmé enfin que tous les présents avaient apporté leur « soutien unanime » à l'ancien premier ministre.

Le retour sur la scène politique de M. Chirac — après un silence que certains de ses amis avaient interprété comme le signe d'une déception — se marque dès cette semaine par son intervention au nom du RPR dans le débat sur la motion de censure. Il se confirmera lors de la réunion, le 22 juin, du conseil national de son mouvement où seront fixées des orientations politiques et posés les problèmes de structure. A partir de septembre enfin, M. Chirac visitera toutes les fédérations départementales avant les assemblées nationales prévues pour la fin de l'année.

La réunion de Port-Marty n'a cependant pas encore réglé tous les problèmes qui se posent au RPR quant à lui-même et quant à son rôle dans l'opposition.

La moitié environ des cent trente députés et des quatre-vingt-sept sénateurs RPR étaient présents dans les Yvelines. Le jour était sans doute mal choisi : beaucoup, élus locaux, avaient des obligations impératives dans leurs villes ou dans leurs départements ; le débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale en retenait d'autres ; le mariage de leur jeune collègue Olivier Dassault avec la fille d'un autre député RPR, M. Georges Tranchant, en avait attiré certains.

Néanmoins, M. Chirac a pu entendre les représentants de toutes les sensibilités dont il est vrai, il connaissait déjà les sentiments pour les avoir recueillis par petits groupes à l'hôtel de Ville depuis plusieurs semaines. Il a eu ainsi la confirmation que le mouvement qu'il présidait depuis près de treize ans était traversé de courants divergents (version pessimiste) ou incantés (version optimiste). C'est cette dernière interprétation que retient M. Alain Juppé, qui voit là une « source de richesse » et qui se dit prêt « à aller plus loin encore » pour permettre l'expression de ces sensibilités. Mais il attend en

échange le respect de quelques règles communes qu'il qualifie de « code de déontologie » et qui portent sur l'information mutuelle, le respect des règles de fonctionnement des groupes parlementaires, la reconnaissance des décisions prises par le conseil national.

Il accepte donc que le débat interne se développe, mais refuse ce qui pourrait compromettre la cohésion du RPR. Il considère ainsi que serait « dangereuse » la création de courants qui pourraient se réunir ou se fédérer, hors du RPR, avec d'autres élus de partis différents, ce qu'il souhaitait précisément certains « rénovateurs ».

M. Carignon : « accepter les autres »

Ce courant était représenté à Port-Marty par M. Alain Carignon, maire de Grenoble, qui s'est cependant défendu d'en être le porte-parole. Après avoir cité en exemple son expérience dans l'Isère, il a affirmé : « S'ouvrir à gauche et à droite, ce n'est pas le consensus mou. Il y a poursuite : c'est cette capacité d'attraction que je souhaite que nous retrouvions. Par définition, cela signifie accepter les autres, leur différence, et refuser de rester seulement entre nous. Commençons par respecter la sensibilité de chacun au sein de notre mouvement. Relativisons la pensée de ceux qui parlent haut et fort mais ont donné du mouvement et de son chef en 1981 et en 1988 une image et un positionnement qui n'ont véritablement pas donné les résultats proclamés par avance ».

Cette proclamation a été perçue comme la justification du projet porté à certains « rénovateurs », soit de s'allier avec le centre, soit de créer, hors des partis traditionnels, une formation nouvelle qui regrouperait tous les adhérents des « courants transparents ». Un autre député, proche des « rénovateurs », M. Jean Besson (Rhône), a cependant précisé : « Si être rénovateur c'est devenir CDS, je ne suis pas d'accord ». M. Chirac dans une brève réponse a admis que M. Carignon parle essentiellement des problèmes qui intéressent les Français mais regrette aussi « qu'on ne parle plus de la France » dans les discours des « rénovateurs », « car les Français ne vivront pas sans la France ».

Au terme de cette journée de débats, les participants avaient acquis la conviction que M. Chirac refusait, naturellement, toute idée de fusion entre le RPR et le Parti républicain, qu'il ne souhaitait pas empêcher le centre d'acquiescer son autonomie politique totale par rapport à l'UDF et qu'il était inutile de

lui apporter le renfort de membres du RPR au nom de la « rénovation » de l'opposition. Ainsi qu'il l'a déjà dit, M. Chirac a demandé : « Pourquoi vouloir ficeler le centre à tout prix s'il veut être à l'extérieur ? ».

Le président du RPR ne croit pas à une dérive du centre vers les socialistes et cela pour deux raisons : les circonscriptions électorales où sont élus les centristes sont composées d'électeurs de droite ; M. Mitterrand ne souhaite pas faire de la social-démocratie avec des démocrates chrétiens mais avec des socialistes.

En conséquence, M. Chirac a esquissé deux axes de réflexion : tout d'abord « rénover, réajuster, réformer, relancer le RPR ». Et pour cela demander aux « rénovateurs » de s'associer à cet effort global, qui doit tendre à donner au RPR une « identité » plus nette, qui pourrait se manifester par des candidatures propres au RPR dans les élections législatives. Parallèlement, renforcer l'union avec les autres formations de l'opposition en offrant aussi bien à l'UDF qu'aux centristes diverses modalités et structures de coordination de leur action. La « coordination », nouveau maître-mot, pourrait donc se concrétiser par une concertation et une réflexion plus fréquentes, par la création d'un intergroupe parlementaire, par la réunion commune des bureaux politiques des trois parties et par la recherche d'une procédure de pré-désignation d'un candidat unique à l'élection présidentielle pour laquelle M. Charles Pasqua doit faire des propositions.

ANDRÉ PASSERON.

● M. Toubon (RPR) : contre le parti unique. — M. Jacques Toubon, député de Paris, ancien secrétaire général du RPR, a déclaré au « Grand-Jury RTL-Le Monde », dimanche 4 juin : « En ce qui concerne le RPR, je traduirai ma pensée par une phrase que j'emprunterai à Lamartine, l'autour du Guepès : « Il faut que tout change pour que tout demeure ». En bien, en ce qui concerne le RPR, et l'opposition en général, c'est ma pensée profonde. Nous avons indiscutablement besoin de nos idées, nos propositions s'adaptent aux questions d'aujourd'hui, que notre ligne de pensée et notre ligne de conduite soient plus modernes et plus en phase avec ce que les Français souhaitent. C'est pourquoi je pense que les questions de structures et les questions d'hommes sont beaucoup moins importantes que les idées, les propositions et les initiatives ».

« Cela signifie que je ne suis ni pour un parti unique de l'opposition, ni pour un RPR pur et dur. Je suis pour une opposition et un Rassemblement pour la République pluralistes et divers. C'est-à-dire dans lesquels il n'y aurait pas de délit d'opinion. C'est cela, je pense, que le RPR, je veux dire Jacques Chirac et Alain Juppé, souhaite faire ».

« L'explosion du système n'est sûrement pas la meilleure solution, ou plutôt si, c'est la meilleure solution pour M. Mitterrand et là, il faut faire très attention ».

A Marseille

## Le Front national traverse une nouvelle crise

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

Pour la troisième fois en deux ans, la fédération du Front national des Bouches-du-Rhône vient d'être autoritairement renouée sur décision du bureau politique de ce parti. La plupart des anciens dirigeants ont été mis à l'écart en application d'une nouvelle règle, d'ordre général, visant à séparer les fonctions électives des administratives. M. Jean-Pierre Schenard, ancien député du Val-de-Marne, et secrétaire national aux fédérations, a été désigné, provisoirement, comme secrétaire départemental. Ce renouement est lié, par ailleurs, à un différend financier opposant certains élus régionaux à la direction nationale du FN. Il a provoqué une vague de démissions et de retraits du parti ou du groupe du conseil régional, sans mettre un terme à une contestation qui s'est développée, en particulier dans les rangs des élus marseillais.

Déjà secouée, en 1987 et 1988, par des querelles de personnes, la fédération du FN des Bouches-du-Rhône vient de faire, cette fois, l'objet d'une réforme totale. Son président, M. Gabriel Domenech, ancien député des Bouches-du-Rhône, et son secrétaire général, Philippe Milliau, qui avaient été, respectivement, tête de liste du FN aux dernières élections municipales à Marseille et à Aix-en-Provence, ont été, l'un et l'autre, « démissionnés ». Les autres dirigeants exceptant des fonctions électives ont également été mis à l'écart, à l'exception d'un représentant de chacune des assemblées élus. Les raisons statutaires de ce « coup de balai » — dont la fédération des Bouches-du-Rhône est la première à faire les frais — n'ont pas, loin de là, convaincu les intéressés, en particulier les élus marseillais.

Dans un manifeste en dix points adressé au bureau politique national, onze d'entre eux ont fait savoir qu'ils refusaient d'assumer, seuls, la responsabilité d'une dégradation de l'image de marque du mouvement, ainsi que de la perte importante de nombre de ses militants, sympathisants et électeurs ».

« Vaches à lait »

Le contentieux financier qui a convenu, par ailleurs, les relations entre Paris et Marseille porte sur le refus de certains élus régionaux de verser une partie de leurs indemnités à la fédération. Cinq étaient dans ce cas. Deux d'entre eux, MM. Francis Agostini et Guy Pantaléo, ont préféré démissionner du parti plutôt que de s'incliner. Deux autres, MM. André Isoardo et Pierre-Louis Cussé — ce dernier étant, lui, en désaccord avec Jean-Marie Le Pen sur la campagne pour les élections européennes — se sont mis en congé du groupe du conseil régional. Enfin, une autre élue, M<sup>me</sup> Claude Lameray, qui avait, de surcroît, été candidate sur la liste du maire sortant UDF d'Aix-en-Provence, M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca, a fait l'objet d'une procédure d'exclusion du FN. Dans une lettre ouverte à M. Le Pen, M. Agostini, président de la commission nationale de l'agriculture et de l'agroalimentaire du FN — et en tant que tel rédacteur de tous les textes de doctrine du parti en la matière — s'est indigné qu'on lui réclame de l'argent en sus des frais engagés sur ses deniers pour l'animation du parti et ses campagnes électorales. « Il est intolérable, a-t-il protesté, que nous, les élus, soyons les vaches à lait financières, et que nos instances nous prennent pour des pions que l'on manipule de

Paris. Je croyais en le Front national, je me suis trompé. Je n'y ai rien vu, que des troupes, des et troupes, et j'ai assisté à la promotion de beaucoup de médiocres et de courtisans ».

L'élection du président du groupe des élus du FN au conseil régional, qui s'est déroulée le samedi 27 mai à Brignoles (Var), a démontré qu'une forte contestation subsistait de la part des élus marseillais. La plupart de ceux-ci ont refusé de voter pour le candidat désigné officiellement par Paris, en remplacement de M. Ronald Perdon, ancien député, tombé en disgrâce. M. Jacques Bompard, secrétaire départemental du Front national, ancien conseiller municipal d'Orange — apparemment non concerné par les nouvelles règles de fonctionnement du parti — qui n'a recueilli que dix voix sur vingt et six suffrages exprimés (1). Un « complot » avait été ourdi par les Marseillais et certains Nipols pour élire M. Domenech et former ensuite un groupe FN au sein de l'Assemblée régionale. Il a été déjoué de justesse par la reprise en main des Nipols, mais il est probable que plusieurs élus marseillais quitteront le FN après les élections européennes, pour s'aligner parmi les non-inscrits avant de rejoindre, à terme, l'UDF. Ces manœuvres sont d'ailleurs suivies avec attention par M. Jean-Claude Gaudin, président (PR) du conseil régional, qui a besoin de douze voix supplémentaires pour former une majorité sans le concours du FN.

GUY PORTE.

(1) Le groupe FN du conseil régional est passé de vingt-cinq à vingt et un membres après l'expulsion de M. Jean-Paul, député du Var, et de M. Raymond, et les démissions de M<sup>me</sup> Agostini et Pantaléo. Il y a en tout huit bulletins blancs ou nuls, deux voix se portant sur M. Pierre-Louis Cussé.

## Réconciliation différée entre M. Vigouroux et le PS

MARSEILLE  
de notre correspondant régional

L'heure de la réconciliation entre le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, et la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône n'est pas encore venue. Exclu du PS le 4 janvier dernier, pour s'être présenté aux élections municipales contre M. Michel Pezet, candidat officiel de son parti, M. Vigouroux déclare dans une interview publiée dans le *Provençal* du vendredi 2 juin qu'il ne sollicitera pas sa réintégration avant l'expiration du délai statutaire de deux ans. Il confirme, par ailleurs, qu'il briguera un mandat de sénateur, en septembre, à la tête d'une liste qui s'opposera à celle du Parti socialiste et qui paraît en mesure de remporter deux sièges sur les sept soumis à renouvellement dans le département des Bouches-du-Rhône.

Réélu triomphalement, en mars, maire de Marseille, en se situant « au-dessus des partis », M. Vigouroux n'est nullement pressé de retrouver la famille socialiste au sein de laquelle il a milité pendant vingt-

cinq ans. « Je ne me sens pas seul, déclare-t-il au *Provençal*. Je dors et je travaille comme avant et je ne retournerai pas au PS tel qu'il est. Je n'ai aucune envie de participer aux discussions stériles. J'ai demandé une remise à plat de la fédération. J'attends ». M. Vigouroux continue, en fait, d'appeler de ses vœux une dissolution pure et simple de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône.

Une carte de visite nationale

Les élections sénatoriales de septembre prochain ne seront pas, en tout cas, l'occasion d'une réconciliation. M. Vigouroux a confirmé qu'il serait candidat à la tête de sa propre liste qui s'intitulerait Majorité Marseille ou Majorité départementale. Le maire de Marseille, qui avait pourtant affirmé qu'il ne briguerait aucun autre mandat et qu'on ne « pouvait tout faire, être ici et ailleurs », a justifié sa décision par la nécessité de disposer d'une « carte de visite nationale » pour mieux

défendre les intérêts de sa ville. « A-t-il voulu, aussi, manifester son mécontentement devant la fin de non-recevoir opposée à sa demande de voir figurer un candidat « vigouriste » sur la liste socialiste des européennes ? Toujours est-il qu'il a vivement critiqué la désignation, en position éligible, de l'ancien trésorier de la fédération, M. Frédéric Rosmini, qui constitue, selon lui, « un mauvais choix ».

Certains responsables nationaux du PS auraient pourtant souhaité qu'il y ait aux sénatoriales une liste unique mettant un terme à la querelle socialo-socialiste et permettant d'obtenir cinq sièges sur sept au lieu de quatre dans le cas de deux listes séparées (deux pour la liste Vigouroux, deux pour celle du PS). « J'ai eu, sur ce point, beaucoup de contacts avec des responsables du parti, des ministres et non des moins, explique vigouriste M. Louis. Mais un rapprochement aussi rapide serait mal compris. Il nous faut du temps, aux uns et aux autres. Les Marseillais comprennent d'ailleurs mal que nous rejoignons dès aujourd'hui le PS. Ils auraient le sentiment d'avoir été trompés ».

A la fédération du PS on ne tient pas un langage différent. « Sur le principe d'une réintégration des dissidents, tout le monde est d'accord », déclare M. Bernard Figaro, un proche collaborateur de M. Michel Pezet. Le délai statutaire pourrait même être raccourci. Mais avant le problème des statuts il y a des questions morales à régler et il faut un minimum de confiance politique. Or, depuis sa réélection, M. Vigouroux ne cesse de nous aggraver. A la mairie il met au placard les employés restés fidèles au parti, il n'a de cesse d'exercer sa censure à l'égard de nos trois élus et il va jusqu'à nous priver de salles de réunion, comme celle de l'Observance, dans le vieux Marseille, qui, de tout temps, a été dévolue aux militants. Pour se réconcilier, il faut être deux. Tous les calculs démontrent, de surcroît, qu'une liste unique ne nous ferait pas gagner un siège supplémentaire ».

La constitution de la liste socialiste n'est pas, quoi qu'il en soit, des plus aisées. M<sup>me</sup> Irma Rapuzzi, soixante-dix-neuf ans, élue sans interruption depuis 1955, et M. Félix Colonna, soixante-deux ans, qui a effectué deux mandats, ne se représentent pas. Mais les trois autres sénateurs sortants, MM. Bastien Leccia, soixante-neuf ans, qui a succédé à M. Antoine Andrieux, décédé en mai 1983, Charles Bonfay, soixante-dix ans, et Pierre Matraja, soixante-six ans, tous les deux élus en 1980, sont à nouveau candidats et devraient être en concurrence avec les « nouveaux maires » d'Aix-en-Provence, M. Jean-François Ficheral et André Vallet.

G. P.

### ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (valeur normale)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	261 F
2 mois	250 F	452 F
3 mois	365 F	703 F

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-97-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du au

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM PRÉNOM

N° RUE

LOCALITÉ

CODE POSTAL VILLE

PAYS

● VOTRE RÈGLEMENT :

☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE N° de CB :

Date d'expiration : Signature :

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

## LA LEÇON DE VLADO PERLEMUTER

INESTIMABLE - C'est de Ravel lui-même que Vlado Perlemuter tient les secrets de ses interprétations célèbres. A ses élèves, le vieux maître transmet son savoir irremplaçable. Une leçon de musique pour tous les amateurs de piano.

ESTIVAL - La première vague des festivals déferle sur l'Europe. Grâce à notre guide commenté et illustré, tracez l'itinéraire idéal de vos pérégrinations musicales.

EXEMPLAIRE - L'opéra populaire existe, nous l'avons rencontré. A la Bastille ? Non, à Londres. Une édifiante promenade à l'English National Opera.

NOMADE - Promenez-vous en musique avec les lecteurs de CD portables. Mais quel modèle acheter ? Notre impitoyable banc d'essai guide votre choix.

Et Wolfgang Sawallisch le Kapellmeister, le Fin'Amors des troubadours, les stages de l'été, etc.



Le Monde de la Musique  
26 F chez votre marchand de journaux



# Politique

Huit élections cantonales partielles

## Scores élevés du Front national, statu quo gauche-droite

Les cantonales partielles suscitent des ambitions : les candidats ne manquent pas mais les électeurs ne répondent guère à l'appel. Les taux d'abstention restent élevés : 58 % à Tourcoing, près de 65 % dans le Var, 61 % en Gers...

Dans les quatre cantons où avait lieu un second tour, la continuité prévaut : le PCG garde le siège de Pointe-à-Pître-III, l'UDF celui de Perpignan-IV. Dans le Tarn-et-Garonne, la majorité départementale présidée par M. Jean-Michel Baylet (MRG) conserve le canton de Montmar-de-Quercy ;

il en est de même dans la Loire, où un UDF succède à un RPR.

Dans les quatre cantons où était organisé un premier tour, la gauche enregistre des gains : c'est le cas en Corse-du-Sud et dans le Var. Dans le Nord, c'est le PS qui progresse alors que le PC recule. La Nièvre fait exception : le candidat soutenu par le PS abandonne quasiment 20 points et celui du PC, 6.

Le Front national ne parvient pas à gagner le siège de Perpignan alors que son

représentant, M. Pierre Séguret, était arrivé en tête au premier tour. A Saint-Raphaël, le candidat l'opposant rassemble 30 %, soit à peine 1,5 point de moins que le candidat communiste du RPR et de l'UDF. Quant à M. Baccarrot, il ne parvient pas à prendre sa revanche de 1987 : son score lui interdit de rester en lice au second tour. L'ancien député aura toutefois administré la preuve qu'il pouvait rassembler sur son nom toutes les voix de l'extrême droite qui s'étaient dispersées lors d'un précédent scrutin.

**CORSE-DU-SUD :** canton d'Oletto (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr., 4 391 ; vot., 3 144 ; abst., 28,39 % ; suffr. expr., 3 107. MM. Emile Mochi, RPR, 900 voix (28,96 %) ; Charles Corni, MRG, 874 (28,13 %) ; Pierre-Toussaint Mazzonaci, PS, 644 (20,72 %) ; Charles Casarini, PC, 287 (9,23 %) ; Jacques Fieschi, nat., 194 (6,24 %) ; François Léandri, FN, 118 (3,79 %) ; Paul Sorba, div. d., 90 (2,89 %). Il y a ballottage.

[Le candidat du RPR est arrivé en tête de cette élection partielle organisée à la suite du décès de l'ancien président du conseil général, Jean-Dominique Corni (MRG). En recueillant 28,96 % des voix, il devance le fils du conseiller sortant décédé, M. Charles Corni, qui obtient 28,13 % des suffrages. Les trois candidats de gauche ont, toutefois, rassemblé 50,69 % des voix cette fois-ci, contre 49,37 % en 1985.

Avec 6,24 % des voix, le représentant nationaliste, soutenu par l'UDF, a obtenu par les candidats nationaux et autonomistes (5,66 %).

En premier tour de l'élection de 1985, les résultats avaient été les suivants : inscr., 4 144 ; vot., 3 726 ; abst., 10,98 % ; suffr. expr., 3 708. Jean-Dominique Corni, MRG, c.g., 1 478 (39,85 %) ; MM. Mochi, RPR, 1 271 (34,27 %) ; Casarini, PC, 353 (9,51 %) ; Mochi, div. d., 285 (7,68 %) ; Corni, nat., 128 (3,43 %) ; Fieschi, UDF, 88 (2,37 %) ; Quilès, FN, 61 (1,64 %) ; Nat. d., 52. Au second tour, Jean-Dominique Corni avait été réélu avec 2 012 voix (53,99 %), contre 1 721 (46,10 %) à M. Mochi. M. Corni avait obtenu 3 733 voix exprimées, 3 768 voix (10,79 % d'abstentionnistes) et 4 224 électeurs inscrits.]

**LOIRE :** canton de Saint-Chamond-Nord (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr., 10 972 ; vot., 3 970 ; abst., 63,81 % ; suffr. expr., 3 886. M. François Rochebloine, UDF-CDS, député, premier adjoint au maire de Saint-Chamond, 2 620 voix (67,42 %), ELU : M<sup>me</sup> Annie Triollier, PS, 1 266.

[Elle succède à Saint-Chamond au maire sortant, M. Gérard Dacarre, RPR, conseiller régional, à la suite d'un décès. M. Rochebloine, député UDF, a été élu conseiller général en 1985. La loi lui interdisait le cumul des mandats. Lui succède son premier adjoint, M. François Rochebloine, député UDF, de la troisième circonscription, qui au premier tour n'avait pu être élu du fait d'avoir obtenu un nombre de voix au moins égal au quart des inscrits.

Les résultats de ce premier tour avaient été les suivants : inscr., 10 972 ; vot., 3 970 ; abst., 63,81 % ; suffr. expr., 3 886. M. Rochebloine, 2 057 voix (52,96 %) ; M<sup>me</sup> Triollier, 1 266 (32,76 %) ; M<sup>me</sup> Paul Privat, PS, 259 (6,71 %) ; Jean Dacarre, PC, 259 (6,71 %). En mars 1985, M. Dacarre avait été élu au second tour avec 4 391 voix (65,34 %) contre 2 329 (34,65 %) à M. Rochebloine, PS.]

**NIÈVRE :** Canton de Dorzy (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr., 3 359 ; vot., 2 218 ; abst., 33,96 % ; suffr. expr., 2 184. MM. Claude Dekeyne, sans étiqu., 656 voix (30,03 %) ; Thierry Flaudin, div. d., maire de Perroy, 649 (29,71 %) ; Albert Manouvrier, app. PS, 648 (29,67 %) ; Joël Clé, PC, 231 (10,57 %). Il y a ballottage.

[Organisé à la suite du décès, survenu le 6 avril, d'Henri Clément, app. PS, qui était conseiller général depuis 1954, ce scrutin partiel constitue un enjeu important pour la majorité socialiste du conseil général de la Nièvre. Le PS, qui disposait de 19 sièges sur 30 à l'assemblée départementale lorsque M. François Milletrand l'a quittée après le 10 mai 1981, n'en détenait plus qu'un seul, soit 13 sur 32, contre 12 à la droite. Les socialistes n'étant assurés de soutenir que de deux autres élus (un apparenté PS et un « majorité » précité), leur majorité s'est réduite à 15 sièges avec le décès d'Henri Clément.

Le PS apporte son soutien à M. Manouvrier après avoir encouragé l'accession à M. Dekeyne, qui fut l'ancien du conseiller général décédé.

En 1985, le premier tour avait donné les résultats suivants : inscr., 3 455 ; vot., 2 519 ; abst., 26,66 % ; suffr. expr., 2 448. Henri Clément, PS, 1 189 voix (48,72 %) ; Jack Barre, div. d., 631 (25,36 %) ; Jean Clément, PC, 402 (16,47 %) ; M<sup>me</sup> Geneviève Segala, FN, 218 (8,93 %). Pour la première fois de sa carrière de conseiller général, aidé en litière, Henri Clément, resté en lice au second tour, après le retrait de M. Barre Favet, a été élu.

**NORD :** canton de Tourcoing-nord (1<sup>er</sup> tour).

Inscr., 36 805 ; vot., 15 222 ; abst., 58,64 % ; suffr. expr., 14 841. MM. Alexandre Faidherbe, PS, député, m. d'Halluin, 5 971 voix (40,23 %) ; Henri Desmettre, UDF-CDS, m. de Roncq, 4 944 (33,31 %) ; Christian Baccarrot, FN, 2 615 (17,62 %) ; M<sup>me</sup> Francine Vanoverbergh, PC, 1 311 (8,83 %). Il y a ballottage.

[Cette élection partielle fait suite à l'annulation décidée par le tribunal administratif de Lille le 17 décembre 1987 et confirmée par le Conseil d'Etat d'une précédente élection partielle organisée les 11 et 18 octobre 1987 à la suite du décès d'Albert Desmettre (div. d.). Ce scrutin avait donné lieu à une véritable mascarade électorale avec la présence à l'extrême droite de trois candidats « fantômes ». M. Christian Baccarrot, alors député, candidat du FN avait vu deux autres candidats de droite, une manœuvre destinée à empêcher de franchir la barre des 10 % des inscrits, condition nécessaire pour se maintenir au second tour. Cette fraude était fondée : les trois candidats « fantômes » totalisaient presque 10 % des voix, et M. Baccarrot ne franchissait pas la barre des 10 % des inscrits. Il avait alors recouru à ses électeurs de s'abstenir et de ne voter en aucun cas pour le candidat UDF-CDS, M. Desmettre, battu au second tour par le candidat socialiste, M. Faidherbe.

Ce dernier arrive en tête de ce nouveau scrutin partiel et obtient un score de 1987. Son principal adversaire, M. Desmettre, fait à peine mieux que le total des voix de droite d'octobre 1987 : 33,71 % au lieu de 32,54 %. En revanche, le PC en a recueilli 8,83 %, contre 17,57 % en 1987. M. Baccarrot retrouve un pourcentage le plus des voix d'extrême droite qui s'étaient dispersées lors du précédent scrutin, toutefois, en raison de la faible participation, il ne peut se maintenir dans d'avoir obtenu un nombre de voix au moins égal à 10 % des inscrits.

En 1987, le premier tour avait donné les résultats suivants : inscr., 35 937 ; vot., 19 513 ; abst., 45,70 % ; suffr. expr., 18 831. MM. Faidherbe, PS, 4 442 voix (24,65 %) ; Desmettre, UDF-CDS, 3 544 (19,35 %) ; Yves Cross, PC, 3 318 (17,57 %) ; Jean-Rochet, RPR, 2 583 (13,71 %) ; Christian Baccarrot, FN, 1 953 (10,57 %) ; M<sup>me</sup> Claudine Vandeplas, div. d., 119 (0,64 %) ; M<sup>me</sup> Marcel Baccarrot, div. d., 669 (3,55 %) ; Jean-Luc Paigant, ext. d., 419 (2,2 %) ; Daniel Lecoq, ext. d., 275 (1,46 %) ; Philippe Caron, div. d., 259 (1,37 %) ; Gary Baccarrot, div. d., 48 (0,25 %) ; Eric Dillen, ext. d., 3 (0,04 %). Au second tour, M. Faidherbe avait été élu avec 10 634 voix (54,86 %) contre 8 748 (45,13 %) à M. Desmettre.]

**PYRÉNÉES-ORIENTALES :** canton de Perpignan-IV (2<sup>e</sup> tour).  
Inscr., 11 888 ; vot., 5 378 ; abst., 54,76 % ; suffr. expr., 5 062. M<sup>me</sup> Jacqueline Amiel-Donnat, UDF, 2 720 voix (53,73 %) ; ELU : M. Pierre Séguret, FN, c.m. de Perpignan, 2 342 (46,26 %).

[La dernière mobilisation électorale (+ 3 points) et un bon report des voix - notamment celles qui se sont portées, au premier tour, sur le représentant du RPR (15,26 %) - n'ont pas suffi : M. Pierre Séguret, ancien député du Front national, d'entraîner au conseil général des Pyrénées-Orientales. Il a été battu par la candidate de l'UDF, soutenue par M. Paul Aubry (UDF), sénateur et maire de Perpignan, qui avait dû abandonner son siège à l'assemblée départementale pour cause de non-cumul des mandats.

En premier tour de scrutin, les résultats étaient les suivants : inscr., 11 888 ; vot., 4 972 ; abst., 58,17 % ; suffr. expr., 4 885. M. Séguret, FN, 1 530 (31,32 %) ; M<sup>me</sup> Amiel-Donnat, UDF, 1 421 (29,08 %) ; MM. Justade, PS, 799 (16,35 %) ; Vigal, RPR, 745 (15,25 %) ; Marc, PC, 248 (5,07 %) ; Lema, sans étiqu., 99 (2,02 %) ; Crémieux, div. d., 43 (0,88 %).

En second tour de l'élection de 1988, M. Aubry avait été réélu avec 3 417 voix (62,12 %), contre 2 526 (46,87 %) à M. Justade, sur 4 943 suffrages exprimés, 5 191 votants (56,15 % d'abstentionnistes) et 11 965 électeurs inscrits.]

**TARN-ET-GARONNE :** canton de Montmar-de-Quercy (2<sup>e</sup> tour).

Inscr., 2 281 ; vot., 1 623 ; abst., 29,84 % ; suffr. expr., 1 539. MM. Jean-Paul Albert, div. d., 1 003 voix (65,17 %) ; ELU : Bernard Coustal, PS, 536 (34,82 %).

[Soutenu par M. Jean-Michel Baylet (MRG), conseiller du conseil général de Tarn-et-Garonne, le candidat divers droite a remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès de Roger Rigaut (MRG).

En premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 2 281 ; vot., 1 680 ; abst., 26,34 % ; suffr. expr., 1 662. MM. Albert, div. d., 533 voix (32,86 %) ; Coustal, PS, 259 (14,28 %) ; Brand, div. d., 186 (11,19 %) ; Coustal, div. d., 178 (10,22 %) ; Moutet, div. d., 152 (9,14 %) ; Truphey, div. d., 75 (4,51 %) ; Coustal, PC, 41 (2,46 %).

En second tour de 1988, Roger Rigaut avait été réélu avec 867 voix (53,34 %) contre 594 (46,65 %) à M. Hilaire, sur 1 461 suffrages exprimés, 1 682 votants (27,93 % d'abstentionnistes) et 2 223 électeurs inscrits.]

**GUADELOUPE :** canton de Pointe-à-Pître-III (2<sup>e</sup> tour).  
Inscr., 5 930 ; vot., 2 327 ; abst., 60,75 % ; suffr. expr., 2 175. MM. Alain-Sylvester Sammarino, PCG, 1 679 voix (77,19 %) ; ELU : Robert Belaye, div. d., 496 (22,80 %).

[En dépit de la faible mobilisation électorale, le Parti communiste guadeloupéen conserve facilement, avec l'adhésion de M. Sammarino, le siège jusqu'alors détenu par M. Henry Baccarrot, sénateur et maire de Pointe-à-Pître. Celui-ci avait dû se démettre, le 28 mars, de son mandat de conseiller général afin de se conformer à la législation en vigueur. Avec 22,80 % des voix, M. Belaye, qui n'a jamais été membre du PCG (contrairement à ce que nous écrivions dans nos éditions de 30 mai), n'a pas réussi à retrouver, au pourcentage, son résultat du premier tour (23,92 %).

M. Henry Baccarrot avait été réélu, élu le premier tour de l'élection de 1985, avec 84,44 % des voix.]

**VAR :** canton de Saint-Raphaël (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr., 20 411 ; vot., 7 182 ; abst., 64,81 % ; suffr. expr., 7 074. MM. Michel Gaillard, div. d., premier adj., 2 268 voix (32,06 %) ; Pierre Barissin, FN, 2 175 (30,74 %) ; Henri Langier, PS, 1 363 (19,26 %) ; Jean-Pierre Borel, div. d., 623 (8,80 %) ; Maurice Fabre, PC, 383 (5,41 %) ; Gérard Obert, CNL, 262 (3,70 %). Il y a ballottage.

[Ce scrutin était organisé à la suite de la démission, pour cause de cumul des mandats, de M. René-Georges Lestrin (RPR), sénateur et maire de Saint-Raphaël, qui a renoncé à un mandat de

## Le Monde DE L'EDUCATION

### ENQUETE TELEVISION : L'ATTRAPE-MÔMES

La télévision a une recette magique pour tenir les enfants rivés devant l'écran : les dessins animés. Un marché lucratif pour les chaînes grâce aux produits dérivés, à la publicité et aux sponsors. Une enquête pour éluder parents et éducateurs à se montrer vigilants face à l'engagement des enfants à pour ce loisir captivant.

### LE PALMARES DES ECOLES D'INFIRMIERES ET DU PARA-MEDICAL

Comment accéder aux métiers de la santé. Les filières pour se présenter aux concours sans baccalauréat. Région par région, le taux de réussite des établissements. Des professions aux débouchés assurés.

### SOCIETE

### LES HEROS DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

Ouvert à tous, sans condition de diplômes, presque gratuits, le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) est une institution inimitable. Mais l'effort pour décrocher un diplôme est lourd. Des étudiants du soir à témoignage.

NUMERO DE JUIN 116 PAGES - 17 F

En vente chez votre marchand de journaux

**ETUDES EN UNIVERSITE USA**  
L'Amérique après le bac (17 à 24 ans)  
Diplôme de Business en 12 mois (18 à 25 ans)  
Stages linguistiques : anglais, espagnol, allemand (18 à 25 ans)  
Préparation aux diplômes (B.A., M.A., MASTER, Ph.D.)  
**UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, INC.**  
French Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 47.22.94.94. Doc. contre 3 timbres.

## IFAM. The school of management in Paris for students ready to choose the best way to achieve an american MBA.

Depuis 1982, l'Institut Franco-Américain de Management (IFAM) permet en quatre années (dont une aux Etats-Unis) de décrocher le diplôme MBA (Master of Business Administration) de plusieurs universités américaines, et sur le diplôme IFAM. Outre ses partenaires américaines, l'IFAM est affilié à l'Université de New York, l'Université de Philadelphie, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Chicago, l'Université de Wisconsin, l'Université de Washington, l'Université de Californie, l'Université de Texas, l'Université de Virginie, l'Université de Floride, l'Université de Géorgie, l'Université de Louisiane, l'Université de Mississippi, l'Université de Missouri, l'Université de Nebraska, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université de Maryland, l'Université de Massachusetts, l'Université de Michigan, l'Université de Minnesota, l'Université de Missouri, l'Université de Montana, l'Université de Nebraska, l'Université de Nevada, l'Université de New Hampshire, l'Université de New Jersey, l'Université de New Mexico, l'Université de New York, l'Université de North Carolina, l'Université de Oklahoma, l'Université de Oregon, l'Université de Pennsylvanie, l'Université de Rhode Island, l'Université de South Carolina, l'Université de Tennessee, l'Université de Texas, l'Université de Utah, l'Université de Virginie, l'Université de Virginie-Occidentale, l'Université de Washington, l'Université de Wisconsin, l'Université de Wyoming, l'Université de Californie, l'Université de Colorado, l'Université de Connecticut, l'Université de Delaware, l'Université de Florida, l'Université de Géorgie, l'Université de Hawaii, l'Université de Idaho, l'Université d'Illinois, l'Université d'Indiana, l'Université d'Iowa, l'Université de Kansas, l'Université de Kentucky, l'Université de Louisiane, l'Université de Maine, l'Université

**EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA**  
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

**MBA Master of Business Administration**  
UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associe une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

**Master of Business Administration**  
with an emphasis in international management  
accepted by AACSB

**FILIERES D'ADMISSION**  
**3<sup>e</sup> CYCLE** Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DES, DEP - Titulaires de maîtrise.  
Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

**2<sup>e</sup> CYCLE** Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure équivalente au second cycle. Cours de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.

Informations et sélections: European University of America  
17/25 rue de Chaillot - 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie, Tahiti, Hong Kong, et aux USA : PhD.

**IAE**  
Certificat d'aptitude à l'Administration des Entreprises  
D.E.S.S. Diplôme National de 5<sup>e</sup> cycle  
9 mois à temps plein ou 18 mois à temps partiel.  
• CADRES D'ENTREPRISE  
La formule adaptée à vos besoins  
(1) 45 54 40 10 - (1) 45 57 62 52

• ÉTUDIANTS  
La formation complémentaire indispensable  
(1) 45 54 40 10

• Test d'entrée le 23/09/89  
Date limite d'inscription : le 15/07/89

**INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES**  
Université de Paris 1 - Panthéon Sorbonne  
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15  
Minitel : 3616 code IAE

**IL N'Y A QU'UN MASTÈRE SPÉCIALISÉ EXPERT EUROPÉEN DU MANAGEMENT DES ÉCHANGES EST-OUEST**  
agréé par la Conférence des Grandes Écoles

**OBJECTIF :** former en 12 mois (dont 4 mois de stage) des cadres de très haut niveau pour les entreprises et organisations européennes développant des échanges entre les "deux Europe".

**SÉLECTION :** sur dossier et entretien avec un jury.


**INSCRIPTION :** Direction du Mastère  
ESSCA  
1 rue Lakanel, BP 2007  
49016 ANGERS CEDEX  
Tél. 41 73 47 47

**ADMISSION :** Diplômés des Grandes Écoles ou de l'Université, cadres d'entreprise.

**ESSCA**  
FORMER POUR AGIR

**Diamantissimo**  
JOAILLER À PARIS

Expose les créations  
**EMILE PEQUIGNET**



Du 1<sup>er</sup> au 10 juin  
FORUM DES HALLES - PORTE LESCOT - NIVEAU -1

## Politique

Un sondage de la SOFRES pour le Monde.

### Les Français défavorables à l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen

A moins de deux semaines des élections européennes du 18 juin, les Français sont en parfait accord avec les listes pour lesquelles ils ont l'intention de voter. Cette première constatation a de quoi étonner au plein milieu d'une campagne électorale plus marquée par les querelles autour de la composition des listes, les polémiques sur l'organisation de débats télévisés à deux, trois, quatre ou plus, que par un débat sur la

Vous arrive-t-il de penser à vous-même comme étant un citoyen de l'Europe ?

- Très souvent .....	6	31
- Souvent .....	25	31
- Pas très souvent .....	35	48
- Jamais .....	33	58
- Sans opinion .....	1	1

vision européenne et le programme de chacun.

Les Français ne s'y trompent guère quand ils établissent le lien entre leurs convictions et celles affichées par la liste qui recueille leur faveur. L'électorat de la liste centriste apparaît ainsi comme le plus européen. À l'opposé, les communistes sont les plus réticents, talonnés par les électeurs du Front national. Quant aux socialistes, ils s'approchent de l'opinion moyenne des Français.

Les réponses sur les compétences que les Français souhaitent voir conserver par le gouvernement national et celles dont ils aimeraient qu'elles soient transférées à un gouvernement européen sont exemplaires. Une majorité d'entre eux confierait à un gouvernement européen le choix de la durée du service national et les dépenses militaires, la politique étrangère et

Vous-même, seriez-vous prêt à aller vivre dans un autre pays de la Communauté européenne si vous étiez certain d'y trouver des conditions de vie meilleures qu'en France ?

	Rappel sondage SOFRES février 1979	Mai 1989
- Oui .....	37	48
- Non .....	58	50
- Sans opinion .....	5	2

encore plus volontiers la recherche scientifique (ce dernier domaine est même le seul pour lequel l'électorat communiste accepterait dans sa majorité un transfert de souveraineté). En revanche, ils sont plus nombreux à vouloir que leur gouvernement national conserve ses prérogatives dans des domaines aussi quotidiens que les dates des vacances, les programmes scolaires et le montant des impôts... comme si l'Europe était destinée à s'occuper de ce qui les concernent le moins.

Toutefois, la ventilation des réponses en fonction des intentions de vote montre des différences notables dans les conceptions de l'Europe politique.

Ainsi, les électeurs du Front national sont plus nombreux que la moyenne à souhaiter que le gouvernement français conserve ses prérogatives en matière de durée du service national, de dépenses militaires et de politique étrangère. À l'inverse, les centristes apparaissent comme les plus favorables à un transfert de pouvoirs en faveur d'un gouvernement européen. Ils se différencient de l'ensemble des Français en étant majoritairement (et les seuls dans ce cas) favorables à ce que lui revienne le choix des dates des vacances et des programmes scolaires. Pour les sept domaines proposés, les électeurs de M<sup>me</sup> Simone Veil sont les plus enclins à limiter les compétences du gouvernement national au profit

d'un gouvernement européen. Seuls les écologistes manifestent une plus grande envie encore que les centristes (62 % contre 61 %) de voir un gouvernement européen s'occuper de la durée du service militaire. Quant au montant des impôts, qui relève certes du gouvernement mais aussi du Parlement, les partisans des listes de M<sup>me</sup> Laurent Fabius, Antoine Waechter, Jean-Marie Le Pen et de M<sup>me</sup> Veil sont dans leur majorité favorables à ce qu'il relève de la compétence d'un gouvernement européen.

Depuis une précédente enquête similaire réalisée par la SOFRES en mai 1984, l'opinion des Français a évolué au point même de s'inverser sur le dossier de la durée du ser-

Voici plusieurs conceptions de l'Europe politique. Avec laquelle êtes-vous le plus d'accord ?

- Une coopération étroite entre les gouvernements nationaux .....	27
- Une confédération dont les décisions doivent avoir l'approbation de chaque gouvernement national .....	28
- Un État fédéral européen dont les décisions adoptées par la majorité des membres doivent s'appliquer dans chaque pays ..	30
- Sans opinion .....	15

vice militaire. Il y a cinq ans, un Français sur deux jugeait préférable d'en laisser la responsabilité au gouvernement français. En 1989, ils ne sont plus que 45 %. La cause européenne a gagné du terrain : + 18 points de pourcentage pour le montant des impôts, + 15 pour la durée des vacances scolaires, + 12 pour la durée du service militaire. En revanche, dans les domaines où les Français se montrent massivement en faveur d'un gouvernement européen, on enregistre un tassement : ainsi de la recherche scientifique et de la politique étrangère.

Renforcer les pouvoirs du Parlement des États nationaux ne suscite guère d'enthousiasme : un Français sur deux y est hostile (les plus hostiles sont les communistes avec 67 % et les socialistes avec 65 %). Les plus favorables sont les centristes avec 46 %, loin devant les socialistes, 37 %, les écologistes et les électeurs de la liste UDF-RPR, 36 % pour chacun.

Quelle Europe politique ? Les réponses sont à la fois révélatrices des incertitudes sur la nature de l'Europe de demain. Si les tenants d'un État fédéral européen sont les plus nombreux, ils sont loin d'être majoritaires avec 30 % face aux partisans d'une simple coopération (27 %) et à ceux d'une confédération d'ensemble recouvrant des réalités bien différentes : ceux qui ont l'intention de voter pour la liste UDF-RPR font à égalité (32 %) le

Souhaitez-vous le renforcement des pouvoirs de l'Assemblée européenne, au détriment des Assemblées nationales de chaque pays ?

- Oui, le souhaite .....	34
- Non, ne le souhaite pas ..	50
- Sans opinion .....	16

choix de la coopération et de la confédération contre 25 % pour la fédération ; la préférence des centristes va nettement à la fédération (41 %) ; celle des socialistes également (33 %) ; celle des écologistes et des socialistes aussi, même si les écarts sont moins marqués (avec respectivement 32 % et 34 %).

L'Europe pour quoi faire ? L'ordre des priorités en matière de construction européenne est révélateur : 69 % des électeurs socialistes placent au premier rang... la politique commune de l'environnement, loin devant la libre circulation des personnes (42 %) qui est jugée

S'il y avait un gouvernement européen commun, pour chacun des points suivants, qui devrait à votre avis prendre les décisions : le gouvernement français ou le gouvernement européen ?

	RAPPEL ENQUÊTE SOFRES mai 1984			MAI 1989		
	Gouvernement français %	Gouvernement européen %	Sans opinion %	Gouvernement français %	Gouvernement européen %	Sans opinion %
La durée du service militaire .....	50	41	9	45	48	7
La recherche scientifique ..	20	73	7	24	71	5
La durée des vacances scolaires .....	65	24	11	54	36	10
Le montant des impôts .....	65	25	10	46	43	11
La politique étrangère .....	28	62	10	31	58	11
Les programmes scolaires ..	63	27	10	50	42	8
Les dépenses militaires .....	-	-	-	41	50	9

En matière de construction européenne, quelles sont les trois priorités que vous choisissez ?

	% (1)	RANG
- Une politique commune de protection de l'environnement ..	41	1
- La libre circulation des personnes .....	41	1
- La mise en place d'une monnaie européenne .....	31	3
- La mise en place d'une défense européenne commune ..	28	4
- L'Europe sociale (la mise en place d'une législation sociale commune) .....	27	5
- Une politique commune d'éducation et de culture .....	21	6
- La fermeture des frontières de l'Europe à la concurrence extérieure (États-Unis, Japon, etc.) .....	17	7
- La libre circulation des capitaux .....	14	8
- L'accélération de l'union politique de l'Europe .....	9	9
- La création d'une présidence de l'Europe au suffrage universel .....	7	10
- Sans opinion .....	8	

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

prioritaire tant chez les électeurs communistes, socialistes que chez ceux de la liste d'union UDF-RPR. Pour l'ensemble des Français, ces deux thèmes arrivent en tête des priorités, suivis de la mise en place d'une monnaie commune. L'Europe sociale est, à gauche (aussi bien pour le PS que pour le PC), la tri-

Parmi ces pays, y en a-t-il que vous souhaiteriez voir entrer dans la Communauté européenne ?

	% (1)
- La Suède .....	51
- La Suède .....	42
- La Norvège .....	38
- L'Autriche .....	29
- La Pologne .....	19
- L'Allemagne de l'Est ..	16
- La Hongrie .....	12
- La Yougoslavie .....	11
- La Tchécoslovaquie ..	9
- La Turquie .....	7
- Autres .....	22
- Sans opinion .....	7

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

sime priorité, alors qu'elle n'est que la quatrième pour les écologistes, la cinquième pour les centristes, la sixième pour les électeurs UDF-RPR... et la neuvième pour les lepnistes. Ces derniers se retrouvent avec les électeurs UDF-RPR pour citer en cinquième place la libre circulation des capitaux, qui est loin d'apparaître comme un souci majeur pour les autres électeurs. Le réflexe « patriotique européen », que traduit le souhait de fermeture des frontières des Douze à la concurrence extérieure, est considéré comme la troisième priorité dans l'électorat d'extrême droite, et la cinquième chez les sympathisants communistes. La

création d'une présidence de l'Europe émise au suffrage universel est reléguée dans les profondeurs à l'exception des électeurs de celui qui en défend le principe, en l'occurrence M. Giscard d'Estaing qui la situe à l'avant-dernière place.

La place de l'Europe dans les préoccupations des Français n'est pas prédominante : un petit tiers pense à lui-même comme à un citoyen de l'Europe. Ce résultat recoupe un autre sondage effectué par la SOFRES pour le Monde et RTL, en février dernier (le Monde du 3 mars) qui laissait apparaître que seuls 26 % des Français se déclaraient prêts, dans vingt ans, à avoir le citoyenneté européenne, 62 % préférant garder la citoyenneté française.

L'éventualité d'une émigration à l'intérieur des Douze ne suscite guère plus d'adhésion. Même s'ils étaient assurés de trouver hors de l'Hexagone des conditions de vie meilleures, les Français ne seraient pas prêts à déménager... L'idée pourtant progresse lentement. En 1979, ils étaient 58 % à écarter cette hypothèse ; ils ne sont plus que 50 %, tandis que grossissent les rangs de ceux qui sont disposés à quitter leur pays : 48 % au lieu de 37 %.

A. Ch.

#### LA FICHE TECHNIQUE DE LA SOFRES

- Sondage effectué pour le Monde.
- Date de réalisation : du 25 au 27 mai 1989.
- Échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus.
- Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Avec Le Monde sur Minitel

**ADMISSIBILITÉS à EDHEC - ESC REIMS ICN - ESC ROUEN GRANDES ÉCOLES 36.15 LEMONDE**

**L'anglais intensif en Angleterre : des stages linguistiques de haut niveau**

POUR ADULTES, ÉTUDIANTS DU LYCÉE.

- Des méthodes innovantes : du stage individualisé en cours particuliers, au stage semi-individualisé.
- Oxford Intensive School of English : école reconnue par le British Council, le Ministère de l'Éducation britannique.

OISE : 21 rue Théophraste Renaudier 75015 Paris  
Membre-associé de l'UNOISEL (1) 45 33 13 02  
La référence pour l'excellence en anglais



## Politique

et la campagne pour les élections européennes

### M. Fabius : feu sur les écologistes

Les socialistes font leur devoir. Face à des citoyens, pour la plupart, indifférents, ils s'efforcent d'expliquer les enjeux du scrutin européen. Si les militants ne se mobilisent pas en masse, ils ne sont pas, non plus, absents : quelques trois mille cinq cents, samedi 3 juin, à Paris, trois mille le lendemain à Montagnac, près de Montpellier. M. Laurent Fabius, d'un meeting à l'autre, fait montre d'une ardeur digne de combats plus décisifs, mais, néanmoins, communicative.

Samedi, en conclusion d'une rencontre des élus des villes et des communes d'Europe, organisée pendant trois jours en France des expositions de la porte de Versailles par la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, plusieurs dirigeants socialistes européens se sont adressés aux militants parisiens. M. Guy Spitznagel, président du PS belge (francophone) et de l'Union des PS de la communauté, Lopes Cardozo, secrétaire général du Parti portugais, Oskar Lafontaine, vice-président du SPD allemand, Neil Kinnock, leader du Parti travailliste britannique, ont témoigné de l'existence d'une force

socialiste européenne, unie sur l'idée qu'il faut bâtir, au-delà de l'Europe des marchés, une Europe des citoyens.

La longue intervention de M. Kinnock était significative de la conversion des travaillistes, naguère anti-européens, et de leur souci de s'intégrer dans une gauche européenne dont ils étaient écartés jusqu'ici. Ils préconisaient, par exemple, le désarmement nucléaire multilatéral. M. Pierre Mauroy a ramené le débat dans le cadre français en dénonçant l'extrême droite. « Le Pen, a-t-il dit, n'a pas sa place à Strasbourg, sauf pour rappeler ce qu'en aucun cas nous ne voulons revivre » - mais aussi le droit, dont la campagne européenne, selon lui, est « un diabolisme avec du sucre et un peu d'eau, mais pas beaucoup de goût ».

M. Fabius a appelé les militants à « donner un dernier, un puissant, un victorieux coup de reins ». Il a reproché, notamment, aux écologistes de « s'attaquer aux symptômes et non à la cause » de la dégradation de la nature ; il les a mis en garde à propos d'un « combat contre la croissance, qui serait un combat contre l'emploi ». Pour M. Fabius, les socialistes, qui, historiquement, ont combattu les « risques sociaux » et les inégalités, sont les mieux placés, aujourd'hui, pour lutter contre les risques industriels induits par le « capitalisme sauvage » à l'Ouest ou par la « bureaucratie » à l'Est.

Le chef de file socialiste s'est prononcé pour une « véritable stratégie européenne de réduction du temps de travail ». Il a fait une large part, dans son propos, à l'évolution des pays de

l'Est, en rappelant le discours de Léon Blum qui, au congrès de Tours, en 1920, avait dit que les socialistes garderaient la « vieille maison » quittée par ceux qui choisissaient la voie soviétique. « La vieille maison, c'est celle de la croissance économique, de la liberté et des droits sociaux, et nous voulons la partager avec vous », a affirmé M. Fabius à l'adresse des peuples de l'Est européen.

Au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche, comme au meeting de Montagnac, le même jour, M. Fabius a développé l'idée d'un « pilier social » européen, afin de faire contrepoids à « l'Europe des financiers ».

P.J.

### PROPOS ET DÉBATS

#### M. Giscard d'Estaing

Candidat à la présidence

M. Valéry Giscard d'Estaing, tête de liste d'union UDF-RPR aux européennes, a déclaré le 4 juin au Journal du dimanche : « Je serai candidat à la présidence du Parlement européen si les résultats des élections le permettent, et s'il existe un consensus suffisant. S'il y a une majorité socialiste au Parlement européen, je ne serai naturellement pas candidat. » Quant à la présidence de l'Union des États d'Europe, M. Giscard d'Estaing considère qu'elle n'est « envisageable que dans un délai éloigné ». « Je souhaite d'abord que le président [du Conseil européen] reste en fonctions plus longtemps, ensuite qu'il soit désigné au suffrage universel », ajoute-t-il, précisant qu'il ne fait pas cette proposition pour « exercer lui-même la fonction ».

#### M. François Léotard

La fraternité

M. François Léotard, président du Parti républicain, est arrivé, samedi

3 juin en Guadeloupe, pour y lancer la campagne de la liste RPR-UDF pour les élections européennes. « La France n'est pas une race et ne l'a jamais été dans l'Histoire : elle porte un message fort qui est celui de la fraternité. » « Si l'Europe n'était que l'organisation des échanges de marchandises, ce serait un échec », a-t-il ajouté avant de s'interroger : « Dans quelle mesure la culture antillaise peut-elle contribuer aux échanges des cultures européennes ? » « C'est en ce sens que les Antillais peuvent se considérer comme les premiers des Européens, et c'est ce message de fraternité et de dignité humaine qui me rend heureux d'être ici. »

#### M. Le Pen

Discrimination

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, s'est insurgé, dimanche 4 juin au « Grand Oral » de Libération-Pacifique FM, contre le fait qu'on puisse pratiquer « une discrimination religieuse » parmi les membres de sa liste, dont certains sont membres ou représentants de la secte Moon en France. « Cela ne me gêne pas du tout de comparer Jean-Paul II au révérend Moon », ajoutant

qu'a-t-il dit, on reproche à ce dernier d'être « anticomuniste ». M. Le Pen a indiqué que plusieurs membres de sa liste ont apporté une contribution financière pour être candidats, en précisant qu'il ne demandait pas d'argent « aux fournisseurs de la mairie ni aux fournisseurs de l'Etat ».

#### M. Méhaignerie

Danger d'immobilisme

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, estime à propos de l'action du gouvernement de M. Michel Rocard que « le pays est géré, il n'y a pas de fautes graves ». Mais il ajoute : « Je dis attention, danger d'immobilisme. » « Il y a des petits retards qui font que les décisions s'accroissent et, mis bout à bout, ils font dans quatre ou cinq ans un grand retard, parce que les autres avancent vite en Europe », déclare M. Méhaignerie dans un entretien au Journal du dimanche du 4 juin.

Interrogé sur la situation de l'opposition, M. Méhaignerie se dit favorable à « un parti d'un grand mouvement du centre qui rassemblerait des éléments du RPR, de l'UDF et la totalité de l'UDC, et un parti plus à droite dont la France a besoin, un parti conservateur moderne ».



### RENTREE 89

CAPACITÉ EN DROIT : préparation en 2 ans pour non bacheliers.  
DEUG DROIT : 1ère et 2ème année  
LICENCE EN DROIT

### DROIT

Diplômes préparés en Formation Continue  
Horaires aménagés pour salariés (Septembre à Juin)

Inscriptions en cours

43 29 75 23

Programmes accessibles sur Minitel : 36 15 P1 FORM

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES  
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

### GRAND CONCOURS

#### COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N°1 4.20 F du 23 MAI	N°2 4.20 F du 24 MAI	N°3 4.20 F du 25 MAI	N°4 4.20 F du 26 MAI	N°5 4.20 F du 27 MAI	N°6 4.20 F du 28 - 29 MAI
N°7 4.20 F du 30 MAI	N°8 4.20 F du 1 JUIN	N°9 4.20 F du 2 JUIN	N°10 4.20 F du 3 JUIN	N°11 4.20 F du 4 JUIN	N°12 4.20 F du 5 - 6 JUIN

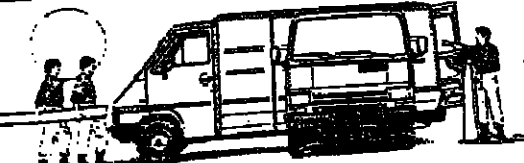
NOM : \_\_\_\_\_ PRENOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITE : \_\_\_\_\_

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéros, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

# LES NOUVEAUX DURS DE RENAULT



#### RENAULT 1<sup>er</sup> EN EUROPE

Les durs ont changé, on ne les reconnaît plus ! Élégants, accueillants et pleins d'idées, ils sont toujours disponibles et se chargent de

tout. Pour eux, Renault a conçu les Renault Trafic et Renault Master : « Les nouveaux durs ». Transporter beaucoup, souvent et toujours dans les meilleures conditions de confort et de chargement est une performance

quotidienne. Pour les nouveaux durs un travail mieux pensé est un travail mieux vécu, ils ont tout compris. Tapez 3614 RENAULTPRO. Modèle présenté : Renault Trafic. DIAC votre financement. RENAULT présente ELF

**NOUVEAUX RENAULT TRAFIC ET MASTER: PARTENAIRES DE NOTRE GÉNÉRATION**

مكتبة الامن الاصل

# Société

Au procès de la branche lyonnaise d'Action directe

## L'Affiche rouge ou la double imposture

Si l'histoire de la branche lyonnaise d'Action directe fait songer à un long flash-back chaotique, aux images tremblées et jaillissantes, c'est qu'elle ne fut jamais exposée que de façon rétrospective. Puisque, aussi bien, avant l'arrestation d'Olivier, en mars 1986, et les révélations à tiroirs de l'enquête judiciaire, personne n'avait soupçonné l'existence de ce groupe décentralisé.

Comme toutes les règles (de conduite), celle d'Action directe - basée, à Lyon, sur l'anonymat absolu - en était une exception. Temporaire. Durant sept mois - de décembre 1981 à juillet 1982 - le groupuscule revendiqua trois hold-up et deux attentats lyonnais au nom d'un mystérieux commando : l'Affiche rouge.

« Vous aviez vos portraits sur les murs de nos villes/Noirs de barbe et de nuit hirsutes menaçants/L'Affiche qui semblait une tâche sanglante qu'à prononcer vos noms son difficile/Je cherchais un effet de peur sur les passants... Ces Strophes pour se souvenir écrites par Aragon en 1955, en hommage au groupe Manouchian, et que Léo Ferré mit en musique sous le titre *L'Affiche rouge*, constituent bien la référence choisie par Olivier et Frérot pour entraîner une poignée de mercenaires de hasard dans des « expropriations prolétaires » sans gloire.

### La filière autillaise

En jouant, une fois encore, les professeurs d'Histoire et en remuant pour ce faire, jusqu'à la guerre « intercapitaliste » de 14-18, Max Frérot a en effet tenté, vendredi 2 juin, d'établir une filiation entre les résistants des FTP-MOI (Francs-tireurs partisans-Main-d'œuvre immigrée) et la branche lyonnaise d'AD. « Ces immigrés furent les premiers à prendre les armes contre le fascisme et le nazisme alors que la population française, dans sa grande majorité, collaborait et pratiquait la délation ». Frérot cite des noms de collaborateurs, évoque Touvier, et lance au président, qui lui demande courtoisement où il veut en venir : « Si vous suivez plus attentivement, vous comprendrez ». Il en arrive enfin à sa conclusion, provisoire : « Nous avons mené une action de même nature en allant poser nos petites bombes contre la collaboration capitaliste. Pas d'innocence et depuis 1975 les renseignements généraux, qui traquent les résistants, sont nos adversaires les plus acharnés ».

C'est le recrutement, hasardeux mais providentiel, de trois Autillais qui donnera au groupe l'occasion, fugace, de claquer son « anti-imperialisme ».

Jean-Pierre Succab, né en 1958 à Pointe-à-Pitre, fut la première recrue. Venant à Roanne (Loire) suivre un stage de couture d'ameublement, ce garçon dégingandé et épanoui y rencontre Pascal Turin, en 1981. Ils s'entendent bien, « ça va », au point de vivre ensemble. Mais comme il sent que son amie, constamment angoissée, a une double vie militante, Succab, qui a « des intentions sérieuses », se fait un profil « politique » et s'invente une appartenance au Groupe de libération des Antilles (GLA), alors dissous. L'affabulation lui servira de passeport pour être présenté à Olivier et à son entourage. On lui parle d'affiche, il pense affiche sauvage. Puis on lui dit qu'il faut aller « chercher des sous ». « Où ? », interroge le président. « Dans une banque naturelle ». Une certaine logique est en marche.

### Mes camarades, si j'ose dire...

« J'avais menti, j'étais coincé, je n'ai pas pu faire marche arrière », affirme le gamin de trente ans, au tee-shirt blanc rayé de vert. A trois reprises, entre deux trains Roanne-Lyon - « Monsieur Frérot » venait le chercher à la gare - Succab se retrouvait une arme à la main, jouant maladroitement les durs. Elevé par ses grands-pères dans une cabane misérable - son père, un certain M. William, blanc de peau, n'ayant pu l'emmenier avec lui, aux Etats-Unis - Succab a bien quelques idées sur les « inégalités qui existent entre les îles et la métropole », mais de là à passer du charbonnage (il fut condamné pour vol à Basse-Terre) au braquage, il y avait a priori un océan.

Enrôlé par Succab, son ami d'enfance qu'il voulait « tirer d'une impasse », Jean-Charles Laporal

semble sorti d'un roman picaresque. Secoué par des bouffées de rire incontrôlables mais communicatives - jusqu'à la cour - ce cuisinier, petit profane par « erreur de jeunesse », raconte avec une courtoisie goniatite comment il s'est laissé accrocher par la dialectique d'Olivier, rencontré lors d'un petit dîner roannais. « Il me parlait du pays, alors évidemment ça m'intéressait... mais, plus tard, j'ai trouvé que cette fixation sur la politique ne débouchait pas sur des sujets chaotiques ». Parti vendre du matériel de ménage dans les « petites patelles de la France profonde », Laporal se reverra le groupe que pour se laisser convaincre, « en toute simplicité », de participer à un vol à main armée.

« Là, j'ai été victime de l'inexpérience du néophyte, je me suis laissé aller à frapper le banquier. Je n'ai jamais recommencé et je suis content d'être là pour m'excuser auprès du mec que j'ai blessé (...). Pour ce qui concerne mes camarades, si j'ose dire, je réalise que la démocratie n'était pas une évidence. Je constate aujourd'hui qu'il y avait une certaine domination sur des gens assez vulnérables à un moment donné. On cherchait par tous les moyens à les impliquer ».

Alain Ekert, le troisième Guadeloupéen de l'Affiche rouge, sera moins prolifique sur sa participation. En racontant son parcours « long de 8 000 kilomètres » ce solide quadragénaire s'arrêtera au seuil de la banque qu'on l'accuse d'avoir attaquée. « Je me demande moi-même ce que je fais dans ce box, monsieur le pré-

sident. J'ai entendu parler d'Action directe comme tout le monde mais je ne connaissais pas Olivier ni Frérot. Je ne connais pas Lyon non plus, même si j'y suis passé du temps que j'avais une bagnole ». Auparavant, Ekert aura évoqué sa brève scolarité, jusqu'à l'âge de douze ans, sa vie sentimentale - « J'ai quatre grands enfants, à ma connaissance, vous savez il fait chaud là-bas » - son métier de menuisier de marine, qui consiste à fabriquer dans des hangars des catamarans sur lesquels d'autres partant à la conquête des mers, son débarquement en métropole, à vingt-huit ans - « dans l'espoir de ramasser du fric pour ouvrir un petit commerce au pays » - ses petits boulots - bagagiste à Orly, homme-à-tout-faire dans le prêt-à-porter, caftier avec une compagnie sénégalaise - ses échecs, ses impairs, ses manques. On était loin du dossier. Des auditions de témoins allaient y ramener.

### Violences

Si les employés de la Société lyonnaise de la place Bellecour viennent déposer deux fois à la barre c'est que le groupe les a attaqués à deux reprises, à un mois d'intervalle. Comme la plupart des témoins de ce procès tardif, ces victimes là ont quelques défaillances de mémoire. Certains salariés ont confié avoir vécu jusqu'à neuf hold-up. Entre le braquage du 19 janvier et celui du 18 février 1982, M. Francis Sabra, adjoint au directeur, a pourtant de bonnes raisons de ne pas faire de

confusion. La première fois il fut frappé à coups de crosse par Frérot, qui lui déroba ses papiers d'identité, la seconde - après avoir eu le temps de crier à son directeur : « Ils reviennent ! » - il a subi un traitement plus pénible encore. Interpellé par son nom, traîné jusqu'à la salle des coffres, roué de coups de pieds, il a dû se soumettre à une odieuse mise en scène. Frérot le fit mettre à genoux, lui jeta au visage des larmes de billets et prit une piano de son exploit. « Il était surexcité, parlait de faire un exemple sous prétexte que notre banque appartenait au groupe Suez qui, selon lui, participe à l'exploitation des pays pauvres ».

Après ces dépositions, Frérot qui avait annoncé son intention de reprendre la parole pour « donner des explications sur les banques » s'y refusa, en protestant contre le fait qu'on ne l'ait pas laissé intervenir plus tôt. Cet ultime caprice, ne pouvait faire oublier l'extrait de son « auto-critique » lu par le président, quelques instants auparavant. A propos des premières expéditions de l'Affiche rouge, Frérot écrivait dans son carnet : « Olivier a réussi à rencontrer des amis pour construire le projet AR. Cela lui a permis de politiser les actions de financement qui pouvaient nous faire passer pour de vulgaires bandits », et il ajoutait : « J'ai des Noirs comme spectateurs, alors, moi le Blanc, moi le para, je ne dois pas avoir l'air trop con... ». En quelques lignes la double imposture était consommée.

ROBERT BELLERET.

### Questions pour une tuerie « incompréhensible »

## Les experts devant « le cas limite » de Pascal Dolique

BEAUVAIS  
de notre envoyé spécial

Sous le regard à peine étonné des habitants, un cortège composé d'une dizaine de voitures précédées par un autocar encadré de policiers motocyclistes est arrivé au village de Saint-Martin-le-Nouveau (Oise) dans la matinée du samedi 3 juin. Chacun a pu voir le dispositif de gendarmerie s'installer autour de l'ancienne maison de la famille Labrousse. Mais rares sont ceux qui ont voulu se dérouter pour tenter d'apercevoir ce jeune homme qui travaillait il y a six ans dans la charcuterie de la rue principale. Enchaîné à un policier, il a rejoint un groupe d'une trentaine de personnes descendues de l'autocar et que rien ne distinguait les uns des autres. La cour d'assises de l'Oise avait décidé de se transporter sur les lieux où ce garçon charcutier, Pascal Dolique, a tué six personnes d'une même famille dans la nuit du 5 au 6 octobre 1983 (le Monde du 2 juin). De temps à autre, la présidente, M<sup>me</sup> Catherine Trochian, muise d'un album photographique, s'arrêtait pour désigner un lieu précis aux jurés. Le groupe pénétrait ensuite dans ce qui fut la maison des Labrousse.

### Epilepsie

C'est là que Pascal Dolique, alors âgé de vingt-quatre ans, vivait depuis près d'un an avec son amie Caroline Labrousse, une jeune fille de dix-neuf ans rencontrée en 1981. Elle n'était pas la seule à subir son influence car l'emprise de Pascal s'exerçait sur toute la famille. « Il était le chef des Labrousse », dira un témoin. Pourtant, le 1<sup>er</sup> octobre 1983 Caroline lui fera comprendre clairement son intention de rompre en rassemblant ses affaires dans un sac. Pascal rentre chez ses parents. Cependant, il n'a rien perdu de son ascendant sur les Labrousse. Le 5 octobre, il vient chez eux et propose de faire la cuisine. On laisse ce professionnel préparer un bœuf farci et y ajoutant plusieurs comprimés d'un puissant hypnotique à base de triazolam. Bien sûr il ne mangera pas à la maison ce soir-là et s'il revient vers minuit c'est, selon ses affirmations, « pour enlever Caroline ».

Dans la nuit, les voisins entendent des cris, des portes qui claquent et des bruits de poursuite sur le gravier. Inquiets, ils aperçoivent deux silhouettes à demi-nues qui courent dans le brouillard, et le silence retombe sur la maison. Caroline est étendue dans la salle de bains, sa poitrine percée de dix coups de couteau dont trois au cœur et ses bras sont couverts d'estafilades. Son père, Jean-Jacques Labrousse, gît au pied de son lit, victime de trois coups de couteau au thorax. Sa mère, Francine, est dans le couloir, tuée, elle aussi, de trois coups de couteau à côté d'elle son fils Fabrice, douze ans, a reçu huit

coups de lame dont un à travers le cœur. Devant le portail, le corps du grand-père de Caroline porte les marques de dix-huit coups de couteau et, plus loin, celui de son épouse en a reçu dix-neuf. Enfin, Jean-Yves, alors âgé de quatorze ans, frère de la jeune fille, a survécu à un coup porté à l'abdomen. En tout, Pascal Dolique a frappé à plus de soixante-dix reprises.

Chargé d'une des premières expertises, le professeur Jean Gaches, neuropsychiatre, ancien chef de service à l'hôpital Sainte-Anne, a pratiqué sur Pascal Dolique plusieurs électroencéphalogrammes. Sur l'un d'eux, il a relevé un tracé d'une crise de nature épileptique provoquée par une stimulation lumineuse continue par une succession d'éclairs. Prudent, le spécialiste a confirmé son diagnostic par des constatations cliniques s'appuyant notamment sur les maux de tête et les cauchemars constatés par la mère de Pascal. Selon le docteur Gaches, il s'agit de « crises partielles complexes », une forme extrêmement rare d'épilepsie. « Je suis stupéfié par l'importance des blessures réalisées qui nécessitent une épilation triple de la normale du sujet et par le nombre de coups portés. Cela concorde avec la « forme épileptique » d'une forme tout à fait exceptionnelle ».

En effet, l'expert n'exclut pas que Dolique ait pu avoir des instants de lucidité susceptibles d'expliquer des comportements apparemment logiques, rarement rencontrés dans la crise épileptique. Ce serait le résultat de crises « en salves » réapparaissant successivement soit par une stimulation lumineuse suffisante sur un individu « possédant un seul de réponse photosensible extrêmement bas » soit par « une très grosse charge affective ». Ce diagnostic a été confirmé par le docteur Josette Volpière, expert psychiatrique auprès de la cour de Paris, qui a considéré que Pascal Dolique était irresponsable en déclarant : « Il relève de l'hôpital psychiatrique de façon à être traité ».

### Les contraintes de l'article 64

Ce n'est en rien l'avis du docteur Marc Beaussart, expert épileptologue. Lui aussi a pratiqué plusieurs électroencéphalogrammes sur Dolique mais sans observer de crise. « L'épilepsie me paraît fort improbable, c'est douteux », observe le spécialiste. Selon lui, en l'absence de tout antécédent de crise épileptique, il est difficile de croire au diagnostic en crise purement épileptique. Mais surtout, selon l'expert, l'épilepsie ne se présente pas généralement sous cette forme. Certes, l'épilepsie en crise peut parfois être agressive en tentant de se débattre mais il ne réalise jamais des actes véritablement élaborés. Une opinion que partage M<sup>me</sup> de Bures, psychiatre, qui déclare en conclusion : « Pascal Dolique est accessible à une sanc-

tion pénale. Il existe pour lui des possibilités de réadaptation s'il est pris en main ».

Le docteur Pierre Lamothe, psychiatre, ne croit pas non plus à l'épilepsie. Cependant, il a rejoint l'analyse effectuée par un expert psychologue en parlant de « border line » ou « cas limite », concept un peu flou, parfaitement incompatible avec les exigences de l'article 64 du code pénal selon lequel si l'on n'est pas dément on est responsable de ses actes. Pour le docteur Lamothe, Dolique a « une personnalité pathologique » constituée notamment par « une sensibilité particulière au rejet ». Le spécialiste a déclaré tout net au terme d'un exposé particulièrement remarqué : « Je dis qu'il n'est pas normal, on est dans le pathologique ». Tout en se refusant à le considérer comme un dément, il lui reconnaît une certaine atténuation de sa responsabilité.

La nouvelle version de l'article 64 du code pénal en cours de révision est particulièrement significative. Elle est particulièrement significative. Même s'ils étaient convaincus par la thèse du professeur Gaches sur l'épilepsie, les jurés de l'Oise ne seraient guère tentés de remettre en liberté un malade qu'ils peuvent légitimement juger dangereux. La loi ne met pourtant à leur disposition qu'une échelle de peines alors que les juridictions criminelles de certains de nos voisins européens ont la faculté d'ordonner un placement thérapeutique dans des conditions qui, certes, ne sont pas toujours satisfaisantes mais l'idée pourrait être améliorée.

Les divergences d'appréciation des experts auraient mérité un véritable débat entre professionnels. Au lieu de cela, c'est la présidente qui a systématiquement combattu la thèse du professeur Gaches, expert judiciaire que l'accusation n'avait d'ailleurs pas jugé utile de faire venir à la barre. En outre, depuis l'ouverture du procès, la défense, déjà trop discrète, doit restreindre ses interventions au strict minimum pour ne pas être rappelée à l'ordre. Dans ces conditions, le débat se ramène parfois à un simple monologue...

Quand à Pascal Dolique, il semble souvent absent de son procès. Ni méprisant, ni arrogant, il garde un comportement étonnamment calme, même lorsque le cœur d'assises l'amène dans la maison des Labrousse. Pour lui, tout cela semble n'avoir que peu d'importance. A propos de l'accusé, le docteur Lamothe parlera de psychogénité : « Elle pourrait s'améliorer. Ce sera long. Mais on a le temps ».

On l'a moins pour juger.

MAURICE PEYROT.

Déçu par la prudence de M. Michel Rocard

## La Ligne des droits de l'homme accentue sa campagne en faveur du droit de vote des étrangers

A l'issue de son sixième-neuvième congrès, la Ligne des droits de l'homme a réuni à sa présidence M<sup>re</sup> Yves Jouffia. Dans un message audiovisuel adressé aux congressistes, le président de la République a déclaré notamment que « la cause des droits de l'homme est un combat de tous les jours et un combat exigeant ». La Ligne a rappelé à M. Rocard, présent au congrès, sa position favorable au vote des étrangers aux élections locales et a fait savoir qu'elle s'était constituée partie civile contre Paul Touvier.

« Et du citoyen ! » Plus d'un orateur a souhaité le rappeler. Pour son sixième-neuvième congrès national, tenu à Paris du vendredi 2 au dimanche 4 juin, la Ligne des droits de l'homme (LDH) s'est donc souvenue qu'elle était, à sa création en 1988, la Ligne des droits de l'homme et du citoyen. Comme la déclaration du même nom. C'est même cette partie tronquée de l'appellation qui a tenu la vedette des débats consacrés aux « nouvelles citoyennetés ». Deux cents après l'invention de la notion de citoyen par la Révolution française, le thème demeure d'actualité. « Parler de citoyennetés nouvelles, c'est sous-entendre qu'elles sont à conquérir », devait admettre M. Michel Rocard, « vieux compa-

gnon de route de la Ligne », devant ses anciens amis.

Le premier ministre a profité de cette visite amicale pour faire le point sur les avancées et les reculs des droits des citoyens en deux cents ans d'histoire. L'esprit sans doute encore occupé par le débat qui s'émiettait à l'Assemblée sur l'immigration, il insista sur l'article 4 de la Constitution de 1793, « anticipation admirable » qui déclarait citoyen français tout étranger domicilié en France depuis une année « qui adopte un enfant » ou « qui nourrit un vieillard ». Cependant les congressistes attendaient davantage du premier ministre. « Il ne suffit pas de proclamer les grands principes républicains, mais il faut reconnaître les droits civiques à ceux qui en sont exclus, notamment les étrangers », avait dit le président Yves Jouffia en accueillant M. Rocard, le priant instamment « de ne pas être seulement un bon gestionnaire, mais également un grand réformateur ».

### La voie de l'insertion

La réforme que la Ligne des droits de l'homme place en tête de ses priorités depuis 1984 reste l'accroissement du droit de vote et leur éligibilité lors des élections locales. Dans une résolution, le congrès a réitéré solennellement cette revendication. « Il s'agit, à travers elle, de dresser un rempart contre l'arbitraire, de combattre le racisme et d'ouvrir la voie de l'insertion », a déclaré M<sup>re</sup> Madeleine Robérioux, vice-présidente de la Ligne, en regrettant « que M. Michel Rocard n'ait pas indiqué, même à titre personnel, qu'il en était partisan ».

L'historienne a également plaidé la cause des femmes, « ces *féministes de deuxième zone* ». Bien que représentant 53 % des électeurs, elles ne sont que 14 % des conseillers municipaux, 5 % des députés et 3 % des sénateurs, ce qui placerait la France, selon les calculs de M<sup>re</sup> Robérioux, à l'avant-dernière place européenne. Elle s'est montrée favorable à l'instauration de quotas féminins aux élections pour « peser sur l'esprit ingélatif qui imprègne la société ».

Avoir des droits n'est pas tout, encore faut-il pouvoir en user. C'est une difficulté que les femmes partagent avec les plus démunies, estimées par M<sup>re</sup> Robérioux à huit ou dix millions de personnes en Europe. Mais pour tout individu, être citoyen ne se résume pas à avoir la citoyenneté, c'est se conduire en citoyen. Constatant « la crise actuelle de la citoyenneté visible à travers le taux record d'abstention aux consultations électorales », les congressistes se sont demandés comment « être citoyens autrement ». C'est-à-dire comment résister à la dépolitisation et à l'indifférence, en réactivant une politique par le bas « vouée à des objectifs concrets et sur laquelle le citoyen puisse peser, notamment à travers le mouvement associatif ».

« Tout autant que de nouvelles citoyennetés, c'est de nouvelles formes de démocratie qu'il s'agit », a suggéré M. Rocard avant de rappeler que « la formation d'un grand projet mobilisateur - celui des nouvelles formes de gouvernement - est moins l'affaire du gouvernement que des forces sociales ». Pour le premier ministre, si l'Etat a pour vocation première « de favoriser, d'accueillir les aspirations et projets de la société civile », il doit aussi « gérer le temps en distinguant clairement les étapes qui mèneront à l'immédiatement possible à l'idéalisme souhaitable ». Bref, il a demandé aux militants des droits de l'homme de faire preuve de patience, car, contrairement aux révolutionnaires de 89 qui voulaient tout, tout de suite, parce qu'ils n'avaient pas le choix, « nous avons le temps et le choix ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

« Des militants de SOS-Racisme, victimes d'une agression... ». Un groupe de militants de l'association SOS-Racisme qui, dans la nuit du 3 au 4 juin, collaient des affiches à Paris pour annoncer le Concert pour l'égalité, qui doit avoir lieu à Vincennes, le 10 juin, a été attaqué par une quinzaine d'hommes, armés de batons. Cette agression devait être revendiquée peu après auprès de l'AFP par un groupe d'intervention nationaliste inconnu jusque-là.

### FAITS DIVERS

#### Incidents à la prison de Pointe-à-Pitre

POINTE-A-PITRE  
de notre correspondant

Des prisonniers de la maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre ont refusé, dimanche 4 juin, vers 13 heures, de regagner leurs cellules et ont mis le feu à l'établissement jouxtant la sous-préfecture, en plein centre de la capitale commerciale de l'archipel. A l'aube, dimanche après-midi, le parquet de Pointe-à-Pitre, dans un communiqué qui indique que les « refus de réintégrer les cellules » et les « refus de dîner » auraient depuis deux jours.

Une dizaine de détenus, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été transférés, dimanche soir, à la maison d'arrêt de Basse-Terre. De source policière, on ajoute qu'une détenu a été blessée durant l'intervention des sapeurs-pompiers.

A. L.

### EN BREF

Quatre morts dans la chute d'un avion de tourisme. - Un avion de tourisme, effectuant une liaison entre Tanger au Maroc et Perpignan, s'est écrasé samedi 3 juin en Espagne, dans la région de Huesca. Les quatre occupants, tous de nationalité française, ont été tués. Il s'agit de Marcel Aguirre, 30 ans, et onze ans, de Michel Desamier, 30 ans, de Daniel Garcia, 30 ans, et de Henri Virginie Guy Belmont, 30 ans.

Dix femmes meurent dans un incendie à la prison de Turin, en Italie. - Dix personnes - huit détenues et deux gardiennes - sont mortes dans un incendie apparemment d'origine accidentelle, qui s'est déclaré dans la nuit du samedi 3 au dimanche 4 juin, dans le département des femmes de la prison de Turin. Située au nord-ouest de la ville, la prison Vallette est un établissement moderne construit dans le cadre du programme de modernisation des prisons italiennes mis sur pied dans les années 70 pour faire face au terrorisme des Brigades rouges. Elle accueille environ 1 300 détenus, dont une centaine de femmes. - (AFP.)

### EDUCATION

Manifestation pour les écoles bretonnes. - Une centaine de militants de l'association Diwan des écoles en langue bretonne se sont installés samedi 3 juin sur la piste de l'aéroport de Ploemeur (Morbihan), retardant ainsi de plusieurs minutes le décollage d'un avion à destination de Paris. L'association, qui compte une trentaine d'écoles privées, entendait protester contre la non-application d'un protocole d'accord signé le 1<sup>er</sup> avril 1988 par le ministre de l'éducation nationale, la région et Diwan, et prévoyant la prise en charge des instituteurs par l'Etat.



# Le Monde

## ECONOMIE

### Tunisie : le libéralisme à marche forcée

La où naguère s'élevait la statue équestre du *Combattant suprême*, avenue Bourguiba, une horloge africaine — que les Tunisois comparent à un réveil sur une table de nuit — égrène les heures de l'ère nouvelle ouverte le 7 novembre 1987 par le président Zine Abidine Ben Ali. L'ancien chef de file du régime tunisien avait peu d'idées sur l'économie lorsqu'il s'installa, voilà dix-huit mois, au palais de Carthage.

Quatre ans passés comme ambassadeur en Pologne (de 1980 à 1984) lui ont fait toutefois honorer le communisme et l'économie dirigée. Mais s'il a choisi pour son pays la voie du libéralisme, le chemin a été balisé, dès 1986, par le programme « classique » d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale.

La relance de l'investissement, la dévaluation du dinar (moins 50 % en deux ans), l'encouragement à la privatisation, le retour à l'équilibre du commerce extérieur, tous les ingrédients du bricolage libéral étaient réunis avant la prise du pouvoir de Ben Ali. Manquant la confiance et la volonté d'en finir avec trente ans d'Etat-patron. Le 7 novembre, sans conteste, apporté l'une et l'autre.

« Les résultats sont encourageants », assure Ismaïl Khellil, Gouverneur de la Banque centrale et ancien représentant de la Tunisie auprès du FMI, il est l'inspirateur de la politique économique en cours, l'homme qui donne au modèle libéral importé ses contours nationaux. « Les exportations de biens et services ont progressé de 20 % en 1988. Le tourisme a rapporté plus d'un milliard de dinars (1 dinar = 7 francs), en augmentation de 90 %.

#### Des appels répétés

« Nous avons reconstitué nos avoirs nets en devises : ils couvraient cent jours d'importations, à la fin de l'année dernière (780 millions de dinars) contre cinquante jours en 1987 (404 millions) et vingt-cinq jours seulement en 1986 (238 millions). Pour la première fois dans l'histoire de la Tunisie, la balance des paiements courants a dégagé courant 1988 un surplus de 65 millions de dinars.

Déceptions et inquiétudes se sont pourtant accumulées. Malgré un code des investissements très attractif — exonération d'impôt à vie des nouvelles entreprises touristiques vers l'exportation, suppression de l'autorisation préalable d'investir, possibilité pour un étranger d'acquiescer 100 % d'une société tunisienne, — les « privés »

n'ont pas répondu aux appels répétés du président Ben Ali. En 1988, leur contribution ne s'est accrue que de 1 %, quand le gouvernement espérait un progrès de 4 % des investissements.

Président de l'UTICA (Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat), Hedi Jilani reconnaît les changements intervenus depuis le 7 novembre. « L'existence du secteur privé a été considérée comme un acquis irrévocable. Auparavant, notre statut était sujet à des compromis permanents », affirme le patron des patrons tunisiens, qui reconnaît un nouveau texte réglementant l'investissement au caractère « révolutionnaire ».

Mais cette nouvelle donne paraît trop brutale au patronat dans une économie anesthésiée, depuis l'indépendance, par un Etat surprotecteur. « La perspective des entrepreneurs de se retrouver bientôt confrontés au marché mondial freine leur enthousiasme », explique H. Jilani.

**A l'heure de la compétition internationale l'économie souffre de mille faiblesses. Il s'agit de travailler plus sans vivre mieux.**

Quant au programme de privatisations (tourisme, transports, carrelage), il vise des sociétés le plus souvent déficitaires, endettées auprès des banques, qu'il faut payer au comptant dans un pays où la capacité de mobilisation de l'épargne reste limitée. Les candidats au rachat constatent avec amertume qu'aucune modalité préférentielle ne leur est accordée face aux entrepreneurs potentiels étrangers.

#### La clef de voûte

Si l'heure est à la compétition, la fiscalité est dissuasive, répressive même : le taux de l'impôt sur le revenu des particuliers atteint

comptes bancaires ouverts en Europe ou de placements traditionnels (constitution de dots, achats immobiliers).

« L'exportation est la clef de voûte de notre stratégie économique », affirme Ismaïl Khellil. Mais elle ne couvre pas, loin s'en faut, le flux des achats à l'étranger. L'écart tend même à s'aggraver (le déficit commercial a atteint 938 millions de dinars en 1988), en dépit de l'inflation — 8 % l'an dernier — et de la libération quasi générale des prix qui oblige peu à peu les classes défavorisées à se serrer la ceinture. Le SMIC, révalué de 15 % depuis 1986, ne dépasse pas 110 dinars par mois, et l'ensemble des salaires restent gelés. Coïncidence, les revenus

1987 !). La Tunisie prévoit d'importer pour 340 millions de dollars de blé.

« Curieusement, il a moins plu dans le Nord que dans le Centre et le Sud », remarque Abdelatif Sadem, le directeur du Plan. Le niveau de remplissage des barrages est désastreux, il faudra rationner l'eau par une baisse de pression dans les robinets.

La moitié des besoins en fourrage sera achetée à l'étranger et le revenu de l'agriculture — qui occupe la moitié de la population — poursuit sa chute.

En 1988, la croissance a été de 1,5 % seulement. Sans la dévaluation, elle aurait atteint 2,5 %. « En 1989, l'objectif de 5,4 % ne sera pas réalisé », regrette Ismaïl Khellil. Le ciel décidément n'a pas voté pour le 7 novembre. Mais le climat n'exerce pas tout.

Née à la fin du Protectorat, l'agriculture domaniale du Nord n'a pas su tirer parti des meilleures terres. La distribution

engrais, à la faible teneur du minéral tunisien et, surtout, à la gestion trop longtemps suicidaire de la Compagnie des phosphates de Gafsa.

En 1991, le pays connaîtra aussi son premier déficit énergétique, de l'ordre de 65 millions de dinars. Territoire le plus fort du monde sans avoir jamais trouvé son Hassi Messaoud, la Tunisie voit s'épuiser ses gisements à vive allure. Reste l'industrie. Le textile avec les concours étrangers de DMC, Lee Cooper, d'opérateurs ouest-allemands et canadiens, est un atout qui masque mille faiblesses.

Pour un pays qui prétend affronter la concurrence internationale, la médiocrité de la main-d'œuvre et son absentéisme élevé (25 %) sont des freins considérables. L'industrie agro-alimentaire offre des produits coûteux, mal finis : pour une boîte de conserve de légumes acceptables, combien de cabosses ou de rouilles, combien de haricots conditionnés dans un amas de fils !

Les piles s'épuisent après quelques jours, le matériel électronique est peu fiable. Hormis de rares secteurs — comme la réparation automobile où les Tunisiens excellent, — la qualité laisse singulièrement à désirer. Les cadres sont à la hauteur, pas la maîtrise.

#### Un vrai changement

« On attend encore les vrais changements », dit un universitaire. Le libéralisme sera-t-il une impasse comme le fut le clientélisme d'Etat bourgeoisiste ? Le président s'est assuré d'une certaine docilité de l'UGIT (Union générale des travailleurs tunisiens), le syndicat officiel. Ses dirigeants, fraîchement élus, tempèrent l'esprit revendicatif de la base.

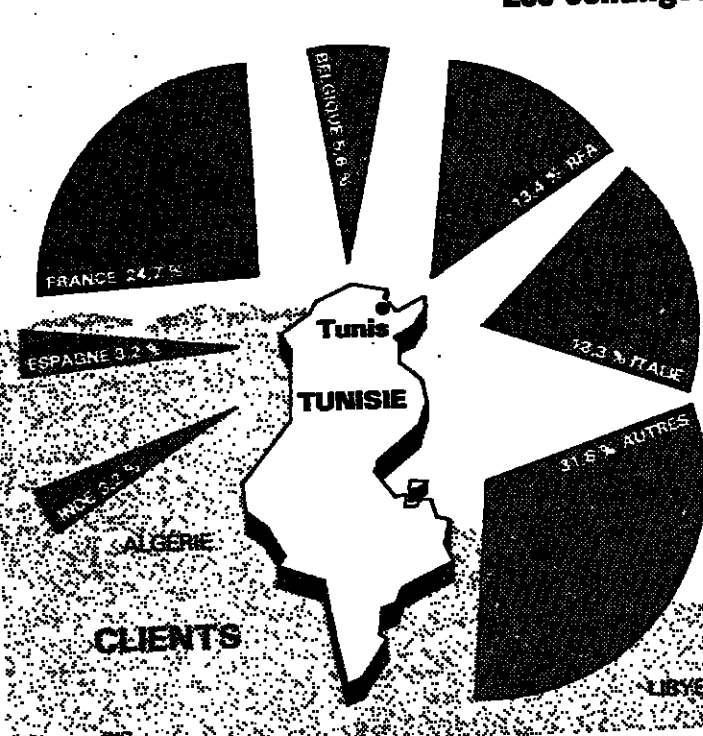
Déçu par le manque d'intérêt des hommes d'affaires saoudiens, le gouvernement attend beaucoup des investisseurs européens, français en particulier mais aussi anglais, allemands et italiens. Dans ses rêves les plus fous, il veut voir dans l'ancienne Ifryquia les traits d'un Hongkong de la Méditerranée.

La réussite de son libéralisme suppose pour les Tunisiens de travailler plus sans pour autant mieux vivre. Le voudront-ils, ces « Méditerranéens et demi » à qui le vide laissé par l'Etat domine déjà des sœurs froides ?

de Tunis.  
ERIC FOTTORINO.

(1) Jellal Abdelkefi. Ouvrage collectif « Tunisie au présent », éditions du CNRS, novembre 1987, 420 p., 150 F.

#### Les échanges commerciaux



La libéralisation totale de l'économie devrait durer dix à quinze ans et on nous l'annonce pour 1991.

« C'est impensable, sauf à accepter de sacrifier un grand nombre d'entreprises. Or nous voulons précisément élargir la famille des entrepreneurs tunisiens (l'UTICA compte 120 000 adhérents dont 15 000 industriels), attirer les jeunes diplômés vers les PME plutôt que vers la fonction publique. »

50 % — l'un des plus élevés du monde — et 40 % pour les entreprises. La fraude fiscale se perpétue au détriment de la transparence des comptes des sociétés.

Réveillée en 1988, la Bourse des valeurs de Tunis souffre encore de ce manque de clarté financière. L'épargne privée a augmenté de 23 % au cours des douze derniers mois (elle atteint 1,1 milliard de dinars), mais le secteur industriel voit cette manne lui échapper au profit de

des fonctionnaires ont été relevés le jour des émeutes en Algérie.

Cette marche forcée vers le libéralisme a déjà son coût social. La Tunisie compte officiellement 300 000 chômeurs (15 % des actifs), mais le chiffre de 500 000 est plus vraisemblable. L'exode rural des gouvernorats du Sud vers le littoral se poursuit avec ses habitats spontanés qui s'agglutinent autour des villes comme les cerne d'un mal profond.

Les paysans sans terre devenus citoyens sans emploi (1) côtoient des jeunes découverts — 60 % de la population a moins de vingt ans — sous la voûte de l'islamisme. « Ben Ali a mangé son pain blanc. Il doit stopper le chômage et relancer la croissance », observe un diplomate.

Le gouvernement le sait. « Mais comment intensifier ce développement et continuer à rembourser la dette qui atteint 5,1 milliards de dollars ? », interroge Ismaïl Khellil. « Le président Mitterrand a fait beaucoup pour alléger la dette des pays en cessation de paiement. Pour avoir été bons payeurs, nous nous sentons frustrés car notre fardeau s'alourdit. »

La Tunisie rembourse désormais plus qu'elle ne reçoit à titre de prêts. Ce flux net négatif de capitaux a atteint 271 millions de dinars en 1987 et 305 millions l'an dernier. La hausse conjuguée du dollar et des taux d'intérêt donne aux habitants un avant-goût de l'économie ouverte voulue par leurs dirigeants.

Dans ce pays où l'absence de pluie crée *ipso facto* une malaise politique, on appréhende la deuxième année consécutive de sécheresse. Comme en 1988, la récolte de céréales devrait se situer autour de 3 millions de quintaux (contre 19 millions en

E. F.

#### Passe-passe libyen

DANS les rues qui bordent la Médina, les étalages de fortune ont fleuri à la barbe des commerces établis. Sur des planches bancalées, parfois soutenues par des cartons éventrés, on y trouve des sandales italiennes, des fromages hollandais, du savon, des fleurs artificielles, des tissus et de la quincaillerie, des marchandises de ce bazar hétéroclite arrivent de Libye à des prix dérisoires, très attrayants pour une population souvent désargentée.

Cette économie informelle a prospéré depuis la fin de 1987, avec la réouverture de la frontière tuniso-libyenne, fermée pendant l'été 1985, après l'expulsion par la République islamique de trente mille travailleurs tunisiens. Dans un premier temps, les Libyens ont afflué chez leur petit voisin, apportant un ballon d'oxygène inespéré aux habitants du Sud.

Tuiles rouges à douze trucs, agneaux vifs, pièces détachées pour automobiles, bois travaillé, fruits et légumes achetés par camions entiers sur les marchés de gros, rien n'était trop beau

pour les ressortissants libyens qui avaient chacun reçu un crédit de dépense de 900 dinars. Près d'un million se sont rendus en Tunisie pendant l'année 1988.

Ces échanges ont dégagé un solde excédentaire net de 150 millions de dinars. « Ils ont créé des sources de revenus pour les jeunes laissés-pour-compte. Le gouvernement a préféré fermer les yeux plutôt que d'affronter un mécontentement social », observe un juriste de Tunis.

#### Concurrence déloyale

Toutefois, depuis quelques mois, le système prend un tour moins favorable à la Tunisie. Les Libyens ont moins d'argent à dépenser. Ils ont en revanche de nombreux produits à offrir, comme en témoignent les étalages des commerçants installés comment à souffrir de cette concurrence déloyale, même si certains passent pour « voyauteurs » ces nomades du commerce.

Par un jeu de passe-passe troublant, des denrées tuni-

siennes exportées vers la Libye en reviennent moins cher sur les « souks du samedi » de nombreuses villes et villages du Nord. « On peut acheter de l'huile de Carthage ramportée de Libye pour 1,1 dinar, alors qu'elle vaut à l'origine près de 2 dinars », témoigne un responsable du plan.

L'explication est connue : la Libye subventionne de nombreux produits alimentaires qu'elle paye au prix fort. Des intermédiaires se sont fait une spécialité du double jeu qui consiste à profiter des tarifs pratiqués en Libye pour revenir à des prix en Tunisie.

Devant l'ampleur prise par ce trafic, les deux pays ont décidé ces dernières semaines de mettre la holé en contrôlant mieux les frontières. « Des camions remplis de matériel hi-fi ou de textile de Hongkong ne pourront plus passer », assure-t-on au Plan. Le commerce officiel y retrouvera ses prérogatives. Le chaland de la rue n'est pas sûr d'y retrouver son superflu, parfois si nécessaire.

E. F.

#### orientations SERVICE

#### Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :

Orientations Service, 28, rue de la Trémolle, 75008 PARIS

(réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle.

Adresse

Code postal	Ville	Age
Niveau d'études actuel		
<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable	
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Commerce Gestion	<input type="checkbox"/> Extension Visuelle	
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Formation Artistique Appliquées	
<input type="checkbox"/> Vente Commerce Gestion Distribution	<input type="checkbox"/> Formation Continue	
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Gestion Financière	
<input type="checkbox"/> 2 Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel	
<input type="checkbox"/> Administration Militaire	<input type="checkbox"/> Informatique	
<input type="checkbox"/> Commissariats	<input type="checkbox"/> Ingénierie Chimiste	
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Journalisme	
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Logistique Production	
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Maintenance d'Ordinateurs	
<input type="checkbox"/> BTS Automobile	<input type="checkbox"/> Management Hotelier	
<input type="checkbox"/> Cinema	<input type="checkbox"/> Marche de l'Art	
<input type="checkbox"/> Communication et Culture	<input type="checkbox"/> Océlogie	
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Para-Médical	
<input type="checkbox"/> Communication Publicité	<input type="checkbox"/> Professions Dentaire	
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique	
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Revenir le Baccalauréat	
<input type="checkbox"/> Concours Ecole Normale	<input type="checkbox"/> Secrétariat-Bureautique	
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques	
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Système de Mode	
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Tourisme	
<input type="checkbox"/> Design Design Industriel	<input type="checkbox"/> Transport	
<input type="checkbox"/> Electronique		

مكتبة الأمل

DÉBAT

# L'économie et les mathématiques

**On ne doit sans doute pas mettre sur le même pied les préférences pour la citrouille et celles pour la poésie.**

par SERGE-CHRISTOPHE KOLM (\*)

Le plaidoyer exclusif d'Yves Balasko pour l'économie mathématique est important parce qu'il met au mieux en lumière les malentendus courants sur la connaissance des questions économiques, la recherche et l'enseignement à leur sujet (« Le Monde Économique » daté 21 mars). Son argument explicite est irréfutable : quand une question économique se pose sous la forme d'un problème mathématique, il est absurde d'essayer de le résoudre sans mathématiques (ce que Y. Balasko appelle « l'approche littéraire »).

Mais cela suppose que tous les problèmes économiques se posent sous cette forme. Là, on est très loin du compte. Pour les problèmes économiques les plus importants actuellement, la discipline qui peut aider l'économiste est plus souvent la philosophie, l'éthique, la sociologie, la psychologie ou l'histoire que la mathématique. Prenons les exemples mêmes que propose Y. Balasko.

## Des causes culturelles

La comparaison, l'histoire et l'économétrie montrent que les causes de la croissance d'un pays sont d'abord culturelles. Expliquer pourquoi une économie croît requiert d'abord d'expliquer les motivations et les organisations sociales qui conduisent à ce résultat.

Ainsi, la croissance historiquement unique de l'ensemble des économies de marché de l'Extrême-Orient ne peut s'expliquer que par leurs bases culturelles communes. Or on ne dispose pas (encore ?) de modèle mathématique nous permettant de trancher si c'est le néoconfucianisme ou le bouddhisme (ou le tao-shinto) qui y joue le rôle crucial.

Le chômage, autre exemple, nous est imposé par les politiques de « rigueur » de gouvernements, qui ne veulent pas relancer parce

qu'ils craignent l'inflation (le déficit extérieur peut être résorbé dans le moyen terme par des dévaluations, mais celles-ci poussent l'inflation). Or qu'y a-t-il de mal à l'inflation si les revenus augmentent avec les prix ? Certainement des fluctuations et des incertitudes dans les pouvoirs d'achat et les « prix relatifs », qui accompagnent l'inflation.

Toutefois, les effets strictement économiques de ces incertitudes ne sont pas d'un ordre de grandeur capable d'expliquer pourquoi on met des millions de personnes au chômage pour baisser le taux d'inflation de quelques pour-cent. Cette explication ne peut éviter de se référer à l'anxiété, à l'angoisse, au sentiment de rupture d'un contrat social implicite, qui résultent de ces fluctuations et incertitudes générales sur les prix et les pouvoirs d'achat. Or on ne dispose pas non plus d'un modèle mathématique applicable de l'angoisse et de l'anxiété.

L'opinion nette d'Y. Balasko sur John Stuart Mill nous offre encore une autre illustration : « Nous savons ce que l'histoire a retenu de ses contributions : pratiquement rien ». Y. Balasko fait certainement référence, avec raison, à ces passages remarquables où J. S. Mill obtient par des phrases intelligentes des résultats qu'il aurait obtenus, de façon plus rapide, sûre et générale, par des équations (sur le commerce international en particulier).

Mais les économistes ont bien d'autres leçons à apprendre de J. S. Mill. Par exemple, l'une des plus connues est la suivante : pour juger de la qualité de la production d'une société, on ne doit sans

doute pas mettre sur le même pied les préférences pour la citrouille et celles pour la poésie. Or je suppose que, dans les théories qu'aime Y. Balasko, il ne fait pas de différence que dix francs soient dépensés en citrouille ou en poèmes.

Les conséquences d'un tel débat sont importantes pour les politiques et le budget de l'Etat (taxation des différents produits, publicité à la télévision et financement de celle-ci, budget de la culture, politique de l'éducation, etc.). Certes, « qui va décider pour moi si je dois consommer de la citrouille ? », demanderait Milton Friedman.

Le débat est ouvert. Sa conclusion est un choix de consommation, de production, de financement, donc économique. Son outil est la philosophie. Sa formalisation mathématique n'en est qu'un aspect mineur.

## Les progrès décisifs

Chacun des exemples suggérés par Y. Balasko peut être considéré ainsi. Il pense que la théorie économique permettra de résoudre les problèmes du chômage, des inégalités, du décollage quand elle sera plus avancée. C'est possible. Mais, si cela arrive, la plupart des progrès décisifs proviendront de l'incorporation, dans cette théorie d'idées de nature socio-psychologique ou philosophique.

Ainsi, le chômage dépend en partie de la peur de l'inflation, et

(\*) Directeur du Centre d'enseignement et de recherche en analyse socio-économique de l'École nationale des Ponts et Chaussées.

en partie de la détermination des salaires qui dépend beaucoup d'idées de justice (éthique), ou de normes (sociologie), comme le montrent par exemple tous les mouvements sociaux récents en France. Il en est de même des inégalités dont il faut d'abord savoir s'il faut les réduire, lesquelles importent, et pourquoi. De même le décollage, qui implique une occidentalisation et un bouleversement culturel, n'est pas nécessairement souhaitable, et sa possibilité nous ramène à la question de la croissance.

Tout rôle que le langage mathématique peut jouer dans ce progrès doit être bienvenu et exploité, car c'est une grande chance que de pouvoir s'appuyer sur sa puissance. Mais il est exclu qu'il joue seul un rôle, et même qu'il joue le rôle crucial sur chaque sujet.

L'argument qu'Y. Balasko défend avait été bien exprimé par Léon Walras dans les années 1870 (mais pas ainsi par Vilfredo Pareto, qui avait une vue plus complète de la société), puis presque en les mêmes termes par Jan Tinbergen dans les années 30, ou par Maurice Allais ou Paul Samuelson dans les années 40. Son point juste est sans doute bien compris. Mais ce n'est plus le problème important maintenant pour nombre des progrès nécessaires dans la compréhension des questions économiques et l'action à leur sujet.

On ne voit pas comment on peut connaître assez les problèmes économiques sans utiliser ce qu'il faut de mathématiques, et de philosophie, et de psychologie, et d'histoire. Ni comment on pourrait prouver qu'un de ces outils (pour l'économiste) est plus important que les autres à cette fin.

Se spécialiser est possible, mais s'isoler est risqué. Cette hétérogénéité des moyens nécessaires est sans doute la vraie difficulté intellectuelle du domaine. Mais c'est aussi son charme particulier.

CORRESPONDANCE

## La Corse et l'Europe

A la suite de l'article « L'Europe est une chance pour la Corse », publié dans le Monde Économique daté 10 mai, M. Jean-Paul de Rocca Serra, député RPR de la Corse du Sud, nous écrit :

« Les élus politiques de la Corse sont familiers du paysage institutionnel » que constitue la Commission de Bruxelles. Quand j'ai pris la présidence de l'assemblée de Corse après la dissolution de cette assemblée et son renouvellement en août 1984, j'ai désigné un vice-président délégué aux problèmes européens et aux liaisons avec la Communauté économique européenne. Après les élections de 1986, cette délégation a pris encore plus d'importance avec la refonte des fonds structurels européens, qui concerne tout particulièrement notre région. »

« Depuis 1984, il ne s'est guère passé de mois où moi-même, le vice-président délégué ou un des membres de l'exécutif ne soyons venus à Bruxelles présenter aux différents services gestionnaires des fonds européens des dossiers concernant la Corse. Le plan de

développement régional a été établi en liaison constante et continue entre l'assemblée de Corse, le gouvernement français et les autorités de Bruxelles. Il a été adopté après débat par l'assemblée de Corse en avril dernier.

« Notre assemblée achève actuellement un schéma d'aménagement et d'urbanisme de la Corse qui doit satisfaire aux exigences manifestées à Paris, que le retour à la paix civile rend maintenant encore plus justifié et plus utile.

« Enfin, chaque fois qu'ont lieu des colloques concernant les îles de la Méditerranée ou les îles rattachées aux pays membres de la Communauté économique européenne, la région de Corse y a été représentée, et les interventions faites par les représentants de son exécutif ont, je puis le dire, suscité un grand intérêt auprès des participants de ces colloques. La Corse a, par malheur, suffisamment de difficultés et parfois de torts pour qu'il ne soit pas utile de chercher des fautes ou des manquement là où il n'y en a pas. »

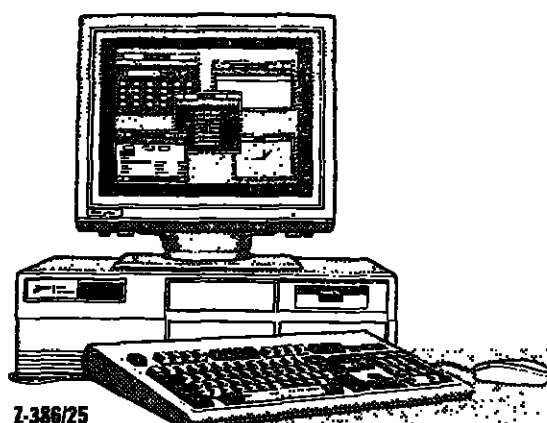
(Publicité)

Quel est l'impact de l'informatique de pointe sur le monde de la recherche ? Quels sont les grands axes de recherche en informatique aujourd'hui ? Quels seront-ils dans la prochaine décennie ? La France est-elle bien placée en informatique de pointe ? La recherche française avance-t-elle grâce à l'informatique ? Quelles actions le groupe ELF AGUTTAINE mène-t-il pour promouvoir les projets informatiques avancés ?

**La journée RECHERCHE ET INFORMATIQUE** organisée le 13 juin 1989 à la tour ELF (la Défense) a pour objet de répondre à ces questions :

Conférences par des spécialistes de haut niveau et exposition de produits informatiques de pointe développés par des PME françaises particulièrement porteuses d'avenir.

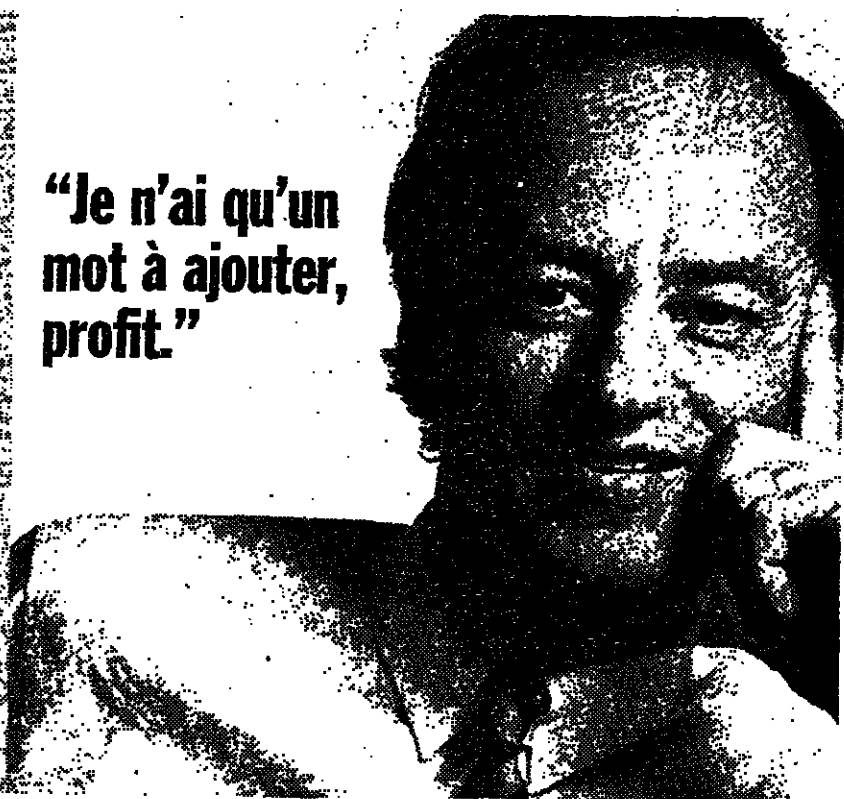
Renseignements/Inscriptions : (1) 47-44-44-46  
(1) 47-44-70-00  
Messagerie vocale :  
Attention ! Nombre de places limité !



Z-386/25

**Zenith Z-386/25**  
SuperSet 32 bits. Mémoire cache.  
Mémoire RAM 2 Mo extensible  
à 8 et 32 Mo. Vidéo VGA. 6,02 MIPS.  
Disque dur ESDI à 16 millisecondes.  
Mot de passe. MS-DOS,  
UNIX, MS-OS/2, WINDOWS 386.

**"Je n'ai qu'un mot à ajouter, profit."**



**ZENITH data systems**

☐ Envoyez-moi sans engagement de ma part votre documentation.  
☐ Je souhaite rencontrer un ingénieur commercial Zenith

Nom \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

Envoyez ce coupon à : Zenith Data Systems  
B.P. 201 - 92002 Nanterre cedex.



## DOSSIER

## Banques : la fin des illusions

**Les sociétés financières ne pourront plus faire payer par les contribuables les déficiences du système**

par CLAUDE LEVANT

demment ces investisseurs devront être rémunérés pour ce risque.

La question est alors de savoir si les banques ont une rentabilité suffisante pour attirer des actionnaires nouveaux. Cette rentabilité doit être jugée non d'après les seuls dividendes, mais aussi d'après la croissance de la valeur nette de l'entreprise telle qu'elle est plus ou moins bien reflétée par l'évolution du cours de l'action. Or cette rentabilité n'est pas très élevée si l'on considère l'ensemble de la profession bancaire.

#### Des mauvaises habitudes

En effet, de mauvaises habitudes ont, en effet, conduit les banques à rechercher les parts de marché au lieu de s'attacher au profit. Ces habitudes ont pu être justifiées autrefois : l'encadrement du crédit et quantité de procédures administratives assuraient des

une marge inférieure à 0,5 % au-dessus du taux du marché interbancaire. Qu'en est-il en réalité ? Les grandes entreprises qui empruntent des centaines de millions de francs font jouer une concurrence que les banques acceptent jusqu'à l'absurdité, et obtiennent des concours à court terme avec des marges de 0,10 ou 0,20 %. Conclusion : les banques ne tirent pas assez de profits de l'activité de crédit pour nourrir convenablement leur capital.

Cette situation s'explique sans doute par le fait que les « mastodontes » — les plus grosses banques, — étant nationalisées, n'ont pas d'inquiétudes profondes pour leur survie et sont donc plus attirées par la part de marché que par le profit. La dégradation des marges a conduit les banques américaines à se retirer progressivement de Paris, quitte à renforcer leur présence à Londres, d'où elles se réservent d'attaquer, au coup-par-

plus importantes de l'autre côté de l'Atlantique qu'en France.

Le profit est donc quarante fois plus fort aux États-Unis ; et pourtant Salomon Brothers a décidé l'an dernier d'abandonner ce marché en raison de son insuffisante rentabilité. En France, les banques continuent de se disputer les parts de marché, faisant fi de toute préoccupation de profit. Les grandes entreprises s'en amusent avec raison.

Le sommet de la concurrence absurde a été atteint avec les MOF (Multi-Options Facilities) : les banques se sont chamaillées pour s'arracher des engagements à moyen terme conduisant à bloquer leur marge à des niveaux ridiculement limités. Face à cette inconscience envers le coût du capital, quel est l'avenir de la titrisation ? Cette technique s'adresse d'abord aux banques spécialisées dans le crédit immobilier, mais elle intéressera aussi, quand la loi le permettra, les sociétés financières distribuant du crédit à la consommation et même les entreprises consentant des créances commerciales.

#### Les risques transférés

La titrisation consiste, pour la banque, la société financière ou l'entreprise, à vendre une partie de ses créances. Les conditions juridiques prévues par la loi libèrent l'établissement cédant de tous les risques de non-remboursement, ces risques étant transférés sur l'acheteur des créances. Les créances en question sont en pratique le plus souvent cédées à un fonds commun de créances, lui-même vendu sous forme de parts à des investisseurs.

N'entrons pas dans les détails de cette affaire : retenons seulement l'intérêt de cette technique, nouvelle en France et éprouvée aux États-Unis. Son avantage est de permettre un nettoyage du bilan. Comme la banque ou la société financière qui cède ses créances diminue la taille de son actif, le capital (inchangé par cette opération) vient donc garantir un bilan plus petit. Le ratio Cooke (capital sur total des actifs, pour simplifier) en est amélioré, et la qualité de la garantie que procure le capital accrue.

L'idée est donc séduisante, mais elle se heurtera à deux obstacles en France, du moins pendant un ou

deux ans : le premier obstacle est le peu de discrimination effectuée par le marché interbancaire français selon la qualité des signatures des sociétés financières candidates potentielles à la titrisation. Bénéficiant de refinancements à bas prix (sans marge significative, voire sans aucune marge), elles sont peu incitées à aller chercher leur argent dans la titrisation.

Nous sommes loin du marché interbancaire américain, qui distingue soigneusement les « prime New Yorkers » (les grosses banques de la place), les « second New Yorkers », les « prime Japanese », les « prime Europeans », etc. et leur accorde des taux de refinancement d'autant plus élevés que la signature est moins appréciée. L'univers américain, rappelons-le, croit beaucoup plus en la possibilité de faillites bancaires et veut que le risque soit payé en conséquence.

Le second est la méconnaissance des sociétés financières elles-mêmes quant au coût de leur capital. Elles n'accepteront guère de payer plus cher un financement « hors bilan ». Les coûts de gestion du fonds commun de créances sont de 0,50 à 1 % par an, ce qui, compte tenu du calcul économique déjà évoqué, devrait conduire les sociétés financières à rechercher la titrisation. La vente de crédits affranchit en effet le capital des risques qu'il garantissait. Les fonds propres ainsi libérés pourraient servir à octroyer de nouveaux crédits.

Comme la conscience de l'utilité du capital a été endormie par les interventions directes ou indirectes des autorités monétaires ou des pouvoirs publics pour sauver les établissements en difficulté, l'investisseur a été éduqué à regarder d'un mauvais œil les sociétés financières ne voudront pas payer le prix d'un tel nettoyage de leurs actifs.

Le règlementation nouvelle décidée par la Banque des règlements internationaux fera progressivement sortir le patient de son état d'anesthésie. Le système bancaire français sera soumis à des règles tenant compte des garanties qu'exige le fonctionnement du marché financier, et devra perdre les habitudes que lui ont données les interventions de l'État — qui reviennent à faire payer par le contribuable les dettes d'une banque défaillante.

Il est notoire que les Français ont une conception large du service public et des pouvoirs régaliens, alors que les Américains ont une idée plus restrictive. Ces différences culturelles enracinées ont des conséquences dans le domaine financier, particulièrement dans la façon dont ces deux pays considèrent les banques.

Pour un Français, une banque fait pratiquement partie du service public, et sera donc renflouée quel qu'il lui arrive. Pour un Américain, au contraire, il s'agit d'une entreprise qui doit équilibrer ses comptes sous le feu de la concurrence.

De cet écart de points de vue découle une conséquence immédiate : le Français aura confiance dans n'importe quelle banque, alors que l'Américain prendra des précautions pour se garantir contre un risque de faillite dont de nombreux exemples lui procurent d'ailleurs la réalité.

Toutefois, les événements récents bousculent les habitudes des Français : d'une part, trois banques se sont trouvées récemment en difficulté, et il est intéressant de voir comment a évolué la méthode employée pour répondre à ces difficultés. D'autre part, la Banque des règlements internationaux se prépare à demander à toutes les banques centrales — notamment à la Banque de France — de faire respecter des règles de prudence nouvelles pour les Français.

#### Une épidémie de faillites

Rappelons ce qui s'est passé pour les trois banques en difficulté. La Banque de l'entreprise a fait des pertes dues à des erreurs de gestion ; les autorités monétaires ont demandé aux actionnaires de reconstituer les fonds propres. Les actionnaires privés ont fait, paraît-il, la sourde oreille, alors que les institutionnels (financés en dernière analyse par le contribuable) se montraient dociles.

Ensuite, ce fut le cas d'Al Saoudi : afin d'éviter une épidémie de faillites, les autorités monétaires ont ordonné aux banques de la place (même celles qui n'avaient en aucune relation avec Al Saoudi) de donner des fonds pour rembourser les créances. Cette méthode a beaucoup surpris les milieux financiers internationaux.

Enfin, dans le cas de la Banque de participations et de placements, il a été décidé de faire jouer le mécanisme de solidarité AFB (Association française des banques) qui permet de rembourser les résidents français dans la limite

de 400 000 F. Certains racontent, non sans délectation, qu'un économiste libéral comme y aurait laissé sa chemise — en plein accord avec ses principes, le libéralisme spécifiant que la perte, comme le profit, doit concerner celui seul qui a pris le risque.

Ainsi, la méthode évolue : alors que le contribuable a été placé en première ligne pour soutenir la Banque de l'entreprise, ce sont les déposants qui ont dû faire l'effort essentiel dans le cas le plus récent. Les Français restent cependant habitués à considérer qu'une banque en vaut une autre et que la faillite ne peut pas atteindre ce type d'institution. Les trésoriers professionnels des entreprises ou des investisseurs institutionnels n'ont pas toujours eux-mêmes une claire conscience du risque.

L'écart de taux d'intérêt par rapport aux bons du Trésor qu'une banque doit servir pour attirer les dépôts était, aux États-Unis, en moyenne de 3 % en novembre 1987, après le krach, contre 0,35 % en France ; Une telle différence est énorme pour un professionnel qui se bat chaque jour afin de gagner quelques centièmes de pour-cent de taux. L'Américain avait peur d'une faillite en chaîne des banques et préférait renoncer à 3 % de rémunération pour être sûr de retrouver son argent. Le Français n'avait pas de crainte.

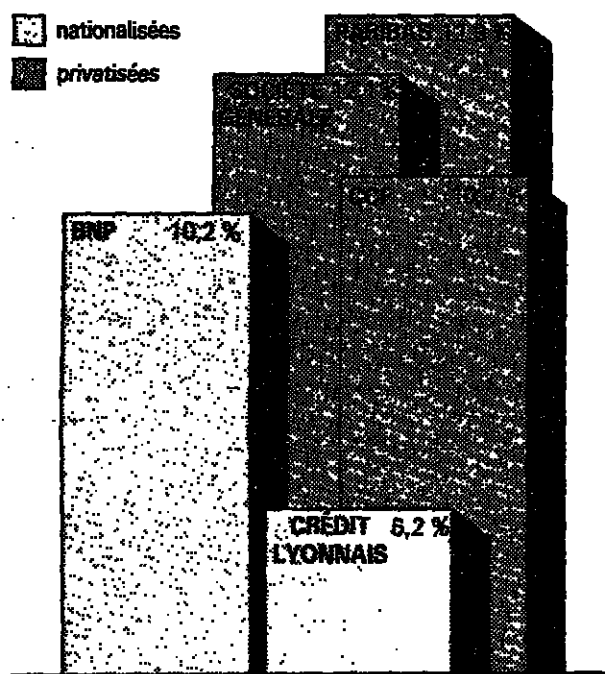
On pense en France que les autorités monétaires feront injecter des fonds dans les banques nationalisées si celles-ci ne sont pas assez rentables (voir le cas récent du Crédit lyonnais et celui, en discussion, de la BFCF) et que, s'il s'agit d'une banque privée mal gérée, elles obligeront les autres banques à la soutenir. En France, les pouvoirs publics, assurés du support du contribuable, apportent aux banques la garantie qui leur est donnée dans une économie libérale par leur capital.

C'est, en effet, le capital qui garantit au premier chef les déposants contre une confiscation de leurs avoirs au cas où certains des crédits consentis par la banque ne seraient pas remboursés. Attention à ce rôle du capital, la Banque des règlements internationaux émet une norme, le ratio Cooke, qui va s'imposer progressivement à partir de 1990 à toutes les banques, donc aussi aux banques françaises : pour consentir 100 F de crédit, il leur faudra 8 F de capital.

Les banques françaises vont donc ressentir un besoin de capital non sous la pression du marché, mais par suite d'une réglementation internationale contraignante. Ces banques sont-elles préparées à attirer des investisseurs qui prendraient les risques que l'État a assumés jusqu'à maintenant ? Evi-

#### La rentabilité des fonds propres

(en % pour 1988)



marges confortables. La compétition pour les volumes était alors en fait une compétition pour les profits. Maintenant les choses ont changé.

La rarefaction du crédit a disparu ; les pratiques de « face à face » (les entreprises excédentaires en trésorerie prêtent directement à celles qui ont besoin de fonds), que la Banque de France interdisait autrefois, ont été institutionnalisées en 1985 par l'ouverture du marché des billets de trésorerie sur lequel les banques servent en quelque sorte d'agences matrimoniales. Les banques continuent cependant à se faire une concurrence meurtrière pour élargir leurs parts de marché ; les marges fondent, et la rentabilité du capital est menacée.

Si l'on procède à un calcul rapide, on voit que pour rémunérer convenablement le capital aucun crédit ne devrait être consenti à

coup, les quelques gros marchés qui restent rentables en France.

Observons que les banques françaises ne se rattrapent pas, comme on pourrait le croire, sur les petits (PME, ménages) : alors que le compte d'exploitation des cartes bleues est déficitaire, un relèvement modeste des tarifs (maladroitement annoncé il est vrai) a été contrecarré par le ministre des finances. Le même jour la carte Diner's annonçait un relèvement de ses tarifs de 30 %, et le *Wall Street Journal* s'est simplement interrogé sur la rentabilité de l'opération.

Revenons au marché des billets de trésorerie. Le volume de cette activité est quarante fois plus important aux États-Unis qu'en France ; elle est accomplie par le même nombre d'intermédiaires, soit une petite dizaine si l'on exclut les intermédiaires occasionnels. Les équipes de vente ne sont pas

★★★★ J.A.E. ★★★★★

**VOULEZ-VOUS COMMUNIQUER EN ANGLAIS / AMÉRICAIN AUSSI BIEN QU'EN FRANÇAIS ?**

**J.A.E.**

**Vous proposez 5 jours pour vous débloquent définitivement en anglais : un stage résidentiel hyper intensif dans un ENVIRONNEMENT EXCLUSIVEMENT AMÉRICAIN : animateurs, télévision, journaux, ...**

**Vous assurez une formation de haut niveau avec des résultats garantis : le coût du stage est remboursé si les résultats promis, lors du test gratuit de niveau, ne sont pas atteints.**

**Cette méthode spécifique vous permet de maîtriser définitivement votre communication en anglais/américain.**

Demande de documentation ou téléphone : J.A.E., 47 rue Lemaître 75017 PARIS, Tél : (1) 42.63.31.00

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_  
 FONCTION \_\_\_\_\_ SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_  
 ADRESSE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
 VILLE \_\_\_\_\_ TEL \_\_\_\_\_

### eslsca 3<sup>e</sup> CYCLE SPÉCIALISÉ EN "TRADING"

Formation professionnelle de haut niveau débouchant sur une nouvelle fonction de management particulièrement adaptée à l'Europe d'après 1992. Du négoce international aux dernières techniques financières et boursières et au risk management.

Pédagogie et corps professoral : Spécialistes experts et entreprises partenaires.

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

**ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES**

Fondée en 1949 - reconnue par l'État  
 1, rue Bougainville - 75007 PARIS  
 Tél : (1) 45 51 32 59

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

JUIN 1989

### CHANSONS EN FRANCE

- Un nouvel âge d'or
- Des chanteurs mérités
- Les voies du succès
- Un contexte nouveau

### LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

(Spécial révision du bac)

- Une croissance soutenue
- Poursuite de la rigueur
- Déséquilibres majeurs : chômage, commerce extérieur
- Une économie mixte

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## L'anglais ou l'allemand intensif : une affaire de spécialistes

- Stages linguistiques intensifs de haut niveau en Angleterre (Oxford, Londres, Bristol...) et en Allemagne (Marburg, Koblenz...) dans des écoles créées et animées par l'OISE - Oxford Intensive School of English.
- Toute l'année de nombreuses méthodes adaptées à chaque situation : du stage individualisé en cours particuliers, au stage semi-individualisé.
- Programmes spéciaux pour adultes, étudiants et lycéens - collégiens.

OISE Anglaise : agréée par le British Council - Ministère de l'Éducation Britannique.

OISE Française : 21 rue Théophraste Renaudot - 75015 Paris

Tél : (1) 45 33 13 02

La référence pour l'excellence en langues

NOM : \_\_\_\_\_ PRENOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ VILLE : \_\_\_\_\_

Souhaitez recevoir, sans engagement de sa part, votre documentation sur les stages linguistiques pour : ☐ adultes ☐ étudiants ☐ lycéens-collégiens

مراجعة الأصل

## La chronique de Paul Fabra

# La renaissance du Gatt

**A** peine les grandes nations commerciales ont-elles mis fin, à la faveur de l'efficacité entremise du directeur général du GATT, Arthur Dunkel, à un grave différend qui les opposait sur l'agriculture depuis l'échec de la conférence de Montréal (décembre 1988) que de nouveaux incidents surgissent pour rappeler que le monde oscille entre le libre-échange et la guerre économique.

A Genève, au début du mois d'avril, les États-Unis ont renoncé à faire accepter l'idée d'un engagement en bonne et due forme pour supprimer dans les dix ans à venir toutes les subventions et aides à la production (ou à la non-production) agricole. L'assouplissement de la position américaine a ouvert la voie à un accord, moins anodin, du reste, qu'on a bien voulu le dire en Europe, et surtout en France, sur la nécessité de réduire « de façon substantielle et équilibrée » ces subventions. L'Uruguay Round a été remis sur les rails.

A Washington, quelques semaines plus tard, l'administration Bush se livre à un douteux exercice de vindicte publique imposé par la nouvelle loi sur le commerce, votée par le Congrès. Elle dénonce solennellement les présumés coupables de violations pratiques déloyales à l'égard des intérêts américains : en l'occurrence, le Japon, l'Inde et le Brésil (voir l'article de Jan Krauze dans le Monde du 27 mai).

Comme dans ce genre d'affaire personnelle n'est jamais tout à fait blanc — et rarement aussi noir que les accusateurs concurrents veulent le faire croire, réservons notre jugement, comme l'a fait diplomatiquement Arthur Dunkel, jeudi dernier devant les membres du comité national français (présidé par Jean-Pierre Bouyssonie, ancien président de Thomson) de la CCI (Chambre de commerce internationale), dont il était l'invité. Toutefois, M. Dunkel n'a été neutre ni sur l'orientation ni sur la portée des « négociations commerciales multilatérales » (Uruguay Round) en cours. Son optimisme, nourri par le remarquable renouveau du commerce international (+ 8,5 % en 1988), était manifestement, tous ses auditeurs en étaient convaincus, beaucoup plus que diplomatique.

C'est devenu presque un lieu commun, depuis une bonne dizaine d'années, que d'annoncer l'inductible

déclin, voire la mort du GATT. Celui-ci, avec ses « règles et disciplines », en l'absence desquelles la dure, mais souvent fructueuse, concurrence se transformerait en guerre économique ouverte, ruineuse pour tous (la guerre économique, cela consiste, ne l'oublions pas, à étouffer son adversaire en lui fermant les débouchés), serait-il, contre vents et marées, et malgré les apparences, en train de triompher ?

Dans leur prochain rapport annuel, les analystes de Genève montrent, statistiquement à l'appui, le rôle important que jouent désormais dans la croissance globale des échanges les pays nouvellement industrialisés de l'Asie. Rien de très surprenant, ni même de nouveau, dira-t-on. Voir. L'étude met en relief la contribution de ces pays en tant que débouchés pour les autres. Les plus dynamiques d'entre eux, qu'on a pris l'habitude d'appeler « les tigres » (Corée, Taiwan, Hongkong, Singapour), sans doute parce qu'ils sont équipés pour mordre leurs concurrents, pouront de moins en moins être considérés seulement comme des exportateurs particuliers « agressifs ». Beaucoup de nos entreprises trouvent en eux des clients, et des clients avec qui elles font d'excellentes affaires.

Cette « transformation de la carte commerciale du globe », comme dit M. Dunkel, est la plus positive des justifications de l'ouverture des frontières et de l'existence du GATT. En les fermant, on se prive soi-même de débouchés, on bloque la dynamique même de la croissance. Malgré un vocabulaire facilement trompeur, la « conquête » de marchés étrangers n'est pas en soi un acte de guerre. Au contraire. Si la concurrence n'est pas faussée par les pratiques déloyales du GATT, versées pur et simple, c'est-à-dire vente au-dessous du prix de revient, pour attirer le chaland ou subventions (instruments d'un dumping organisé par l'État), la conquête en question débouchera nécessairement sur des opérations en sens inverse.

Une telle évolution se produit sous nos yeux. Les anciens pauvres en sont

les plus grands bénéficiaires. « Négocier à perte de vue », dit encore Arthur Dunkel, sur un abaissement de deux ou trois points d'un droit de douane, c'était le GATT de papa. Aujourd'hui, l'enjeu est global ; il intéresse tous les acteurs de la vie économique, à commencer par les moyennes et petites entreprises, celles qui sont battues d'avance dans un monde sans règles et sans discipline. Il s'agit d'offrir à chaque producteur la possibilité de vendre sur un marché aussi vaste que possible en sachant que, s'il a des atouts pour gagner, il pourra effectivement gagner. Il s'agit aussi pour les acheteurs, désormais à même de s'informer sur tout ce qui se produit dans le monde, de s'approvisionner aux meilleures conditions.

Si le GATT gagne des points, c'est aussi pour une autre raison. M. Dunkel aime à dire que le GATT n'est pas au service d'un idéal utopique. Ce qu'on n'a cessé de lui reprocher au fil des années, c'est essentiellement deux choses. La première, c'est le caractère abstrait des principes qui le sous-tendent — aussi abstraits et illusoirs, ont fait valoir à l'unisson ses critiques, que le libre-échange lui-même. « Nous ne sommes pas la charte du libre-échange », a répété M. Dunkel, jeudi, devant les membres français de la Chambre de commerce internationale, car les statuts prévoient beaucoup de cas où les parties contractantes peuvent prendre des mesures protectrices. « Inutile de jouer sur les mots. La directive générale du GATT n'en a pas besoin. Sur un certain nombre d'exemples historiques récents et précis, on peut montrer que l'irréalisme n'est pas forcément du côté où on le dénonce.

**S**ont multipliés au cours des quinze dernières années les accords dits « d'autolimitation », en vertu desquels un pays exportateur s'impose, ou plutôt se voit imposer un certain contingent pour les ventes de tel ou tel produit dans un autre pays. Autant de violations du GATT qui interdisent les restrictions quantitatives aux échanges (par opposition aux droits de douane, autorisés à condition de n'être

pas modifiés à la guise du pays importateur).

Pendant plusieurs années, les ventes de voitures japonaises aux États-Unis furent ainsi limitées à un niveau, il est vrai, très élevé : plus de 20 % des immatriculations (rien à voir avec les maigres 3 % alloués par la France). Conséquence : les constructeurs japonais, pour accroître quand même leurs profits, ont changé leur fusil d'épaule. Ils vendaient surtout aux États-Unis de petites cylindrées, contre le « flot » desquels le quota était censé s'opposer. Qu'à cela tienne : ils se mirent à construire et à proposer de grosses automobiles, se rattrapant ainsi sur le prix (ce qui a permis d'augmenter considérablement le chiffre d'affaires, malgré la limitation du nombre des unités vendues). L'ironie est que, en changeant leur ligne de fabrication, les constructeurs japonais offraient des modèles directement concurrents des modèles américains et, par ricochet, s'entraînaient pour affronter les Mercedes, BMW et autres Jaguar, toutes marques européennes qui, jusqu'alors, étaient restées à l'abri de la compétition japonaise. Dieu serait-il libre-échangiste pour livrer à la confusion ceux qui essaient de dérouter le jeu ?

La même question pourrait bien se poser aussi à propos d'une autre dérogation aux règles du GATT, mais celle-là négociée dans le cadre de ce dernier : l'accord multilatéral par lequel les pays développés, à quelques exceptions près, dont la Suède, contingentent les importations de textiles en provenance de pays en voie de développement. Singapour, les de ses heurtés aux barrières ainsi dressées devant son potentiel d'expansion, s'oriente vers les industries de haute technologie, empiétant ainsi sur ce que maints pays développés considèrent comme une chasse gardée. Soit dit en passant, la France, qui fait si grand cas des industries de pointe et qui, simultanément, veut absolument prolonger l'existence de l'arrangement multilatéral, tellement contrairement aux intérêts du tiers-monde, devrait s'aviser que l'arbitrage à faire n'est pas seulement entre ses inté-

rets et la morale politique (le choix est, hélas ! vite arrêté par nos technocrates), mais entre différents compartiments de sa propre économie.

**D**ANS l'exemple précédent, on a vu les pays riches faire litière des règles du GATT pour filtrer la concurrence venue des pays en voie d'industrialisation (on aime souvent les pays peuvrés d'autant plus qu'ils ne sortent pas de leur condition). Mais, dans la rhétorique de Genève, c'est le plus souvent devant le cas de figure inverse qu'on se place. Outre son caractère utopique, le GATT est traditionnellement en butte à une autre critique : sous le couvert de l'universalité, ses règles seraient destinées à perpétuer l'ordre néo-colonialiste ou occidental. Il est injuste, ont fait valoir les tenants de cette thèse, d'exiger des pays économiquement en retard qu'ils négocient sur la base du « donnant-donnant ».

La CNUCED, née en 1964, fut conçue pour obtenir un traitement particulier pour les pays du tiers-monde. Dès l'année suivante, le GATT faisait perpétuellement droit à cette revendication en ajoutant une partie IV à ses statuts. En conséquence de quoi, les pays en question se sont sentis dispensés d'ouvrir leurs propres marchés chaque fois qu'ils obtenaient un « avantage commercial » de la part de leurs partenaires du monde développé. Plus d'un commencement à se demander s'il n'a pas conclu un marché de dupes : le traitement spécial, ne serait-ce pas la condamnation à perpétuité au sous-développement (Voir, à ce sujet, la chronique du 2 mai sur l'ouverture mexicaine) ?

Selon de bons témoignages, le grand économiste argentin, Raúl Prebisch, le « père » de la CNUCED, un an avant sa mort (survenue en avril 1986), déclara qu'il s'était trompé, que, pour les pays en voie de développement, le GATT offrait la meilleure solution et la meilleure garantie. Dans certains milieux agricoles, notamment américains, on se demande parallèlement si la protection ne se retourne pas contre ceux qu'elle est censée protéger. Même si elle a subi un échec à Montréal, l'idée pourrait bien faire son chemin. La révolution n'appartient pas seulement aux révolutionnaires.

## BIBLIOGRAPHIES

« Choisir l'audace », d'Alain Lipietz

## Le grand compromis

**« D**E l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace ! » Est-ce parce que nous sommes en pleine année du bicentenaire de la Révolution française qu'Alain Lipietz rêve de Danton ? Pour la deuxième fois en cinq ans, il introduit ce mot audace dans le titre d'un de ses livres (1). Il est vrai qu'il en faudra beaucoup aux gouvernements, patrons, syndicats, s'ils veulent suivre notre auteur sur son terrain et préparer « une alternative pour le vingt et unième siècle ».

En cette période de vide idéologique et, ce qui est plus grave, d'assoupissement de l'imaginaire, un livre comme celui d'Alain Lipietz doit être lu de près, car son mérite est de sortir de la liturgie des « il n'y a qu'à », et de ne présenter ce projet « alternatif » que parce qu'il perçoit déjà dans la réalité des aspirations et des comportements qui vont dans ce sens.

Notre société a tourné le dos au Taylorisme, c'est-à-dire au mouvement de rationalisation de la production fondé sur la séparation de plus en plus poussée entre les concepteurs et les exécutants. Ce système avait pu fonctionner grâce au « compromis fordist », qui réalisait une correspondance entre production de masse croissante et consommation de masse croissante. Il entra en crise par tous les côtés vers la fin des années 60 : baisse de rentabilité de l'industrie, internationalisation des marchés compromettant la régulation nationale, révolte des salariés face à l'aliénation du travail et à la toute-puissance de la hiérarchie et de l'État, enfin, plus généralement aspiration des citoyens à plus d'autonomie.

Peu à peu se dégagea un autre modèle qu'Alain Lipietz appelle « libéral-productiviste », inspirant le grand virage de la fin des années 70, qui porta au pouvoir Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, Ronald Reagan aux États-Unis et conduisit en France à l'élargissement d'un centre allant du RPR au PS. Le thème est, de se débarrasser du plus grand nombre de rigidités, de retrouver l'esprit conquérant des bourgeois du dix-neuvième siècle,

la société civile devant prendre le relais de l'État-providence.

Les tensions du modèle apparaissent aujourd'hui : il induit la société à deux vitesses ; il reconnaît l'importance de l'initiative des salariés, mais le patronat veut surtout la récupérer à son profit ; la croissance de la demande n'étant plus programmée comme dans le fordisme, on risque des crises de surproduction.

Il faut donc trouver autre chose. L'alternative proposée est de ne plus prendre le progrès technique comme une valeur en soi, mais de le juger à l'aune des principes d'autonomie des individus et des groupes, de la solidarité et de l'écologie. Pratiquement, on débouche d'abord sur un nouveau pacte salarial.

### Une mobilisation collective

C'est le « compromis de l'implication négociée ». Les travailleurs s'engagent à se mobiliser collectivement avec leur savoir-faire, leur imagination dans les tâches allant jusqu'à celles qui étaient réservées du temps de Taylor au bureau des méthodes, mais ils demandent des contreparties. La première est la « garantie dynamique de l'emploi », c'est-à-dire la préservation de la qualification et la possibilité de discuter sur le « que produire » au lieu de maintenir coûte que coûte une industrie en déclin.

Autre compensation à l'engagement du personnel : la croissance du temps libre. Il ne s'agit nullement de diminuer le temps total d'heures travaillées, mais, en France, il y a une majorité de gens qui travaillent trop et 11 % de chômeurs. Il faut travailler tous pour travailler moins.

Elargissant son propos, Alain Lipietz souhaite que l'on transforme l'État-providence en « communauté-providence ». Ce glissement de mots va loin. Critiquant l'allocation universelle préconisée par certains et justifiée par le seul fait qu'un homme naît, notre auteur propose d'étendre la solidarité en créant un « tiers sec-

teur d'utilité sociale », qui emploierait 10 % de la population active, subventionnée par l'État à hauteur de l'allocation de chômage et produisant des biens et services non rentables en termes capitalistes.

Les travailleurs de ce tiers secteur se regrouperaient en agences autogérées qui passeraient contrat avec des collectivités locales, des associations d'usagers, une caisse régionale de sécurité sociale, etc. Ces usagers verseraient aux « agences » un complément de ressources permettant de payer à leurs membres un salaire normal.

On sort de l'Hexagone pour les deux derniers chapitres, où Alain Lipietz plaide pour un « ordre économique international non agressif » en lançant une autre idée de « grand compromis », celui de la modulation par des clauses sociales des règles du libre-échange. L'arbitrage du GATT lui paraît insuffisant. Il faudrait celui du Bureau international du travail de Genève.

Même sorte de compromis pour l'Europe. En attendant l'unification monétaire, Alain Lipietz propose un scénario de « découplage harmonisé » : la nation ou la région ne pouvant pas suivre le mouvement aurait le droit d'invoquer les clauses de sauvegarde prévues par le traité de Rome. Si l'on ne peut encore parler de convergences, organisons les divergences car on ne fera pas l'Europe sans l'accord des habitants.

La force du livre d'Alain Lipietz, on le voit, est de ne pas se payer de mots, de chercher, partout où cela « coïncide », des solutions pratiques applicables parce que négociables. L'économiste a le courage de faire la part du rêve et de la vie et de mettre un pied devant l'autre pour avancer vers un projet alternatif, au lieu de sauter à pieds joints dans l'utopie, qu'il considère tout de même comme une boulesole.

PIERRE DROUIN.

(1) En 1984, il avait publié *L'audace ou l'enlèvement* aux éditions La Découverte, 158 pages, 85 F.

© Editions La Découverte, 158 pages, 85 francs.

« Changer le changement », d'Isabelle Orgogozo et Hervé Serieyx

## Haro sur la bureaucratie

**Q**UEL gouvernement n'a pas rêvé de faire passer un souffle nouveau sur l'administration ? Michel Rocard n'est pas le moins convaincu de cette nécessité. On verra si ses outils sont mieux affûtés. Du moins pourra-t-il profiter des expériences, des réussites et des échecs précédents. Le livre, sans prétention exhaustive, que viennent de signer Isabelle Orgogozo et Hervé Serieyx a ceci de précieux qu'il est le fruit de deux regards : l'un de l'intérieur, l'autre de l'extérieur.

La chargée d'études à la Caisse des dépôts et le PDG d'Eurégis n'ont guère eu de mal à s'entendre sur une idée centrale, que l'on pourrait traduire ainsi : ce n'est pas par les cornes qu'il faut prendre le taureau de la fonction publique, mais par la queue. Le petit bout de l'administration, là où elle se trouve en contact avec l'usager, n'est pas la moins fertile en innovations.

Reconnaissons-les, multiplions-les et un nouvel esprit se dégagera, qui pourra remonter de proche en proche jusqu'à la tête. Il suffira alors de peu de chose pour qu'une « réforme », impossible sans cette préparation, puisse être enfin dégaie.

C'est sur cette base qu'Hervé de Charette avait demandé à Hervé Serieyx, en 1986, de conduire une mission pour « promouvoir l'innovation dans la fonction publique ». Quelque temps plus tôt, dans le camp opposé, Jean Le Garrec avait eu la même intuition : c'est le changement qu'il faut changer, c'est-à-dire la manière d'aborder les problèmes.

En toute liberté, Hervé Serieyx raconte des « histoires éditantes » à propos de sa mission et dégage des leçons dont la plus intéressante figure sous le titre « Les seven up des fonctionnaires de changement ». L'auteur a

dégagé à la sept qualités caractérisant les « inducteurs de progrès » : esprit de projet, de vigie, de qualité, de technologie, de compétence, de flexibilité, de reconnaissance positive ou négative des efforts accomplis.

### La qualité du travail

Par un biais plus universitaire, l'école de Palo Alto et de Gregory Bateson (1), Isabelle Orgogozo arrive aux mêmes résultats pragmatiques. Elle met en place dès 1982 des « cercles de qualité » dans l'administration. Ils ont bien essaimé depuis, et cet état d'esprit prépare une sorte de « révolution culturelle » selon laquelle il est plus efficace de changer la nature du pouvoir que d'essayer de changer les mains qui le détiennent.

Après l'État-gendarme et l'État-providence, la légitimité nouvelle de l'État se prouve dans l'efficacité, dans la démonstration que les services rendus le sont au moindre coût et de la meilleure façon pour les usagers. La gestion coupe-t-elle les ailes de l'idéal ? Non. « Il semble... qu'en se centrant sur la qualité du travail, on produira par surcroît une éthique qui s'impose d'elle-même et emporte l'adhésion. »

M<sup>me</sup> Orgogozo a été très frappée par l'influence du bouddhisme sur le comportement japonais, qui fait que chacun a un sens aigu de sa responsabilité dans la réussite collective, qui pousse à chercher la perfection aussi bien dans la préparation du thé que dans l'acte productif le plus complexe.

L'Occident ne peut-il lui aussi réenchâter le travail par la qualité ? Notre auteur en est persuadé et, s'il faut lui chercher chez nous un fondement philosophique ou religieux, le sens de l'Autre n'est pas moins puissant,

non plus que la vraie « discussion », qui, pour Habermas, on le sait, rend possible l'universalisation des intérêts à condition qu'elle garde les seuls arguments de la raison et du discours, et non les faux arguments de l'autorité, de l'intimidation ou de la contrainte.

Il n'est pas si difficile, on le voit, de partir du concret, du vécu, pour arriver aux grands principes. Encore fallait-il le démontrer. Nos auteurs, chacun dans leur genre, y ont fort bien réussi.

P. D.

(1) Qui ont mis notamment en lumière le phénomène des jeux d'interactions, plus précisant que la volonté des individus engagés dans ces jeux.

© Editions du Seuil, 218 pages, 95 francs.

**PCS** PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux BEC et à Sciences Politiques créé en 1976

**Préparation Sciences Po**

Préparation intensive d'été.  
Préparation « plein temps » annuelle (octobre-juin).

Préparation « parallèle »

- groupes homogènes et suivi personnalisé,
- corps professoral répété,
- admission sur dossier : jeunes bacheliers et bac + 1.

**PCS**  
48, rue de la Fédération 75015 Paris  
Tél. (1) 45 66 59 96  
Régime de l'Enseignement Supérieur



## Société

L'importation d'ivoire est interdite en France

### Éléphants sans défense

LAUSANNE  
de notre envoyé spécial

Comme quelque trente-cinq mille autres plantes et animaux menacés d'extinction, l'éléphant d'Afrique est protégé par une convention signée à Washington : la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction ou CITES, selon le sigle anglais. Le secrétaire de cette convention a d'abord été hébergé à Gland (Suisse), au siège de l'Union internationale de conservation de la nature (IUCN). Rattaché ensuite au programme des Nations unies pour l'environnement (PNU), le siège est à Nairobi (Kenya). Le secrétaire de la CITES, et installé en 1984 à Lausanne, est travailleur une vingtaine de personnes dont le secrétaire général, M. Eugène Lapointe (Canada), et son adjoint M. Jacques Bernay (Suisse).

Le secrétaire de la CITES, logé dans un appartement en haut d'une tour d'opéra, apparaît bien mal armé pour sauver les plantes et les animaux menacés d'extinction à la surface du globe. « Nous ne sommes pas là pour sauver les espèces menacées », corrige M. Eugène Lapointe, avec son accent chantant du Grand Nord québécois. « Nous ne nous occupons que des espèces faisant l'objet d'un commerce international. Nous ne pouvons rien faire contre la disparition d'un habitat ou contre le commerce animalier à l'intérieur d'un pays ».

La CITES était si mal armée pour prendre la défense de l'éléphant qu'il a fallu, lors de la réunion des Etats membres, en 1985 à Buenos-Aires, créer une unité de l'ivoire et instaurer un système de quotas. Depuis quatre ans, donc, chaque pays d'Afrique qui possède un cheptel d'éléphants et souhaite exporter de l'ivoire, l'éléphant d'Afrique, placé en annexe I, ne peut plus faire l'objet de transactions internationales — doit annoncer au secrétaire de Lausanne combien il souhaite exporter de « pointes ». Cette demande est transmise à Cambridge, en Angleterre, où l'IUCN dispose d'un centre de documentation informatisé (World Trade Monitoring Unit - WTMU) qui enregistre toutes les transactions déclarées sur l'ivoire — entre autres. Un Etat qui ne formule pas de demande est considéré comme ayant un quota « zéro », c'est-à-dire interdit d'exportation.

Le système, tout le monde l'admet aujourd'hui, comporte d'immenses lacunes. Tout d'abord, il ne contrôle que le commerce légal de l'ivoire, dit-on et officiellement déclaré. Or le commerce illégal de l'ivoire, comme la partie insoupçonnée de l'écologie, est beaucoup plus important, du fait que la plupart des éléphants d'Afrique sont tués par des braconniers. « Plus de 95 % des éléphants tués aujourd'hui le sont par des braconniers », affirme M. Pierre Pfeffer, directeur de recherches au CNRS et grand spécialiste de l'éléphant d'Afrique.

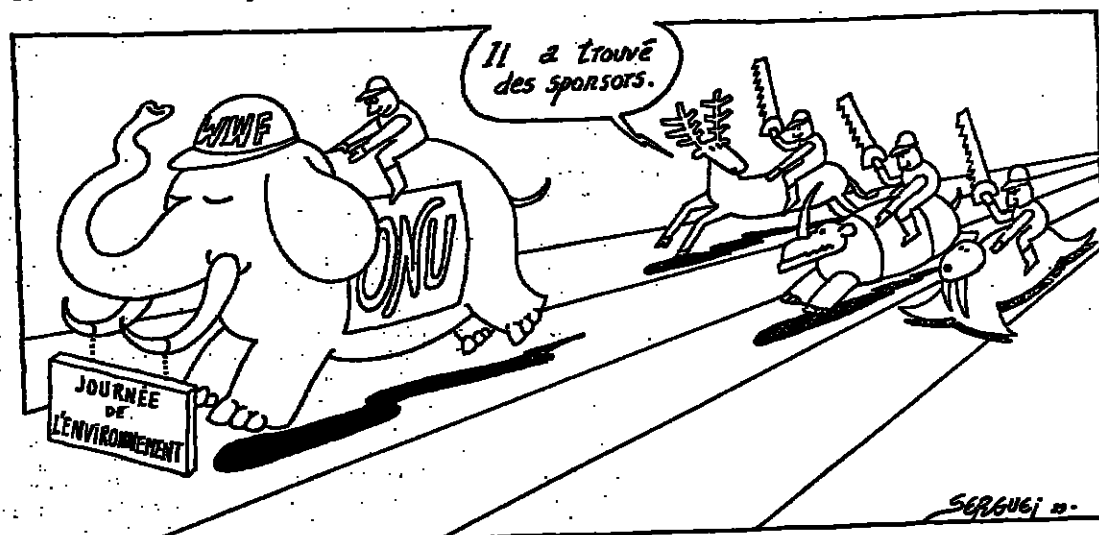
Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, a décidé de suspendre, à compter du lundi 5 juin, la délivrance de toute autorisation d'importation d'ivoire sur le territoire français. Cette décision intervient un jour après l'annonce par la Grande-Bretagne de son intention de demander le classement de l'éléphant d'Afrique à l'annexe I de la convention de Washington — c'est-à-dire l'interdiction du commerce international de son ivoire — lors du prochain conseil des ministres de l'environnement, le 8 juin à Luxembourg.

que (1). « La CITES n'est pas faite pour arrêter le braconnage », répond M. Jacques Bernay, autre expert de l'éléphant africain.

En fait, toute la difficulté vient de ce que la CITES émane directement des Etats et dépend donc des gouvernements qui la financent (2,6 millions de dollars en 1989). Or ce sont les Etats qui font la

ments officiels d'exportation sont des faux, et parfois des faux grosiers », constate M. Jean-Patrick Le Duc, le nouveau responsable (français) de la répression des fraudes.

Est-ce à dire que la CITES, minuscule officine paralysée par la lourdeur onusienne, ne peut qu'enregistrer les décès ? C'est ce que lui



police sur leur territoire et contrôlent exportations et importations par leurs douaniers. La CITES ne peut rien faire par elle-même, sinon demander parfois des sanctions contre tel ou tel Etat qui contrevient de manière flagrante aux bonnes règles.

« Ainsi, lors de la réunion d'Ottawa (1987), la « conférence des parties » a demandé à la communauté internationale de faire pression sur le Burundi et les Emirats arabes unis — deux plaques tournantes du trafic de l'ivoire — pour qu'ils cessent d'encourager leurs trafiquants. Du coup, les Emirats ont dénoncé leur signature à la convention. Et le Burundi après un changement de gouvernement, a décidé d'y adhérer ».

Les Etats adhérents de la convention conservent leur totale souveraineté, tant dans la fixation des quotas, contrôlés a posteriori par le secrétaire, que dans les « réserves » qu'ils peuvent émettre, c'est-à-dire les dérogations qu'ils peuvent demander. Un gouvernement a toujours le droit de faire une réserve sur tel ou tel animal ou plante, de sorte qu'une décision prise à la majorité ne peut pas s'appliquer à tous. Enfin, s'agissant de l'Afrique et du négoce international, la corruption est la règle. « Beaucoup de docu-

ron 50 tonnes. Déjà plus des 400 tonnes officielles, sans compter tout ce qui s'écoule clandestinement dans les Emirats, l'Inde, Taiwan, Singapour, etc. Même si l'on fait la part du stock, cela fait beaucoup plus de dix mille éléphants tués chaque année en Afrique, certains parlent de près de cent mille, ce qui signifierait l'extinction totale dans quelques années.

La conférence des parties, en octobre prochain à Lausanne, devra prendre une décision. Une décision qui devra être relayée par les Etats et les citoyens si l'on veut qu'elle sauve l'éléphant d'Afrique.

ROGER CANIS.

#### Quota zéro

Il est aujourd'hui rejoint par une dizaine de pays africains (Soudan, Tchad, Kenya et la Tanzanie), et progressivement, par plusieurs pays leaders du monde occidental. Les Etats-Unis ont décidé de suspendre toute importation d'ivoire brut, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990, des pays qui sont à l'annexe I de la CITES. La Grande-Bretagne et la France, les deux anciennes puissances coloniales, sont favorables à l'interdiction totale. Et voici maintenant que le WWF international, qui soutient jusqu'à présent les pays exportateurs d'ivoire (qu'ils aident à gérer leurs troupeaux d'éléphants) réclame à son tour le moratoire.

« Le quota zéro est plus strict que l'annexe I », objecte M. Jacques Bernay, qui préférerait un durcissement de l'annexe II pour ne pas léser des pays comme le Zimbabwe, qui gère un troupeau en expansion et en tire d'importantes revenus. L'annexe I, trop rigide, encouragerait le trafic illégal et anéantirait les efforts de persuasion entrepris auprès des pays importateurs (Japon et Hongkong, essentiellement), et même des tailleurs d'ivoire, pour ralentir le rythme des transactions. Enfin,

• Inauguration du vingt-cinquième parc régional français. — Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, a officiellement inauguré, dimanche 4 juin, à Corbiat (Vosges), l'arrêté de classement du vingt-cinquième parc naturel régional de France, celui du Ballon des Vosges. Ce parc de 320 000 hectares regroupe plus de deux cents communes appartenant à trois régions (Lorraine, Alsace, Franche-Comté) et à quatre départements (Haut-Rhin, Vosges, Haute-Saône, et Territoire de Belfort). Des habitants en ont profité pour réclamer l'abandon du projet de village-vacances de Brunkopf, dans le Haut-Rhin, dont le gigantisme « inquiète » aussi M. Lalonde.

• Manifestations contre les déchets nucléaires en Maine-et-Loire. — Quelques deux mille personnes se sont rassemblées samedi 3 juin sur les terres d'une ferme de Bourg-d'Iré (Maine-et-Loire) pour protester contre le projet d'implantation d'un centre de stockage souterrain de déchets nucléaires dans les schistes de Segré. Des maires, des conseillers généraux et le député UDF, M. Marc Laffineur, s'étaient joints à la manifestation.

ROGER BÉCHAUX.

## MÉDECINE

Ouverture à Montréal de la 5<sup>e</sup> conférence internationale sur le sida

### L'appel des malades

Plus d'une centaine de personnes, parmi lesquelles de nombreux malades atteints du sida, ont perturbé la séance d'ouverture de la 5<sup>e</sup> conférence internationale sur le sida, qui a lieu à Montréal du 4 au 9 juin. Au cri de « Silence égale mort », ils entendaient ainsi critiquer la politique du gouvernement canadien en matière de lutte contre l'épidémie.

Ovationné par les quelque dix mille participants à ce congrès, M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie, a, par la suite, lancé un vibrant appel au désarmement, réclamant que les crédits militaires soient consacrés à la recherche sur le sida.

MONTREAL  
de notre envoyé spécial

Quelques heures avant l'ouverture du congrès de Montréal, le docteur Jonathan Mann, directeur du programme mondial de lutte contre le sida de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avait déclaré, au cours d'une conférence de presse, que plus jamais un congrès consacré au sida ne pourrait se tenir sans la présence de malades. Dans son esprit, le congrès de Montréal devait être au moins autant consacré aux malades qu'à la maladie.

De ce point de vue, la séance d'ouverture de la conférence a dû pleinement répondre à ses espérances. Ils étaient près de deux cents, massés sur la tribune de la grande salle du Palais des congrès, à agiter des pancartes hostiles au gouvernement canadien, à hurler des slogans. Parmi eux, de nombreux malades, certains portant sur leur visage des stigmates de sarcome de Kaposi.

Leurs cris étaient tout à la fois une sorte d'exorcisme et une manière de dire : ne nous oubliez pas, nous sommes là. « Join us » (rejoignez-nous, soyez avec nous). Le slogan fut repris en chœur par la salle.

#### L'argent des armes

Malgré les cris et les lumières, l'atmosphère était empreinte de gravité. Les visages des manifestants en disaient long sur leur désespoir. L'un d'eux se saisit d'un micro, et, symboliquement, déclara ouverte la conférence de Montréal. Les organisateurs du congrès commencèrent à s'entretenir sérieusement. Fallait-il, au milieu de ce tintamarre, faire entrer le ministre canadien, M. Brian Mulroney, et le président de la Zambie, M. Kenneth Kaunda ?

Après de longues négociations, les manifestants acceptèrent de laisser

la place au protocole et aux discours officiels. Le discours du premier ministre canadien fut d'une étonnante platitude. Celui du président Kaunda fut, en revanche, empreint d'humanité. Le président zambien rappela que son cinquième fils était mort du sida. Cette maladie, dit-il, « est une bombe qui tue lentement ». « Elle a déjà eu un impact sur l'humanité tout entière ». S'adressant aux chercheurs, M. Kaunda a déclaré : « Il faut trouver un remède au sida à tout prix ».

Il y va de la survie de l'humanité. En conséquence, je demande que soit mis fin aux programmes d'armement et aux programmes nucléaires, et que l'argent ainsi économisé soit alloué à la recherche sur le sida (...). Notre monde ne peut se permettre la folie de faire face à la pandémie du sida et de se livrer à une course effrénée aux armements ».

Ce congrès compte plus de dix mille inscrits, et un millier de journalistes doivent le couvrir. Six mille communications sont prévues. Mais sans doute faudra-t-il retener de cette conférence la présence de certains malades qui, tout au long de la semaine, vont participer à des colloques et à des tables rondes.

Des malades venus aux larmes d'entendre M. Kevin Brown, président du Vancouver persons with aids society, mort il y a quelques semaines du sida, livrer son témoignage grâce à un document vidéo projeté lors de la séance d'ouverture. Un témoignage qui se concluait par un appel bouleversant aux chercheurs : « Aidez-nous, nous ne voulons pas mourir. Nous voulons un traitement. Au nom de tous les sidatiques, bienvenue à Montréal ».

Dans la salle, les manifestants agitaient leur montre, signe que, pour eux, la course contre la mort avait commencé.

FRANCK NOUËL.

## RELIGIONS

En visite dans les pays nordiques

### Le pape loue l'esprit d'indépendance de la Finlande

Après une visite de vingt-quatre heures à Reykjavik (Islande) et à Thingvöllur, Jean-Paul II est arrivé, dimanche 4 juin, à Helsinki (Finlande). Il a été accueilli par M. Mauno Koivisto, président de la République. Lundi matin 5 juin, il a été chaleureusement reçu à la cathédrale luthérienne de Turku par John Vikström, archevêque de l'Eglise évangélique luthérienne de Finlande.

« Le quota zéro est plus strict que l'annexe I », objecte M. Jacques Bernay, qui préférerait un durcissement de l'annexe II pour ne pas léser des pays comme le Zimbabwe, qui gère un troupeau en expansion et en tire d'importantes revenus. L'annexe I, trop rigide, encouragerait le trafic illégal et anéantirait les efforts de persuasion entrepris auprès des pays importateurs (Japon et Hongkong, essentiellement), et même des tailleurs d'ivoire, pour ralentir le rythme des transactions. Enfin,

« On massacre la liberté à Pékin. Que fait le pape à Helsinki ? ». demandait une pancarte hostile dans la foule d'un millier de personnes qui attendait l'arrivée de Jean-Paul II dimanche soir devant le palais présidentiel. Dans l'après-midi, le pape, accompagné de son secrétaire, M. Jean-Louis Tost, a été reçu par le président Koivisto à la cathédrale de Turku (à 15 kilomètres d'Helsinki), en présence des autorités luthériennes et orthodoxes, il s'est livré, dans un style évangélique direct, à un exposé précis et personnel sur la fonction pontificale.

« Qui suis-je ? »

« Qui suis-je ? a-t-il demandé. Comme vous tous, un chrétien. Par mon baptême, je suis votre frère dans le Christ. Et il a énuméré les étapes de sa carrière de prêtre et d'évêque, poursuivant : « Dieu m'a désigné pour le ministère spécial d'évêque de Rome. L'Eglise catholique considère le ministère du pape comme la prolongation du ministère de l'apôtre Pierre. Celui-ci exige une attention à la fois pour l'Eglise locale de Rome et pour l'Eglise universelle. Mais je ne préche pas d'autre message que celui de l'Evangile ».

Au président Koivisto la veille, Jean-Paul II avait également affirmé qu'il venait en Scandinavie seulement pour parler de l'Evangile aux non-croyants.

HENRI TINCQ.

## SCIENCES

### Deux chercheurs japonais affirment avoir réussi une fusion nucléaire à froid

Deux chercheurs japonais ont affirmé, samedi 3 juin, avoir réussi avec succès l'expérience de fusion nucléaire à froid dont l'Américain Stanley Pons et le Britannique Martin Fleischman avaient annoncé la réalisation le 23 mars dernier. Tadahiko Mizuno et Tadashi Akimoto, de l'université d'Hokkaido, déclarent avoir constaté une émission de neutrons vingt fois supérieure à la normale lors d'une électrolyse de l'eau lourde menée pendant dix-neuf heures à partir de la fin mars, selon la méthode des deux chercheurs anglo-saxons. Ils se disent « certains à cent pour cent » d'être parvenus à une fusion nucléaire.

Une affirmation qui tranche sur l'opinion prévalant aujourd'hui au sein de la communauté scientifique internationale. Deux mois et demi après l'annonce de Stanley Pons et Martin Fleischman, une majorité semble se dégager chez leurs collègues pour estimer que les deux scientifiques anglo-saxons ont tiré des conclusions un peu hâtives à partir de résultats peu convaincants.

## DÉFENSE

• Nouvel essai nucléaire français à Mururoa. — Selon la Nouvelle-Zélande, la France a procédé, samedi 3 juin, à un nouvel essai nucléaire souterrain, sur l'atoll de Mururoa, en Polynésie. Cette explosion, d'une puissance de 20 kilotonnes (légèrement supérieure à celle de la bombe d'Hiroshima), est le troisième de l'année et le cent sixième depuis le début des tirs français, aériens, puis souterrains, sur les atolls de Mururoa et de Fangataufa. — (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
SCIENCES  
ET MÉDECINE

مكتبة الأصيل

# Sports

## TENNIS : les Internationaux de France

Pour la première fois depuis 1980 il n'y aura pas de Français en quarts de finale des Internationaux de France de tennis. Dans le tournoi masculin, Thierry Tulasne a en effet été éliminé par l'Américain Jay Berger en huitièmes de finale, tandis que dans le tableau féminin Sophie Amelach et Karine Quentrec n'avaient pas passé le troisième tour.

Les plus grosses surprises de ces 3 et 4 juin ont néanmoins été les défaites de Gabriella Sabatini, tête de série n° 2, chez les dames et de André Agassi, tête de série n° 5, chez les messieurs, tous les deux ayant été victimes de jeunes Américains, Mario-Fernandez, dix-sept ans, et Jim Courier, dix-huit ans.

Enfin, des quatre joueurs d'ores et déjà qualifiés pour les quarts de finale masculins c'est Stefan Edberg, a priori tête de série la moins à l'aise sur terre battue, qui a concédé jusqu'à présent le moins de manches (une au premier tour) tandis que Boris Becker a dû sauver une balle de match contre Guillermo Perez-Roldan et qu'Alberto Mancini a lutté cinq manches contre Jacob Hlasek.

## Le « couac » de Sabatini

Il est difficile de vouloir plaire à tout le monde. On court en effet le risque de ne faire que des mécontents. C'est un peu ce qui est arrivé au comité d'organisation des Internationaux de France dimanche 4 juin.

Pour faire plaisir au public parisien, le huitième de finale du dernier joueur français en lice, Thierry Tulasne, avait été programmé sur le Central en début de matinée. Hélas ! « Tulu » avait joué en double la veille avec Jérôme Potier jusqu'à la nuit tombée. Et il avait mal dormi après avoir perdu 9-11 au troisième set alors qu'il avait eu une balle de match.

Le Français n'était donc pas en grande forme dimanche pour donner la réplique au tourneur de Jimmy Connors, l'Américain Jay Berger. C'est du moins la raison qu'il a donnée à sa piètre prestation en sortant du court battu par un adversaire, ours mal léché, qui a réussi à se mettre à dos le public en contestant des décisions du juge de chaise pour un oui et pour un non.

Les spectateurs, qu'on voulait régaler, n'ont sûrement pas été séduits par ce joueur qui avait de servir avec l'air de se gratter le dos avec sa raquette et qui aux changements de côté enfonçait la tête sous une serviette pour consulter de mystérieuses notes.

Et pendant que le Central se morfondait devant ce spectacle un peu déprimant, au Trianon se déroulait le tournoi de doubles mixtes où Boris Becker trouvait inadmissible que son protégé, deux fois cham-

pion de Wimbledon, ici tête de série numéro deux, ait été « relégué » sur le court n° 1 pour affronter l'Argentin Guillermo Perez-Roldan. Arguments de l'ancien champion roumain : des centaines de supporters ouest-allemands ont acheté des places de Central pour voir leur joueur favori. Or avec ces billets ils n'ont pas pu accéder au court n° 1 où se disputait le match.

Reste à savoir si la colère de Ion Tiriac n'était pas proportionnelle à la frayeur qu'il a eue pendant cette partie. Car Boris Becker a bien failli ne pas dépasser le cap des huitièmes de finale, comme l'année dernière quand Henri Leconte l'avait éliminé en cinq sets. Le jeune Allemand de l'Ouest a manifestement fait de gros progrès pour adapter son jeu à l'effort spécifique que requiert la terre battue. Ses derniers résultats sur cette surface en témoignent : finaliste à Monte-Carlo, demi-finaliste à Hambourg.

Mais dimanche Becker avait en face de lui un pur spécialiste en la matière. L'Argentin Guillermo Perez-Roldan, que du côté de Buenos Aires on tient pour le successeur de Guillermo (l'a) Vilas. En tournant à petits pas pressés son revers, il a fait tourner Becker en bourrique. Et sans bien comprendre ce qui lui arrivait, l'Allemand s'est trouvé englué dans un cinquième set, mené 4-1, puis 5-4 avec une balle de match pour l'Argentin.

Un passing-shot un peu trop long le sauva. Ou plutôt le réveilla. Jusque-là, il avait joué avec tact au tac à Perez-Roldan. On aurait dit que l'un et l'autre briguaient l'oscar du matraqueur. Mais dès l'instant où il a vu passer le coup qui aurait pu le laisser sur le carreau, Becker se révéla un joueur de toucher insoupçonné. Son jeu de plomb est devenu moelleux comme la plume. Perez-Roldan n'y a rien compris : il a continué de taper comme un bûcheron. Et il a tout sorti ou presque.

Brouillant ainsi les cartes, Boris Becker a remporté les trois derniers

jeux avant de s'en aller « roussiller » contre le public trop turbulent du court n° 1. On se souviendra qu'il a su changer de tactique quand il le fallait pour reprendre en main une situation bien compromise. Ce n'est pas donné à tous les joueurs. En tout cas cela ne l'a pas été pour Gabriela Sabatini.

La manière dont la deuxième joueuse du monde s'est fait éliminer a été un modèle d'aberration. Comment peut-on avoir atteint le sommet de la hiérarchie mondiale sans être capable de réagir, de chercher une solution, de tenter de se rebeller ? En regardant l'Argentine laisser la conduite du jeu à l'Américaine Mary-Jo Fernandez, on avait le sentiment de revoir Hana Mandlikova, la championne 1981 qui par la suite était incapable d'assouvir son talent.

### Gabriela effondrée

Ce n'était pas « la » Sabatini qui était sur le Central dimanche. Ce n'était pas cette diva qui fait tourner les têtes et palpitait les cœurs. C'était une chiffe molle qui se laissait conduire par le bout du nez. Oh ! elle s'est excusée. Elle a prétendu que cette Américaine, cette Fernandez qui l'avait déjà battue trois fois cette année, la traumatisait. Mais si la numéro deux mondiale se laisse impressionner par une fille qui vient à peine de lâcher ses talons, elle n'a rien de la championne. Quelques choses ne va pas très bien sous cette belle tête brune.

On s'en était un peu douté lors de son match précédent contre l'Australienne Nicole Pietrangeli. Elle avait perdu la première manche et peine pour s'adjuger la deuxième. Dimanche elle n'a trouvé aucune réponse à la question pourtant simple que lui posait Mary-Jo Fernandez : si je tape la balle très tôt, avant le sommet du rebond, est-ce que tu arrives à tenir l'échange ? Eh bien non ! « Gabi » ne le tenait pas.

Et il était navrant de la voir s'échouer ainsi. A tel point qu'on pouvait se demander si Gabriela Sabatini arrivera un jour à tenir au côté de Steffi Graf la place qu'a eue pendant plus d'une décennie Chris Evert près de Martina Navratilova. Si elle ne réagit pas très vite, l'Argentine risque de se la faire chipper par cette petite Monica Seles, la Yougoslave qui paraît décidée à brûler les étapes du succès. Le pire est sûrement à craindre d'une gamine de quinze ans qui jette des fleurs à la foule et qui assume de deux mains ses rivaux.

Cela dit, il ne suffit pas de changer de tactique, ni même de se mettre à mieux jouer, pour être assuré de l'emporter. Jakob Hlasek en a fait l'expérience dimanche soir. Le Suisse, qui avait déjà sauvé quatre balles de match pour passer le premier tour, pensait sans doute qu'il arriverait encore une fois à remonter un déficit de deux manches. Contre tout autre adversaire qu'Alberto Mancini, il y serait sans doute parvenu.

L'Argentin, qui est le météore de ce début de saison, a accusé un brutal accès de fatigue après avoir épuisé les deux premières manches. Il ne se déplaçait pratiquement plus. Ses passings devinrent donc presque inopérants au moment où le Suisse se mettait précisément à mieux servir, c'est-à-dire à mieux contrôler le filet.

Mais, au début de la cinquième manche, les deux hommes étaient aussi épuisés l'un que l'autre. La vitesse et les angles que l'Argentin a, malgré tout, procurés à son coup droit firent alors la différence. Sa confrontation en quart de finale avec le Suédois Stefan Edberg s'annonçait d'autant plus passionnante que ce dernier, pur attaquant, a passé ses trois derniers tours sans perdre une manche. Il a même fort bien mouché ce petit Goran Ivanisevic qui, avant d'être un champion, n'était qu'un perturbateur.

ALAIN GIRAUDO.

## Combat de « boys »

Dans cette affaire-là, Roland Garros a quelques responsabilités et montre un peu d'embarras. Bien sûr, l'Américain Jim Courier aurait battu n'importe qui, dimanche, il le dit lui-même en anglais, il avait « l'œil du tigre ». En français : il avait bouffé du lion. Des coups qui tenaient du miracle à répétition, surtout un retour plus rapide que le service adverse, décoché, en revers ou en coup droit, sans préparation apparente et une façon, admirable ou schizo-phrénique, comme on voudra, d'attaquer la balle en permanence, de la refuser, ne serait-ce qu'une seconde de plus, dans son camp.

Mais André Agassi est tombé du plus haut, sans avoir commis de faute. Simplement dépassé. Défait par un tennis qui ressemble trait pour trait au sien. Et pour cause : les deux Américains, les deux « boys », mondiaux appartiennent tous les deux à la fameuse école de Nick Bollettieri et ont sué sang et eau, en Floride, dans le camp d'entraînement de cet ancien parachutiste des commandos de Corée. Ils ont appris à utiliser la même arme, le coup droit mortel. Agassi était monté en ligne plus tôt que son compagnon, et Jim Courier a prouvé, dimanche, qu'il n'en pouvait plus d'être l'élève second de ce bataillon disciplinaire.

Des comptes privés se sont réglés sous les yeux médusés de la presse spécialisée, surtout américaine, qui traque tous les faits et gestes du « Bollettieri Team ». Soit. Courier est encore plus jeune que Agassi. Dix-neuf ans moins trois mois. L'insolente jeunesse battue par encore plus cultivé. Sans doute. Mais ce n'est pas le plus important. C'est ici, à Roland-Garros, qu'André Agassi, dernier rejeton d'une famille modeste, d'origine iranienne, a été sacré champion, l'an dernier. Cela se passait en demi-finale, et la presse avait aussitôt porté aux nues ce gamin fantasque qui plait tant aux filles. Le short d'Agassi, découpé dans un jean's. Les cheveux longs, et teints, d'Agassi. Ses factures en Coupe Davis. Sa prétention. Même le vieux Connors et Mac Enroe, qui se pourraient connus des

jours de ventardises, avaient dû intervenir pour que le mortuor soit rappelé à l'ordre.

Une année d'histoire tonitruante, d'une coupe à l'autre du tournoi, qui paraissent se clore en boucle. « Golden Boy » hier, coqueluche de l'US Open et du Masters, phantasme d'un public de minidettes et enfant chéri des sponsors. Descendu en flèche, dimanche, par tout ce que la mi-crière de punk a réussi à se faire d'ennemis, de juin à juin. Ils étaient nombreux, journalistes ou rivaux, à considérer durant le match, que « la peinture commencent à s'éciller », selon la jolie formule d'un confrère du Figaro. Que cette mortuor au ciel n'était après tout que mirage, et que le professeur pouvait commencer son autocritique.

André Agassi jouait bien. Il pouvait entrer et se maintenir plus d'un mois de suite dans le carré d'or du circuit. Mais son art connaissait quelques limites et cela avait été vainement médiatique de lui tresser aussi vite les lauriers de la gloire éternelle. Il refusait d'aller se mesurer à Wimbledon. L'an dernier, comme aujourd'hui d'ailleurs. On le traitait de peureux. Lui expliquait qu'il ne se sentait pas encore prêt au grand Chelem et qu'à dix-neuf ans, il fallait s'économiser. Mais il avait tellement pêché par vanité, en quelques mois de gloire démi-mère qu'il n'écoulaient plus.

### La honte d'Agassi

Ainsi, après la gifle décochée par Courier (7/6 : 4/6 : 6/3 : 6/2), le gamin s'est abstenu de toute justification. Pénard. Il a simplement admis que son ami Jim avait « le jeu le plus puissant du circuit ». Puis il a eu cet air de gosse malheureux : il voulait rentrer chez lui. « Prendre le premier vol ». Se cacher dans le giron de la mère nourricière, maman et papa Agassi. Bollettieri l'écarterait G.L., et l'Amérique. Le monde était encore trop vaste pour Agassi, et les pièges nombreux. Il avait une furieuse envie de rester à la maison, comme un boude.

entre Coupe Davis et Us Open. De faire la paix avec John Mac Enroe et la seule presse que lient ses parents. De minitiques contrats couraient toujours, arrachés par temps d'euphorie, et il allait falloir les honorer. Nick Bollettieri avait sans doute conseillé la repli tactique.

Qu'avait-il bien pu dire, ce gourou musclé des courts, à Jim Courier, durant la nuit de samedi à dimanche ? Le match, au premier jour du week-end, avait été interrompu par la nuit sur le score d'un set partout et quatre jeux à deux en faveur du nouveau venu ? La problématique de l'écurie devait rassembler à celle de l'équipe Mac Laren de formule 1, ou il faut sans cesse départer pour se battre. Courier avait droit à sa chance, mais Agassi valait de l'or.

Aucune consigne n'aurait sans doute changé le cours des choses. Le tennis vaut d'abord par l'égoïsme de ses champions et Jim Courier avait trop d'amertume à déverser. Pouvait-il revenir sur le court avec la même rage au cœur ? Quelques jeux trop contractés, dans cette fin de troisième set, et Agassi pouvait au moins lui serrer son moral tout seul. Inutiles interrogations : Courier avait mûri pendant la nuit. Ce gosse blond à la peau blanche, qu'on surnomme déjà « l'Albinos », s'était débarrassé de son adolescence. Il avait cessé son prix d'honneur sur le dos du prix d'excellence.

Un peu plus d'une heure durant, il refuse toute subtilité de filet ou d'amortir. Il y avait du meurtre dans l'air. Et avec préméditation : il bougea peu du fond du court, frappant, comme dans une bataille de rue, dès la première balle. Et quand on separa enfin les deux acteurs du ring, par le talon des quatre sets gagnants, Jim Courier paraissait d'après de constater que le goût de la vengeance passe aussi vite. Il offrit à la foule le plus beau sourire du tournoi. Il s'avança, lui l'inconnu, pour réclamer ses bravos. Il n'avait pas encore l'histoire d'Agassi. On ne savait pas prononcer son nom à l'américaine. Mais, il venait de laisser sa trace.

PHILIPPE BOGGIO.

## AUTOMOBILISME : le Grand Prix des Etats-Unis

### Prost renaît à Phoenix

Alain Prost (McLaren-Honda) a remporté sa première victoire de la saison et la trentième de sa carrière, dimanche 4 juin à Phoenix (Arizona), dans le Grand Prix des Etats-Unis de formule 1 automobile. Le Français a profité de l'abandon de son coéquipier Ayrton Senna, parti en tête mais stoppé à la mi-course par des problèmes électriques.

Comme à Mexico, l'Italien Riccardo Patrese (Williams-Renault) a pris la deuxième place à 39 s devant l'Américain Eddie Cheever (Arrows-Ford), né à Phoenix. Pour la première fois de la saison, l'écurie Williams-Renault a classé ses deux voitures dans les points avec la sixième place de Thierry Boutsen.

PHOENIX  
de notre envoyé spécial

Fidèle à son habitude, Frank Williams avait fait avancer son fauteuil roulant au centre du stand. Dehors, mécaniciens et ingénieurs de l'écurie s'affairaient sous un soleil de plomb (39 °C) pour les préparatifs du départ. Seul face au terminal de l'ordinateur qui lui indiquera les temps, tour par tour, de toutes les voitures, Frank Williams semble indifférent à cet environnement. « Autrefois, le team manager faisait beaucoup plus, dit-il. Maintenant il doit faire confiance à ses ingénieurs, surtout dans mon cas. Je me contente d'observer, de contrôler les temps et d'intervenir si quelque chose ne me plaît pas. »

Après avoir accumulé les problèmes lors des séances d'essais et de qualification (boîte de vitesses, coupures électriques du moteur, réglage des châssis), Riccardo Patrese et Thierry Boutsen doivent respectivement partir en septième et en huitième ligne. « Je suis furieux de nous voir quatorzième et seizième au départ, dit Frank. J'ai trop l'air de condition pour accéder à la domination des McLaren-Honda. »

Il y a trois ans, c'est pourtant lui qui disposait des meilleurs atouts pour s'imposer en formule 1 : le prodigieux V6 turbo Honda et deux pilotes d'exception, le Brésilien Nelson Piquet et le Britannique Nigel Mansell. Jusqu'au 3 mars 1986, où sa vie a basculé sur le bas-côté d'une route départementale à proximité du circuit du Castellet (Var).

L'homme pressé de la formule 1, l'athlète qui ne laissait jamais passer une journée sans effectuer sa douzaine de kilomètres en course à pied est parti en tonneaux au volant d'une voiture de location alors que, après une journée d'essais, il rallait l'aéroport de Nice pour tenter de prendre le dernier vol pour Londres où il devait courir un semi-marathon le lendemain.

Frank Williams se souvient d'une douleur fulgurante à la base du cou, suivie d'une perte de connaissance. A son réveil, il était tétraplégique et plus rien ne sera pour lui comme avant. Sauf dans ses rêves. « Depuis trois ans, je continue à rêver que je marche, que je téléphone, que je vis normalement, raconte-t-il. Au réveil, je crois parfois que je fais retrouver de mes membres, mais je m'aperçois bien vite que rien n'a changé. »

Alors qu'il entreprend sa rééducation, il gèle des circuits, Nelson Piquet et Nigel Mansell remportent neuf des seize grands prix en 1986. La première considération en formule 1 semble promise pour Honda lors de la dernière course en Australie. Sochiro Honda, fondateur de la firme, décide d'y assister en se déplaçant pour la première fois sur un grand prix. Mais, à l'issue de la course, il doit servir la suite d'Alain Prost qui a profité de la rivalité entre les deux pilotes des Williams

pour d'adjudger in extremis le titre mondial.

L'affront ne sera pas pardonné. « Depuis mon accident, la direction de l'écurie préoccupait les Japonais, estime Frank Williams. Cette année-là, ils ont pensé que Senna serait le nouveau dieu de la formule 1. Peut-être avaient-ils raison. Ils ont voulu lui trouver une bonne écurie. Ce n'était pas facile chez nous car j'avais déjà un Brésilien avec Piquet et je ne voulais pas laisser tomber Nigel. J'étais à l'hôpital. La possibilité est passée... »

Malgré neuf nouvelles victoires en 1987, les Japonais l'abandonnent pour réunir Alain Prost et Ayrton Senna chez McLaren. Frank Williams doit se rabattre sur le moteur atmosphérique Judd pour deux saisons de transition.

### Réponse au Canada

La signature pour trois ans à partir de 1989 d'un contrat avec Renault, dont il avait été l'un des plus farouches adversaires lorsque la Régie a introduit le turbo en formule 1, lui a permis de redevenir ambitieux. « Un accord avec un grand constructeur européen est indispensable si on veut espérer battre les Japonais », estime-t-il. Jusqu'à Phoenix, le premier bilan était plutôt décevant. Avec une version améliorée du châssis de l'an dernier, Thierry Boutsen avait dû se contenter d'une quatrième place à Imola et Riccardo Patrese d'une deuxième place à Mexico.

« Nous nous sommes placés dans une perspective de collaboration à long terme avec Williams, indique Bernard Cassin, directeur de Renault Sport. Notre premier objectif était de parvenir à un niveau satisfaisant de fiabilité du moteur tout en améliorant progressivement ses performances. Les résultats de Phoenix dans des conditions de course particulièrement éprouvantes montrent que nous sommes sur la bonne voie. Mais il faudra attendre le nouveau châssis, qui devrait apparaître à Hockenheim ou à l'occasion du prochain Grand Prix du Canada. On peut donc supposer qu'il annoncera son départ de l'écurie McLaren sans forcément révéler son choix sur la suite de sa carrière. »

Frank Williams avait également retrouvé le sourire à l'arrivée du Grand Prix des Etats-Unis. « Mon expérience en formule 1 m'a appris que la route pouvait tourner très vite, dit-il. Je constate qu'il y a de gros problèmes entre les deux pilotes des McLaren. Prost n'en a peut-être l'un prochain et les moteurs Renault ou Ferrari auront peut-être plus de chevaux que le Honda. Je crois qu'Alain Prost aimait beaucoup battre Senna avec une autre voiture. »

Après sa victoire à Phoenix, le pilote français a indiqué qu'il donnerait probablement la première partie de sa réponse à Ray Donnell, son directeur d'écurie, à l'occasion du prochain Grand Prix du Canada. On peut donc supposer qu'il annoncera son départ de l'écurie McLaren sans forcément révéler son choix sur la suite de sa carrière.

An Grand Prix de Monaco, Patrick Faure, président de Renault Sport, n'avait pas caché son intérêt pour le recrutement du meilleur pilote français en 1990. C'est la position de Frank Williams ? « Alain m'intéresserait surtout s'il avait un bon potentiel britannique, répond-il d'abord en plaisantant pour entretenir sa réputation de nationaliste. Je serais moi aussi heureux de l'accueillir. Il a encore de très belles années devant lui. Ça dépend de ce qu'il ressent dans sa tête et si c'est toujours le feu qui brûle dans son ventre. Mais je n'ai pas voulu en parler avec lui, ni avec Marto, qui l'a sous contrat, ni avec Boudry, le commanditaire de notre écurie. C'est trop tôt vis-à-vis de mes pilotes qui seraient préoccupés par leur avenir. »

GÉRARD ALBOUY.

## FOOTBALL : la Coupe de France

### Marseille-Monaco en finale

L'Olympique de Marseille et l'AS Monaco disputent la finale de la Coupe de France samedi 10 juin au Parc des Princes. Les Monégasques se sont qualifiés en dominant Sochaux lors de l'épreuve des tirs au but (0-0 à la fin du match, 5 pénalités à 3) samedi 3 juin dans le Doubs. Les Marseillais se sont imposés beaucoup plus facilement à Auxerre (0-1), après avoir déjà emporté la première manche une semaine plus tôt (2-0).

Cette finale inédite - jamais les deux équipes ne se sont affrontées à ce stade de la compétition - pourrait permettre à l'OM, déjà sacré champion de France, de réunir un « double » comme en 1972. Reste à savoir si les joueurs marseillais pourront préparer ce match dans la sérénité. L'annonce de la possible venue à Marseille du joueur argentin de Naples, Diego Maradona (le Monde daté 4-5 juin), a mis le club en ébullition. Le président, Bernard Tapie,

reproche à Michel Hidalgo, le manager, d'avoir rendu l'affaire publique alors que les négociations étaient en cours. Les deux hommes n'assistent pas au match d'Auxerre.

Contrairement à ce que prétendaient samedi les dirigeants marseillais, le transfert est loin d'être conclu. Dimanche, à l'issue d'un match de championnat, contre la Sampdoria de Gênes, l'Argentin a déclaré : « Je confirme que je reste à Naples. Je remercie les gens de Marseille qui sont venus me parler. Mais ils doivent s'adresser aux dirigeants de Naples. Je suis sous contrat avec le club jusqu'en 1993 et viva Napoli ! ». Maradona, considéré comme le meilleur - et le plus cher - joueur du monde, a d'autre part démenti sa venue à Marseille le jeudi 8 juin, pour y rencontrer Bernard Tapie.

Ph. Br.



## MUSIQUES

« La Star », de Zygmunt Krause

### Vagabondages déliants

Une grande comédienne dans un asile et un virtuose en pleine confusion mentale composent le premier opéra du Théâtre de la Colline, réalisé par Jorge Lavelli.

Un rêve, un cauchemar, un opéra, une pantomime sur la vie et les fantasmes d'une star ? Le mélodrame de Helmut Kajzar, mis en musique par son compatriote, le compositeur polonais, Zygmunt Krause, c'est tout cela.

Un vieux théâtre fermé, avec des glaces qui le prolongent à l'infini ; volutes roses, portes encadrées de rampes lumineuses ; dans ce décor de Pauc, on amène, on fait entrer, on sort, une boule de chiffons d'où sort une voix, puis une star éblouissante, avec sa chevelure rouge et sa robe noire, Victoria, qui raconte, revêt sa gloire, ses angoisses, ses questions sur l'existence, la maternité refusée, le rôle de l'artiste, avant de rentrer dans son hôpital ou son asile. On ne comprend guère ses paroles, prises dans un chantonement et des vocalises évanouissantes, et toute l'attention se concentre sur son jeu scénique assez fou, avec, en contrepoint, les évolutions d'une « jeune star » (Sylvie Valayre, plus proche de la danse et du cabaret) et de trois chanteuses folles, qui sont aussi des incarnations de la star.

Une autre fille, l'« infirmière », joue sa partie indépendamment et donne une autre dimension, plus mystérieuse, à l'action. Mais à quoi rime sa longue promenade gymnique, tournant comme un écureuil, toute nue dans une bulle de plastique, morvant de bravoure et point culminant de la soirée ?... Au spectateur de laisser errer son imagination sur ces vagabondages déliants. Si le spectacle de Jorge Lavelli a une certaine force en

son étrange avec le magnétisme et la voix fauve de Victoria Cortez, la musique reste assez primitive, indigente et douce, très répétitive, empruntant au jazz, aux variétés, à la minimal music, avec un petit orchestre (l'ensemble Musiques vivantes) assés accords nostalgiques d'accordéon et de guitare, soutenus par un saxo, une trompette, un violon, une contrebasse et quelques percussions.

En prologue, Zygmunt Krause joue lui-même au centre de ses canchons, celui du pianiste aux prises avec son instrument, qui tente en vain, au cours de son *Last Recital*, de ressusciter son programme où se mêlent Bach, Stockhausen, Messiaen, Haydn, Beethoven, Webern, Chopin et tant d'autres. Un sérieux et des efforts à la Buster Keaton, un divertissement un peu précaire et longuet, moins coté que du Kegel ; le public glousse gentiment, presque par politesse, alors qu'il fait un vrai succès à la Star.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Prochaines représentations les 6, 7, 8, 9, 10, 13, 14 et 15 juin (20 h 30), 15, rue Malo-Straus, 75020 Paris ; tél. : 43-66-43-60.

## CHANSON

Un livre de Richard Cannavo

### La planète Trenet

La première vraie biographie du « Fou chantant », qui s'apprête à faire une nouvelle rentrée à l'automne.

Après une éclipse dans les années 60 et 70, Charles Trenet a retrouvé très récemment un nouveau public. Potentiellement sur ses épaules trois quarts de siècle, le chanteur est sollicité partout, son répertoire est adapté par de nombreux groupes, et, après une série de rééditions au Châtelet en décembre dernier, il s'apprête à offrir un nouveau spectacle au Palais des congrès, du 17 octobre au 8 novembre, où, sur 70 000 places disponibles, 25 000 sont déjà louées.

Plus de cinquante-cinq après ses débuts sur scène en compagnie de Johnny Hess avec qui il formait un duo (Charles et Johnny), les chansons de Trenet n'en finissent pas de laisser leurs marques et d'émerveiller. En guise de salut à cette actualité permanente de Trenet, du Front populaire aux années 80, Richard Cannavo publie un volumineux

ouvrage sur l'histoire de « Fou chantant », truffé de jolies illustrations de Cabu qui, en l'occurrence, se déclare joyeusement « groupie » de l'auteur de *Je chante*.

Richard Cannavo consacre un chapitre de son livre à un poète méconnu du Roussillon, Albert Bausil, nostalgique éperdu d'espérance et riche d'une gaieté teintée d'innocence. C'est cet auteur, souligne Cannavo, qui est la source du fleuve Trenet. Fin des années 20, il est le guide, le mentor, de celui qui n'est encore que le fils d'un notaire de Narbonne, amateur de musique, un peu violoniste, un peu bohème.

Trenet recommandait toujours ce que sa poésie doit au barde catalan. Cannavo va jusqu'à retrouver dans les premières chansons de Trenet des citations à Albert Bausil : *Fleur bleue*, *Baiser volé*, *Le Soleil et la Lune* (Bausil écrit : « Quelle triste destinée que celle du soleil et de cette lune qui ne seront jamais d'accord. L'un se lève quand l'autre se couche... ») et jusqu'au fameux *Y'a d'la joie*, comme du titre (*Vive la joie*) d'une revue préparée par Bausil. Celui-ci sera d'ailleurs le premier, dans les années 30, à saluer l'arrivée dans la chanson du « poète de la joie et du mouvement ».

Première vraie biographie de Trenet, le livre de Richard Cannavo oublie aucune des autres influences de Trenet, singulièrement celles du jazz et de Gershwin entendus à la radio. L'auteur raconte minutieusement, avec passion, la planète Trenet. Il reprend pas à pas, la « route enchantée » couvrant près d'un siècle à travers une foule de documents inédits, une série de témoignages, dont ceux du chanteur lui-même.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* *Trenet, le siècle en liberté*, éditions Hildago, 660 p., 149 F.

## DISQUES

Paul McCartney

Quelle que soit sa carrière, *Flowers in the Dirt* a déjà gagné son titre d'album le plus attendu de l'année. L'ancien bassiste des Beatles ne pouvait se contenter de sortir un disque et d'en vendre quelques centaines de milliers. Le retour au sommet de George Harrison, et plus généralement des musiciens de sa génération — de Brian Wilson à Roy Orbison — l'obligeaient au moins à mimer un come-back, lui le seul à n'être jamais vraiment parti.

Certaines titres de *Flowers in the Dirt* ont été coécrits avec Elton Costello (qui signe de son vrai nom, Declan MacManus), sans doute le meilleur auteur de chansons apparus depuis la génération des années 60 ; d'autres ont été produits par Trevor Horn, jeune magicien des studios. Du coup on n'y trouve plus les moments embarrassants de naïveté qui jalenent la carrière de McCartney depuis *Oh La La* et *La Da*. Et deux des titres composés avec Costello — *My Brave Face*, le 43 tours, concis et claquant, et *They Dey Is Done*, un gospel déchirant, plus encore que *Let It Be* — sont carrément impressionnants. Mais à quarante-sept ans, après avoir eu raison, chiffre de ventes en main, pendant presque trente ans, pourquoi se relâche-t-il ? Paul McCartney, c'est aussi la maîtrise (*Disfranchiti*), les lieux communs (*We Got Married*), et les Beatles : *Rough Ride* sonne presque comme une composition de John Lennon.

THOMAS SOTINEL.

\* *Flowers in the Dirt*, Jam, cassette CD, EMI, sortie le 5 juin.

Aretha Franklin

D'Aretha Franklin, il ne reste plus que la voix. C'est énorme et dérisoire. Dans les années 60, quand elle enregistrait pour Atlantic, sous la direction de Jerry Wexler, il y avait aussi le feu, l'audace, l'inventivité, l'intelligence, qui faisaient de chacune de ses chansons un paroxysme de bonheur. Après une éclipse totale à la fin des années 70, la carrière d'Aretha Franklin a été reprise en main par Clive Davis, patron du label Arista. Sa stratégie est simple :

il trouve à la chanteuse des producteurs adéquats et lui fait composer des titres sur mesure.

*Through the Storm* — en grande partie produit par Narada Michael Walden, ancien batteur de jazz rock converti dans le soul sans âme — fait appel à la formule magique qui fait vendre les disques : le duo, deux chanteurs pour le prix d'un. Aretha Franklin écrase de toute sa majesté Elton John sur le titre qui donne son nom à l'album et s'antipodise en compagnie de James Brown. Ce n'est qu'avec Whitney Houston, vocaliste impressionnante de registre et de puissance, aux interprétations généralement incolores et inodores, qu'elle trouve une partenaire à sa hauteur, une saine émulation gagnant la reine mère et son héritière putative (*It Isn't, It Wasn't, It Ain't Never Gonna Be*).

Et dans cette boîte de chocolats plus ou moins écorchés (se méfier de *Think* : la reprise de son classique de 1967 est sinistre à force de bonne humeur forcée) se cache un vrai joyau, *He's the Boy*, un blues composé et produit par Aretha Franklin. Quatre minutes nerveuses et frissonnantes.

Th. S.

\* *Through the Storm*, album, cassette CD, Arista/BMG.

## Flamenco en compact

Une vague déferle sur Paris. Samedi prochain, au Grand Rex, nuit flamenco avec les meilleurs interprètes du moment (*Le Monde* du 23 mai). A Dunois, Les Cables se présentent, également. Le moment est idéal pour ouvrir un rayon flamenco dans sa discothèque. Le Chant du monde publie précisément une série remarquablement présentée, avec des enregistrements incontestables de Pepe de la Matrona, de la Nina de Los Pelhos et de celui qu'on appelle l'« Yermoto », le tremblement de terre...

Signe des temps, au même moment, Radio Cadena Flamenco, la chaîne de Séville consacrée au flamenco, a cessé d'émettre.

F. M.

\* *Le Chant du monde*, LDX 274 830, 880, 829, 859 et 879.

## DANSE

Un entretien avec Sylvie Guillem

### A Londres, des pluies de fleurs

L'étoile que l'Opéra de Paris a laissée filer est enchantée de sa liberté. Les Anglais l'adorent, les Français n'auront que deux soirs pour la voir.

Covent Garden Royal Opera House, 31 mai, 19 heures. Sur le trottoir, un jeune homme blond distribue aux spectateurs arrivant une feuille de papier, et annonce la couleur : « Bad new ! Bad new ! » (« Mauvaise nouvelle »). Sur le papier, on peut lire que Sylvie Guillem, qui devait danser ce soir-là sa dernière *Bayadère*, s'est blessée la veille en répétition, et se voit contrainte de renoncer à cette représentation.

Consternation, soupis. On voit tout de même la *Bayadère*, ça va. Petite 1877, grande machine scénario-kiosque remontée avec de tendres soins par Natalia Makarova. On en reparlera. Nouveaux nous promet sa version pour la saison prochaine, au palais Garnier.

C'est à Paris, entre deux avions, qu'on rencontre la star éclipée. Dans un café de la place Victor-Hugo, près de chez elle. Qu'on se rassure, les jambes divines sont intactes, ce n'est qu'une déchirure musculaire dans le dos, qui n'exigera que quelques jours de repos.

Elle rappelle qu'elle a quitté l'Opéra parce que celui-ci refusait de lui donner sa programmation six mois à l'avance (ailleurs, on la donne un an à l'avance) ; quand on l'a fait, après des mois de négociations stériles, c'était trop tard, elle avait décidé de partir. Elle a alors signé un contrat de trois ans avec le Royal Ballet de Londres, pour vingt-cinq représentations minimum par saison.

« Vous sentez-vous acceptée à Londres, ou en exil ? »

« Acceptée. En fait, je me sens simplement sur une scène nouvelle : rien ne ressemble à une troupe de ballet comme une autre troupe de ballet. Je n'ai pas beaucoup de contacts avec les danseurs. Le Royal Ballet est une excellente compagnie ; d'ailleurs, si vous voulez une comparaison, qu'ils ont moins d'ego que certains autres... »

« La critique, le public londoniens ? »

« Je ne cours pas les kiosques pour lire les critiques. Il m'en est tombé sous le nez, j'ai vu que certains faisaient des réserves, c'est normal, on ne peut pas plaire à tout le monde. Le public anglais est

général ! Il aime la danse et il est bien plus démocratisé que le public parisien. Il envoie des pluies de fleurs sur la scène, il vous attend par centaines à la sortie... »

#### « Un répertoire »

« A Paris, vous avez dansé du Forsythe, du Robbins, du Béjart, du Bob Wilson. A Londres, vous n'avez fait que le ballet de *Les Cignes*, la *Bayadère* et la *Belle au Bois dormant* ; trois vieux classiques... »

« Ces vieux classiques sont l'hygiène de la danse. Ils sont nécessaires pour garder force et endurance, car ils sont ce qu'il y a de plus difficile à danser. On m'offre à Londres un répertoire, ce dont j'ai besoin. Et quand j'ai fait mes vingt-cinq représentations, je peux aller ailleurs... »

« Récemment, l'Opéra de Paris vous a-t-il fait des propositions ? »

« Oui, on m'a demandé de danser un *Don Quichotte* le 24 juin et un *Lac des cygnes* le 1<sup>er</sup> juillet au Grand Palais. J'ai accepté... »

« Et si l'Opéra vous offrait demain le contrat de vos rêves ? »

« Trop tard. Fini. Je suis ravie d'avoir coupé le cordon. Je suis libre ! C'est difficile à gérer, après l'Opéra où on ne décide absolument rien, mais j'adore. Les décideurs de l'Opéra sont des administratifs, pas des gens qui aiment les artistes, le théâtre, la scène... »

« Où allez-vous danser, à part Londres ? »

« Sans doute à Copenhague, avec le Royal Ballet danois. Et j'ai d'autres projets dont je ne veux pas encore parler... »

« Qui vous a marquée, parmi les chorégraphes avec qui vous avez travaillé ? »

« Forsythe. Son talent, ses idées, sa vision du mouvement, son rythme. C'est une danse puissante et fond, fantastique. Et Bob Wilson. Lors de sa première répétition à l'Opéra, il nous a réunis et nous a dit : « Je détente les danseurs classiques, c'est du cabotinage, c'est ridicule... » Je me sentais entièrement d'accord... Bob Wilson, c'est la pureté, la simplicité d'un geste, d'une attitude ou d'un regard. L'armoire avec qui j'ai pas encore travaillé, je rêve de Mats Ek : j'ai adoré sa *Giselle*, une des choses les plus fortes que j'aie vu... »

« Et dans le jeune danse contemporain français ? »

« Je ne vois pas grand monde. C'est souvent du blif. Quand je m'ennuie dans une salle, ça a beau

être contemporain, ça ne m'intéresse pas. J'ai vu sur cassette vidéo un ballet d'Agathe de Mille, *Fall River Legend*, qui date de 1948 ; c'est plus moderne que ce qu'on voit aujourd'hui ! »

« Vous sentez-vous une danseuse classique ou moderne ? »

« J'aime faire du classique mais ne pas y rester. Faire du moderne mais ne pas y rester. Et pour être un bon danseur moderne il faut être un bon danseur classique. La danse classique est une discipline, ce n'est pas drôle de s'accrocher à la barre tous les jours, mais après on peut faire ce qu'on veut... »

« A lire ce qu'on écrit sur vous, vous sentez toutes les facilités de la terre, vous ne connaissez pas l'effort... Qu'en est-il vraiment ? »

« C'est vrai que j'ai eu plus de facilités que d'autres, mais il faut savoir les utiliser. Ça ne suffit pas, il faut beaucoup de travail. On peut toujours trouver plus dur ! Les chorégraphes d'aujourd'hui sont beaucoup plus exigeants. Surtout avec moi, qui. Quand leurs demandes sont justifiées, ça va, mais je refuse les difficultés dangereuses si elles ne paraissent sans intérêt... »

« Que vous reste-t-il comme ambition, maintenant que vous êtes au sommet ? »

« Je ne suis pas du tout au sommet. De l'ambition, je n'en ai jamais eu. L'essence d'évoluer, de faire des choses intéressantes, nouvelles... J'ai une vision, c'est très long à imposer. Et c'est très long à tirer, après il faut être soi-même. Ma seule ambition est de me sentir heureuse dans ce métier, où il y a toujours un



Sylvie Guillem dans « la Bayadère ».

envers du décor : les traditions qui finissent, la peur que les gens paraissent devant ce qui leur paraît « anormal »...

« Comment travaillez-vous vos rôles, sur le plan de l'interprétation ? »

« Je regarde beaucoup autour de moi, je prends des choses partout. Parfois je prends conseil, mais je décide moi-même. Par timidité, peut-être, je ne fais pas en répétition ce que je ferai pendant le spectacle, où il y aura un plus, une émotion, où j'oserai davantage. J'ai eu des rôles très jeunes, j'ai donc fait mes erreurs très jeune, et je peux maintenant en profiter... »

« La célébrité ne risque-t-elle pas de vous isoler ? »

« Ça peut être un obstacle, oui. Mais il y a des gens en qui j'ai confiance et qui ne me ratent pas... »

« Vous imaginez-vous dansant jusqu'à la mort ? »

« Aussi longtemps que j'y trouverai un intérêt, une excitation. Je souhaite être lucide et m'arrêter au bon moment, avant de redescendre la pente... Je ne veux pas avoir de regrets. Le meilleur moyen c'est de faire ce qu'on a envie de faire, tout de suite... »

« Quel est le prochain rendez-vous avec vous ? »

« La *Belle au bois dormant*, à Londres. Une production très belle et bonne. Je n'ai jamais aimé ce ballet. C'est une plume à avaler. Je vais choquer les Anglais, mais je crois que je vais trouver un moyen de m'amuser... »

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC

Patrick Dupond et le Ballet de Nancy

### Chaises et pirouettes

Patrick Dupond est l'idole des foules. Il remplit (presque) le vaste Palais des sports, que ses apparitions font exploser ; on va jusqu'à applaudir furieusement, dans la pénombre, un danseur anonyme qu'on a pris pour lui. Gai, généreux, exubérant, Patrick Dupond est le danseur le plus sympathique de la terre, on préférerait s'arracher un orteil que lui faire de la peine. Pourtant, il va falloir lui en faire. En lui disant qu'« Ulysse » Dove, le chorégraphe américain auquel il a confié une soirée entière — quatre ballets — ne tient pas la distance. A le souffle court, le jarrer faible.

On avait trouvé du sel, l'an dernier, à *Faltes* et *gestes*, parce qu'on y rencontrait un univers à la Forsythe : danseurs noirs sur fond noir, accourant comme des forcenés sur un étroit chemin de lumière en diagonale tracé par des projecteurs crus, musique pleine de déflagrations, brutalité et violence des rapports entre garçons et filles. Entre-temps, on a vu beaucoup de Forsythe, et la comparaison, inévitable, est cruelle pour Dove. *Faltes* et *gestes* reste cependant le meilleur de la soirée.

Dans *Vespers*, Ulysse Dove se souvient des veilles de son enfance

dans la Caroline du Sud, de son père, de sa grand-mère et « de cette intimité presque affectueuse avec le Saint-Esprit ». Nous ne voyons, nous, que six danseurs passant leur temps à courir d'un groupe de chaises alignées à droite à un groupe de chaises dispersées à gauche.

Dans *Bad Blood*, qui se veut aussi une observation de la vie quotidienne, un banc a remplacé les chaises. Dans *White Silence*, revuilles quinze chaises, décidément indispensables à l'inspiration d'Ulysse Dove. Malheureusement cette inspiration se limite, à part l'utilisation des chaises, à trois figures : courses, pirouettes (tours sur un pied) déboulés (tours en passant d'un pied sur l'autre).

Le Ballet de Nancy met tout son cœur et ses muscles à l'ouvrage. Et Patrick Dupond, jamais avare de sa personne, se démeine dans les quatre ballets. Ce n'est pas de sa faute s'il n'a rien d'intéressant à danser. Il tourne comme une hélice ; dans *White Silence*, on a compté, il fait exactement cent dix pirouettes et déboulés.

SYLVIE DE NUSSAC.

\* Palais des sports jusqu'au 11 juin.

## ARTS

### Un Braque estimé à 20 millions de francs a été volé à Beaubourg

Un important tableau de Georges Braque, estimé à 20 millions de francs, a été volé jeudi 1<sup>er</sup> juin au Musée national d'art moderne (MNAM) du Centre Georges-Pompidou à Paris.

Ce vol pose une nouvelle fois la question des conditions de surveillance à Beaubourg, où déjà, en juillet 1987, un cahier contenant des dessins et des écrits d'Antonin Artaud avait été dérobé en plein jour. Les responsables du Centre avaient qualifié ce vol de « catastrophe ». Le cahier, estimé à l'époque à 400 000 F et prêt à être exposé pour une exposition par un collectionneur privé, n'a pas été retrouvé.

Au musée (quatrième étage de Beaubourg), dans la petite salle dite des fauves, il y a maintenant un vide entre une nature morte de Matisse et un vase de la Ciotat peint par Braque. Au mur, seul un feu en plastique rappelle qu'il y avait là le premier tableau fauve de Braque, *l'Estaque*, l'embarcadere, datant de 1906.

« Le tableau a été volé jeudi entre 10 h 30 et 13 h 30, dans une période à cheval entre la fermeture et l'ouverture du musée qui a lieu à midi », a indiqué dimanche le directeur du MNAM, Jean-Hubert Martin, joint à Beaubourg alors qu'il animait un colloque sur l'exposition « Les magiciens de la terre ».

L'œuvre, qui est de petit format (36 x 48 cm), tiendrait dans un sac. « Le public ne peut pas entrer au musée avec un grand sac », rappelle cependant M. Martin, précisant qu'« une étude sur la sécurité était actuellement en cours au musée ». « Des tests en situation réelle allaient être effectués », a-t-il poursuivi. Aucun système d'alarme ne protégeait la toile, qui était accrochée avec de simples crochets.

Le personnel du musée a plusieurs fois protesté contre des réductions d'effectifs. En avril, Beaubourg a été fermé plusieurs jours à cause d'une grève des agents de sécurité du Centre dénonçant, eux aussi, des compressions de personnel.

501 101 101







## Le Carnet du Monde

## Naissances

Nicolas KRESSMANN  
a la joie d'annoncer la naissance de sa sœur.

## Nécessité

le 29 mai 1989, à Paris.

M. et M<sup>me</sup> Lorrain Kressmann,  
28, rue Truffaut,  
75017 Paris.

## Décès

Elisabeth et Alice Auerbacher,  
ont la douleur de faire part du décès de leur mère.

Lucie AUERBACHER-WEIL,  
diplômée de l'École du Louvre,  
survécu le 1<sup>er</sup> juin 1989, à l'âge de  
soixante-dix-huit ans.

Les obsèques auront lieu le 6 juin, à  
11 h 30, au cimetière parisien de  
Bagneux.

## Défunt Jérôme DECOUEN,

nous a quittés le 19 mai 1989, à l'âge de  
trente et un ans, entouré de tous ceux  
qui l'aimaient.

M. Fernand Emeriau,  
son mari,  
M<sup>me</sup> Jacqueline Emeriau,  
sa fille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Fernand EMERIAU,  
née Antoinette Rousset,  
survécus le 30 mai 1989, à Paris, dans sa  
quarante-troisième année.

6, boulevard d'Indochine,  
75019 Paris.  
8, rue Scheffer,  
75116 Paris.

La Tronche, Lyon, Saint-Martin-  
d'Uriage, Katarah, Paris.

M<sup>me</sup> Colette Groulade  
et Cécile,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Groulade,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Groulade,  
M<sup>me</sup> et M. Georges Antoniadis,  
M<sup>me</sup> et M. Matthias Becher,  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Paul Groulade,  
Parents et amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph GROULADE,  
médecin professeur honoraire  
de biochimie.

Les obsèques seront célébrées le  
mardi 6 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-  
Félicien, à La Tronche.

Ni fleurs ni couronnes.  
Une collecte sera faite au profit  
d'Amnesty International et l'ACAT.

## Condoléances au registre.

## Quimper.

Mirail, son épouse,  
Yvon, Johann, Raphaël,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> Yvonne Guillemot,  
M. et M<sup>me</sup> Gérard Guillemot,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Le Gall,  
Ses beaux-parents  
Ses belles-sœurs et beaux-frères,  
Sa famille,  
Et ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du décès, à  
l'âge de quarante-cinq ans, de

Bernard GUILLEMOT,  
Libraire éditeur de Calligrammes  
à Quimper.

Les obsèques ont eu lieu à Ploemel,  
le 3 juin 1989.

O Dieu, tu m'as poussé en avant ;  
maintenant ta joie me pénètre et

n'entoure. Je suis comme un enfant qui  
joue dans une fête.

Calligrammes,  
19, rue Elie-Picron,  
29000 Quimper.

Bernard Groulade, né le 10 mai 1944, décédé  
à sa maison le même jour que celle de sa  
Belle-mère : Calligrammes. Il occupait son temps  
avec le dernier livre, *Échecs*, du son  
« maître à penser », Georges Perles. Parmi la  
centaine de titres que B. Groulade a publiés, on  
trouve des livres de Jean Guéhenne, Michel  
Ferdinand-Lagarde, Roger Jouffr, Claude-  
Régis Lemaire, Émile Armand et individuels  
dont ne signent pas le contrat avec ses  
maîtres, Bernard Groulade était aussi poète. Il  
avait récemment publié des « poèmes croisés »  
avec sa femme Mirail. *Calligrammes*, Calli-  
grammes, 1981 et un *Hommage à Georges*  
*Perles* (idem, 1988).

M. Raymond Masse,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Masse,  
ses enfants,  
Ses petits-enfants,  
Et ses arrière-petits-enfants,  
Le général et M<sup>me</sup> Pierre Gobert,  
M<sup>me</sup> Anne-Marie Masse,  
Son frère et ses belles-sœurs,  
Ses neveux et nièces,  
Ses cousins et cousines,  
Et toute la famille,  
font part du décès de

M<sup>me</sup> Raymond MASSE,  
née Marie Gobert,  
survécus le 28 mai 1989, à Thizy  
(Yonne).

Les obsèques religieuses ont été célé-  
brées dans l'intimité en l'église paroissiale  
de Thizy, le 1<sup>er</sup> juin, et l'inhuma-  
tion a eu lieu le même jour dans le  
cimetière de famille au cimetière de  
Levallois-Perret (92).

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, impasse Compoint,  
75017 Paris.  
Saint-Jean à Thizy,  
39420 Guillon.

Le Seigneur a rappelé à Lui son  
serviteur, le

docteur Henri MASSOT,  
ancien interne des hôpitaux de Paris,  
à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, le 2 juin  
1989.

Sont unis dans l'espérance de la  
Résurrection :  
Sœur Thérèse Massot, sa sœur,  
Le docteur Philippe Massot et  
Monique,  
M. François Massot et Florence,  
M. Jean Massot et Brigitte,  
ses enfants, et, avec eux,  
Ses petits-enfants et arrière-petits-  
enfants.

Les obsèques auront lieu en l'église  
Notre-Dame de Rennes, le mardi 6 juin,  
à 16 heures.

3, avenue Jules-Ferry,  
35700 Rennes.  
53, avenue de Ségur,  
75007 Paris.

POMPES FUNÈRES  
ROBLOT

ASSISTANCE TOTALE  
DANS  
L'ORGANISATION  
D'OBSEQUES

N<sup>o</sup>VERT 05.45.22.27 PERMANENCE 24 H SUR 24 H

CARNET DU MONDE

Renseignements :  
42-47-95-03

Nous abonnés, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions du  
« Carnet du Monde », nous prions de  
joindre à leur envoi de texte une des  
dernières bandes pour justifier de  
cette qualité.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDOPAR 660572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
M.M. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wauters

Rédacteur en chef :  
Daniel Verdet

Correspondant en chef :  
Claude Sales

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDOPUB 206 136 F

Imprimé  
de « Le Monde »  
7, rue des Italiens  
PARIS-IX

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

M. Charles Moyat,  
M<sup>me</sup> Yvonne Camporot,  
ses frère et sœur,  
Ses neveux et nièces,  
Toutes les familles parentes, alliées,  
amies,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie-Gabrielle MOYNAT,  
survécus à Thonon (Haute-Savoie), dans  
sa quatre-vingt-neuvième année. La  
cérémonie religieuse sera célébrée le  
lundi 5 juin, à 15 heures, en la chapelle  
de Lully.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Lully (Haute-Savoie).

Anniversaires

Le 6 juin, à 6 heures du soir,  
il y a vingt ans,

M<sup>me</sup> Louise FOULON-ROFARS,  
infirmière d'un maquis en 1944,  
assistante sociale chef,  
créatrice des services sociaux  
universitaires en Bretagne,

ayant combattu le bon combat, achevait  
sa course en gardant la foi.

Son exemple demeure.

Pour le dixième anniversaire de la  
disparition de

Pierre METAYER,  
ancien ministre.

Une pensée est demandée à tous ses  
amis.

Soutenances de thèses

Université Paris-I, le mercredi  
7 juin, à 9 heures, salle 308, entrée  
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B.-Dumas,  
escalier L. M. Mohamed Abouy : « La  
vision du temps chez Galilée. Étude  
historico-épistémologique sur l'un des  
épisodes de la constitution de la mécanique  
classique ».

Université Toulouse-Le Mirail, le  
mercredi 7 juin, à 14 h 30, salle du Cha-  
teau, M. Bernard Dourme : « Venise et  
l'espace maritime occidental en XVI<sup>e</sup> siècle :  
une tentative de reconversion commerciale ».

Université René-Descartes (Paris-  
V), mercredi 7 juin, à 14 h 30, salle 106,  
contre Henri-Picron, 28, rue Serpente,  
M<sup>me</sup> Patricia Carot (née Thorel) :  
« Conflit cognitif et développement de la  
notion de proportion. Une perspective  
critique ».

Université Paris-I (Panthéon-  
Sorbonne), le jeudi 8 juin, à 11 heures,  
salle 326, Institut d'art, 3, rue Michelet,  
M. Saboun Kalash Jabbar : « La peinture  
contemporaine en Irak (1950-1987) ».

Université Paris-VII, le jeudi  
8 juin, à 14 heures, M. Bernard Pelloué :  
« Les représentations sociales de la  
nation en France ».

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-  
trois antennes de l'Alliance fran-  
çaise, fait apparaître que près de  
11 000 Néerlandais sont entrain de  
rafraîchir leurs souvenirs scolaires.

## Europe 1993

Pour mieux appréhender le Marché unique

## Les Néerlandais apprennent le français

M. Wim Deetman, ministre  
de l'Enseignement, a beau être  
l'un des hommes politiques les  
moins populaires des Pays-Bas,  
il est l'auteur d'une petite phrase  
à laquelle la plupart de ses  
concitoyens souscrivent, bien  
qu'il fait principalement desti-  
née à la jeunesse. Celle-ci,  
déclarait-il récemment, « doit à  
l'avenir pouvoir parler couram-  
ment au moins deux langues  
européennes ». Jeunes ou moins  
jeunes, étudiants ou déjà  
engagés dans la vie profession-  
nelle, les Néerlandais, pragmati-  
ques et dotés d'une forte sensi-  
bilité polyglotte, appréhendent  
volontiers l'Europe de 1993 dans  
sa dimension linguistique. Une  
course contre la montre euro-  
péenne semble même s'être  
engagée.

LA HAYE  
de notre correspondant

A partir de la rentrée scolaire  
1990, le français ou l'allemand, dont  
l'étude commence à douze ans, mais  
n'est que facultativement soumise à  
examen, feront partie des matières  
obligatoires à l'épreuve de sortie de  
l'enseignement secondaire. Autre  
signe des temps : un groupe de tra-  
vail, éloquentement baptisé « pro-  
gramme national d'action pour les  
langues modernes », vient tout juste  
d'être créé avec le mandat de propo-  
ser une réforme du contenu des pro-  
grammes scolaires. « Il faut mettre  
l'accent plus sur la pratique que sur  
la grammaire », affirme M. Achille  
Renique, membre de ce comité  
d'experts où il siège en qualité de  
représentant de... l'organisation  
patronale VNO. Marché unique  
oblige, les milieux d'affaires sont les  
premiers intéressés à une meilleure  
connaissance des idiomes étrangers  
par les jeunes arrivant sur le marché  
du travail.

Une demande  
spécialisée

« Le Français est devenu un  
musicien, constate par exemple M. Tim-  
mermans, directeur de l'École  
Talen, un des principaux cours de  
perfectionnement. Les contacts  
franco-néerlandais s'intensifient ».

« L'été 1993 est évident », dit en  
écho M. Christophe de Voogd,  
directeur de l'Institut français de  
La Haye, où neuf cent cinquante  
personnes sont inscrites au cours de  
français, contre quatre cent cin-  
quante il y a quatre ans. Même phé-  
nomène à la Maison Descartes, à  
Amsterdam : « Après la baisse des  
effectifs, de la fin des années 70 au  
milieu des années 80, il y a un  
regain d'intérêt manifeste pour  
notre langue », constate M. François  
Rougeot, secrétaire général. L'addi-  
tion des inscriptions dans ces deux  
institutions, à l'Institut français de  
Groningue et dans les cinquante-



# Communication

## La Société des lecteurs du « Monde » à Ivry

2 600 lecteurs du Monde ont pris part, le samedi 3 juin, à l'assemblée générale de leur société. Elle s'est déroulée dans les bâtiments de notre imprimerie d'Ivry qui a commencé à prendre le relais de celle de Saint-Denis et où sera tirée, dès l'été prochain, la totalité de notre production. Merci à eux de nous avoir consacré cet après-midi. Merci de leur confiance renouvelée. Merci aussi au personnel de l'imprimerie qui, toutes catégories confondues, s'est largement associé à cette fête et qui nous a permis, renouvelant l'opération « portes ouvertes » de novembre 1985, de faire visiter à plus de mille cinq cents personnes, très admiratives, ces installations ultra-modernes.

A. F.

Venus de soixante-dix-huit départements français et de cinq pays étrangers, les actionnaires de la Société des lecteurs du Monde ont participé en masse à la troisième assemblée générale statutaire, qui s'est tenue samedi 3 juin dans la nouvelle imprimerie du journal à Ivry-sur-Seine. Plus de cinq mille actionnaires sur les douze mille cinq cents que compte la société étaient présents ou représentés.

L'assemblée a donné quinze ans de conseil d'administration que préside Alain Millaud et fin de deux nouveaux administrateurs, l'un originaire de Rhône-Alpes, M. François Rieu, d'Albertville, l'autre Français de l'étranger, M. Bernard Bray, de Sarrebruck.

Il faut croire que les membres de la Société des lecteurs du Monde ne sont pas des actionnaires comme les autres. L'évolution du cours de l'action, le montant du dividende, ils s'en moquent comme d'une guigne. S'ils sont là, attentifs et disciplinés, l'interdiction de fumer sera scrupuleusement respectée. — paisiblement assis dans l'immense salle de stockage du papier, cornée par d'énormes bobines qui se dressent



telles des totems tutélaires, c'est d'abord et surtout pour parler de leur journal. De ses projets, de ses espoirs. L'attachement s'exprimant pas les reproches, fussent-ils exprimés avec humour.

« Est-ce que le Monde a décidé d'introduire une réforme de l'orthographe dans ses colonnes ? », interroge un participant agacé peut-être au sujet des erreurs d'impression qu'il repère dans sa lecture quotidienne du journal que par la publication dans ses colonnes d'un plaidoyer d'illustres linguistes en faveur d'une simplification du français écrit. De la tribune, on lui répond techniquement : informatisation, trois sites d'impression, horaires serrés. Difficile dans un tel chambardement de toujours respecter les subtilités de l'accord du participe passé employé avec le verbe avoir. Et puis il y a les aïeux des transmissions, fléchés évidemment, mais imprévisibles. Providentielles transmissions !

Le débat est lancé. Des problèmes de distribution : la politique de vente à l'étranger en passant par la présence du Monde en milieu universitaire et ses ambitions européennes, la possibilité des lecteurs est



insaisissable. A quand une édition régionale en Nouvelle-Calédonie ? demande, très sérieusement, l'un, provoquant la perplexité, l'autre, questionnant la pertinence, la nécessité, la faisabilité. Un autre observe gentiment qu'il habite une lointaine banlieue parisienne — Vincennes — et qu'il aimerait bien pouvoir

s'endormir tous les soirs en lisant son journal favori. Ah ! la distribution ! source inépuisable de frustrations. Le Monde a-t-il l'intention d'investir dans la télévision par satellite ? Bonne question. Justement la SEPT — et FR 3 — viennent de diffuser une émission produite



C'est le tollé, une houle qui déferle, spontanément. Quel ? Le Monde insubmersible ? Mais vous avez rêvé, mon cher ami. Et Plantu, alors ? Vite, le directeur, avocat de la lisibilité et du style attrayant, vole au secours du blasphémateur. Dans la maison, c'est bien connu, le rénovateur, c'est lui ! La salle ne sait plus très bien sur quel pied danser.

Mais il se fait tard et il faut encore aller voir de près les rotations, puisque, après tout, on est aussi venu pour les admirer, ces superbes machines. On passe à la présentation des résolutions lues, angéliquement... par Françoise Chandernagor, à la diable... par M. Georges Klejman. A chaque fois, une forêt de mains se lèvent. Des votes dignes du Soviet suprême d'avant Gorbatchev.

Voilà, c'est terminé pour cette année. Les conversations se nouent autour des points-bistrots. Tout le monde est là : journalistes, publicitaires, commerciaux, ouvriers, administratifs. A la tribune, Plantu, Serquet, Edwy Plenel, Alain Rollat, Yvonne Robeyrol signent leurs ouvrages. Merci à tous et à bientôt.

M. L.

### La polémique sur TF1 et l'exclusivité des images de football

## Antenne 2 pourra diffuser dans ses journaux des extraits du championnat de France

La guerre du ballon rond opposant TF1 à Antenne 2 est provisoirement terminée. En vertu d'un jugement rendu le 1<sup>er</sup> juin par le tribunal de commerce de Paris, la deuxième chaîne pourra diffuser des extraits du championnat de France de football (dont la Une s'est assurée l'exclusivité) dans ses journaux télévisés, à l'exclusion de tout autre programme, notamment de ses émissions sportives. Ce jugement apporte un éclairage nouveau sur la compatibilité ou non du droit à l'information et des achats d'exclusivité.

La bataille commence en février. Dans une lettre à son homologue d'Antenne 2, le PDG de TF1, M. Patrick Le Lay, s'étonne que des images du championnat de France de football, dont la Une s'est assurée l'exclusivité, soient reprises dans ses journaux et magazines sportifs de sa concurrente. « La diffusion par votre chaîne de ces images porte atteinte à nos droits acquis », souligne M. Le Lay, car elle méconnaît l'exclusivité accordée contractuellement à TF1, quels que soient les jours et heures de diffusion. Le PDG de TF1 somme donc Antenne 2 de cesser ses agissements. Quelques semaines plus tard, le rédacteur en chef du service des sports de la Une, Hervé Duthu, étend cette interdiction aux compétitions de moto et de boxe.

La chaîne publique refuse d'obtempérer. Au nom du droit à l'information, elle s'en tient au « gentleman's agreement » existant depuis trente ans entre les chaînes et confie tant par une décision de la Haute Autorité en 1984 que par les règles de l'Eurovision : si les retransmissions sportives sont diffusées intégralement et en priorité sur la chaîne qui en a acheté l'exclusivité, des extraits peuvent ensuite être repris par les autres télévisions. Cette pratique, estime-t-on à Antenne 2, a été définitivement légalisée par la loi du 3 juillet 1985 sur les droits d'auteur et droits voisins, dont l'article 29 autorise dans certains cas « les courtes citations ».

As printemps, TF1 saisit le tribu-

nal de commerce de Paris en contestant dans son assignation les arguments de sa rivale. Le droit à l'information ? La Une n'a nullement l'intention de le remettre en cause : puisqu'il ne s'agit pas d'interdire à Antenne 2 de diffuser les résultats des matches ni, plus généralement, de donner des informations sur les manifestations sportives. Autrement dit, les commentaires devant un tableau noir restent toujours possibles. Mais il en va tout autrement, estime TF1, de l'utilisation des images.

« Ne confondons pas le simple droit de priorité jusqu'alors en usage, avec un droit d'exclusivité », explique le directeur des opérations de la Une, M. Jean-Claude Dussier. Dans les contrats que nous avons signés avec la Fédération française et la Ligue nationale de football, il n'y a plus de notion de durée. On n'a pas 45 millions de francs, la possibilité de diffuser des images quelques minutes avant ses concurrents !

### Satisfaction

Le tribunal de commerce choisit, jeudi 1<sup>er</sup> juin, de ne donner totalement satisfaction ni à l'un ni à l'autre. Le président de chambre, M. André Orth, autorise en effet Antenne 2 à reprendre des images du championnat de France dans ses journaux télévisés, mais pas dans ses magazines sportifs. La chaîne est condamnée aux dépens (elle acquittera les frais de procédure), mais elle échappe aux 10 millions de francs de provisions que TF1 lui réclamait. Un tel jugement permet à la chaîne publique de se féliciter de voir le droit à l'information « une nouvelle fois consacré ».

La Une, elle, se réjouit d'avoir obtenu satisfaction sur l'essentiel, avec l'interdiction de toute reprise de ses images dans les magazines (la chaîne avait d'ailleurs assumé sa position sur les journaux à l'audience). « Les émissions sportives sont sponsorisées, alors que les journaux ne le sont pas, remarque ainsi M. Dussier. Pourquoi-on laisserait un concurrent faire de l'argent en piratant un bien que nous avons acheté ? »

La satisfaction affichée par les uns et les autres ne bouche pas pour-

suivant le dossier des exclusivités. Ainsi le ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, s'apprête-t-il à demander au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) d'élaborer un code de déontologie auquel les services de la rue Jacob travaillent déjà. Et le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Roger Bambuck, a saisi, lui, le Conseil de la concurrence. L'ensemble des relations entre les chaînes et le sport est en jeu.

PIERRE-ANGEL GAY.

### En 1988

## L'Agence centrale de presse a subi de lourdes pertes

Un comité d'entreprise de l'Agence centrale de presse (ACP) doit évaluer, mardi 6 juin, la situation de la deuxième agence de presse française. Contrôlée, depuis janvier 1987, à 66,8 % par la filiale française du groupe de M. Robert Maxwell, et présidée par son fils Jean l'ACP, et les autres agences du groupe en France (APEL, Opera Média) ont enregistré, en 1988, un déficit d'environ 15 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 32 millions. M. Michel Burton, directeur général de l'ACP qui a été réélu jeudi 1<sup>er</sup> juin à la présidence de la Fédération française des agences de presse, a cependant démenti les rumeurs faisant état de son départ de l'ACP ainsi que l'hypothèse d'une vente de l'agence par M. Maxwell.

Tout en admettant les « pertes très lourdes de l'ACP », M. Burton met l'accent sur « le regain d'exploitation de l'ACP » et sur le « redressement de la production de l'agence dont témoignent les nouveaux abonnements souscrits, en début d'année, par deux quotidiens et par la Cinq et M 6 ».

Les syndicats de l'ACP — FO et CDTL — réclament toutefois des pertes de l'agence et ont demandé qu'un comité d'entreprise du 6 juin soit apporté des éclaircissements sur la situation financière de l'ACP. Les actionnaires — groupe Maxwell, Caisses des dépôts, RTT, RMC, presse régionale — se réuniront, pour leur part, le 8 juin pour leur conseil d'administration annuel.

## « Je ne sais pas vivre sans déranger »

Michel Polac ne reprendra pas le collier. Le 14 juin prochain, il présentera la « des des des » de son émission littéraire « Libre et change », sur M6. Cette ultime émission — déjà enregistrée — sera l'occasion pour le célèbre producteur de « Droit de réponse », de mettre une dernière fois « les pieds dans le PAF » en dénonçant « l'absence d'imagination » des politiques pour la télévision.

« A quinze ans, on me trouvait un petit don pour la plume, mais je trouvais l'écriture plus sérieuse », confie Michel Polac au détour d'une préface (1). A cinquante ans, il conserve sans doute le sentiment du monde malentendu. C'est aux humeurs poétiques du petit écrivain qu'il doit sa formidable notoriété : c'est au profit de l'écriture qu'il choisit de se retirer.

L'écriture. C'est pourtant à elle que Michel Polac doit, paradoxalement, d'avoir fait ses premiers pas dans l'audiovisuel. A dix-sept ans, il rédige avec des copains lycéens lui ouvre les portes de « Radio Club », un programme de recherche imaginé par Jean Tardieu, puis, trois ans plus tard, et après avoir boudé entre mille médias (de mousses à... vacher), celles d'une émission consacrée au théâtre.

A France-Inter, il fonde « Le masque et la plume », qu'il anime avec François Régis Bastide pendant dix-huit ans ; à la télévision, il travaille avec Dany de Galard sur « Dim, Dam, Dom », anime pendant quatre ans « Bibliothèque de poche » puis « Post-scriptum » pendant six mois. Premier accroc, premier scandale. Pour avoir osé aborder l'inceste, Polac sera banni de la France Inter, raconte-t-il, j'avais derrière moi quelques centaines d'émissions, huit longs métrages et sept livres publiés, mais, à part le scandale de « Post-scriptum », ma carrière avait été plutôt discrète et par certains côtés, marginale. (1)

Cette fois, pourtant, Polac a rendez-vous avec la célébrité. La vraie. L'a-t-il cherchée ? Il s'en défendra toujours, arguant des débuts improvisés de « Droit de réponse », de sa surprise devant l'adhésion de certains invités étonnés ou, encoeur, de l'enthousiasme imprévu — et non sollicité — du plateau par des bandes d'excités. La presse, elle, se déchaîne. Du Figaro, qui dénonce cette « entreprise délibérée de destruction des valeurs », à l'Humanité, qui parle de « cloaque ». La France, elle, découvre la

couverture de cheveux blancs, le regard pétillant derrière les lunettes en demi-lune, la veste moutarde et, surtout, ce que l'on finira par appeler un « espace de liberté ». Car Polac « ne sait pas vivre sans déranger ». Et, la stupéur passée, la France aime voir ses notables — ministres, écrivains, médecins, notaires — chahutés, brocardés. Polac, pourtant, n'est pas dupe. Au faite de sa gloire, il s'interroge : « Je me demande si (...), au lieu d'être le manager avant-coureur d'un changement, je ne suis pas le dernier dinosaure d'une époque révolue (1) ». Bouygues s'adjuge TF1. « Droit de réponse » ridiculise la CNCL et légende une caricature du nouveau patron de la chaîne du célèbre « Une maison de maçon, un pot de maçon, une télé de m... ». Cette fois, à l'automne 1987, Polac est licencié.

Est-il définitivement fâché, sans le savoir, avec le média télé ? S'il accepte bien les offres de M6 et réinvente avec « Libre et change » un concept d'émission plus proche de celles qu'il fit dans le passé, le cœur semble n'y être plus. On est passé le chef d'orchestre tous à tour autocrate, anarchiste, dénonciateur, injuste ou généreux ? Bref, le Polac que le public a fait sien. Au fond de lui, l'animateur semble déçu. Déçu de n'avoir pas réussi à imposer définitivement une certaine culture populaire aux heures de grande écoute. Alors, retraite définitive ou simple congé sabbatique ? Le 14 juin, Michel Polac cochant par ces mots : « Je vous dis bonsoir et à jamais... On ne sait jamais... »

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) Mes dossiers sont les vôtres, Ed. Baland, 1986.

Enseignement supérieur privé - Formation continue

## ICMA Institut de la Communication d'entreprise et du Management

- Formation aux relations publiques, relations avec les médias, communication interne et externe des entreprises, communication globale et corporate.
- Maîtrise des techniques d'information : presse, audiovisuel, nouveaux médias, P.A.O. (publication assistée par ordinateur).

Cycle de 7 mois : Novembre/Mai - Mars/Septembre. Stages pratiques en entreprise. Admission : Bac + 2 et formation continue.

ICMA 71, rue de la Condamine 75017 Paris Tél. : (1) 45 22 89 00

Enseignement supérieur privé - Formation continue

## INSTITUT COMMERCIAL DE LA COMMUNICATION

Une formation unique

La presse, l'audiovisuel, les nouveaux médias, les studios de création, la pub, les agences de communication et de relations publiques ont des produits à vendre.

Apprenez à commercialiser la communication

- Vente, marketing, gestion.
- Presse, pub, communication.

Cycle de 7 mois : Novembre/Mai - Mars/Septembre Stages pratiques en entreprise Admission : Bac + 1 et formation continue

INSTITUT COMMERCIAL DE LA COMMUNICATION 71, rue de la Condamine 75017 Paris Tél. : (1) 45 22 89 00

مكتبة الأصل

Que celui qui n'a jamais été victime de l'excès de zèle d'un vendeur le dise ! En effet, combien de fois n'a-t-on voulu vous vendre quelque chose sans avoir pris la peine de connaître vos besoins ? Sans vous connaître. Dès votre entrée en relation avec le CCF, vous bénéficierez d'une approche globale de vos avoirs. Avec votre conseiller personnel, dont la mission est de vous donner des conseils de gestion personnalisés, vous pourrez dresser un inventaire exhaustif de votre patrimoine et de vos revenus afin de déterminer votre profil patrimonial. Pour cela, le CCF a mis au point un test de découverte des problèmes patrimoniaux. Votre préoccupation est-elle de protéger votre famille ? Voulez-vous limiter le poids de la fiscalité sur vos revenus ? Souhaitez-vous améliorer votre retraite ? Ou préparer votre succession ? Envisagez-vous de constituer votre patrimoine ou de le rééquilibrer ?

Toutes ces questions vont, bien

**Prendriez-vous au sérieux  
quelqu'un qui  
vous conseillerait  
d'acheter  
une canne à pêche  
pour partir au Sahara ?**

**Pensez-y  
lorsque vous rechercherez  
un conseil en gestion  
de patrimoine.**

entendu, trouver des réponses dans la gamme des services que le CCF met à votre disposition : compte géré, Fonds commun de placement ou Sicav, étude de transmission successorale, étude d'optimisation fiscale, constitution d'un capital en vue de la retraite, pour ne citer que quelques-unes des formules les plus usuelles. Et si votre diagnostic patrimonial révélait un problème plus complexe et que ces formules ne soient pas exactement à vos mesures, vous pourrez avoir recours à l'expertise de spécialistes rattachés aux centres régionaux de conseil en gestion de patrimoine ou bien à des conseillers juridiques, fiscalistes, ou à des experts immobiliers et financiers du siège central du CCF.

Avec le CCF, vous serez entouré par des spécialistes de la gestion du patrimoine. Ils seront là pour vous conseiller efficacement. Et, si vous souhaitez partir en vacances au Sahara, pensez à choisir un éventail plutôt qu'une canne à pêche.

**PENSER L'ARGENT  
AVEC INTELLIGENCE**



هكذا من الأصل



## SOMMAIRE

■ En clôturant le 50<sup>e</sup> congrès des HLM, M. François Mitterrand dénonce les inégalités en matière de logement (lire page 28).

■ « Il serait désastreux pour la France de laisser les grandes entreprises nationales, qui portent une grande partie de l'avenir industriel français, se marginaliser faute de capitaux propres », déclarent M. Faure, ministre de l'Industrie, dans un entretien au Monde (lire page 26).

■ Le gouvernement va renouveler la plupart des présidents à la tête des banques régionales du groupe CIC (lire page 32).

**M. Mitterrand proposera au sommet des sept grands pays industrialisés un plan de stabilisation des monnaies**

déclare M. Bérégovoy

M. François Mitterrand proposera un plan de stabilisation des monnaies au sommet des sept grands pays industrialisés le mois prochain à Paris, a déclaré le ministre de l'Économie et des Finances, M. Pierre Bérégovoy, dans une interview publiée samedi 3 juin par le quotidien britannique *The Independent*.

« Il est important de confirmer notre volonté de coopérer sur les politiques monétaires et économiques pour que les marchés sachent que la détermination des Sept n'est pas entamée par les récents mouvements (du dollar) », a ajouté le ministre. On sait que la récente flambée du dollar, en dépit des interventions des banques centrales, a vraisemblablement poussé le billet vert en dehors des marges de fluctuations secrètes fixées par le groupe des Sept en février 1987 lors de l'accord du Louvre.

De son côté, M. Jacques de Larosière, qui s'exprimait samedi à Lisbonne devant l'Association internationale des cambistes, a déclaré que les sept grands pays industrialisés devaient resserrer leur coordination sur les changes pour assurer une plus grande stabilité aux taux des monnaies.

Pour le gouvernement de la Banque de France, les accords du Plaza (septembre 1985) et du Louvre (février 1987) ont joué « un rôle primordial dans la réduction des incertitudes sur les marchés financiers, dans l'assainissement du climat économique et dans l'expansion remarquable des investissements et du commerce mondial ».

M. de Larosière a ajouté : « Il ne faut pas laisser les mouvements de change excéder les limites que dictent les éléments fondamentaux de l'économie. Cela ne pourrait que compliquer le processus d'ajustement et accroître les risques de difficultés futures ». En conclusion, le gouverneur de la Banque de France a insisté de nouveau sur le rôle fondamental des banques centrales pour réguler une hausse trop forte du dollar.

## La préparation d'un nouveau PER

### Epargne ou retraite ?

Qu'y a-t-il de plus juste ? Qu'un ouvrier, par des cotisations régulières durant sa vie active, se voie garantir une retraite jusqu'à la fin de ses jours ? Ou qu'il puisse, une fois passé l'âge de travailler, acquiescer sur une épargne constituée au fil des ans la voiture ou la maison dont il rêvait ?

Tel est le débat — mais pas le seul — suscité au sein du gouvernement et du Parti socialiste,

Pour M. Strauss-Kahn, le retraité doit avoir la garantie de revenus stables jusqu'à la fin de ses jours : qu'arriverait-il en effet si, après avoir acquis la maison rêvée avec l'argent épargné au cours de sa vie active, il ne pouvait plus vivre décemment faute de ressources satisfaisantes ? Seule la retraite sous la forme obligatoire d'une rente peut préserver d'une telle imprudence.

Pour M. Pécrot, rien n'est plus important que de permettre la réalisation — grâce à l'épargne accumulée durant la vie active — de projets ou de rêves qui paraissent impossibles à réaliser sans un surcroît. Ou, plutôt, rien n'est plus important que de permettre au retraité de choisir entre deux solutions : récupérer sa mise en une seule fois, ou la récupérer progressivement sous forme d'un revenu régulier.

Le débat sur l'épargne-retraite semble abstrait : « sortir » en capital ou « sortir » sous forme de rente. Les données sont pourtant simples : compte tenu de l'insuffisance prévisible, d'ici une vingtaine d'années, de notre système de retraite par répartition (les cotisations versées par les salariés en activité sont simultanément reversées aux retraités), des formules complémentaires doivent être recherchées.

M. Pierre Bérégovoy, qui a promis de lancer prochainement un nouvel instrument d'épargne en vue de la retraite, hésite entre plusieurs formules qui toutes pourr

relèvent de l'une ou l'autre de ces deux grandes options. Passera-t-il pour un projet proche de celui de M. Strauss-Kahn répondant uniquement à un souci de retraite ? Ou préférera-t-il, comme certains le pensent, un projet ressemblant à celui de M. Pécrot qui vise à constituer une épargne librement utilisable en fin de vie active — comme le PER de M. Balladur ?

Le choix est difficile et le débat s'est envenimé au sein du Parti socialiste, entraînant les uns et les autres à multiplier des déclarations peu aimables.

La tempête pouvait-elle être évitée ? Probablement non, dans la mesure où elle traduit le malaise actuel du gouvernement qui, préoccupé par la construction du marché unique européen, adopte des mesures de plus en plus libérales en matière d'épargne et de circulation des capitaux, mesures en contradiction avec l'ancienne ligne du Parti socialiste. « Un mécanisme fatal qui nous entraîne vers un social-libéralisme », nous a déclaré l'un des protagonistes, faisant allusion aux conséquences, selon lui inévitables, de l'accord conclu à Luxembourg en 1985, pour la constitution d'un marché unique en Europe.

« Car si nous ne savions pas cette logique libérale des dizaines de milliards de francs qui devraient quitter la France ».

Il y a un mois à peine, un amendement de M. Pécrot ouvrait la voie à la création de SICAV de capitalis-

ation qui deviendront certainement l'une des formules les plus attractives dans la palette actuelle des instruments financiers français. Dans certaines limites, ces SICAV d'un genre nouveau ne permettront-elles pas de récupérer les plus-values opérées sans payer du tout d'impôt ?

### Un niveau d'épargne trop bas

Le niveau d'épargne des Français est trop bas. Vieillessement de la population oblige, la seule véritable motivation va devenir non plus tellement le trousseau, les études ou le logement, mais bien la retraite. Encore faut-il trouver un système qui tienne la balance égale entre les banques, très favorables aux formules d'épargne, et les compagnies d'assurance, favorables, elles, à la retraite sous forme de rente obligée et de capital « aliéné » — dont on ne peut disposer — pendant la constitution de cette retraite. Un système qui, tout en faisant sa part aux mécanismes de capitalisation, ne donnera pas l'impression aux socialistes purs et durs que l'on veut tirer un trait sur le système de répartition, base du fonctionnement de la Sécurité sociale.

Pas facile de concilier tous ces impératifs. M. Pécrot et M. Strauss-Kahn ont encore le temps de s'envoyer beaucoup de fleurs, en attendant que M. Bérégovoy les arrête. En franchissant...

FRANÇOISE LAZARE.

## Polémique après l'accident d'Habsheim

### Les « boîtes noires » de l'Airbus A 320 ont-elles été maquillées ?

Les tristes déclarations de M. Michel Asseline, commandant de l'Airbus A-320 d'Air France, avion dont le crash, le 26 juin 1988 à Habsheim (Haut-Rhin), avait fait trois morts, ont ouvert la polémique sur les responsabilités de cet accident. M. Asseline a insisté que les « boîtes noires » de l'appareil ont été trafiquées pour l'accabler.

Un accident n'a jamais une seule cause et celui d'Habsheim ne déroge pas à cette règle. Le contenu des rapports d'experts, remis à la fin de la semaine dernière aux familles des victimes et aux syndicats, parties civiles, prouve que plusieurs défaillances et manquements aux règles de l'air ont entraîné la présentation en basse altitude de l'A 320, avec 136 personnes à bord, et sa chute dans les arbres.

Nos confrères de l'Alsace et des Deux-Nouvelles d'Alsace publient des extraits de ces rapports qui critiquent, à des titres divers, Air France, la direction de l'aviation civile, l'Aéroclub de Mulhouse, le pilote et la préfecture du Haut-Rhin.

Deux responsabilités semblent l'emporter sur les autres. Celle d'Air France : elle a violé les règles de sécurité, en autorisant un survol du terrain d'Habsheim à 30 mètres d'altitude alors que la direction de l'aviation civile impose 150 mètres, et la compagnie, d'autre part, n'a absolument pas préparé ce vol.

Quant au commandant de bord, il a voulu présenter son appareil comme il l'a vu faire par les pilotes d'essai d'Airbus Industrie, c'est-à-dire cabré au maximum, vitesse réduite à la limite du décrochage et le plus bas possible. L'enregistrement des conversations radios dans le cockpit prouve que l'équipage savait qu'il outrepassait les limites. A un moment, le copilote dit au

commandant de bord qui lui explique la manœuvre prévue : « Tu veux le faire rebrousser, hein ? », et quelques secondes avant l'accident : « Gendrier va bander, hein ? ». M. Gendrier étant l'officier de sécurité chargé d'analyser les « boîtes noires » de tous les vols effectués en dehors des normes de sécurité.

Pour sa défense, M. Asseline a déployé des arguments successifs. Il a d'abord dit que les réacteurs n'avaient pas répondu lorsqu'il avait remis les gaz, mais les experts ont démontré que c'était inexact. Il a ensuite affirmé qu'il n'avait pas entendu la radio-sonde indiquant à plusieurs reprises qu'il était descendu à 10 mètres au-dessus du sol. Pourquoi personnellement, alors, concéder les voix des deux boîtes noires dans le poste de pilotage ? Voilà qu'aujourd'hui il fait état d'un blanc d'une dizaine de secondes et d'une aberration géographique dans les « boîtes noires » pour estimer que « on a trafiqué celles-ci afin de l'accabler ».

Il existe effectivement des anomalies dans l'enregistrement de ces bandes, qui sont les premières au monde à être entièrement numérisées. Elles indiquent, notamment, que l'avion évoluait au-dessus de la Zambie et non en Alsace ! Pourtant, leur complexité technique même (120 paramètres compressés) exclut que l'administration ait pu les manipuler pendant les heures qui ont suivi l'accident, même si les procédures judiciaires n'ont pas été respectées.

Les deux experts, MM. Bourgeois et Auriat, concluent : « Si cet équipage, et tout particulièrement le commandant Asseline, n'avaient pas ignoré une procédure audacieuse, très difficile à gérer et non prévue dans le manuel d'exploitation de l'appareil, l'accident aurait été évité ».

ALAIN FAUJAS.

## Air France et UTA

se partagent la desserte de New-York au départ de la province

M. Michel Delebarre, ministre de l'Équipement, a partagé, le 2 juin, entre la compagnie publique Air France et la compagnie privée UTA, les ouvertures de lignes aériennes directes entre six villes de province françaises et New-York.

Air France reçoit le droit d'opérer à partir de la fin octobre, en Airbus A-310-300, entre Strasbourg-Lille et New-York-Kennedy, d'une part, et entre Mulhouse-Lyon-Strasbourg, d'autre part. La fréquence hebdomadaire sera portée à deux vols en 1990. UTA se voit autorisée à effectuer, fin septembre, en DC 10, un vol Marseille-Toulouse ou Bordeaux-New-York-Newark.

### Éviter une concurrence franco-française

Cette répartition répondait à une demande d'UTA, qui, pour tourner l'ostracisme dont elle est l'objet de la part des gouvernements français sur l'Atlantique nord, avait souhaité desservir New-York au départ de la province. Cette demande avait suscité une requête équivalente d'Air France, bien décidée à ne pas se laisser enlever son monopole parmi les transporteurs français.

M. Delebarre a justifié cette répartition entre les deux compagnies par la volonté du gouvernement d'éviter une concurrence franco-française. Depuis 1985, la part de trafic des compagnies américaines, entre la France et les États-Unis, est passée de 55 % à 62 %.

## EN BREF

● Très importants bénéfices pour les chantiers navals japonais IHI et Sumitomo. — Les deux chantiers navals japonais IHI et Sumitomo ont vu leur bénéfice net multiplié par cinq pendant l'année fiscale terminée le 31 mars dernier, selon les chiffres publiés jeudi par les deux firmes. IHI a enregistré un bénéfice net en hausse de 565 % par rapport à l'année fiscale précédente.

Les responsables de IHI attribuent ces bons résultats aux efforts de rationalisation et de diversification faits par la firme. Sumitomo Heavy Industries Ltd. a pour sa part enregistré un bénéfice net en hausse de 578 %. Ses ventes ont augmenté de 29 %. Hitachi Zosen Shipbuilding Corp., déficitaire en 1987-1988, est sortie du rouge avec un bénéfice net de 50 millions de francs. Enfin, Mitsui Engineering and Shipbuilding Co. a enregistré un déficit de 200 millions de francs. — (AFP.)

## Ce mois-ci dans

# DYNASTEURS

LE MENSUEL DES ÉCHOS

## Dossier

# Bourse : les illusions de Paris

## Et aussi

- La FNAC en perte d'identité
- Les banques françaises dans le piège africain
- Le come-back du ciné-studio

EN KIOSQUE

## Le Monde

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

## LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management aux affaires de Genève

10 mois de management et de missions professionnelles européennes

## ADMISSION

Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent.

**IEMI** INFORMATION-ADMISSION  
(1) 42 66 66 82

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EUROPÉEN

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE À REMPLIR ET À RETOURNER

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
TELEPHONE \_\_\_\_\_

IEMI 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.66.66.82

## CANDIDATURE A LA SESSION DE SEPT/OCT INSCRIPTION IMMEDIATE

Pour vous ouvrir les grandes carrières du Management Hôtelier International Paris-Genève-Londres-New York

**INSTITUT INTERNATIONAL Maxim's de Paris**

3 années de Formation Supérieure de Management Hôtelier

Admission : 1<sup>re</sup> année : BAC

2<sup>e</sup> année : BTS, DUT, DEUG, Licence.

(1) 42 66 66 82

MAXIM'S

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE À REMPLIR ET À RETOURNER

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
TELEPHONE \_\_\_\_\_

MAXIM'S 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.66.66.82

## VOUS PARTICIPEZ A LA DÉCISION DANS L'ENTREPRISE

VOUS

# SECRÉTAIRES'89

6 - 7 - 8 JUIN 1989 DE 9 H A 19 H  
ESPACE CHAMPERRET - PORTE DE CHAMPERRET - PARIS 17<sup>e</sup>

ENTRÉE GRATUITE

ALPHA

POINT COMPO

Le salon SECRÉTAIRES'89 est organisé par PAOCO-INTERIM

64, rue du Rocher - 75008 PARIS - Tél. (1) 42 93 60 25

مكتبة الامن الاول

## Économie

## Un entretien avec M. Roger Fauroux

« Il serait dangereux pour la France de laisser les grandes entreprises nationales se marginaliser faute de capitaux propres »

L'Etat doit soutenir l'effort du secteur public et limiter les changements à la tête des entreprises, indique le ministre de l'Industrie dans l'entretien qu'il a accordé au Monde. En place depuis plus d'un an, M. Roger Fauroux se félicite des accords passés avec l'Allemagne fédérale dans le nucléaire civil.

« Après le remplacement du président d'Elf par M. Loïc Le Floch-Friga, va-t-on assister à une nouvelle « valse des PDG » de sociétés publiques ?

— Non. La « valse des présidents » est une expression périmée. La nomination prochaine de Loïc Le Floch à la tête d'Elf n'est pas politique. Son éviction en 1986 de Rhône-Poulenc, où il avait parfaitement réussi, était, elle, un geste politique. Chez Elf, nous voulons mettre un peu de sang neuf. Compte tenu de son expérience dans la chimie, M. Le Floch-Friga est à même d'apporter un regard nouveau. Ce n'est pas un désaveu de l'ancien président M. Pecqueur. Il n'y aura pas de nominations politiques dans mon secteur.

— Y aura-t-il d'autres « changements de sang » ?

— Le processus de nominations en cours suppose un certain accord au sein du gouvernement. Mais je pense que les changements, s'il y en a, seront minimes et justifiés par des raisons strictement managériales. Nous sommes pour la continuité, mais un actionnaire responsable ne peut pas s'interdire des changements. Ce qu'il faut c'est banaliser le système : ni mandats éternels, ni successions intempêtes. C'est pourquoi j'ai beaucoup plaidé — je ne suis pas sûr d'obtenir gain de cause — pour un allongement de trois à cinq ans de la durée des mandats.

— On voit certaines entreprises publiques développer une grande créativité pour obtenir des sources de financement originales. Quel est le meilleur moyen de financer les besoins des entreprises publiques industrielles ?

— On ne peut pas multiplier les moyens subsidiaires de financement. Les banquiers ont beaucoup déve-

loppé les produits financiers, comme les certificats d'investissement, les obligations perpétuelles, etc. Maintenant, pour des raisons juridiques, fiscales ou financières, ces issues sont fermées, ou presque fermées. Le cadre politique dans lequel l'action du gouvernement s'inscrit est : ni privatisation ni nationalisation. La cohérence du système exige que nous fournissions aux sociétés les moyens nécessaires.

— La nation doit accomplir l'effort correspondant à son choix politique, et plus simplement l'Etat, comme tout bon actionnaire, se doit d'accompagner l'action efficace des dirigeants de ces sociétés pour les porter aux premiers rangs mondiaux.

— Du reste, il s'agit là, en plus d'une exigence nationale, d'un excellent investissement financier.

— Vous savez en effet que les entreprises publiques se portent bien : pour un chiffre d'affaires global de 600 milliards de francs, le secteur public industriel a réalisé en 1988 un résultat de 30 milliards de francs. Même la sidérurgie est prospère et pousse ses avantages à l'étranger. Qui l'eût cru ? Il est donc de notre devoir et de notre intérêt d'augmenter les fonds propres de ces sociétés partout où cela est nécessaire ou utile.

— Aujourd'hui, elles ont besoin de capitaux pour renouveler leur matériel et augmenter leurs capacités. Le marché est enfin là ! Nous sommes entrés dans une phase d'expansion. Enfin, elles doivent s'intégrer dans les grands mouvements internationaux. Toutes les entreprises publiques viennent maintenant nous voir avec des projets intelligents d'associations, de fusions, d'acquisitions étrangères, de grands mouvements d'intégration ; il serait désastreux pour la France de laisser les grandes entreprises nationales, qui portent une grande partie de l'avenir industriel français, se marginaliser faute de capitaux propres. Il faut faire ce que nos prédécesseurs ont fait avec grand succès, grâce à un effort public considérable, dans l'aéronautique, le nucléaire ou l'espace.

— Les entreprises américaines, japonaises ou allemandes disposent de moyens financiers colossaux. Ayons toujours cela à l'esprit !

— Dans le contexte budgétaire actuel, l'Etat peut-il soutenir l'effort du secteur public ?

— Je plaide ardemment dans ce sens. Il ne faut pas sacrifier la puissance industrielle à des impératifs budgétaires, même légitimes. Ce qui fait la valeur d'une monnaie c'est certes une politique budgétaire et salariale bien maîtrisée mais c'est d'abord la capacité de présenter sur les marchés mondiaux une offre technologique de qualité. Si les Allemands ont un mark fort, c'est avant tout parce qu'ils sont capables d'enregistrer année après année des excédents commerciaux considérables.

— Précisément, on constate que les déficits commerciaux de la mécanique ou de l'électronique française se creusent. Que peut-on faire pour arrêter cette détérioration ?

— Pour la mécanique, je suis un peu plus optimiste. Le déficit se creuse aujourd'hui dans les secteurs où l'industrie française investit beaucoup, comme la construction mécanique, les machines-outils. Mais précisément dans les machines-outils, certains redressements sont spectaculaires. Rien n'est perdu. Forest Liné par exemple est devenu une très bonne société. Dans dix ans, nous serons de nouveau forts. Mais dans l'industrie les redressements demandent plus de temps que n'en ont pris les écroulements.

— Les grands plans sectoriels, c'est fini ?

— C'est fini. Nous sommes dans un monde où le mot de « secteurs industriels » ne veut plus dire grand-chose. Il n'existe que des « entreprises ». Secteurs, c'est un mot que je banaliserai volontiers de mon vocabulaire, pour ne pas parler des « filiales » ! Prenez un « secteur » comme le textile, vous avez des entreprises très performantes, et d'autres qui vont à vau-l'eau. C'est une question de gestion, de formation, de modernisation, de formation, ce n'est pas une question de secteur !

— Dans le textile, certaines entreprises ont des cycles de 90 jours, d'autres de 35 jours et comme la mode change maintenant tous les trois mois, il est capital d'avoir des

cycles courts. On est en train d'abandonner le taylorisme, où l'idéal est de faire des séries longues pour abaisser le prix de revient, le *« nec plus ultra »* étant de rendre pendant vingt ans le même drap kaki aux militaires ; maintenant, il faut innover et vendre cher. Il faut donc changer de méthode.

— Vendez des voitures avec un pot catalytique, c'est cher mais c'est ce que le public demande. La protection de l'environnement n'est pas une charge, c'est une chance pour l'industrie.

— Vous avez quand même demandé un certain nombre d'études sectorielles, sur la chimie par exemple.

— J'ai demandé un rapport à Loïc Le Floch, qui ne sera pas publié. Il va être à la tête d'Elf, l'un des principaux opérateurs de ce secteur. S'il doit avoir des mouvements dans la chimie, c'est à lui de les promouvoir en concertation avec ses collègues. Je ne veux pas faire du « mecano » depuis la rue de Grenelle.

— On peut peut-être opérer certains regroupements, mais par accord avec les opérateurs, comme dans le privé. Mon idéal serait que les entreprises publiques fonctionnent comme cela. Leurs dirigeants sont des gens intelligents qui ont tous le même souci du bien public et de la rentabilité de leurs entreprises. Qu'ils s'entendent. S'il y a un coup de ponce à donner, nous verrons.

— En matière de chimie, il est vrai que nous avons un problème de taille ; la plus grande firme équivalente à la moitié des entreprises allemandes... et il y a des redondances.

— En la matière, en tout cas je m'appuie sur trois principes. *Primo* : plutôt le consensus à la base que le mécano ministériel. *Secundo* : les entreprises ont une culture. Les fusions sont toujours des opérations risquées, où on perd en impact commercial et souvent en mobilisation du personnel, ce que l'on gagne en dimension. *Tertio* : plutôt que les solutions franco-françaises, je préfère en général des opérations franco-étrangères.

— Les Américains par exemple considèrent encore les Français comme interventionnistes. N'est-ce pas un frein ?

— La mauvaise réputation française est ancestrale mais, aujourd'hui en tout cas, injustifiée. Il faut changer notre image, tous azimuts, et pas seulement vis-à-vis des Américains. J'ai un peu de mal sur ce point, notamment avec l'administration française.

— Nous entrons dans une Europe marchande où les moyens ordinaires de souveraineté seront dangereux à manier ou insignifiants. Tout se jouera sous forme d'agressivité commerciale et de qualité technologique. Moins les gouvernements s'en mêleront, mieux on s'en portera. Il faut que nos produits s'imposent d'eux-mêmes. Ce n'est pas aux gouvernements à brandir des sabres de bois.

— Changer d'image, c'est aussi dire que les investissements étrangers sont les bienvenus ?

— Absolument. C'est ce que nous disons. M. Bérégovoy et moi. Il faut faire venir des investisseurs étrangers, car ils nous apporteront des capitaux, des emplois et surtout une culture nouvelle qui nous stimulera. Un Japonais en France doit travailler avec des cadres et des ouvriers français, des syndicats français, des banquiers français, des sous-traitants français, une administration française. Il n'aura pas de supériorité au départ, M. Lévy, président de Renault, fait certes remarquer qu'il s'installe avec une usine neuve. Mais c'est vrai de tout investisseur nouveau, qu'il soit français ou étranger.

— Je crois, en outre, qu'en ce qui concerne les Japonais, ce n'est pas le trop plein qui menace, mais au contraire, la pénurie. Il ne faut pas croire qu'ils vont se précipiter par vagues entières. Il faudra les séduire.

— Va-t-on également accepter après 1993 de supprimer tous les quotas d'importation sur les automobiles japonaises ?

— C'est un autre problème. Je distingue bien, d'une part, les investissements qu'il faut accueillir, à condition qu'il s'agisse de vraies usines avec un taux d'intégration national élevé et, d'autre part, les importations. Dans ce dernier cas, il faut que l'Europe négocie des accords de modération, mais limités dans le temps, pour favoriser la transition. Il ne faut pas croire que l'industrie française pourra se développer avec une protection indéfinie. C'est impraticable et ce serait industriellement nocif.

— Combien de temps devrait durer la transition ? Qu'allez-vous demander au prochain conseil des ministres européens ?

— Je demande que, même après la constitution du marché unique, il y ait pour une certaine durée, un

certain contingentement communautaire des importations de voitures japonaises. Nous ne sommes pas seuls à avoir des accords de limitation. L'Italie aussi ; même en Allemagne, la part des Japonais ne dépasse pas 15 % et ce n'est pas un hasard. Il vaudrait mieux un accord global de limitation.

— Entre 3 % et 15 % du marché, cela fait quand même beaucoup de voitures japonaises à absorber...

— Tout cela est une question de négociations. Je ne dis pas que ce sera 15 %. Je suis pour un contingent limité dans le temps et commun à toute l'Europe. Notre industrie automobile a d'ailleurs fait des progrès considérables. Je ne vois pas pourquoi nous serions moins bons que les Japonais. Simplement il faut étaler dans le temps le rattrapage.

— Il y a un domaine dans lequel l'Europe, et en tout cas la coopération franco-allemande, est entrée dans les faits : c'est le nucléaire. Jusqu'où peut-on aller dans ce domaine ?

— Pour le moment, tout marche bien. Nous allons signer prochainement un accord instituant une coopération assez poussée, en particulier dans le domaine du cycle du combustible. En même temps, nous nous intéressons aux règles de sûreté nucléaire. On ne peut envisager ce type d'accord que si les règles dans les deux pays sont équivalentes.

— Peut-on arriver à terme à une norme commune. Une centrale franco-allemande ?

— Nous n'en sommes pas là. Pour l'instant, dans le domaine des réacteurs, Kwa et Framatome ont conclu un accord commercial pour présenter une offre unique aux clients étrangers et ensuite pour développer un modèle de centrale pour l'exportation. A terme, cette coopération ira-t-elle jusqu'à fabriquer un modèle de centrale pour les marchés intérieurs ? Je ne sais pas. Ce qui est sûr, c'est que les deux pays ont le même problème : un rétroéquipement extrêmement rapide de leur marché. Toutes les industries nucléaires des pays occidentaux entrent dans un tunnel. Pour combien de temps ? Nul ne le sait. Le marché de l'énergie nucléaire va sûrement se retourner, mais à quelle échéance ?

— Exporter en commun des réacteurs nucléaires ne pose-t-il pas un problème de souveraineté ? Pourrions-nous empêcher la vente d'une centrale en Afrique du Sud, par exemple ? Ou, à l'inverse, vendre librement un réacteur à l'Irak ?

— Oui, tout cela est prévu dans les accords. Nous avons un droit de veto. Nous avons expressément prévu la possibilité de nous opposer à l'exportation d'une centrale dans un endroit non adéquat. C'est une question de souveraineté, à la charnière entre l'industrie et la politique. Nous avons entièrement sauvegardé les droits de la France.

— Cette coopération sera-t-elle suffisante pour permettre au secteur de s'adapter ?

— Il y a deux voies à explorer. La première conduit à des accords internationaux. Le gâteau à partager étant moins important, les opérateurs se regroupent. C'est classique. La seconde consiste à repenser les moyens pour les adapter aux circonstances. Le Commissariat à l'énergie atomique est un superbe instrument de recherche. Il a encore du pain sur la planche, notamment dans le domaine des réacteurs à neutrons rapides, de l'enrichissement, du stockage des déchets, etc. Mais il faut être moins à faire dans le domaine des centrales électriques, encore que les Américains parlent déjà de minicentrales.

— Alors il ne faut pas toucher au CEA ?

— Non.

— Il faut toucher au CEA bien sûr, pour le rendre plus performant. Le rapport Rouvillois-Gaillarde qui vient de m'être remis est important.

— Il ne préconise pas de se contenter du *status quo*.

— Que recommande-t-il concrètement ?

— De continuer activement l'effort de recherche, mais peut-être de déplacer certains axes. On peut réfléchir aussi à l'organisation : il y a EDF, le Commissariat, la COGEMA, ses filiales, Framatome, les sociétés intéressées au cycle du combustible. C'est un ensemble sur lequel il faut réfléchir.

— En général, quand on parle de réorganisation, cela veut dire des regroupements ?

— Non, pas nécessairement.

— Ce rapport sera-t-il publié ?

— Non, pas pour le moment, car il est destiné avant tout à éclairer les décisions gouvernementales. Et comme toujours en pareil cas, tout ne sera pas pris pour argent comptant.

— Quand peut-on attendre des décisions ?

— Tout de suite, dans quelque temps et plus tard. Cela dépend de la nature des décisions.

— De façon plus générale, n'est-il pas temps de revoir la politique énergétique. La situation a radicalement changé. Depuis 1982. Or, il n'y a pas eu de débat.

— J'ai proposé un débat parlementaire à l'automne. Nous avons quand même réussi à atteindre 50 % d'autonomie dans le domaine énergétique, ce qui est formidable quand on n'a aucune ressource au départ. Et c'est l'Etat qui est à l'origine de cela. Nous avons diversifié nos sources d'approvisionnement et nos sources d'énergie. L'électricité et le gaz représentent aujourd'hui 60 % des consommations de l'industrie et du secteur de l'habitat. L'électricité est maintenant en grande partie nationale, et nous avons des accords d'approvisionnement en gaz et des options supplémentaires allant au-delà de l'an 2000. Dans le secteur de l'énergie, la notion de sécurité est toujours présente. C'est pourquoi c'est l'un des sujets les plus passionnants qui soient. Et là, la France n'a pas mal joué.

— Mais la consommation repart...

— Je crois qu'il faut relancer le programme d'économies d'énergie. Le premier ministre y tient beaucoup. En 1988, la consommation a atteint des records absolus. Il ne faut pas se laisser aller à l'empirisme actuel. Il faut redonner des crédits à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, qui a bien travaillé. Il faut examiner les programmes d'énergies renouvelables, la biomasse, etc. Nous avons réalisé des progrès considérables pendant une première période, après 1975. Il faut repartir, car il y a encore du gaspillage.

— Le CNPF a demandé une baisse de l'impôt sur les sociétés ?

— C'est son métier. Mais, lorsqu'on aura réduit la fiscalité sur l'épargne et abaissé la TVA, pour nous ajuster au reste de l'Europe, je ne suis pas sûr qu'il reste beaucoup de marge de manœuvre. Cela dépendra de la conjoncture, du taux de croissance. S'il reste quelque chose, je plaiderai pour qu'on examine la taxe professionnelle, la fiscalité sur la transmission des entreprises, l'épargne de proximité, les crédits d'impôt. Cela fait beaucoup de points à examiner, mais, au bout du compte, peu de dépenses réelles.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURIS et DIDIER POURQUERY.

SOS RACISME  
PRÉSENTE

BERNARD LAVILLIERS  
JACQUES HIGELIN  
MORY KANTE  
SUZANNE VEGA  
GOLD  
FELA  
SUGARCUBES  
CLAUDIA PHILLIPS  
GAMINE  
SIPHO  
YVONNE CHAKA-CHAKA  
HUBERT FELIX THIEFAINE  
BILL PRITCHARD  
CHEB KADER  
ZOUK MACHINE  
LITTLE STEVEN  
L'ECHO RALEUR  
YVES SIMON  
MANU DIBANGO  
DOUDOU N'DIAYE ROSE  
ET LES MAÎTRES TAMBOURS  
DU BURUNDI  
AFRIKA BAMBAATAA  
THE FIXX  
AFF LUIS TRIO  
NEW GENERATION MC'S  
PORTE MENTAUX  
JIL KAPLAN  
LE PEINTRE NEW-YORKAIS :  
"Futurs 2000"  
OPERA, BLACK de  
HENRI GUEDON

PRÉSENTATION: PAR  
MATHIEU  
PHILIPPE DANA  
NAGUI

LE CONCERT  
DE  
L'ÉGALITÉ  
LE 10 JUIN 89

CONCERT  
GRATUIT  
DE 18 H  
À 19 H  
LE CARNIVAL DES  
POTES À PARTIR  
DE 16 HEURES



libération

EN DIRECT  
SUR

2

DANS  
LES  
MONTRES

à partir de 21h15

ESPLANADE DU CHATEAU DE VINCENNES  
M° CHATEAU DE VINCENNES

5015 100000 - 5015 100000 - 5015 100000 - 5015 100000



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Technocic

La Sicav de la conquête du futur

Comptes de l'exercice 1988-1989 clos le 31.03.1989  
approuvés par le Conseil d'Administration  
du 23 mai 1989, présidé par M. Michel Richou

Actif net au 31.03.1989 : F 84.950.422

Performance entre le 31.03.1988 et le 31.03.1989 : + 11,69 %

Performance entre le 31.12.1988 et le 22.05.1989 : + 7,27 %

Valeur liquidative au 22.05.1989 : F 1.187

Dividende proposé : F 34,91 + F 5,16 d'avoir fiscal  
pour mise en paiement le 25 juillet 1989.

Consultez les valeurs  
liquidatives de nos Sicav  
et FCP sur Minitel 36.15  
code ASSOCIC.

Banques CIC. En intelligence avec vous.



Société anonyme  
au capital de 22 500 000 F CFA  
Siège social à Port-Gentil  
BP 525 (République gabonaise)  
R.C. Port-Gentil 126 B

### AVIS AUX ACTIONNAIRES

L'Assemblée générale ordinaire des  
actionnaires d'ELF Gabon se tiendra à  
Port-Gentil, le jeudi 15 juin 1989, pour  
statuer sur les comptes de l'exercice  
1988 et sur l'affectation du résultat.

Le président et le conseil d'adminis-  
tration d'ELF Gabon invitent les action-  
naires qui n'auront pu se rendre au  
Gabon à l'occasion de l'Assemblée géné-  
rale - notamment ceux résidant en  
France - et de manière générale toutes  
personnes intéressées, à une réunion  
d'information sur l'activité et les ré-  
sultats de cette société qui aura lieu le :

Mardi 20 juin, à 16 heures (accueil à  
partir de 15 h 30). Auditorium de la  
Tour ELF (niveau 1) 2, place de la  
Compagnie - La Défense 6 - Courbevoie.  
Le conseil d'administration



Le conseil d'administration de SCOR, qui s'est tenu  
le 29 mai 1989 sous la présidence de Patrick Peugeot,  
a approuvé les comptes de l'exercice 1988. Le Conseil a  
donné son accord au protocole d'achat par SCOR de  
Deutsche Continental Rückversicherungs A.G.

Augmentation du chiffre d'affaires : + 10 %

Le chiffre d'affaires consolidé de la Société com-  
merciale de réassurance et de ses filiales a atteint 5,86 mil-  
liards de francs, en progression de 10,2 % sur l'exercice  
précédent, à structure comparable. L'appui de la Vittoria  
Ri, qui a rejoint le Groupe en 1988, représente 963 mil-  
lions de francs.

Croissance du résultat net : + 25 %

Le résultat net consolidé a poursuivi sa progression  
en dépit de conditions commerciales moins favorables et  
d'une sinistralité plus importante ; hors intérêts minorai-  
res, il atteint 225 millions de francs contre 180 mil-  
lions en 1987, soit une augmentation de 28 %. Les  
fonds propres totaux du Groupe ont augmenté de 25 %  
le résultat s'établissant à 2,76 milliards de francs contre  
1,62 milliard de francs en 1987, soit plus de 70 %, et  
conduisant à une marge de solvabilité, fonds propres  
rapportés aux primes nettes, de 80 %, en forte aug-  
mentation par rapport à celle de l'année précédente,  
48 %.

### Un dividende de 3 francs

Sur proposition du président, et compte tenu des  
résultats de l'exercice, le Conseil a proposé la distribu-  
tion d'un dividende de 3 francs par action, avoir fiscal  
compte ; le nombre d'actions ayant, en 1988, aug-  
menté de 43 %, les sommes affectées aux dividendes  
auront donc pratiquement doublé par rapport à l'exer-  
cice précédent.

### Une stratégie européenne

Le conseil a approuvé le protocole d'achat de Deu-  
sche Continental Rückversicherungs A.G., protocole déjà  
ratifié par le conseil du groupe américain Continental  
Corporation, le 18 mai 1989. Le président, après avoir  
rappelé les investissements faits en 1988 et 1987 et les  
succès obtenus en Amérique du Nord et en Extrême-  
Orient, a confirmé la stratégie de développement euro-  
péen de SCOR, concrétisée dès 1988 par l'acquisition  
en Italie de la Vittoria Ri, puis, en 1989, par celle de  
cette société allemande, qui ne classe parmi les dix plus  
importantes réassureurs de son marché, et il a déclaré :  
« Cette expansion correspond à notre appréciation de  
l'évolution de la demande de réassurance au sein de la  
Communauté européenne plus unifiée, mais où chaque  
marché garde ses spécificités ; notre stratégie est donc  
à la fois de mieux coordonner notre développement  
dans ce nouvel espace économique et de renforcer la  
qualité du service à nos clients par des équipes de pro-  
fessionnels ayant une connaissance approfondie de leur  
environnement et de ses caractéristiques. »

Cette nouvelle filiale contribuera pour environ 12 %  
au chiffre d'affaires consolidé du Groupe et confortera sa  
position de premier réassureur français sur le marché  
européen.

SCOR : l'assureur des assureurs.

### SUCCES TOTAL DE L'OPE CERUS/DUMENIL-LEBLE

Le conseil d'administration de CERUS s'est  
réuni le 1<sup>er</sup> juin 1989 sous la présidence de  
M. Carlo De Benedetti, afin d'une part d'arrêter  
les comptes consolidés de l'exercice 1988 et  
d'autre part d'entériner le traité d'apport relatif à  
l'offre publique d'échange de CERUS sur  
Duménil-Leblé qui s'est achevée le 28 avril 1989.

Le résultat net consolidé (part du groupe) a été  
arrêté à 332 millions de francs après impôt. Il est  
à comparer à un résultat net consolidé de  
306 millions de francs après impôt pour 1987 ;  
mais cette comparaison doit tenir compte d'un  
changement des méthodes comptables prati-  
quées par CERUS. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988,  
les écarts d'acquisition, ou « good-wills », ont été  
inscrits à l'actif du bilan et amortis selon la  
méthode linéaire sur des périodes déterminées  
cas par cas et n'excédant pas 20 ans pour l'essen-  
tiel, alors qu'ils étaient jusque-là imputés sur les  
capitaux propres, conformément à la norme  
n° 22 de l'IASC.

Si CERUS avait continué d'appliquer cette der-  
nière norme, le résultat net consolidé pour 1988  
se serait établi à environ 400 millions de francs,  
contre 306 millions de francs pour 1987.

Le total du bilan consolidé s'établit à  
14 098 millions de francs contre 5 457 millions  
de francs en 1987.

Au début de l'année 1989, afin de parfaire le rap-  
prochement des groupes CERUS et

Duménil-Leblé, CERUS a proposé aux action-  
naires et aux porteurs de bons de souscription de  
Duménil-Leblé d'échanger leurs titres contre des  
titres CERUS à émettre. L'échange s'est fait à la  
parité de 2,7 actions CERUS pour 1 action  
Duménil-Leblé.

Le succès de cette opération a été total. D'après  
les résultats publiés par la Société des Bourses  
Françaises le 31 mai 1989, sont venus à l'offre  
2 459 420 actions jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1988,  
42 420 actions jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1989,  
ainsi que 154 525 bons de souscription « A » et  
191 840 bons de souscription « B » de la société  
Duménil-Leblé. CERUS contrôle donc désor-  
mais directement ou indirectement 93 % du capi-  
tal de Duménil-Leblé. Il sera proposé à la pro-  
chaine assemblée de CERUS de créer, sur le  
fondement du rapport des commissaires spécia-  
lement désignés, le nombre de titres correspon-  
dant à ces échanges.

Le conseil a constaté que les sociétés dans les-  
quelles CERUS détient une participation ont  
réalisé de bonnes performances au cours des 5  
premiers mois de l'année et que les perspectives  
pour 1989 paraissent satisfaisantes.

Par ailleurs, sur proposition du Président, le  
conseil d'administration a nommé  
M. Alain Minc, jusqu'alors Administrateur  
Général de CERUS, au poste de Vice-  
Président Directeur Général. Il s'est réjoui de  
l'engagement à long terme, et en l'occurrence au  
minimum de cinq ans, que M. Alain Minc a, à  
cette occasion, renouvelé vis-à-vis de CERUS.

7, avenue George V - 75008 Paris.

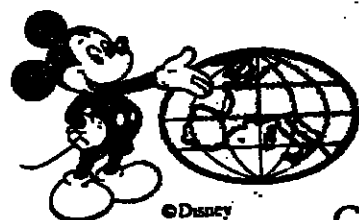
**CERUS**



Chaque actionnaire peut opter, entre le 5 et le 30 juin 1989, pour le  
paiement en actions du dividende distribué cette année, soit 64 F par  
action.  
Pour pouvoir exercer cette option, il doit en donner l'instruction à son  
intermédiaire habituel avant le 30 juin 1989. A défaut, le dividende lui sera  
versé en numéraire le 11 juillet.  
A compter du 5 juin 1989, la cotation du titre s'effectuera coupon dé-  
taché.

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ**  
**FINANCIÈRE**

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330



**Euro Disneyland**

Crédit-Bail de  
FRF 10.400.000.000

pour le financement du parc Euro Disneyland en France

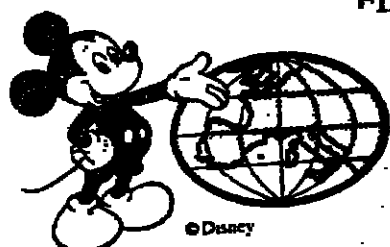
La **BANQUE INDOSUEZ**

est intervenue comme Arrangeur de cette transaction et  
Agent du placement des fonds propres de la société de crédit-bail

pour un montant de :  
FRF 2.001.000.000

**BANQUE INDOSUEZ**

Avril 1989



**FINANCEMENT DU PROJET**

**Euro Disneyland**

La **BANQUE INDOSUEZ**

est intervenue comme Conseiller Financier  
d'Euro Disneyland S.A.

**BANQUE INDOSUEZ**

Avril 1989

## Nouvel Emprunt Ecureuil.

Souscrivez dès maintenant.

EMPRUNT DE 1600 000 000 DE FRANCS A TAUX FIXE	EMPRUNT DE 700 000 000 DE FRANCS A TAUX VARIABLE (T.M.E.)
PRIX D'ÉMISSION : 4975 F	PRIX D'ÉMISSION : 4974 F
JOUISSANCE ET RÉGLEMENT : 26 juin 1989	JOUISSANCE ET RÉGLEMENT : 26 juin 1989
DURÉE : 12 ans	DURÉE : 10 ans et 310 jours
INTÉRÊT ANNUEL : 9 % soit 450 F PAR OBLIGATION	INTÉRÊT ANNUEL : Le taux d'intérêt sera variable et égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à Long Terme (T.M.E.) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations diminuée de 0,50 % l'an, soit : T.M.E. - 0,50 %. L'intérêt d'une marge de 0,50 % l'an, soit : T.M.E. - 0,50 %. L'intérêt sera payable le 2 mai de chaque année et pour le prêt sera payable le 2 mai 1990 sera égal à 80 % du T.M.E. Sur la base du dernier T.M.E. connu (8,76 %) les conditions d'émissions ont ressorti une marge actuarielle négative de 0,42 %.
TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 9,07 %	AMORTISSEMENT NORMAL EN TOTALITÉ LE 2 MAI 2000, SAUF RACHAT EN BOURSE.
AMORTISSEMENT NORMAL EN TOTALITÉ LE 26 JUIN 2001, SAUF RACHAT EN BOURSE.	AMORTISSEMENT NORMAL EN TOTALITÉ LE 2 MAI 2000, SAUF RACHAT EN BOURSE.

Une note d'information (vissé COB n° 89-217 du 31/5/89) peut être obtenue sans frais au guichet de votre Caisse d'Epargne Ecureuil, BALO du 5/6/89.



**L'AMI FINANCIER**  
Caisse d'Epargne Ecureuil

مكتبة الأمل

## AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

La Préfecture communique :

**OBJET :** déclassement de la voie nouvelle Toulouse-Albi, section Toulouse-Gemil (P.R.O. au P.R. 16,590), et classement de cette même section dans la catégorie des autoroutes.

La voie nouvelle Toulouse-Albi (section Toulouse-Gemil) a été déclarée d'utilité publique et route express par décret du 29 juillet 1986.

Une enquête est ouverte dans les formes prescrites par le code de l'expropriation en vue du déclassement d'une partie de cette nouvelle route Toulouse-Albi, section Toulouse-Gemil, de la catégorie des routes express du P.R.O. au P.R. 16,590 et son classement dans la catégorie des autoroutes.

Le dossier principal de l'enquête sera déposé à la préfecture de la Haute-Garonne, direction de l'administration générale, 1<sup>er</sup> bureau, 3, rue Saint-Jacques à Toulouse, pendant 31 jours, du 15 juin 1989 au 15 juillet 1989 inclus, où chacun pourra en prendre connaissance, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux.

Pendant le même délai, le même dossier et un registre subsidiaire seront déposés à la direction départementale de l'équipement de la Haute-Garonne, cité administrative, boulevard Armand-Duporal à Toulouse et dans les mairies suivantes :

Communes directement concernées : Toulouse, L'Union, Saint-Jean, Montbrun, Rouffiac-Tolosan, Beaupuy, Castelnau, Cragnac, Gardech, Montastruc-la-Conseillère, Gemil, Buzet/Tarn, Roquesse, Riquelme.

Communes indirectement concernées : Balma, Lapeyrouse-Fossat, Saint-Jean-Lherm, Montpitol, Azas, Bessières et Paulbac.

Le public pourra consulter ces documents aux heures habituelles d'ouverture des bureaux de la direction départementale de l'équipement de la Haute-Garonne et des mairies précitées et consigner, le cas échéant, ses observations sur les registres ouverts à cet effet.

Celles-ci pourront être également adressées par écrit, pendant cette période au président de la commission d'enquête, à la préfecture de la Haute-Garonne.

De plus, les 11, 12 et 13 juillet 1989, la commission d'enquête siégera à la préfecture de la Haute-Garonne à Toulouse. Direction de l'administration générale, 1<sup>er</sup> bureau, 3, rue Saint-Jacques à Toulouse, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 15 h 45, pour recueillir les observations et entendre toute personne qu'elle jugera utile de consulter dans le cadre de sa mission.

La commission d'enquête est constituée comme suit :

— Président : M. Paul Fontanille, inspecteur-général d'assurances en retraite.

— Membres : M. Gérard Choley, architecte ;

M. Louis Moutis, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat en retraite.

Ses conclusions, qu'elle devra transmettre dans un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête, seront communiquées à toute personne physique ou morale qui en formulera la demande au Préfet de la Haute-Garonne, direction de l'administration générale - 1<sup>er</sup> bureau.

Signé : Le secrétaire général,  
de la Préfecture de la Haute-Garonne,  
FRANÇOIS FILLIATRE.

Tous les ouvrages sur  
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,  
les médecines naturelles...  
à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**  
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

## Économie

### SOCIAL

### Les métallos CFDT dénoncent « l'explosion scandaleuse des heures supplémentaires »

M. Gérard Dantin, secrétaire général de la Fédération générale de la métallurgie et des mines (FGMM) CFDT, estime que l'accord de 1983 sur l'aménagement du temps de travail est « obsolète ».

Signé à l'époque par Force ouvrière et la CGC, et finalement refusé par la CFDT, qui en avait pourtant été l'initiatrice, le texte a été amputé d'une partie de ses dispositions concernant la modulation des horaires par une décision de justice, à la suite d'une action intentée par la CGT. Mais la FGMM-CFDT considère que l'évolution constante sur le terrain impose des rectifications. On assiste, par exemple, à « une explosion scandaleuse des heures supplémentaires », en raison du développement de l'activité.

En 1988, l'usine Peugeot de Sochaux a ainsi totalisé 1557000 heures supplémentaires « déclarées » et de nombreuses entreprises dissimuleraient les

dépassements par le versement de primes spéciales. Dans plusieurs cas, affirment les syndicalistes, le contingent annuel par salarié de 94 heures supplémentaires autorisé par la convention collective serait déjà consommé à la fin mai, et des sociétés demandent maintenant des dérogations à la règle générale des 130 heures annuelles. En outre, le développement de la précarité se confirme et il serait temps que « ces éléments nouveaux soient intégrés dans la politique contractuelle ».

Les métallos CFDT veulent s'appuyer sur l'accord de « méthode » sur le temps de travail signé en mars dernier au niveau interprofessionnel par la CFDT et la CGC pour renégocier sur ce thème dans la branche avec le patronat de l'Union des industries métallurgiques et minières. Des discussions devraient s'ouvrir en septembre. M. Dantin estime que la situation nouvelle « peut nous permettre de reprendre pied sur la réduction du temps de travail ».

« A nous de faire la preuve de l'opportunité », poursuit M. Dantin avec comme objectif une « contractualisation » de la modulation des horaires, de la réduction de la précarité et des heures supplémentaires. Mais cela dépend des « points de convergence possibles » avec la CGC et surtout FO.

La FGMM-CFDT vient de redéfinir aussi sa plate-forme revendicative avec la volonté d'intervenir syndicalement « en amont » des décisions de l'entreprise pour améliorer sa compétitivité. Elle veut trouver un autre terrain à son action, plus proche de la façon dont les entreprises vivent.

A. L.

### La fin du 50<sup>e</sup> congrès HLM

### « Il y a dans notre pays beaucoup trop d'exclus par le logement » déclare M. Mitterrand

« Le logement est une des plus graves inégalités qui séparent aujourd'hui les Français. Un logement décent est à la base de la dignité de l'homme. De plus en plus s'impose à mon esprit la certitude que s'il est une autre priorité [après l'enseignement] qu'il faut commencer à dessiner vraiment, c'est celle qui permet de s'attaquer directement aux inégalités profondes qui marquent notre société, c'est la priorité à donner à la politique du logement. Au cours des années prochaines, je veillerai à ce que l'évolution se fasse dans le cadre des budgets afin que nous puissions, par l'effort entrepris d'un commun accord, voir une volonté politique traduite dans les faits. » C'est ainsi que s'est exprimé M. François Mitterrand, samedi 3 juin, en clôture du cinquantième congrès HLM qui se tenait à Paris, porte de Versailles, depuis le 1<sup>er</sup> juin.

« Il y a dans notre pays, a poursuivi le chef de l'Etat, beaucoup trop d'exclus par le logement. Il ne suffit pas d'un toit, il faut un minimum de place pour que les familles ne soient pas entassées dans une seule pièce. Il est insupportable que ces hommes et ces femmes vivent l'humilité, pour ne pas dire la honte, de l'espace qu'ils occupent. Le président de la République a déploré qu'en France près de deux millions de personnes soient encore « mal logées ou pas logées du tout ».

En contrepoint aux propos du chef de l'Etat, l'ouvrage qui vient de publier le mouvement HLM (1) retrace un siècle d'histoire du logement social. On peut y lire, sous la plume de M. Roger Quilliot, président de l'Union nationale HLM : « Y a-t-il chance ou risque que l'habitat social disparaisse ? A la limite, ce serait :

souhaitable, dussent en souffrir les corporatismes, si cela signifiait l'accès de tous à la prospérité. Mais les crises sont là qui nous guettent au plus fort de l'expansion, des misères ressurgissent qu'on croyait condamnées, la machine économique laisse derrière elle des exclus, en nombre imprévisible, victimes innocentes des évolutions indéfinies de la science et de la technologie ; toute compétition a ses vainqueurs et ses vaincus. Nous sommes là, fidèles à nos origines, pour assurer dans les faits le droit théorique au logement : pour garantir à la famille, qu'il ne suffit pas de proclamer cellule de base de la société, le gîte nécessaire à son équilibre. D'une certaine façon, nous sommes les médecins de la société, tournés vers la prévention s'il se peut, vers l'intervention s'il se doit, convaincus que le bacille de la peste ne disparaît jamais. »

### Un combat toujours recommencé

Lutte contre les taudis, maisons nettes ouvrières, cités-jardins, remplacement des flots insalubres par des immeubles collectifs, grands ensembles bâtis à la hâte et qu'on réhabilite, c'est au fil des pages et des illustrations la geste d'un combat toujours recommencé, jamais complètement gagné, avec ses efforts, ses trahisons, mais aussi ses erreurs, ses échecs. Un document indispensable sur l'histoire du logement social.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) *Cent Ans d'habitat social : une utopie réalisée*, par Roger Quilliot et Roger-Henri Guerrand, Albin Michel, 2007.

### La mutualité française veut prendre l'offensive sur la prévoyance

Au cours de son assemblée générale, samedi 3 juin, la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) a révisé à sa tête pour six ans, par 92,25 % des voix (contre 83 % en 1984), M. René Toulade, président depuis 1979. Elle a affirmé son intention de développer son activité dans le domaine de la prévoyance (retraite, invalidité, incapacité, décès) tout en défendant sa position de « leader » pour la couverture complémentaire en cas de maladie. Dans ce domaine, elle réclame que l'on applique aux assurances les obligations prévues pour les mutuelles et les caisses paritaires de prévoyance dans le projet de loi préparé par le ministère de la solidarité et, sur le plan européen, que les mutuelles disposent d'un cadre juridique propre à côté des assurances, dont le « marché unique » va entrer en vigueur dès 1990.

En ce qui concerne la protection sociale obligatoire, la FNMF s'est prononcée à la fois pour des ressources nouvelles, par une « cotisation sociale généralisée » sur tous les revenus, et pour une maîtrise de l'évolution des dépenses, pour la

santé d'abord, pour la retraite ensuite. Pour la santé, à l'occasion du renouvellement de la convention médicale, elle souhaite des actions d'évaluation des pratiques et une rationalisation des « filières de soins ». Pour sa part, elle entend continuer son action pour une information des médecins sur le coût des différents médicaments. Elle a condamné le système des « honoraires libres », qui « vide progressivement les tarifs conventionnels de toute signification ».

« Nous avons un bon niveau de protection sociale, mais nous sommes loin d'être les plus performants en Europe, par rapport aux dépenses », a déclaré M. Toulade en conclusion de l'assemblée générale. Le président de la FNMF s'est demandé si les pouvoirs publics auront le « courage politique » nécessaire pour prendre les décisions nécessaires, notamment en matière de retraites : « A législation constante, à-t-il affirmé, il faudra pour le régime général — et les autres vont suivre — d'ici à 2005 doubler les cotisations ou diminuer d'autant les prestations. »

# ATTERRISSEZ DANS LA PRÉCISION



**LE DOUBS**, une solide tradition industrielle avec ses grandes entreprises, françaises et étrangères, PEUGEOT à Sochaux-Montbéliard, Du Pont de Nemours, ALCATEL... mais surtout la maîtrise d'un « savoir-faire » qui place ce Département à la pointe de la technologie des microtechniques. Aujourd'hui, tout ce qui vole d'AIRBUS à ARIANE, tout ce qui roule ou tourne, utilisant des techniques de précision qui marient électronique, informatique, mécanique, temps fréquence, est issu d'entreprises du DOUBS.


Situé sur les grands axes de développement stratégique de l'Europe, le DOUBS, avec ses P.M.I. compétentes qui gagnent des points sur tous les marchés mondiaux, sa main-d'œuvre expérimentée, ses laboratoires de recherche, son Université, constitue un atout réel dans la course à l'expansion nationale et internationale. L'AD.E.D. (Agence de Développement Economique du Doubs) peut vous aider à réussir votre atterrissage vers la réussite dans le pays de la précision.

## LA TECHNOLOGIE DE PRECISION A UN PAYS ... LE DOUBS

AGENCE  
DE DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE DU DOUBS



HÔTEL DU DÉPARTEMENT, 7 AV. DE LA GARE D'EAU, 25031 BESANCON CEDEX  
FRANCE - TEL. : 81.83.24.31 - TELEX : AGINDEV 3611847 - TELECOPIE : 81.82.01.40



## INSTITUT DE FORMATION

### FORMATION D'INFORMATIENS

VOUS ÊTES diplômé de l'université (Licence, Maîtrise, DEA, DESS, ...) dans une discipline scientifique ou technique (Biologie, Chimie, Géologie, Mathématiques, Physique, ...).

VOUS SOUHAITEZ valoriser vos connaissances en informatique acquises pendant votre scolarité et vos stages en devenant informaticien. Notre institut vous propose une formation pragmatique et opérationnelle qui vous permettra de travailler dans les environnements HP 3000-MPE, VAX-VMS ou UNIX. Vous bénéficierez ainsi de l'expérience et du savoir-faire d'une importante Société de Service en Informatique (450 collaborateurs) leader sur son marché et pourvue de toutes les opportunités d'un marché en forte croissance.

#### INFORMATION ET INSCRIPTION

Béatrice HOULVIGUE - Institut de Formation CMG  
BP 38 - Rue de la Terre de Feu - 91942 Les Ulis Cedex - Tél. : 64.46.12.12  
Prochaine session du 11 septembre au 14 décembre 1989.



Jules César, la Guerre des Gaules, 53 av. J.-C.

## Mœurs des Gaulois. Rivalités des partis.

11. Parvenus à cet endroit du récit, il ne nous semble pas hors de propos de décrire les mœurs des Gaulois. En Gaule, non seulement toutes les cités, tous les cantons et fractions de cantons, mais même, toutes les familles sont divisées en partis rivaux.

12. Quand César arriva en Gaule, un de ces partis avait à sa tête les Hédouens, les Séquanes. Ces derniers, qui étaient les plus faibles, étaient depuis longtemps alliés à Rome. Leur clientèle était considérable. Ils s'étaient adjoints Arioviste et ses Chérusques. Ils avaient obtenu de ces grands sacrifices et de grandes promesses. Après plusieurs combats, les Hédouens, la noblesse hédouenne avait été vaincue. Les Séquanes étaient devenus les plus puissants. Ils avaient donné comme otages les fils des chefs hédouens, exigèrent de cette cité l'engagement solennel de ne rien entreprendre contre eux et s'attribuèrent une partie de son territoire contiguë au leur, qu'ils avaient conquise; qu'enfin ils eurent la suprématie sur la Gaule entière.

En se querellant, le luxe français ne peut que s'affaiblir. En se divisant, il ne peut que faire le jeu de ses concurrents étrangers. Aujourd'hui, LVMH est devenu leader mondial du luxe. Il ne le demeurera que si il est un groupe puissant avec une stratégie claire et cohérente en Europe et dans le monde.

Il ne le demeurera qu'en continuant à développer des marques fortes. Il ne le demeurera qu'en investissant dans la création, dans la distribution, dans la communication. Il ne le demeurera qu'en se tournant délibérément vers l'avenir. Ce qui ne dispense pas de méditer les leçons du passé.

BERNARD ARNAULT  
Président du Directoire

LVMH

مكتبة امينة الأصل

# Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

JUIN 1989

## CHANSONS EN FRANCE

- Un nouvel âge d'or
- Des chanteurs mérités
- Les voies du succès
- Un contexte nouveau

## LE DERNIER ETAT DE LA FRANCE

(Spécial révision du bac)

- Une croissance soutenue
- Pourcentage de la rigueur
- Déséquilibres majeurs : chômage, commerce extérieur
- Une économie mixte

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



ESIEE  
ÉCOLE SUPÉRIEURE  
D'INGÉNIEURS EN  
ÉLECTROTECHNIQUE  
ET ÉLECTRONIQUE  
ÉCOLE SUPÉRIEURE  
DE TECHNOLOGIE  
ÉLECTRIQUE

14-15 JUIN 1989

## PROJETS 89

### PORTES OUVERTES AUX ENTREPRISES

Présentation des études réalisées sous contrat par les étudiants ingénieurs et techniciens supérieurs en fin de formation.

- MICROÉLECTRONIQUE • AUTOMATIQUE
- INFORMATIQUE
- SIGNAUX ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

- conférences
- visites des laboratoires

Renseignements et programme :  
A. Villegas (1) 45.92.65.33  
A.M. Boucaut (1) 45.92.66.25

Groupe ESIEE - BP 99  
93162 Noisy-le-Grand Cedex  
Tél. : (1) 45.92.65.00

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

## DAFSA

ne re...

Vous êtes confronté à des arbitrages en matière d'investissement, de placement... Vous prenez des risques toujours plus importants dans une concurrence internationale intense... Journaux, rapports, notes diverses s'entassent sur votre bureau... Avez-vous le temps de les analyser ? Prenez-vous toutes vos décisions en connaissance de cause ? Consultez-vous suffisamment vos partenaires, vos concurrents, les banques, les fournisseurs, les lieux financiers, les performances boursières ? Nos analyses vous aident à y voir plus clair. Formés aux techniques les plus sophistiquées de gestion et de diffusion de l'information, ils synthétisent pour vous toutes les données économiques, financières et boursières dont vous avez besoin, dans l'exercice quotidien de vos responsabilités.

### DAFSA

L'INFORMATION FINANCIÈRE

Recevez notre CATALOGUE PRODUITS sur simple appel téléphonique au 46 24 70 00, ou en nous retournant dès aujourd'hui votre carte de visite :

DAFSA  
Service Commercial  
10, Cité Paradis  
75010 PARIS  
Tél. : 46 24 70 00

GRUPE EXPANSION



## Économie

### SOCIAL

La géographie du revenu minimum d'insertion

## Le chômage non indemnisé facteur principal de pauvreté

La carte du revenu minimum d'insertion diffère peu de celle du chômage, si l'on compare la densité des bénéficiaires de l'un et le taux de l'autre par département. C'est donc en définitive l'intensité locale de la crise qui explique que cette densité varie de 1 à 3,5 d'un département à l'autre. Les données sur les bénéficiaires du RMI en région parisienne le confirment : les trois quarts des allocataires et de leurs conjoints y sont des chômeurs non indemnisés (en revanche, en raison du niveau des allocations de chômage, moins de 4 % sont des chômeurs indemnisés). Quatre bénéficiaires sur dix sont déjà inscrits à l'agence pour l'emploi en région parisienne, davantage en province.

Ce n'est pas surprenant, les bénéficiaires du RMI étant jeunes, seuls et presque sans ressources : la population actuelle, à la mi-mai, (296 000 personnes) ne diffère pas du portrait que nous avons tracé il y a sept semaines (*Le Monde* du 11 avril). Le RMI représente pour les bénéficiaires un apport considérable : deux tiers de leurs revenus en moyenne, 85 % pour les isolés. Seule nuance au portrait : la répartition des foyers selon le nombre d'enfants est semblable à celle de la population française en général.

Cette stabilité est elle-même normale, dans la mesure où le contingent mensuel d'arrivées, en baisse constante depuis janvier, est maintenant relativement faible : 32 000 en avril. La grande montée en charge semble s'achever (15 000 personnes ont d'ailleurs déjà quitté le dispositif). Elle est en tout cas terminée à la Réunion où, pour 73 000 demandes, on devrait compter 44 000 bénéficiaires au maximum et non 57 000 (*Le Monde* du 31 mars), mais non aux Antilles.

Cependant, afin de vérifier qu'aucune catégorie de bénéficiaires potentiels n'échappe au système, la délégation interministérielle au RMI va étudier dans quinze caisses d'allocation familiales un échantillon de gens ayant potentiellement droit au RMI mais ne le recevant pas et va faire suivre les situations

de précarité (fin de versement de l'allocation de parent isolé, entrée en fin de droits de chômeurs ayant un conjoint inactif et un ou deux enfants, etc.).

### Priorité au logement

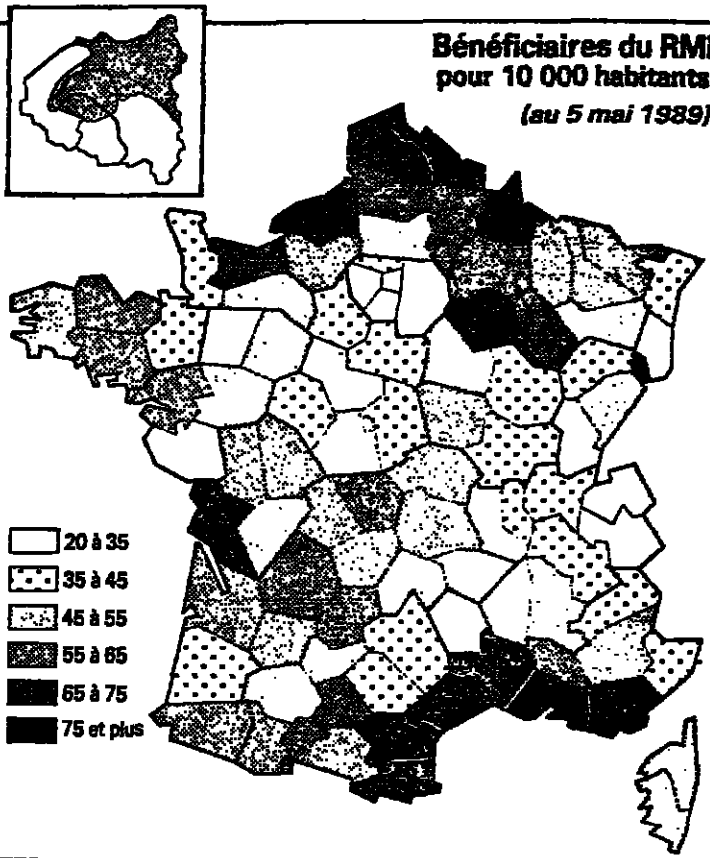
L'âge et l'isolement expliquent aussi qu'en région parisienne 43,6 % des bénéficiaires soient hébergés gratuitement (en revanche les « sans domicile fixe » sont rares : 4,3 %). Plus surprenante est la forte proportion de locataires qui ne reçoivent pas d'aide au logement : 58 %, un chiffre qui n'explique pas seulement le délai d'attribution de cette prestation complexe. Les services sociaux qui ont reçu les demandes de RMI ont-ils négligé cet aspect ? A la délégation interministérielle, on souhaite que le logement devienne une des priorités de la politique d'insertion (après l'emploi, évidemment...) et l'on va examiner avec attention les motifs d'exclusion des aides au logement : insalubrité du logement, surpeuplement ou... défaut de quittance de loyer.

Des moyens ont été débloqués par l'État à la fois pour la gestion administrative et financière, les secrariats et les équipes techniques des commissions locales d'insertion : deux cents emplois pour le ministère de la solidarité et autant pour l'ANPE, ainsi que 80 millions de francs pour vacations, équipement, etc., la Caisse nationale d'allocation familiale débloquant de son côté 100 millions de francs. Les départements devraient logiquement consacrer 2 F par habitant soit au total 110 millions de francs pour la « mécanique » de l'insertion.

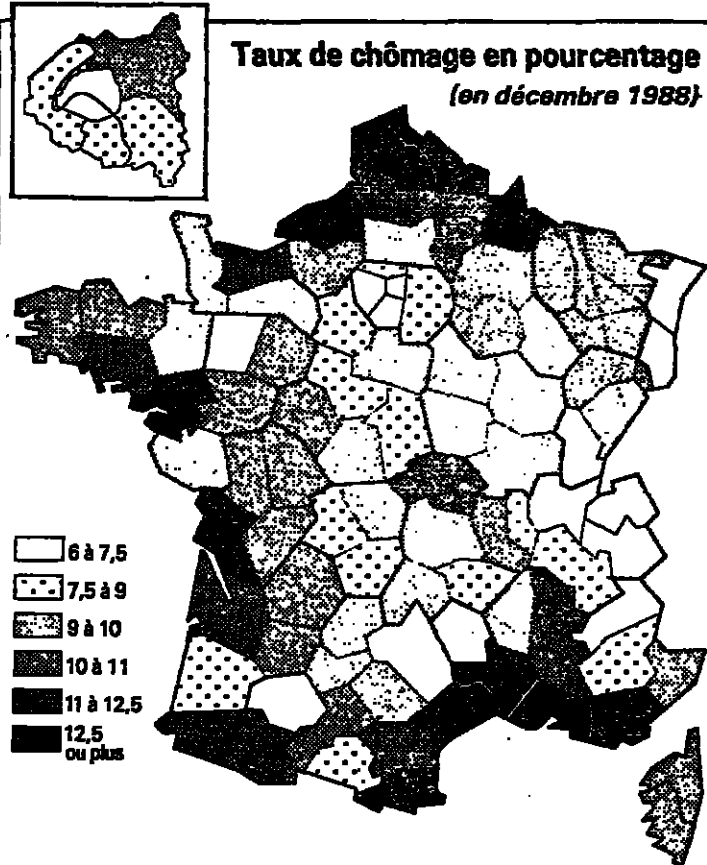
Celle-ci semble démarrer : à la mi-mai, 8 000 à 10 000 contrats avaient été signés, les départements les plus avancés étant la Charente-Maritime, le Puy-de-Dôme, l'Isère et le Morbihan, où plus de 25 % des bénéficiaires du RMI inscrits en décembre et janvier ont signé un contrat.

GUY HERZLICH.

• Changement de direction au comité d'entreprise de Peugeot-Bart. — La direction du comité d'établissement de l'usine Peugeot de Bart (Doubs), 1 100 salariés, le dernier de Peugeot dirigé — depuis 1956 — par une majorité CGT-CFDT est passée à l'« entente réformatrice » formée par FO, la CFEC et la CGC. La CGT a perdu 4,7 points revenant de 47,7 % à 43 % des inscrits, la CFDT 6,7, descendant de 12,5 % à 5,8 % tandis que l'« entente » en gagnait 13,8, passant de 28,6 % à 40,4 %. La CFDT ayant perdu son siège dans le premier collège, CGT et CFDT n'ont plus la majorité des sièges. La CGT risque de perdre son dernier siège de titulaire au comité central d'entreprise, celui-ci représentant jusqu'à présent le comité d'établissement de Bart.

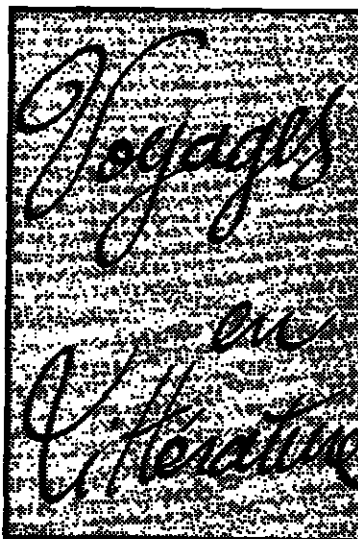


Source : délégation interministérielle au RMI.



## GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE Classiques

Le Monde

EUROPE 1

### Louange ou blasphème

#### Question 25 :

Le psaume épigraphe.

Quel auteur a placé cette épigraphe en tête de l'une de ses œuvres ?

« Je te loue, O mon Dieu ! de ce que tu m'as fait créature si admirable. »

Psaume CXXXIX, 14.

- ☐ Chateaubriand
- ☐ Claudel
- ☐ Gide
- ☐ Péguy
- ☐ Sénancour

#### Question 26 :

Blasphèmes...

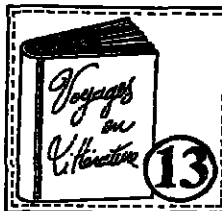
Mi-provocation, mi-conviction, le blasphème fait un peu partie de la tradition gauloise.

A vous d'identifier les coupables !

- a - « Le Christ a dit qu'il était venu pour séparer l'époux de la femme, la mère de ses enfants, le frère de la sœur, l'ami de l'ami ; et sa prédication ne s'est que trop fidèlement accomplie. »
- b - « Le salaud ! Il n'existe pas ! »

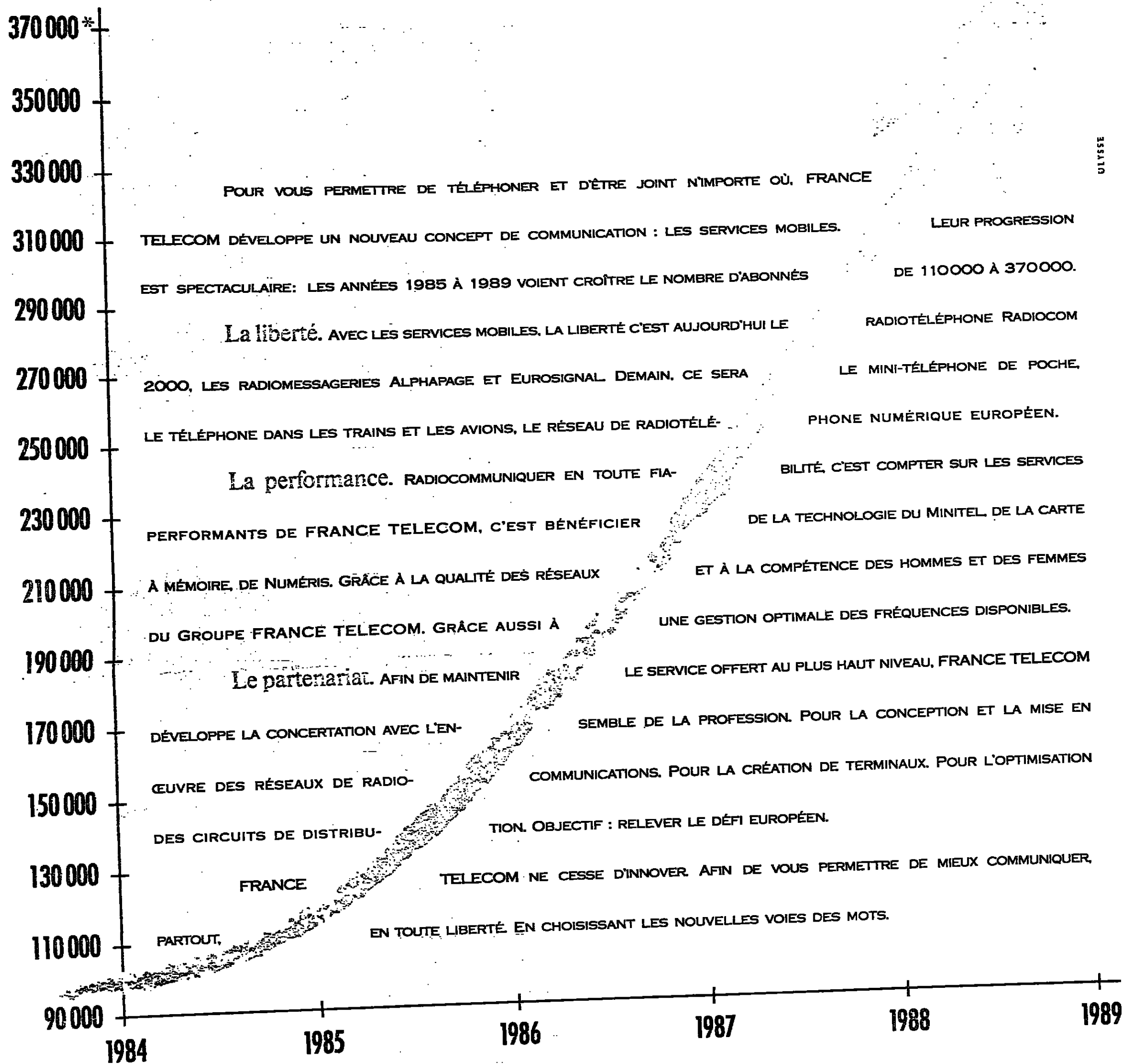
Bulletin-réponse dans *le Monde*, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez-les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse. Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1 ou sur Minitel 3615 code LEMONDE, EDUC ou EUROPE 1.





# Les Nouvelles Voies des Mots



**FRANCE TELECOM**

UN AVENIR D'AVANCE

\* NOMBRE D'ABONNÉS AUX SERVICES MOBILES.

مكتبة الأصل

# Marchés financiers

## La plupart des présidents des banques du CIC seront maintenus à leur poste

La plupart des banques régionales du groupe CIC (Crédit industriel et commercial) ont tenu, lundi 5 juin, leurs assemblées générales. Au cours de ces réunions, de nouveaux administrateurs ont été nommés. Lors de prochains conseils des ministres, le gouvernement devrait désigner les présidents de ces banques. Il devrait, en fait, y avoir une grande stabilité, le ministre de l'économie, M. Bérégovoy, ayant indiqué à plusieurs reprises qu'il s'inspirerait pour ces nominations de critères de professionnalisme et de compétence.

Six présidents devaient conserver leur poste : M. Paul Aubert à la Banque de l'union européenne (BUE), M. Henry Moulard à la Société lyonnaise de banque (SLB), M. Bernard Madinier au Crédit industriel de l'Ouest (CIO), M. Jean-Noël Reliquet à la Banque régionale de l'Ain, M. Bernard Yoncourt à la Société nantaise Varin Bernier (SNVB) et M. Claude Lamotte à la Banque Scalbert Dupont.

En revanche, M. Bruno Moschetto devrait être remplacé à la tête de la Société bordelaise du CIC par M. Jean Dufresne de la Chauvi-

nière, l'actuel président de la Banque régionale de l'Ouest. M. Bernard Gaudillière, le directeur général des douanes, écarté en 1986 par M. Juppé, prendra la présidence de cette dernière banque. Autre changement attendu : M. Durand, actuellement à la BCCM, devrait retrouver la présidence du Crédit industriel de Normandie, à la place de M. André Lecomte. M. Jean Durand en avait été écarté en 1986. M. Jean Weber, l'actuel directeur général des douanes (nommé par M. Juppé), devrait prendre la présidence de l'une des principales banques du groupe, le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (CIAL), en remplacement de M. Gaston Zerr, âgé de soixante-quatre ans.

Enfin, M. Jean-Pierre Aubert, l'ancien président du Crédit d'équipement des PME (CEPME) et proche de M. Mitterrand, devrait être nommé à la présidence du CIC-Paris. La nomination de M. François Carits (le Monde du 3 juin) à la présidence de la Compagnie financière devrait être officialisée en conseil des ministres mercredi 7 juin.

## L'Air liquide quadruple ses investissements en Europe

L'Air liquide, numéro un mondial des gaz industriels, va quadrupler ses investissements en Europe en 1989, pour les porter à plus de 2 milliards de francs, le montant global de ces investissements augmentant de 56 % à 3,9 milliards de francs, cela pour répondre à l'accroissement important de la demande.

Après les Etats-Unis, qui avaient fait l'objet d'un gros effort depuis trois ans avec l'acquisition de Big Three pour 1,1 milliard de dollars en 1986, c'est le continent européen qui va faire l'objet d'une offensive, notamment en direction de l'Allemagne, où la pénétration de l'Air liquide est encore faible (inférieure de 5 % à 8 % du marché) en raison d'accords antérieurs, désormais caducs. Le PDG, M. de Royère, a

déclaré que 1989 serait « une phase de développement intensif en RPA », mais que la bataille « serait difficile ». Les extensions concernent également la Belgique, les Pays-Bas (1 milliard de francs), la Suisse et la France.

Donc, après l'Amérique, l'Europe. Face aux ambitions du suédois AGA et de l'américain Prodrail, au total, la production mondiale de gaz devrait augmenter de 15 % à 20 % dans les vingt-quatre mois à venir. Les investissements seront financés par la marge directe (4,3 milliards de francs) et le bénéfice net consolidé devrait augmenter de 14 % en 1989, comme en 1988.

F. R.

## Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

### présente ANASYS

ANASYS est un logiciel d'analyse et de prévision financières pour micro-ordinateur. Il est le fruit de la pratique financière d'EUROSTAF DAFSA et de la compétence en micro-informatique de sa filiale PROSODIA.

ANASYS est utilisé depuis 1987 pour traiter les comptes de plus de mille entreprises ou groupes.

Il permet, sur la base d'une utilisation très conviviale de :

- saisir rapidement les données, dans un environnement offrant sécurité et assistance,
- exploiter une base de données, constituée automatiquement au fur et à mesure des saisies de données,
- simuler des prévisions sur la base d'un paramétrage autorisant tous les cas de figure,
- visualiser toutes les incidences à chaque nouveau paramétrage,
- comparer des prévisions et/ou des sociétés,
- utiliser des graphes standards ou créer ses propres graphiques,
- éditer à la demande tous les états financiers souhaités.

Pour obtenir une information complémentaire, contactez-nous à EUROSTAF, Tél. : 42 61 51 24. Téléc. : 670 383.

## FORMATION CONTINUE

### LA TELEMATIQUE

- ◆ Un DES (BAC + 5) applications à la télématique 555h. + mémoire + stage en entreprise. Septembre à juin. Inscription à partir de juin 1989.

- ◆ Des formations spécifiques :
  - caractéristiques techniques du RNIS (NUMERIS) de mai à juin, 42h - 4000F.
  - Schéma directeur et méthodes de développement d'un système d'information : de octobre à février, 39 h. - 4000F.
  - Conception d'enseignement multimédia à distance : pour concepteurs et formateurs, de octobre à juin, 84 h. - 8000F.

☎ 43 29 09 30

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général, base 100 : 31 décembre 1988

26 mai 2 juin

Valeurs françaises, à rev. variable	112,9	114,3
Valeurs industrielles	118,1	119,8
Valeurs étrangères	112,2	115
Valeurs de change	122,2	127,2
Caisse	108,4	108,8
Météorologie, météorologie	125,2	128,1
Electricité, électricité	110,1	109,8
Minéraux et matériaux	128,6	128,6
Ind. de consommation, non alt.	108,7	107,9
Agricoles	117,2	117,2
Distribution	122,2	121,2
Transport, biens, services	118,4	119,3
Commerce	118,4	120,3
Crédit banque	103,8	104,1
Stoim	102,2	101,6
Immobilier et foncier	101,2	100,8
Investissement et portefeuille	104,4	105,1

Base 100 : 31 décembre 1988

Valeurs françaises, à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

Base 100 en 1988

Valeurs françaises, à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100 : 31 décembre 1988

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

Base 100 : 31 décembre 1988

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

Base 100 : 31 décembre 1988

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

Base 100 : 31 décembre 1988

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

Base 100 : 31 décembre 1988

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

Base 100 : 31 décembre 1988

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

Base 100 : 31 décembre 1988

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

Base 100 : 31 décembre 1988

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

Base 100 : 31 décembre 1988

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

Base 100 : 31 décembre 1988

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

Base 100 : 31 décembre 1988

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

Base 100 : 31 décembre 1988

Indice des val. franç. à rev. fixe

Emprunt d'Etat

Emprunt garanti et assimilés

Sociétés

## PARIS, 5 juin

Bien orienté

Le marché semblait bien orienté lundi, et l'indice de référence, après avoir démarré en légères baisses (-0,18 %), relevait positivement en milieu de matinée. La tendance se confirmait par la suite, dans une ambiance calme. En milieu d'après-midi, le baromètre de la place parisienne s'inscrivait à +0,21 %. Les événements majeurs de ces derniers jours, le mort de l'imam Khomeiny et la répression en Iran, ont certes, incité à la prudence les investisseurs, sans pour autant faire vivre la place au pessimisme. La réaction était donc nettement moins forte que celles enregistrées sur les différents places asiatiques (Hongkong, Singapour, Manille, Tokyo, Taipei), et même à Londres, où les valeurs perdaient près de 1 %. Les investisseurs attendaient l'aplanissement de la situation de Wall Street. Rue Vivienne, les regards sont donc plutôt braqués à l'Ouest, sur la perspective de décente appréciable des taux d'intérêt. Cette baisse du taux de l'argent pourrait s'étendre à d'autres pays comme la RFA. De plus, au Palais Brongniart, certains investisseurs estiment que la perspective de voir le CAC franchir le barre des 500 s'approche à grande vitesse. Cet indicateur avait clôturé vendredi à son niveau record de 481,2.

Dans ce contexte, les plus fortes hausses étaient enregistrées par Sormer, Alibert, Midland Bank, Alstom, Simco et Spie Batignolles. Eurotunnel reprenait le chemin de la hausse avec des volumes d'échanges plus modestes que les jours précédents. Parmi les baisses, on notait Bati Investissement, Unibail, Ingénierie et Avionne Dussault. La construction d'avions recule après avoir démarré négativement l'après-midi.

Sur le second marché, la cotation de la Sico a été suspendue dans l'attente d'un communiqué. Sur le hors cote, la négociation des titres Chinois et Mury a repris, après le rachat pour 1 franc symbolique de 97,2 % du capital de cette entreprise par la société italienne EL.F.

La tendance sur le MATIF était également bien orientée mais prudente. Les contrats de juin et de septembre s'appréciaient de 0,28 %.

## TOKYO, 5 juin

Net recul

La Bourse de Tokyo a débuté la semaine en nette baisse, l'indice Nikkei, après avoir perdu 331,93 yens vendredi, s'est encore décliné de 210,34 yens (-0,62 %). Il a clôturé la séance à 33 457,08 yens.

La journée a pourtant connu une évolution contrastée. Après avoir ouvert en baisse (-33,74 yens), les indices terminèrent sur un gain de 78,28 yens grâce notamment au redressement du yen face au dollar. Toutefois, l'après-midi a été marqué par une importante vague de ventes, les investisseurs étant préoccupés par l'évolution à attendre sur les marchés des changes et du pétrole brut en raison du décès de l'imam Khomeiny en Iran. D'autre part, les investisseurs sont soucieux de la situation en Chine qui entraîne un certain malaise au Kabuto-Cho. De ce fait, le volume d'échange était modéré, ne portant que sur 450 millions de titres contre 900 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 2 juin	Cours de 5 juin
Alstom	840	820
Alstom	1 820	1 810
Carson	1 890	1 880
Elf	1 820	1 810
Elf	1 820	1 810
Elf	1 820	1 810
Elf	1 820	1 810
Elf	1 820	1 810
Elf	1 820	1 810
Elf	1 820	1 810
Elf	1 820	1 810

## FAITS ET RÉSULTATS

◆ Delfin Mieg et Co (DMC) : résultats en hausse de 36 % par rapport à 1987. - Le groupe textile français DMC a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 8,29 milliards de francs et un résultat net de 227 millions de francs. Devant les actionnaires de DMC, M. Julien Charlier, le PDG, a annoncé qu'il poursuivait sa politique d'acquisition d'entreprises principalement hors d'Europe. Chastre de la gestion rigoureuse, M. Charlier prévoit pour 1989 un chiffre d'affaires supérieur à 10 milliards de francs et un bénéfice de 300 millions. Cependant après la modernisation de quatre sites de production en 1988, le rythme des investissements industriels devrait se ralentir. M. Charlier a cependant reconnu deux points noirs : le rachat des trois La Squadra dont il devrait bientôt fermer les portes et le risque de chômage technique dans le secteur mercerie qui se retrouve en surcapacité de production.

◆ Philips va supprimer 10 000 emplois dans le grand public. - Le géant néerlandais Philips va supprimer 10 000 emplois sur 70 000 dans son département grand public. La restructuration du secteur, dont le coût s'élève à 500 millions de florins, devra aboutir à une amélioration du bénéfice pour le porter jusqu'à 4 % ou 4,5 % du chiffre d'affaires (1,4 % actuellement). Selon le directeur du secteur, M. Jan Timmer, qui a annoncé cette décision

dans un entretien publié par le journal *NCR-Handelsblad*, cette opération devrait être menée à bien « sans mesures draconiennes ».

◆ Black and Decker vend trois filiales d'Emhart. - Le groupe américain de matériel de bricolage Black and Decker Corp. va mettre en vente trois filiales d'Emhart Corp., société qu'il avait acquise en avril dernier.

Ces trois sociétés, Dynapert, Mallory Capacitors et Arcotronics, ont réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires totalisant 255 millions de dollars (1,7 milliard de francs). Leur cession servira à réduire l'endettement de Black and Decker lié au rachat d'Emhart pour 2,8 milliards de dollars (18,4 milliards de francs).

◆ La Mondiale émet pour 500 millions de francs de titres participatifs. - La société d'assurance-vie La Mondiale émet pour 500 millions de francs de titres participatifs. Elle est ainsi la première société d'assurance mondiale à utiliser les possibilités offertes par la loi du 23 décembre 1988 d'émission de titres participatifs.

◆ RECTIFICATIF. - Le nouveau contrat lancé conjointement le 1er juin par MATIFSA et OMF, les deux marchés à terme d'instruments financiers, est le BTAN que nous (bons du Trésor annuel normalisé) et non BTAN cinq ans (le Monde du 3 juin).

## PARIS:

### Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Assurances	285	285	La 1ère de mai	278	278
B.C.C.	280	280	La 2ème de mai	285	285
B. Dancourt & Associés	800	800	La 3ème de mai	188	188
B.C.M.	800	800	La 4ème de mai	275	275
B.I.P.	800	800	La 5ème de mai	171	171
Bolton	800	800	La 6ème de mai	15 30	15 30
Bolton Indemnité	800	800	La 7ème de mai	207	207
Bolton Indemnité	800	800	La 8ème de mai	1000	1000
Bolton Indemnité	800	800	La 9ème de mai	185	185
Bolton Indemnité	800	800	La 10ème de mai	295	295
Bolton Indemnité	800	800	La 11ème de mai	502	502
Bolton Indemnité	800	800	La 12ème de mai	521	521
Bolton Indemnité	800	800	La 13ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 14ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 15ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 16ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 17ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 18ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 19ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 20ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 21ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 22ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 23ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 24ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 25ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 26ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 27ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 28ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 29ème de mai	510	510
Bolton Indemnité	800	800	La 30ème de mai	510	510

### LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

### Marché des options négociables

le 2 juin 1989

Nombre de contrats : 18 446.

VALEURS	PRIX	Options d'achat	Options de vente
Accor	680	13	31
CCE	400	51	59
EF-Aquitaine	480	49	47,50
Eurotunnel SA-PLC	110	13	20
Lafarge-Coppée	1 550	36	84
Michelin	200	15	15
Midi	1 400	37,10	30
Puritas	480	29,90	38,90
Peygout	1 550	180	210
Saint-Gobain	600	39	52
Société générale	480	18	35
Thomson-CSF	240	4,30	11

### MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 juin 1989

Nombre de contrats : 70 000.

COURS	Jun 89	Sept. 89	Déc. 89
Dernier	107,08	107	106,40
Précédent	106,62	106,54	106,12

Options sur notionnel

Options d'achat

Options de vente

PRIX D'EXERCICE

Sept. 89

Déc. 89

Sept. 89

Déc. 89

106

1,38

1,62

0,58

1,31

### INDICES

#### CHANGES

Dollar : 6,6285 F

Le mouvement de baisse du dollar observé lundi 5 juin en Asie s'est poursuivi sur l'ensemble des autres places. A Paris, il revenait à 6,6285 F au cours des premiers échanges entre banques contre 6,6385 F à la clôture le vendredi 4 et 6,6870 F au cours du même jour. De son côté le deutschemark s'élevait à 1,7456 F contre 1,7453 F vendredi.

FRANCOFORT 2 juin 5 juin

Dollar (en DM) .. 1,9704 1,9541

Dollar (en yens) .. 161,80 160,65

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)



## BOURSE DU 5 JUIN

Réglement mensuel										Competition												
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Différence	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Différence	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Différence	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Différence	%			
3089	C.R.E. 2M *	3620	3620	- 0.92	1140	Orléans Métro *	1146	1148	1137	- 0.70	1470	Lafayette-Capitol	1543	1546	1582	+ 0.58	1310	St-Louis *	1337	1353	1343	+ 0.22
1070	B.N.P. T.P.	1067	1067		1140	C.S.E.E. *	676	674	582	+ 1.04	1350	Lafayette	1377	1417	1416	+ 2.83	2530	Salem	2540	2550	2550	- 0.38
1269	C.A.F. T.P.	1269	1269		1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1120	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	2540	2550	2550	
1269	Orléans Métro *	1122	1124	+ 0.09	1140	Orléans Métro *	676	674	582		1350	Lafayette	1377	1417	1416	- 0.54	2530	Salem	25			

Comptant (selection)

SICAV (selection)

2/6

VALEURS	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations															
Emp. 6.80 % 77	128 46	0.915	C.L.C. France de	219	Lode	1530	Vieira	1301	A.A.A.	102 50	687 80	448 44	Fininveste Rensale	173 94	170 14
9.00 % 78/83	101 76	0.827	C.I. Mediane	618	Macchine Bull	101	Actiwin	138 30	223 30	227 14	France	478 65	614 42	Powder	694 62
10.00 % 78/84	104 86	0.107	Clareau (B)	1887	Magazine Uniparc	139 60	Actiwin France	504 19	614 88	France-Pole	102 91	59 91	Pharm. Investec	345 03	345 03
12.50 % 82/90	104 05	0.072	Clareau (B)	1299	Mediane Part.	408	Actiwin structure	594 72	614 88	France-Mediane	1192 15	1157 43	Pharm. Investec	767 05	767 05
16.20 % 82/90	104 05	0.347	Clareau (B)	383 10	Micro Display	458	Amidant	605 82	583 73	France-Participation	29 19	29 19	Pharm. Investec	118 59	118 59
16 % juin 82	106 88	16 826	Clareau (B)	4036	Miro	141 80	A.G.E. Action Ind. CP	1171 90	1145 54	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	702 23	702 23
13.80 % jan. 83	106 88	4 084	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1058 80	1065 35	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	6472 48	6472 48
13.40 % jan. 84	116 60	6 084	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	5262 13	5262 13
12.50 % 85/91	109 46	0.102	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
11 % jan. 85	112 45	3 134	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
10.26 % sans 86	107 30	2 388	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
OAT 12.75 % 83	2050 20		Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
OAT 10 % 2000	108 05	0.247	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
OAT 9.50 % 1987	107 43	4.719	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
OAT 8.00 % 1988	103 21	3.353	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
Ca. France 3 %	101 82	3.806	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CMB France 3.82	101 82	3.806	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CMB Pologne	101 82	3.806	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CMB Suez	101 82	3.806	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
PTT 11.20 % 85	106 90	5.302	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CFI 9.20 % 86	105 30	3.454	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94	23 94	Pharm. Investec	112 17	112 17
CIE 1.50 % 86	104 35	0.057	Clareau (B)	4036	Neuq. Med. de	158 10	A.G.E. EDU	1154 13	1141 31	France-Participation	23 94				

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

**45-55-91-82. poste 4330**

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 à 4 La répression du mouvement populaire à Pékin. 6 à 9 L'Iran après la mort de l'imam Khomeiny. 10 Les élections en Pologne. - URSS : catastrophe ferroviaire dans les monts d'Oural.	11 La fin du débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale. 12 M. Jacques Chirac refuse l'idée d'un parti unique à droite. 14-15 La campagne pour les élections européennes.	16 Le congrès de la Ligue des droits de l'homme. 17 L'importation d'ivoire interdite en France. <b>SPORTS</b> 18 Les internationaux de France de tennis. - Automotisme : Prost renait à Phoenix.	19 Musiques : la Star au Théâtre de la Colline ; un livre consacré à Charles Trenet. - Danse : un entretien avec Sylvie Guillem. - Arts : un tableau de Braque volé à Beaubourg. 23 Communication : la Société des lecteurs du Monde à Ivry.	25 La préparation du nouveau plan d'épargne-retraite. 26 Un entretien avec M. Roger Fauroux. 28 La fin du congrès HLM. 30 Un bilan du RMI. 32-33 Marchés financiers.	Abonnements ..... 22 Cartes ..... 22 Campus ..... 22 Loto, Loto sportif ..... 21 Météorologie ..... 21 Mots croisés ..... 21 Radio-Télévision ..... 21	● Chine, Iran, et demain ? JOUR ● Les premiers résultats des grandes écoles ..... RES 3615 tapez LEMONDE ● Commandez vos livres et disques par minitel ..... DIS ● Les offres d'emploi du Monde ..... EMPLOI 3615 tapez LM

## TUNISIE

### La visite de M. Mitterrand consacre le soutien de la France à la politique d'« ouverture » de M. Ben Ali

TUNIS  
de nos envoyés spéciaux

Plusieurs dizaines de milliers de personnes étaient attendues lundi matin, 5 juin, sur le passage du cortège, dans le centre de Tunis, pour

#### Paris et Madrid s'entendent sur une stratégie commune avant le prochain conseil européen

La mort de l'imam Khomeiny et les événements de Chine ont éclipsé, dimanche matin 4 juin, la fin du séminaire ministériel annuel franco-espagnol, qui s'est déroulé ce week-end, à Paris, sous la présidence des ministres des affaires étrangères, MM. Roland Dumas et Francisco Fernandez Ordóñez.

A trois semaines du prochain conseil européen de Madrid, à l'issue duquel l'Espagne passera le relais de la présidence de la CEE à la France, les entretiens entre les ministres des deux délégations n'ont pourtant pas été de simple routine. M. Dumas a indiqué que les deux pays entendaient arriver à Madrid avec « la volonté d'enclencher le processus qui doit aller vers l'union économique et monétaire sur la base du rapport Delors, qui forme un tout dont les éléments sont indissociables » avec celle « de lancer les fondements de l'Europe du travail en fixant dès à présent des principes clairs ».

Parmi les autres thèmes examinés figuraient les moyens à envisager pour aider les pays de l'Est, notamment la Pologne, et les conséquences du sommet de l'OTAN pour les politiques de défense en Europe.

H. de B.

faire à M. François Mitterrand un accueil digne de celui que Paris avait ménagé au président Ben Ali, lors de sa première visite officielle en France, en septembre 1988. A cette époque, l'Élysée accueillait celui qui avait su régler sans drame le lancinant problème de la succession de M. Bourguiba. Aujourd'hui, la visite de retour a lieu chez un homme d'Etat auquel l'élection présidentielle du 2 avril a conféré la légitimité du suffrage universel.

Pour les Tunisiens, ce voyage consacre le soutien de Paris à la politique d'ouverture de M. Ben Ali, tant sur le plan intérieur qu'extérieur. En dehors des réjouissances protocolaires, les deux chefs d'Etat auront des entretiens en tête à tête qui porteront notamment sur la situation au Proche-Orient, la construction du Maghreb uni et ses relations avec l'Europe. Quand il sera président en exercice de la Communauté européenne, au cours du second semestre de cette année, M. Mitterrand reviendra au Maghreb, dans un pays qui n'est pas encore précis.

#### La sécurité de la communauté tunisienne

Il n'y a plus de contentieux franco-tunisien depuis l'arrivée du président Ben Ali au pouvoir : la question des comptes français bloqués depuis l'indépendance a été réglée, et les conditions administratives de séjour des Français en Tunisie ont été améliorées. Mais les Tunisiens ne manquent pas de faire part de leurs préoccupations pour la sécurité de leur communauté en France (quelque 285 000 personnes), après les derniers attentats à caractère raciste sur la Côte d'Azur, qui ont suscité une grande émotion ici.

En 1988, les exportations françaises ont atteint 5,4 milliards de francs, contre 3,5 milliards d'impor-

tations. En revanche, depuis deux ans, la balance des paiements est favorable à la Tunisie, grâce aux apports du tourisme, aux transferts des travailleurs immigrés et à la relance des exportations tunisiennes. La France demeure le premier client et le premier fournisseur de la Tunisie, avec près de 25 % des échanges commerciaux.

Les Tunisiens demandent que les investissements privés français — en baisse depuis 1985 — soient augmentés. Une « mission mixte de réflexion » s'est penchée récemment sur le problème, et il est envisagé que, par l'intermédiaire de la Caisse centrale de coopération économique (qui est très rarement intervenue jusqu'à présent en Tunisie), les investissements soient encouragés en direction des petites et moyennes entreprises, afin, entre autres, de favoriser l'emploi.

En marge de la visite de M. Mitterrand, il est question de la signature d'un accord portant sur les modalités pratiques de la retransmission permanente en direct des programmes d'Antenne 2 en Tunisie. Ces programmes devraient être transmis par un satellite de la série Telecom.

A titre d'essai et à l'occasion de la visite de M. Mitterrand, les programmes d'Antenne 2 sont diffusés depuis samedi et pour quelques jours sur le canal de la chaîne internationale (francophone) de la télévision tunisienne, en dehors de ses heures normales d'émission. Par la suite il est envisagé, pour une éventuelle diffusion permanente d'Antenne 2, soit de supprimer purement et simplement la chaîne internationale, soit d'ouvrir un nouveau canal.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE  
et MICHEL DEURÉ.

Le numéro du « Monde » daté 4-5 juin 1989 a été tiré à 518 810 exemplaires

## LIBAN

### Nouvelle flambée de violence à Beyrouth

En attendant que le plan d'action du comité supérieur tripartite arabe, annoncé à Rabat dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 juin, à la suite d'une longue réunion de travail des souverains marocain et saoudien et du président algérien, restaure (peut-être) le calme et entraîne la levée des blocus au Liban, cette rencontre des trois chefs d'Etat y a produit, comme c'est souvent le cas dans des circonstances similaires, une flambée de violence.

Rompant une trêve qui durait depuis trois semaines, les deux camps, chrétien, d'un côté, syrien et musulman pro-syrien, de l'autre, se sont mutuellement bombardés durant le week-end. Moindres que pendant les journées qui ont précédé la trêve, ces bombardements ont cependant fait deux morts et dix-huit blessés en secteur chrétien et cinq blessés en secteur musulman.

Le plan d'action adopté par le comité tripartite à Rabat prévoit un arrêt des hostilités, la suppression de toutes les mesures de nature à couper les Libanais les uns des autres et à entraver leur vie de tous les jours — ce qui, manifestement, suppose la réouverture des voies de passage et la levée des blocus du réduit chrétien, enfin une mise en œuvre des réformes politiques. — (Corresp.)

## PÉROU

### Attaque sanglante au cœur de Lima

Un commando terroriste s'est attaqué à l'escorte du président Alan García, samedi 3 juin, en plein cœur de la capitale. Sept soldats et un policier ont été tués, une vingtaine de militaires et plusieurs civils ont été blessés après l'explosion d'une bombe lancée sous le bus qui transportait, au palais de Pizarro, le détachement du régiment des Jussards de Lima.

Les corps carbonisés des victimes ont été projetés dans un périmètre d'une quarantaine de mètres. La déflagration a creusé un énorme trou dans la chaussée et endommagé plusieurs maisons voisines du quartier, ainsi que l'église de la Vierge du Carmel. L'armée et la police ont procédé à des perquisitions et des arrestations dans la capitale pour essayer d'appréhender les responsables de l'attentat supposé appartenir au Mouvement révolutionnaire Tupac Maru (MRTA). — (Corresp.)

En raison des événements, la parution de la page « Régions » est reportée à une date ultérieure.

## Sur le vif

### L'Europe en marche

Dites, les enfants, je reviens de Bruxelles, c'est effrayant. Ils sont en train de le construire à toute allure, le Parlement européen. C'est un truc énorme qui va jaillir entre la place Jourdan et le rond-point Schuman. Je suis allée visiter le chantier sous la conduite de Belges rigoureux qui se font ouvertement de notre gauche. Ils attendent, bien entendu, la fin de la présidence des Douze de mon Mimi, le 31 décembre, pour l'inaugurer. Non, pardon, le 1<sup>er</sup> janvier au soir. Pauvre chéri, ils vont quand même lui laisser le temps de nous adresser ses vœux depuis Strasbourg, parce que l'année dernière, histoire de nous faire croire que c'est toujours le capital de l'Europe.

Quais, je sais bien, c'est trop petit, trop à l'écart, trop mal desservi, Strasbourg. Mais bon, ça fait jamais qu'un quart de siècle qu'on y est à l'étré et on a pas eu le temps de se retourner. Non, c'est vrai, ils nous prennent de court, ces salades de Belges.

Remarque, qu'elle soit là ou ailleurs, l'Assemblée, ils en ont rien à cirer, nos députés européens. Avec les Italiens, ce sont eux qui palpent le plus pour bosser le moins. Ils reçoivent, accrochez-vous bien, 34 000 balles par mois, plus 25 000 F pour leur secrétaire, leur fille, très souvent, ou leur femme ou leur petite amie, plus 17 000 F de frais de voyage, plus 15 000 F de frais divers, plus 1 150 F par jour de présence. Une bobbiole, ils vont pas se dérangier pour ça ! C'est pas comme ces cons de British ou d'Allemands, de loin les plus assidus, ou ces gueux de Grecs et de Portugais. Eux, ils touchent des clopinettes et ils se tapent d'interminables trajets en train, en avion et en bagnole, avec des correspondances à n'en plus finir, le bras cassé par ce qu'on appelle le velocio elbow, pour venir pointer, bien obligés.

Nous, non. Résultat, le jour du vote, un vote crucial où Bruxelles l'a emporté par dix-neuf voix seulement contre Strasbourg, sur quatre-vingt-un Français, vous savez combien il y en avait dans l'hémicycle ? A peine une trentaine. C'est pas fabuleux, ça ? Dire qu'on est là à éplucher les sondages, à se demander qui va aller siéger là-bas le 18 juin prochain ! Pas la peine de se fatiguer. Personne !

CLAUDE SARRAUTE.

## EN BREF

● ÉGYPTÉ : prochaine visite du colonel Kadhafi au Caire. — Le colonel Kadhafi rencontrera prochainement au Caire le chef de l'Etat égyptien, M. Hosni Moubarak, a annoncé, dimanche 4 juin, M. Ahmad Kaddafy El Dam, chef des services de renseignements de Tripoli et ambassadeur du président libyen au Caire. On indique en Egypte, de source bien informée, que le chef de la révolution libyenne a fait savoir aux responsables égyptiens qu'il soutiendrait la candidature de M. Moubarak à la présidence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Par ailleurs, les liaisons aériennes entre les deux pays, interrompues en 1977, ont été rétablies dimanche. — (Corresp.)

● Journées d'études sur la Chine et l'Union soviétique. — Le service de formation continue de l'Institut d'études politiques de Paris consacre, dans le cadre de son cycle sur les grands partenariats de la France, une journée à la Chine, le mardi 13 juin, sous la direction de M. Jean-Luc Domenach, directeur du Centre d'études et de recherches internationales. L'URSS sera étudiée le mercredi 21 juin avec M<sup>me</sup> Marie Mendras, chargée de recherche au CNRS. De nombreux experts économiques et chercheurs apporteront leur concours à ces débats.

★ Inscriptions : Sciences-Po Formation, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 45-49-51-95.

## A nos lecteurs

Les lecteurs du Monde qui n'auraient pas vu leur numéro du 6 juin chez leur marchand de journaux habituel peuvent le récupérer en s'adressant au Monde. Service vente au numéro, 7, rue des Mathématiques, 75247 Paris Cedex 05.

## TISSUS D'AMEUBLEMENT : LE TEST DES PRIX !

(Ou comment réaliser des économies sur des centaines de milliers de francs...)  
● Notez les prix de beaux tissus actuels — Chintz, Jacquards, Toiles, etc. — dans des boutiques proposant des tissus « griffés ».  
● Comparez ces prix avec les prix Rodin, pour des tissus similaires (et parfois identiques) en stock.  
● Vous serez stupéfait de constater des différences de prix souvent énormes. Des qualités et des dessins superbes, depuis 70 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## LANGUES & AFFAIRES

**Europe 1993 : qualifiez-vous en langues !**  
Pour concrétiser vos connaissances, compléter votre formation, augmenter vos compétences et vos chances... décrochez un diplôme officiel : économie/commerce/gestion/communication  
Préparations personnalisées à distance, à votre rythme, et cours tous niveaux. Formation continue. Inscriptions toute l'année.  
LANGUES & AFFAIRES Service 4590, 35 rue Collange 92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42.70.21.88

### CHARME ET LUMIÈRE DU NORD

48 PAGES DE BEAUTÉ ET D'AUTENTICITÉ

VOYAGES INDIVIDUELS

CIRCUITS ACCOMPAGNÉS

CROISIÈRES

**NORVÈGE**

**FINLANDE**

**LAPONIE**

**SUÈDE**

**DANEMARK**

**GROENLAND**

**ISLANDE**

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agence de voyages ou à SCANDITOURS : 10, rue Auber 75009 Paris. Tél. : (1) 47 42 80 00

LC 58

## Peut-on réussir dans la vie simplement en développant sa mémoire ?

ou l'étrange histoire d'un grand avocat

En ce jour de vacances d'été, qu'étais-je venu faire, avec mes 18 ans, dans ce grenier ouaté de poussière et de silence ?  
Dehors, le reste de la bande s'ébattait dans la piscine de cette grande et belle demeure où m'avait invité mon ami François. Mais je ne m'étais jamais senti très à mon aise dans la compagnie des autres.  
Alors, j'étais là, au milieu de ces meubles qui avaient cessé de plaire, je détaillais l'air curieux les souvenirs d'une vie qui, visiblement, avait été brillante. J'ouvrais plusieurs tiroirs et découvrais dans l'un d'eux un petit livre que je feuilletais machinalement. Mais bientôt, m'asseyant sur l'osier grinçant d'une paille, je continuai ma lecture. Page après page. Négligent même la lumière du jour qui baissait.

Dans ce livre j'apprends que tout le monde possède une mémoire fantastique, mais que seuls quelques-uns savent l'utiliser. J'étais sceptique, bien sûr, mais une méthode simple était décrite. Ce qui me conduisit à prendre un vieux annuaire du téléphone oublié là, pour constater qu'en suivant la méthode, effectivement, j'étais capable après une seule lecture attentive de tout retenir : les noms, les professions et les numéros de téléphone de deux colonnes d'abonnés.

Oserais-je dire qu'alors je me pinçai, avant de me livrer à d'autres expériences. Mais toutes furent aussi convaincantes. Et je pus même vérifier que, trois heures après avoir simplement lu 83 numéros de téléphone (car je les avais comptés), je n'en avais toujours oublié aucun.

C'était tellement étrange que, ce soir-là, je m'endormis tard. Attendant le lendemain et le chant du premier merle qui, avec un jour nouveau, me dirait que j'avais rêvé. Or j'avais tort. Tout était toujours dans ma tête. Et la fin des vacances, pour cela, en fut transformée.

Mon ami François me dit : « Mais on t'a changé ! » La bande me découvrit comme elle ne m'avait jamais vu. Je n'osais pourtant rien de plus. Simplement j'étais autre. Inattaquable et serein. Répondant du tac au tac, après n'avoir eu si souvent que l'esprit de l'escalier.

Et plus tard, à la rentrée, moi qui peinais jusqu'alors sur mes cours de droit, je sus maîtriser les dates des lois et les articles du Code. J'apprenais même l'anglais en quelques mois. A partir de cette simple méthode, je me souvenais de tout : des visages, des noms, des musiques, de poèmes entiers dont spontanément je pouvais dire quelque extrait dans un dîner en ville.

Depuis, le temps a passé. Même les médias m'accrochent aujourd'hui l'autorité que donnent conjointement le talent et l'assurance et j'écris cet article pour rendre hommage à un être exceptionnel, qui a révélé en moi l'homme qui était au-delà de l'homme.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats et acquérir cette puissance mentale, qui est encore notre meilleure chance de réussir dans la vie, priez simplement l'éditeur de vous envoyer « Les Lois Éternelles du Succès ». Intéressant petit ouvrage écrit par W.R. Borg comme introduction à sa Méthode. Vous le recevrez gratuitement comme quiconque désire améliorer sa mémoire. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 128 — 3, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex. Pierre-Henri Marquand

#### BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 128 — 3, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex. France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom ..... Prénom .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Ville .....  
Age ..... Profession .....  
Aucun démarcheur ne vous rendra visite

### Church's

LE TEMPS TRAVAILLE POUR NOUS.

HOMMES  
4, rue du Dragon, Paris 9<sup>e</sup> 75 45 44 50 47  
25, rue des Minimes, Paris 13<sup>e</sup> 75 42 65 25 85  
HOMMES ET FEMMES  
42, rue Vivienne, Paris 2<sup>e</sup> 75 42 35 22 92  
85, rue de Courcelles, Paris 17<sup>e</sup> 75 42 27 23 17

## FORUM P.A.O. 89

3<sup>èmes</sup> JOURNÉES EUROPÉENNES DE LA MICRO ÉDITION

7.8.9 JUIN 1989  
PARIS PORTE DE VERSAILLES  
UN SALON POUR TOUS LES PROFESSIONNELLS DE LA COMMUNICATION, DE L'ÉDITION, DE L'INFORMATION.

INFORMATIONS  
**CAPRIC**

38 rue du Colisée, 75018 PARIS  
Tél. : (33 1) 42.25.41.38.  
Tél. : (44870)  
Fax : (33 1) 42.25.41.48